

Le Monde des livres

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15167 7 F

VENDREDI 22 OCTOBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'OTAN sans projet

QUELLE est la politique américaine de sécurité en Europe? Bien malin qui pourrait le dire. Les déclarations faites mercredi en Allemagne par le secrétaire américain à la défense, Les Aspin, loin d'apporter la lumière, confirment plutôt l'idée que l'administration Clinton n'a pour l'instant, sur le sujet, pas le moindre projet.

L'OTAN, manifestement, ne parvient pas à se redéfinir. L'un des questions auxquelles elle doit répondre est actuellement posée de la façon pressante par les pays d'Europe centrale qui demandent aux Occidentaux une garantie pour leur sécurité. Ces nouvelles démocraties qui, comme le soulignent récemment Václav Havel, se réclament des valeurs occidentales et sont prêtes à partager la responsabilité de la défense, ne comprennent pas que l'OTAN leur refuse sa protection et les abandonne à leur « vide sécuritaire », dans la volée qu'ils jugent insupportable d'une incertitude russe. La réponse donnée par Les Aspin est dilatoire : on verra plus tard, mais pas question pour l'instant d'entrer dans le système de défense de l'Alliance atlantique.

L'OTAN s'est construite entre des pays qui avaient peur des Russes. Faut-il encore avoir peur d'eux aujourd'hui? Si oui, comment ne pas s'ouvrir à ceux qui partagent cette peur? Sinon, à quoi cette organisation peut-elle donc bien servir? Incapables de répondre, les États-Unis semblent n'avoir comme seul souci de ne pas déplaire à MM. Eltsine et Kozirev, qui s'élèvent contre un élargissement de l'OTAN aux seuls pays d'Europe centrale.

Les Américains tergiversent en se réfugiant dans la proposition, molle et floue, d'une coopération de l'OTAN avec l'Est, y compris la Russie, pour des opérations de maintien de la paix. Si l'on songe à l'enthousiasme suscité à Washington par la perspective d'une opération de ce type en Bosnie, on peut douter que l'OTAN trouve véritablement là son second souffle. S'il s'agit de ce qui se passe autour de la Russie, on peut se demander s'il n'est pas davantage question du maintien de l'empire plutôt que de la défense de la paix.

L'ALLEMAGNE, et certains sénateurs américains, flirtent avec l'idée d'un élargissement de l'OTAN à toute l'Europe, y compris la Russie. La Grande-Bretagne et la France y sont résolument hostiles, estimant que ce serait la mort du seul système de défense sérieux, et présentant comme un pur fantasme l'insécurité des Tchèques et des Polonois. La France, qui souhaite à la fois que soit maintenu le parapluie de l'OTAN et que soit constitué un pilier européen de l'OTAN pour réduire l'hégémonie dont jouissent les Américains au sein de cette organisation, propose aux pays d'Europe centrale de rejoindre la défense occidentale, via le Communauté. Autant dire que ces derniers ont encore le temps de s'inquiéter.

M0147 - 1022 D - 7,00 F



Souhaitant une « diminution importante » de la durée du travail

M. Rocard veut refaire du PS « un parti d'alternance »

« S'opposer, imaginer, rassembler », tels seront les trois mots d'ordre du congrès du Parti socialiste, réuni du vendredi 22 au dimanche 24 octobre au Bourget. Assuré d'être élu, samedi, premier secrétaire du parti, Michel Rocard a déclaré, jeudi, sur RMC, que tout le problème pour le PS « est de redevenir un parti d'alternance aussi vite que possible ». L'Europe et le chômage seront les deux principaux thèmes abordés. M. Rocard a précisé que devrait être adoptée l'idée d'une « diminution importante et rapide de la durée du travail ».

Les États généraux de Lyon avaient été convoqués en juillet pour préserver un parti, moralement et électoralement par terre, du virus du suicide. Et, malgré toutes les sombres prévisions, le suicide n'a pas eu lieu. L'instinct de conservation aura été le plus fort. Le congrès du Bourget devrait être à la fois celui de la normalisation, de la pacification et du renouveau moral. Et il y a toutes chances qu'il en soit ainsi! Car faute d'avoir retrouvé l'oreille des Français, ce parti a compris qu'il devait se refaire une image pour retrouver au moins une légitimité médiatique.

Comme elle le fut à Lyon, l'image du Bourget sera donc soignée. Elle devrait être celle de l'« anti-Rennes » - qui fut le congrès du déclin. Au terme de ces trois jours, l'option en retienda peut-être une autre : celle de Michel Rocard, renouant à son titre provisoire et inédit de « président » pour devenir premier secrétaire du PS, après Fran-

çois Mitterrand, Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Laurent Fabius. Son élection, qui aura lieu pour la première fois au scrutin direct, sera vraisemblablement confortable. La seule interrogation des passionnés de la « petite cuisine » interne est de savoir s'il sera un décalque parfait de la majorité écrasante obtenue par la motion A (82,2 %), soutenue par les trois grandes familles du parti - rocardiens, jospiniens et fabiusiens. Mais l'essentiel n'est évidemment pas là.

Michel Rocard sera demain le patron élu du PS. Pour quoi faire? Beaucoup, depuis son coup de force du 3 avril, lui ont reproché ses hésitations, ses incohérences et surtout sa peur du « big bang » qu'il avait pourtant lui-même annoncé et qui, pour certains, comme Roland Dumas, n'est plus aujourd'hui qu'un « pétard mouillé ».

DANIEL CARTON

Lire la suite page 9

Yasser Arafat à Paris



C'est par un déjeuner avec François Mitterrand à l'Élysée que Yasser Arafat devait entamer, jeudi 21 octobre, un séjour officiel de 48 heures à Paris, première capitale occidentale visitée par le chef de l'OLP depuis la signature de l'accord avec Israël, le 13 septembre, à Washington.

M. Arafat rend ainsi hommage à la France pour le soutien particulier que ses gouvernements ont apporté depuis près de vingt ans à l'organisation palestinienne. Mais il attend surtout de cette visite une aide accrue de la Communauté européenne qui a déjà promis de participer largement au développement de la Cisjordanie et du territoire de Gaza, dans le cadre du projet d'autonomie.

pages 3, 4 et 26

La Bundesbank abaisse d'un demi-point son taux d'escompte

La Bundesbank a abaissé jeudi 21 octobre ses deux taux directeurs d'un demi-point. Le taux d'escompte est ainsi revenu de 6,25 % à 5,75 % tandis que le taux Lombard passait de 7,25 % à 6,75 %.

page 20

Guerre du pain à Novossibirsk

Loin de Moscou et de ses querelles politiques la Sibérie fait face à la misère

NOVOSSIBIRSK

de notre envoyé spécial

Ne leur parlez pas de politique! Surtout, n'évoquez ni Boris Eltsine ni Alexandre Routskoï, son adversaire détesté! A Novossibirsk, les « hommes nouveaux » sont fatigués. Avant même d'en avoir épuisé tous les charmes, les habitants repoussent les journaux politiques locaux et régionaux. Novossibirsk s'ennuie à faire que de s'ennuier sur le sort du Parlement. Novossibirsk veut simplement manger. Novossibirsk a déclaré la guerre du pain.

Déjà, les premières pluies transforment les rues en forêts. Déjà on prévoit que le froid mordra les plus faibles et laissera couchés dans la neige des milliers de gens. Et déjà, l'on sait que les roubles feront largement défaut. « C'est l'argent qui manque, l'argent », insiste Ivan Ivanovitch Indolok, cinquante-cinq ans, le nouveau gouverneur de la région qui se prépare précipitamment à prendre l'avion pour Moscou afin d'en réclamer.

Alors, à sa manière souple et pragmatique, Viktor Tokolonski, maire par intérim, s'apprête à réinventer les « restes du cœur ». Il y a du général chez cet administrateur de quarante ans qui se plante résolument devant le large plan mural de sa ville pour évoquer sa stratégie. Mais ses divisions se réduisent à des milliers de

tonnes de farine et de sucre qu'il espère pouvoir répandre sur Novossibirsk. « Je ferai face », lance-t-il.

Courage ou inconscience? En dépit de son nom qui sonne comme un beau rêve, Novossibirsk est une ville déglutissante qui titube. Une métropole ingérable. On y trouve de tout, mais cher, bien trop cher. Le sucre arrive régulièrement de Chine. Le raisin et les pommes, que l'on dirait créées tant elles brillent, des Républiques asiatiques. Les légumes idem. Seulement voilà, neuf personnes sur dix ne mangent pas de viande faite de revenus suffisants. Et l'on saute allégrement les repas en se contentant de petits pains arrosés d'un verre de thé.

Les chiffres sont officiels. Ici, quelque 140 000 personnes ou familles sur une population de 1,5 million d'habitants ne disposent même pas de 16 000 roubles par mois pour subsister (le kilo de veau coûte 3 000 roubles). Sans compter les mandants qui posent devant eux un grand carton où des passants jettent des liasses de roubles pour se délester d'un argent qui ne vaut plus rien.

LAURENT GREISAMER

Lire la suite page 5

et nos informations sur les négociations entre Moscou et Tokyo sur le traitement des déchets nucléaires pages 6 et 7

COMMENTAIRE

Immigration, droit d'asile, GATT

Le front du repli

Où va la France? En ces temps incertains de récession rampante et de chômage accru, de franc essai et de GATT disputé, aucun augure ne connaît raisonnablement la réponse. Mais du moins voudrait-on croire que ceux qui dirigent le pays savent où ils le mènent. Or rien n'est moins sûr. Car si l'on s'en tient aux symboles brandis ces derniers mois, à l'abri d'une cohabitation courtoise, sinon complice, il n'est pas exclu qu'ils s'entraînent, sur un chemin de traversée. Fût-ce sans l'avoir consciemment voulu, fût-ce à leur corps défendant. Cette impasse, c'est celle du rapetissement, du seul

contre tous, de l'étranger, hommes et marchandises mêlés, désigné en bouc émissaire et d'une France dressée sur ses ergots, apostrophant le vaste monde pour éviter de s'en prendre à elle-même. Aux premières pages de son dernier grand œuvre, l'identité de la France, l'historien Fernand Braudel, disparu en 1985, se proposait, citant Charles Péguy, de « regarder la France comme si on n'en était pas ». La citation était incomplète puisque Péguy, rare spéculateur de patrie internationale, ajoutait : « L'étranger n'est pas toujours au pays étranger. » Or l'étranger aujourd'hui, c'est ce fil

qui, de façon insidieuse et tenace, relie les trois grandes batailles engagées par le gouvernement Balladur, avec l'aval tacite ou explicite du président Mitterrand : celle de l'immigration, sous haute surveillance ; celle du droit d'asile, revu à la baisse ; et celle du GATT, en cours jusqu'au 15 décembre. A l'issue peut-être de nombre d'acteurs de ce drame que la France se joue à elle-même, il y a bien là un dénominateur commun, un refrain lancinant, un thème récurrent : l'enfer, ce sont donc bien les autres, vrais clandestins et faux réfugiés, Américains dominants et tiers-monde envahisseurs.

Evidemment, derrière chacun de ces dossiers pris séparément, il y a, comme l'on dit, de « vrais problèmes » - d'emploi, d'insécurité, d'agriculture, de culture, etc. -, bien que la formule serve trop souvent d'alibi aux solutions sans invention, démagogiques et faciles. Mais comment ne pas remarquer cette déclinisme insistante, et parfois unanime, du national, sur tous les tons et dans tous les domaines, des céréales aux travailleurs, des jachères aux entreprises, de la production d'images au contrôle des frontières? Comment ne pas souligner ce cotélement du « produits français » et du « produits avec des Français », ce glissement de l'un à l'autre, comme si cela allait de soi, avec en prime l'ébauche par le ministre de la culture d'une croisade linguistique, ce rêve éveillé d'un monde (re) parlant français, un français purifié des mélanges, garantissant contre les idiomes barbares.

Si le trait est ici volontairement forcé, l'infériorité du débat public et des politiques effectives n'en est pas moins indéniable. Un an après le débat « européen » suscité par le référendum autour du traité de Maastricht, la symbolique nationale semble désormais une rhétorique obligée dans les deux camps, ceux du oui et du non, à gauche aussi bien qu'à droite.

EDWY PLENEL

Lire la suite page 10

Le Monde littéraire

NUMÉRO 1

Montaigne, le goi tragique

Lus et relus, interprétés, discutés et remis en cause depuis plus de quatre siècles, les *Essais* ne cessent de nous questionner. Au-delà des polémiques, les *Dossiers et documents du Monde*, dans le premier numéro de leur nouveau supplément littéraire, s'interrogent sur l'œuvre éclectique de Montaigne, pour mieux faire découvrir le génie de son œuvre.

Les paradoxes du théâtre

En 1993, le théâtre de Molière continue d'être joué. Loin d'être démodés, ses pièces de théâtre résonnent d'une étonnante modernité. De Diderot, au contraire, on ne retiendra guère l'œuvre théâtrale, rarement représentée. Pourtant, le *Paradoxe sur le comédien* constitue un texte majeur et reste encore aujourd'hui la « bible » de l'acteur. En rapprochant ces deux auteurs, les *Dossiers littéraires* ont voulu s'intéresser aux paradoxes du théâtre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 12 F

La révision de la Constitution n'apporte qu'une réponse de circonstance

Après l'approbation, mercredi 20 octobre, au conseil des ministres, du projet de révision constitutionnelle permettant la réforme du droit d'asile, et avant l'examen du texte par les Assemblées, le vice-président du Sénat expose ses propres vues sur ce qu'il qualifie de «réforme circonstancielle».

par Etienne Daillly

La décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 sur le droit d'asile a créé une situation sans précédent depuis qu'elle contraint le Parlement à modifier la Constitution pour pouvoir mettre en œuvre une disposition législative qu'il a votée et qui se bornait à transcrire en droit interne le mécanisme prévu par une convention internationale, la convention de Schengen, elle-même déjà reconnue conforme à la Constitution, puis d'ailleurs ratifiée par notre pays.

Le Conseil constitutionnel a fondé sa décision sur le 4^e alinéa du Préambule de la Constitution de 1946, préambule auquel il a ainsi conféré, une fois encore, une valeur constitutionnelle d'application directe. Contrairement à ce qui a été soutenu çà ou là, cette décision du 13 août 1993 ne contredit d'ailleurs en rien celle par laquelle, deux ans auparavant, le 25 juillet 1991, il avait jugé la convention de Schengen conforme à la Constitution.

En 1991, le Conseil constitutionnel avait en effet simplement relevé que la convention de Schengen donnait à la France la faculté de faire valoir auprès des autres Etats signataires, donc dans l'ordre juridique international, le droit d'examiner, elle-même, toute demande d'asile dont la responsabilité ne lui incombait pas aux termes de ladite Convention. Mais le Conseil — qui n'avait à se prononcer que sur ce seul aspect du problème — n'avait pas précisé les cas et les circonstances dans lesquelles la France serait, envers ses partenaires européens, ainsi tenue, par son droit national, d'exercer cette faculté. Pour lui, cette faculté, ce droit pour la France, du seul fait qu'il était opposable aux autres Etats signataires, suffisait à rendre compatible la convention de Schengen avec le «bloc de constitutionnalité» qu'il avait cru devoir instituer, notamment avec le 4^e alinéa du Préambule de la Constitution de 1946.

Dès lors, dans sa décision du 13 août 1993, le Conseil constitutionnel ne pouvait plus revenir sur cette position. Mais il a été beaucoup plus loin qu'en 1991, déduisant de surcroît de ce même Préambule qu'un impératif constitutionnel contraignait la France à examiner toutes les demandes d'asile et à accueillir tous les demandeurs sur son territoire, ne fût-ce que temporairement, jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

Pour le Conseil constitutionnel, la faculté dont dispose la France dans l'ordre juridique international doit donc être entendue, dans l'ordre juridique interne, comme une véritable obligation constitutionnelle.

Interrogé à son tour sur les conséquences pratiques de cette décision, le Conseil d'Etat, dans son avis du 23 septembre 1993 — ilé qu'il était par les termes mêmes de cette décision du Conseil constitutionnel — a imposé aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et judiciaires, «à défaut d'admettre que cette obligation découlait, selon le Conseil constitutionnel, du principe proclamé par le 4^e alinéa du Préambule de la Constitution de 1946, seule une loi constitutionnelle pourrait en dispenser la France».

Ainsi, sauf à voir la France frustrée d'un des avantages essentiels que son gouvernement comptait précisément retirer de la convention de Schengen, la décision du Conseil constitutionnel et l'avis du Conseil d'Etat rendent inévitable une révision de la Constitution.

La logique de la décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 n'en poursuit cependant pas moins s'avérer redoutable pour la stabilité de la Constitution, si elle était étendue avec la même rigueur à tous les autres énoncés du Préambule de 1946. Celui-ci pose en effet un certain nombre de «principes politiques, économiques et sociaux» sans opérer entre eux de hiérarchie particulière. Conférer un effet de «droit positif» à un seul de ces principes — au cas présent le droit d'asile — implique donc du même coup que tous les autres principes du Préambule de 1946 accèdent eux aussi au droit positif et s'imposent tous avec la même force.

Une logique prétorienne

Or, pour ne prendre que deux exemples, le 5^e alinéa du Préambule de 1946 pose aussi comme «principe politique» que «chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi». A «tenir à l'actuelle jurisprudence du Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, interrogé sur telle ou telle réforme envisagée dans le droit du travail, ne pourra plus que constater que le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi «découlent de la Constitution» et s'imposent donc aux pouvoirs publics. Ainsi, au devoir de travailler imposé à toute personne et à son droit de demander un emploi, correspondra pour l'Etat, l'obligation de le lui fournir. Quant au 8^e alinéa du Préambule de 1946, il dispose que «tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués... à la gestion des entreprises». A «en tenir à l'actuelle jurisprudence, notre code du travail n'est donc pas conforme à la

Constitution puisqu'il n'a pas rendu obligatoire la désignation de délégués dans les entreprises — de loin les plus nombreuses — qui ne comportent pas plus de dix salariés.

Le Préambule de la Constitution de 1946 disposant lui-même qu'il ne s'agit là que de «principes», on s'accordait jusqu'ici à penser que tous les droits figurant au Préambule ne représentaient que des objectifs dont le contenu précis et les modalités de mise en œuvre incombent au législateur dans le cadre de son pouvoir souverain d'appréciation. La décision du Conseil constitutionnel et l'avis du Conseil d'Etat font désormais obstacle à cette interprétation souple puisque l'une, puis, par voie de conséquence, l'autre, admettent que le législateur est directement tenu par ce Préambule et ne saurait ni s'en écarter ni en limiter les effets sans enfreindre, de ce seul fait, la Constitution.

La révision constitutionnelle que le président de la République et le premier ministre viennent si laborieusement de mettre au point permettra, sans doute, de surmonter la difficulté juridique à laquelle la France est aujourd'hui confrontée, mais elle ne sera qu'une réponse circonstancielle à un problème lui-même circonstanciel. Cette révision est manifestement insuffisante puisqu'elle ne résoudra pas la question de fond que pose, depuis une vingtaine d'années, la jurisprudence du Conseil constitutionnel lorsqu'il se réfère non plus à la Constitution proprement dite, mais à son Préambule, lequel renvoie au Préambule de la Constitution de 1946, et donc aux «principes» qui y figurent et auxquels il eût cru devoir conférer une valeur constitutionnelle.

Après les «principes fondamentaux reconnus par les lois de la République» et en fil des décisions du Conseil constitutionnel, on a en effet ainsi vu faire irruption dans ce «bloc de constitutionnalité» des normes nouvelles comme, par exemple, les «principes particulièrement nécessaires à notre temps» (1), les «principes à valeur constitutionnelle» (2), les «fins d'intérêt général ayant valeur constitutionnelle» (3), les «objectifs de valeur constitutionnelle» (4), les «concepts juridiques à valeur constitutionnelle» (5), etc. Ces règles, qui président maintenant au contrôle de constitutionnalité, n'ont plus rien à voir avec la Constitution proprement dite, alors que cette dernière dispose pourtant clairement qu'elle doit en être l'unique référence.

Dans cette même logique prétorienne, le Conseil constitutionnel eût aussi élaboré des techniques de contrôle de constitutionnalité qui s'écarteraient nettement de sa mission première, telle que définie à l'article 81 de la Constitution, à savoir «se prononcer» sur la «conformité à la Constitution» des textes déferés à son contrôle. C'est ainsi qu'on eût vu surgir

des décisions de conformité rendues «sous les strictes réserves d'interprétation» dont elles étaient assorties ou comportant de multiples et minutieuses prescriptions destinées aux juridictions sur la façon d'appliquer la loi pour que celle-ci demeure constitutionnelle. Autant de modalités de contrôle qui dépassent, à l'évidence et de très loin, l'intention originelle du constituant de la V^e République, mais qui se sont peut-être ancrées dans les institutions sans que nul ne puisse efficacement s'y opposer.

Quatre inconvénients

Cette situation comporte au moins quatre inconvénients majeurs :

— En premier lieu, la valeur constitutionnelle conférée à certaines règles désormais incluses dans le «bloc de constitutionnalité» ne puise pas sa source dans une décision expresse et souveraine du peuple et ne résulte que d'une simple construction jurisprudentielle de personnalités qui, si éminentes soient-elles, n'ont jamais eu et ne sauraient avoir ni aucun pouvoir législatif ni aucun pouvoir constituant.

— En second lieu, le Parlement, si scrupuleux souvenait-il être du droit constitutionnel, n'est plus à même de connaître à l'avance les règles et les principes constitutionnels qu'il doit respecter. Il ne peut plus, dès lors, exprimer la volonté générale qu'avec une marge d'incertitude incompatible avec l'exercice véritable de la souveraineté. N'est-ce pas fort de la décision du Conseil constitutionnel du 25 juillet 1991 que le Parlement a, en effet, cru pouvoir, en toute légalité consti-

tionnelle, voter la loi dont la décision du 13 août 1993 a, contre toute attente, supprimé les dispositions essentielles ?

— En troisième lieu, évoluant ainsi dans un cadre désormais fluctuant, notre loi fondamentale y perd de sa consistance et, par conséquent, de sa crédibilité en tant que garantie suprême du droit.

— Enfin et surtout, le libéralisme d'action du Parlement se voit subtilement limitée puisqu'elle l'est par des règles qui n'émanent pas de la Constitution elle-même.

Lorsque l'on est, comme l'auteur de ces lignes, profondément attaché au contrôle de constitutionnalité parce qu'il contribue, de façon globalement positive, à concilier les exigences parfois antagonistes de la politique et du droit, on ne peut que souhaiter mettre un terme à cette redoutable dérive. Elle ne peut qu'augmenter les craintes de ceux qui, à juste titre, le risque de voir s'instaurer une sorte de «gouvernement des juges». Si on la laisse se perpétuer, elle ne manquera pas de s'amplifier, et, tôt ou tard, aboutira à la remise en cause du contrôle de constitutionnalité.

Au-delà de toute préoccupation législative immédiate, il est donc aujourd'hui devenu indispensable d'enquêter cette dérive pour radonner au Parlement la faculté d'exercer la plénitude de sa puissance législative, dès lors, bien entendu, qu'il l'exerce dans le strict respect de la Constitution.

Et puisque cette dérive ne tient qu'au fait que dans l'article 612 de la Constitution, la source du contrôle de constitutionnalité n'est pas «délimitée» avec assez de rigueur, il suffirait d'y préciser que le Conseil constitutionnel se prononce sur la «conformité des

lois non plus «à la Constitution» mais «aux articles de la Constitution» et d'y ajouter : «et à ceux de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789».

Moyennant cette adjonction, la révision constitutionnelle que l'on nous annonce éviterait, du même coup, le retour à de semblables incidents. Tout en insérant dans la Constitution les droits de l'homme et du citoyen, dont on se demande vraiment pourquoi ils n'y figurent pas, elle rendrait inopérante toute référence au Préambule de 1958 et à celui de 1946, qui, comme tous les Préambules, n'ont aucune valeur normative, ainsi qu'à toutes les règles non réellement constitutionnelles qui en procèdent et qui permettent au Conseil constitutionnel de s'opposer de manière abusive à la volonté du législateur.

La révision constitutionnelle sera bien entendu votée, mais n'y aurait-il pas intérêt à la compléter par ce bref amendement et à ramener ainsi le Conseil constitutionnel et sa jurisprudence dans le cadre initial prévu par la constitution de 1958 ? Par là même, on conforterait sa place et son rôle au sein des institutions de la République.

(1) Décision n° 54 DC du 15 janvier 1975 (loi sur l'interruption volontaire de grossesse).

(2) Décision n° 105 DC du 25 juillet 1979 (loi sur le droit de grève dans le secteur public).

(3) Décision n° 127 DC des 19 et 20 janvier 1981 (loi «Sécurité et liberté»).

(4) Décision n° 141 DC du 27 juillet 1982 (loi sur la communication audiovisuelle).

(5) Décision n° 209-DC du 9 mai 1991 (loi sur le statut de la Corse).

► Etienne Daillly est vice-président du Sénat.

BIBLIOGRAPHIE

L'homme qui réconcilia l'armée et la gauche

CHARLES HERNU OU LA RÉPUBLIQUE AU CŒUR

de Jean Guisnel
Fayard, 570 p., 160 francs.

FRANÇOIS MITTERRAND le traitait de «tête chercheuse» ou de «cheville ouvrière inopérable». Charles Hernu, auquel Jean Guisnel, journaliste à Libération, vient de consacrer un livre sous le titre *Charles Hernu ou la République au cœur*, était tout cela à la fois pour l'ancien premier secrétaire du PS. Elu à l'Elysée en 1981, M. Mitterrand a fait de Charles Hernu, décédé en 1990, le premier ministre socialiste de la défense depuis l'instauration de la V^e République, un poste exclusivement réservé avant lui à des proches de de Gaulle.

Charles Hernu était attendu comme le Messie par les armées, parce que, dans l'opposition de l'époque, il avait été l'homme qui réconcilia le gauche avec l'institution militaire. Il dut donner sa démission en 1985. Le rattachement des services épousa français dans le dynamisme du bateau de Greenpeace, à Auckland, cassa définitivement une carrière politique que l'intéressé avait réussi à se bâtir après bien des aventures.

Charles Hernu n'a eu que deux pères en politique : d'abord, Pierre Mendès France, dont il accompagna le parcours depuis le Parti radical et jusqu'au sein du Parti socialiste autonome, voire des débuts du Parti socialiste unifié, et, ensuite, François Mitterrand, duquel il se rapprocha durant les années 1980-1981 pour devenir «l'homme-pivot» de sa campagne présidentielle en 1985 et pour finalement l'aider, avec Jean-Pierre Chevènement, à conquérir le Parti socialiste.

Pendant cette partie-là de sa vie, Charles Hernu, quand il n'est pas assisté par une épouse plus fortunée que lui, tire le diable par la queue. En 1971, il sera, avec Robert Pontillon et Jean-Pierre Chevènement, le rédacteur du chapitre du programme socialiste *Changer la vie* consacré à la défense et dont aucun responsable du PS ne voulait. Pas encore convaincu de leur réflexion commune sur ce sujet, M. Mitterrand parlait de ses «trois sargents».

Dès lors, Charles Hernu fait de la défense «sa» chose, il parvient à responsabiliser les militants du PS, au départ volontiers antimilitaristes ou antinucléaires, et sa carrière politique s'envole. Il est élu maire de Villeurbanne en 1977 et député du Rhône en 1978. Il a cinquante-cinq ans.

Une erreur de jeunesse

Tout naturellement, François Mitterrand lui confia, en 1981, la fonction de ministre de la défense. C'est, pour un Charles Hernu ou comble de la félicité, la consécration. «Il a gagné son bâton de maréchal», écrit justement Jean Guisnel. Au point que la présidence de la République sera de temps en temps obligé de le rappeler gentiment à l'ordre, pour lui signifier qu'il n'est pas le porte-parole de l'armée auprès de lui mais qu'il symbolise l'Etat auprès de l'établissement militaire.

La biographie de Charles Hernu dresse de lui un intéressant portrait psychologique. L'homme, constate-t-il, est «un désir éperdu de reconnaissance publique» et, tout au long de sa vie, il n'aura cessé de parer son d'être que lui-même la soif d'entretenir sa notoriété. «On n'est jamais si bien servi que

par soi-même», écrit Jean Guisnel. Il se pousse gentiment du col et distord la réalité pour qu'elle vienne épouser ses rêves. L'une de ses épouses parera même de «mégalomane».

On en a une preuve — c'est le principal inconvénient du livre — avec la façon dont Charles Hernu aura tenu à réécrire une partie de sa jeunesse, en ayant cherché après coup à se faire passer pour un réalisateur de la première heure pendant la seconde guerre mondiale. Tout en convenant qu'il y a joué un rôle mineur à vingt ou vingt et un ans, à l'heure où d'autres jeunes Français — issus comme lui des Chantiers de jeunesse — étaient dans les maquis, Jean Guisnel a découvert des traces du séjour de Charles Hernu dans une officine pétainiste, la *Propagande ouvrière*, puis, à la *Délégation départementale de la libre à l'information sociale* du gouvernement de Vichy. Il fut même arrêté, l'épuration battant son plein, et incarcéré durant deux mois à la fin de 1944, rapporte son biographe.

Ce dossier, tombé dans des mains inamicales, a longtemps poursuivi Charles Hernu. A l'époque de diverses échéances électorales, certains, comme Georges Albertini, mort depuis, ou, plus tard, comme l'Idiot international, ont même voulu le faire chanter. Erreur de jeunesse, concèdent les amis de Charles Hernu qui n'en «manquaient pas tant il était convivial. «Misérable polémique d'arrière-cuisine politicienne et melleuse calomnieuse», dira François Mitterrand après la disparition de son compagnon d'armes, une mort brutale — sur une estrade, devant ses concitoyens — mais une mort de légende.

JACQUES ISNARD

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

هكزان النمل

INTERNATIONAL

Premier déplacement occidental du chef de l'OLP après l'accord avec Israël

La visite de Yasser Arafat à Paris est un hommage à la France

■ UNE VISITE DE QUARANTE-HEURES. - Yasser Arafat devait arriver, jeudi 21 octobre, en fin de matinée, à Paris, pour une visite officielle de quarante-huit heures, la première du chef de l'OLP dans un pays occidental depuis la signature, le 13 septembre à Washington, de l'accord entre Israël et l'OLP sur l'autonomie dans les territoires occupés. Il devait avoir un déjeuner de travail avec le président Mitterrand avant de prononcer, dans l'après-midi, un discours devant le Conseil exécutif de l'UNESCO. Outre des entretiens avec MM. Séguin, Badoir et Juppé, M. Arafat devait également rencontrer Simone Veil, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard.

■ L'AIDE À L'OLP. - Le président de l'OLP attend de cette visite « des réponses précises quant aux moyens que la France peut mettre à la disposition de cet accord de paix qui demande encore énormément de travail avant de devenir une réalité », a déclaré jeudi la déléguée générale de Palestine en France, Leila Shahid. L'aide de la CEE doit s'élever à 500 millions d'euros sur cinq ans, mais la France a demandé à ses partenaires de porter ce programme à 1 million d'euros pour l'ensemble de la région.

Parmi ses partenaires de la Communauté européenne, voire parmi tous les pays occidentaux, la France s'est singularisée par une attitude constante à l'égard de l'OLP. Il était donc normal que Yasser Arafat choisisse Paris pour sa première visite dans une capitale occidentale depuis la signature de l'accord entre Israël et l'OLP, le 13 septembre dernier. Alors même qu'il est désormais un invité que l'on se dispute, à Londres, Bonn et Bruxelles (siège de la Communauté), Yasser Arafat n'inclut pas Paris dans une même tournée en plusieurs étapes, qui placerait tous ses hôtes au même niveau.

Sans aller jusqu'à affirmer, comme l'a fait M. Arafat, le 10 septembre - mais c'était déjà une manière de remercier, - que M. Mitterrand fut le premier « à pousser en avant le processus de paix », la France, quels qu'aient été les gouvernements en place, a été, ces dernières décennies, pionnière dans la reconnaissance des droits des Palestiniens.

Et s'il est vrai que c'est dans l'adversité que l'on reconnaît ses vrais amis, pour les Palestiniens, la France en est un. Ils se souviennent, en effet, qu'au moment même, en 1975, les États-Unis, sous

l'impulsion de Henry Kissinger, mettaient leur organisation à l'index, la France, elle, alors gouvernée par la droite, autorisait l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris. Ils se rappellent aussi qu'en 1982, alors même qu'un leur imputait tous les maux du Liban, le président Mitterrand - pourtant ami d'Israël, et plus particulièrement du Parti travailliste - n'hésitait pas, devant la Knesset, à réclamer pour eux, « le moment venu, un État ».

Ils n'oublient pas non plus qu'à deux reprises, toujours en 1982, pendant l'invasion israélienne du Liban, et en 1983, lorsque les dissidents palestiniens détenus par la Syrie ont déclenché la guerre contre leurs frères d'armes demeurés loyaux à Yasser Arafat, c'est à bord de navires français que ces derniers ont été évacués du Liban. Ils savent aussi qu'au sein de la Communauté européenne, Paris a dû faire face à des résistances, de la part des Néerlandais ou des Britanniques par exemple. Ils n'oublient pas enfin que, lorsque l'OLP était monté du doigt, rangé dans le camp des « parias », en raison de son soutien à Saddam Hussein après l'invasion du Koweït, le seul gouvernement occidental à

avoir maintenu les ponts avec elle était le gouvernement socialiste français - non sans susciter d'ailleurs des critiques à droite.

Dès lors, si spectaculaire fut-elle, la précédente visite de Yasser Arafat à Paris, en mai 1989, était un peu dans la nature des choses. D'autant que quelques mois auparavant, en novembre 1988, le Conseil national palestinien (CNP, Parlement) avait reconnu l'existence d'Israël et proclamé la volonté des Palestiniens de coexister avec lui. C'était la condition posée par M. Mitterrand pour reconnaître à l'OLP une qualité de négociateur.

Une sorte de revanche

Qui plus est, M. Arafat avait, à la demande de M. Mitterrand - et en français, - proclamé *caduc* la Charte de l'OLP dont certains passages préconisaient la destruction d'Israël. L'effet d'annonce était resté sans suite, car, plus qu'une simple déclaration, il fallait que le CNP abroge ou modifie la charte. Dans sa lettre au premier ministre israélien Itzhak Rabin, le 9 septembre dernier, M. Arafat a réaffirmé que « les articles de la Charte palestinienne qui démentent le droit à

l'existence d'Israël... sont désormais sans effet et caducs ». « En conséquence, ajoutait-il, l'OLP soumettra au CNP, pour approbation formelle, les modifications de la Charte palestinienne ».

Depuis cette visite, un comité de suivi franco-palestinien existe, qui s'est réuni de manière irrégulière et sans résultats éclatants. Depuis un peu plus d'un an, c'est Muhammad Qraï, alias Abu Alaa, qui y représente les Palestiniens. Le hasard veut qu'il ait été l'un des principaux négociateurs de l'accord conclu entre l'OLP et Israël. Mais, d'un bout à l'autre des négociations de paix engagées à Madrid, à la fin du mois d'octobre 1991, la France, mais aussi l'Europe, auront joué un rôle fort limité.

Ce n'est pas pour l'avoir voulu - ou parce que les Palestiniens et les autres parties arabes ne le souhaitaient pas - que la CEE et ses États membres n'avaient eu qu'un strapontin d'observateur à la conférence de Madrid. Paris a toujours soutenu l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. Mais c'était ce qu'avaient décidé les États-Unis, avec la Russie, héritière de l'Union soviétique et associée pour la forme dans le parrainage du

processus de paix. Le gouvernement israélien de droite, dirigé par Itzhak Shamir, était tout aussi opposé, sinon plus hostile encore aux Européens ; et ceux-ci s'étaient plaints de n'être sollicités que chaque fois qu'il fallait porter la main au portefeuille - ils ont toujours été les plus grands contributeurs de l'aide destinée aux territoires occupés.

Aujourd'hui, les dirigeants français, M. Mitterrand en particulier, doivent donc savourer une discrète revanche, puisque, comme ils l'ont toujours dit, Israël a fini par se résoudre à s'adresser à l'OLP et que les tractations secrètes avec celle-ci ont eu lieu sans la participation des États-Unis.

« Nous avons besoin de l'aide de nos amis », en particulier en ce qui concerne les transports et les télécommunications, a déclaré la déléguée générale de la Palestine en France, Yasser Arafat vient donc chercher « de l'argent, un soutien politique » et l'expérience française dans le domaine du développement, a ajouté Leila Shahid. Les responsables français affirment être disposés à aider.

MOUNA NAÏM

La CEE au premier rang de l'aide financière

Comme s'ils sentaient qu'il y a urgence à consolider l'accord de paix entre Israël et l'OLP face aux extrémistes de tous bords, les Occidentaux manifestent à l'égard de la future « entité » palestinienne une sollicitude rare. La Banque mondiale a donné le signal et confirmé, en début de semaine, la création d'un fonds d'aide doté de 85 millions de dollars (490 millions de francs). Il servira, entre autres, à commencer à réhabiliter les infrastructures dans la bande de Gaza, une région très délabrée. Et, d'ici une quinzaine de jours, aura lieu à Paris la première réunion du Comité international d'orientation chargé de coordonner l'aide de 600 millions de dollars octroyée aux Palestiniens au titre de l'année 1994.

Au cours des cinq prochaines années, ce sont, au total, près de 2,5 milliards de dollars qui, sous forme de dons et de prêts, devraient venir irriguer l'économie des territoires occupés. Grosso modo, la somme correspond aux besoins tels qu'ils ont été chiffrés par la Banque mondiale pour mettre sur les rails une économie palestinienne.

Au premier rang des contributeurs figure la Communauté européenne. La CEE, qui octroie depuis longtemps une aide substantielle (600 millions de francs en 1993) aux territoires occupés, a proposé d'apporter 500 millions d'euros (3,4 milliards de francs) d'ici 1999, indépendamment

des sommes distribuées par ses États membres (la France a mis 20 millions de francs à la disposition des Palestiniens).

Les États-Unis viennent en deuxième position. Fin septembre, ils ont annoncé l'octroi d'une aide de 500 millions de dollars, elle aussi étalée sur cinq ans, pour le redressement économique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La promesse est méritoire : jusqu'ici, Washington paraît de ne fournir que la moitié de cette somme - mais sur deux années. Allié traditionnel des Arabes, le Japon a promis 200 millions de dollars. Et l'Arabie saoudite, après s'être fait quelque peu prier, 100 millions de dollars supplémentaires.

Un programme libéral

Au-delà des considérations politiques, les options économiques des dirigeants palestiniens expliquent aussi la générosité des bailleurs de fonds. Publié en juillet dernier par le département des affaires économiques et de la planification de l'OLP, le « Programme pour le développement de l'économie nationale palestinienne de 1994 à 2000 » est d'essence libérale. Le choix en faveur d'une économie de marché court tout au long de la centaine de pages du document. Construction des infrastructures, mise en place des institutions et du cadre légal : le rôle du gouvernement est limité. L'essentiel des initiatives

viendra du secteur privé et coopératif.

Ainsi se justifie le côté approximatif du programme. Se plaçant dans la double hypothèse d'une entité politique souveraine sur l'ensemble des territoires occupés (y compris Jérusalem-Est) et d'un retour des Palestiniens exilés en 1947 et 1967, il se fixe un triple objectif : jeter les bases d'un développement durable, créer des emplois pour diminuer le chômage, et réduire le nombre des « Palestiniens contraints d'aller travailler en Israël. En dépit des déclarations des leaders palestiniens, l'OLP ne se berce pas d'illusions. L'entité palestinienne n'est pas près de devenir un nouveau Singapour. Le programme économique prévoit que le produit national brut (PNB) palestinien passera de 1 467 dollars par an en 1995 à 1 713 dollars en l'an 2000. Celui de Singapour frise aujourd'hui 15 000 dollars.

JEAN-PIERRE TUQUOI

M. Mitterrand peut se targuer d'avoir toujours « tenu le même langage »

« Je dis, sur les problèmes du Proche-Orient, toujours la même chose. Et je connais tellement bien ce que j'ai à dire qu'il n'y a pas la moindre inflexion. » François Mitterrand s'exprimait ainsi, le 4 mars 1978, sur RTL. Il ajoutait : « Quand un interprète abusif dit tantôt : « M. Mitterrand fait le choix de l'OLP contre Israël... », ou le contrôle, il raconte des histoires. » Le président de la République a toujours pris soin, en effet, de tenir rigoureusement le même langage au sujet du conflit israélo-palestinien, et de le tenir en tous lieux, devant tous les auditeurs. Il résumait ainsi son propos il y a quinze ans : « Les Arabes et les Israéliens ont droit à une patrie ».

Tenir la balance égale nécessite parfois d'appuyer sur un des plateaux pour rétablir l'équilibre lorsqu'il a été rompu. Lorsque

celui qui est, alors, premier secrétaire du PS, à la veille d'une consultation électorale, s'entend reprocher par les partisans d'Israël de ne pas demander la fermeture du bureau de l'OLP à Paris, il s'indigne : « L'OLP, ce n'est pas moi qui ai installé son bureau à Paris. C'est (...) M. Giscard d'Estaing, c'est M. Chirac, et il est quand même extraordinaire que des journaux qui soutiennent la majorité m'attaquent parce que je ne demande pas la fermeture de ce bureau à Paris. Ils m'attaquent pas, et ils soutiennent ceux qui ont ouvert ce bureau à Paris. Sur le fond : « L'OLP a été reconnue par l'Organisation des Nations unies - pas par moi - comme interlocuteur privilégié ou nom des Palestiniens (...), mais j'ajoute [qu'elle] se prive de la capacité (...) de négocier au nom des Palestiniens tant qu'elle ne reconnaît pas l'existence d'Israël ».

M. Mitterrand a rencontré M. Arafat, pour la première fois, au Caire en janvier 1974. Six ans après, il évoquait cette rencontre et les propos qu'il avait tenus, au cours de ce même voyage, au côté d'Anouar El Sadate, le président égyptien : « Il faut que vous, Arabes, reconnaissiez le droit à l'existence, aux moyens d'exister et à la sécurité de l'État d'Israël. » Il ajoutait, à l'occasion d'un débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale : « La seule chance d'être entendu est de tenir

le même langage. » La clarté lui a toujours paru impérative sur ce sujet, et c'est la raison pour laquelle il interpellait Jean François-Poncet, alors ministre des affaires étrangères, sur la rumeur - déjà - d'une visite de M. Arafat en France : « J'aurais trouvé fort surprenant que le gouvernement français (...) ait interdit le sol de notre pays à un visiteur étranger, y compris M. Arafat, mais (...) ce qui importait, c'était de connaître la raison de cette visite. Bref, le gouvernement a-t-il adressé une invitation à M. Arafat, et pour quel faire ? »

Cette invitation, le président de la République l'a faite lui-même neuf ans plus tard. L'OLP avait, alors, décidé de renoncer au terrorisme et de reconnaître Israël. Roland Dumas avait soufflé à M. Arafat le mot « caduc » pour qualifier l'état de la charte de l'OLP, proclamant la volonté de détruire l'État juif, après cette reconnaissance. « M. Mitterrand m'a dit que l'OLP avait fait 90 % du chemin menant à des négociations de paix », indiquait le dirigeant palestinien au terme de sa visite, le 3 mai 1989. Il ajoutait : « Il ne me reste que la feuille de vigne. Faut-il que je termine le strip-tease ? » On n'ose définir le costume dans lequel M. Arafat arrive cette fois à Paris.

P. J.

CLÉS/Chronologie

Dix-neuf ans de relations

■ 14 octobre 1974 : la France soutient l'admission de l'OLP aux Nations unies avec un statut d'observateur.

■ 21 octobre 1974 : le ministre des affaires étrangères du gouvernement de Jacques Chirac, Jean Sauvagnargues, reçoit Yasser Arafat à la résidence de l'ambassadeur de France au Liban. En janvier, François Mitterrand, alors dans l'opposition, avait déjeuné avec M. Arafat au Caire.

■ 31 octobre 1975 : la France autorise l'ouverture à Paris d'un « Bureau d'information et de liaison » de l'OLP.

■ 13 juin 1980 : le Conseil européen, à Venise, souligne la nécessaire concomitance de la reconnaissance des droits des Israéliens et de ceux des Palestiniens, en affirmant que l'OLP doit être associée au processus de paix. Le président Valéry Giscard d'Estaing déclare à cette occasion : « Le peuple palestinien qui a conscience d'exister en tant que tel, doit être mis en mesure, par un processus approprié (...) d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination ».

■ 3 août 1981 : le chef de la diplomatie française, Claude Cheysson, rencontre Yasser Arafat à Beyrouth. Les deux hommes auront trois autres entretiens : en octobre 1982, juillet 1983 et août 1984.

■ 4 mars 1982 : devant la Knesset, le président Mitterrand, tout en affirmant que « le peuple français est l'ami du peuple d'Israël » et qu'il ne ménagera aucun effort « pour que son droit à l'existence soit universellement admis sans équivoque », ajoute : « On ne peut

demandar à quiconque de renoncer à son identité (...) il appartient aux Palestiniens comme aux autres de décider eux-mêmes de leur sort (...) Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut, le moment venu, signifier un État ».

■ Août 1982 : la France participe à la Force multinationale qui organise le départ « dans l'honneur » des combattants de l'OLP et de leur chef.

■ Novembre 1983 : nouvelle évacuation des Palestiniens de Tripoli.

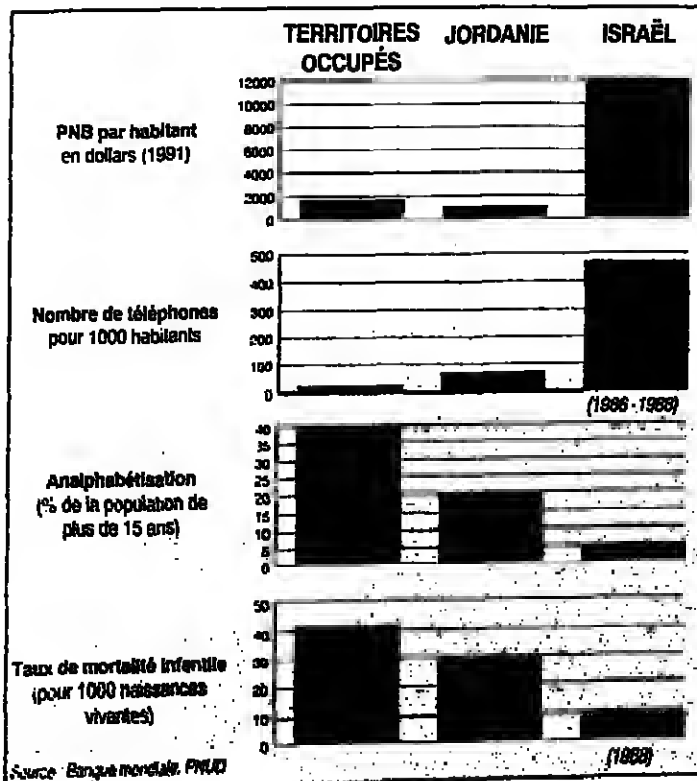
■ 5 janvier 1989 : le bureau de l'OLP à Paris est élevé au rang de « délégation générale de Palestine », après la reconnaissance d'Israël, en novembre 1988, par le Conseil national palestinien, et la proclamation d'un « État » palestinien.

■ 2 mai 1989 : Yasser Arafat effectue une première visite officielle à Paris. ■ 5 avril 1990 : Yasser Arafat vient à Paris rencontrer l'ex-président américain Jimmy Carter, artisan, en 1978, des accords de Camp David et parrain du traité de paix signé entre Israël et l'Égypte en 1979.

■ 24 avril 1991 : alors que l'OLP et son chef sont mis à l'index par l'ensemble des pays occidentaux pour avoir soutenu Saddam Hussein, le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, rencontre M. Arafat à Tripoli, en Libye.

■ 21 octobre 1993 : M. Arafat effectue sa deuxième visite officielle en France « à l'invitation des autorités françaises ».

Énormes déséquilibres



LA CRISE DURABLE ? UTILE ?

Les réponses de Robert Boyer, Pierre-Alain Muet, Gilles Saint-Paul, Jacques Mazier, Michel Maffessoli

A lire dans

Le Monde des DEBATS

Le Monde

PROCHE-ORIENT

Des Palestiniens laissés pour compte

L'accord entre Israël et l'OLP ne concerne pas directement les réfugiés du Liban.

Ils sont partagés entre l'espoir et le refus

AIN-EL-HILOUË

de notre envoyée spéciale

« Nous ne savons rien. Chacun de nous se pose la même question : qu'est-ce que l'on va devenir ? Nous voudrions qu'Abou Ammar (nom de guerre de Yasser Arafat) nous dise quel est notre avenir, nous les réfugiés de 1948. » Les interrogations d'Intissar, soixante-dix ans, réfugiée de Safed - en Israël aujourd'hui - dans le grand camp palestinien du Liban avec ses cent mille réfugiés, dans leur immense majorité venus en 1948 après la création de l'Etat juif.

Tous le déplorent : l'accord palestinien-Israélien n'a rien prévu pour eux, mais les critiques sont presque toutes teintées de l'espoir fou que cet accord, qui pour la première fois « rompt le cercle vicieux des refus perpétuels », soit le vrai début d'un processus. « Le désespoir est tel, avoue une responsable, que les gens veulent espérer envers et contre tout. » Peut-être que s'il fallait voter, le « non » l'emporterait, mais les discussions sont moins tranchées, mêlant dans un même discours rejet absolu et scepticisme positif.

Dans la cour ombragée de sa petite maison, Oum Mohammed constate, amère : « Cet accord est très bien pour les gens de ces

régions (les territoires occupés), mais pour nous il est très mauvais. Peut-être que, comme ils ont trouvé la solution Gaza-Jéricho, les Etats-Unis et les pays arabes peuvent trouver une solution pour nous. Ils doivent faire pression pour étendre la solution (à d'autres régions). Sinon, devons-nous rester toute notre vie des réfugiés à travers le monde ? »

Abou Mahsen, qui a passé vingt ans dans les Emirats arabes unis, qu'il a dû quitter après la guerre du Golfe, affirme : « Cela fait quarante ans que l'on nous chasse de partout et que nous vivons dans la guerre. Si cet accord arrête les massacres contre les Palestiniens, c'est bien. Moi, je veux un leader palestinien qui me donne la paix. » Jamal, vingt-trois ans, dont six en tant que combattant, n'est pas loin de partager cet avis. « Cet accord est contre nous, dit-il. Après tous les morts et les blessés, on n'a rien. Mais moi, c'est fini. Je veux la paix et vivre dans un pays où il n'y a ni Arabes ni Palestiniens. » Oum Mohammed, qui a quitté Safed à l'âge de dix ans, n'évoque pas son « pays, la Palestine » sans larmes. « Il n'y a pas d'alternative à la Palestine, dit-elle, et je suis prête à y vivre avec les Israéliens, pourvu que je rentre chez moi. » La solution ? Oum Mohammed a tout prévu « de la même façon que les Israéliens ont

des colonies de peuplement chez nous, nous pourrions en avoir chez eux. » « La région de Safed est vide », ajoute, comme dans un rêve, son mari. « Que les juifs originaires des pays arabes y retournent, suggère encore Oum Mohammed, et comme cela nous pourrions revenir chez nous. »

Vivre avec les Israéliens, Sélim, trente-sept ans, ne veut pas en entendre parler. « Cet accord est une honte, dit-il. Après toutes ces guerres contre Israël, Arafat a serré, sans dignité, la main de Rabin. Mais c'est illusoire de croire que cette petite solution arrêtera la guerre. La guerre contre Israël durera jusqu'à la fin du monde. » Phares, trente ans, cache ses sympathies islamistes, même s'il n'envisage pas de prendre les armes pour récupérer la Palestine. Abou Khaled, qui, à trente-quatre ans, n'a encore jamais combattu, déclare vouloir « peut-être » le faire maintenant, pour « lever le drapeau de l'Islam ».

Beirut exclut l'intégration

Au rejet plus ou moins résolu d'un accord qui ne prévoit rien pour eux, s'ajoute, pour les trois cent cinquante mille Palestiniens du Liban, l'angoisse d'un nouvel échec, alimentée par les déclarations officielles libanaises sur le refus de leur implantation permanente au Liban. Spécifié dans les accords de Taëf, qui ont permis de mettre fin à la guerre civile libanaise, ce refus est officiellement partagé par toutes les communautés libanaises, qui sont aussi d'accord pour refuser d'attribuer la citoyenneté aux Palestiniens, pour des raisons d'équilibre confessionnel - entre sunnites (confession à laquelle appartiennent la majorité des Palestiniens) et chiites, les chrétiens étant déjà largement minoritaires.

Contrairement aux Palestiniens

de Jordanie, qui bénéficient de la nationalité du royaume, à ceux de Syrie, qui jouissent, à l'exception de la citoyenneté, de tous les droits des Syriens, les Palestiniens du Liban n'ont pas de droit au travail, à la protection sociale, à la propriété, etc. « Même sans illusion sur le fait qu'ils devront bien un jour les accepter, les autorités libanaises traitent les Palestiniens comme un phénomène temporaire », affirme à cet égard Chafic El Hout, représentant démissionnaire de l'OLP au Liban. Mais, maintenant, les choses sont devenues sérieuses. Les Libanais et les Palestiniens devraient coordonner leurs efforts, car les Etats-Unis imposent l'implantation des réfugiés de 1948 là où ils se trouvent. L'aide financière toujours promise au Liban, les autorités le savent, ne viendra qu'après la signature d'un accord avec Israël, et déjà certains spéculent sur le « pactole » qui devra accompagner l'installation des Palestiniens.

En attendant, les Palestiniens du Liban, qui, plus que les autres, ont souffert des conflits interrabes dont le pays du cèdre a été le théâtre, craignent une fois de plus de faire les frais des dissensions entre l'OLP, Damas et Beyrouth. « Il faut une solution pour tout le monde, autrement nous allons vers une autre guerre », affirme Abou Ahmad, ancien officier du Fatah de Yasser Arafat, qui tient aujourd'hui une petite mercerie. « Nous avons peur des pays arabes, car Arafat a signé sans eux », avoue Abou Mahzen, qui a dû lui aussi quitter Abou-Dhahi après la guerre du Golfe. Les appels de l'opposition palestinienne à manifester contre l'accord n'ont eu, à Ain-el-Hilouë, comme dans les autres camps du Liban, que peu d'écho. « Arafat a signé depuis un mois, lance Oum Mohammed, et jusqu'à maintenant, les Dix (regroupement de l'opposition) n'ont rien fait. Ils n'ont rien à proposer, alors laissons Abou Ammar essayer, on verra bien. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Tandis que les discussions entre Israël et l'OLP se poursuivent

Washington tente de faire progresser les négociations entre Jérusalem et Damas

Alors que les négociateurs palestiniens et israéliens discutent à Taba (Egypte) de la libération des prisonniers palestiniens et des questions de sécurité, le coordinateur américain pour les pourparlers au Proche-Orient s'est entretenu, mercredi 20 octobre à Jérusalem, avec le premier ministre israélien de la manière dont les Etats-Unis peuvent contribuer à accélérer le processus de paix.

« Nous avons fait des progrès » sur la question de la mise en œuvre de l'autonomie palestinienne, a déclaré Dennis Ross à la presse, à l'issue de l'entretien. « Nous avons également discuté de ce qui peut être réalisé pour progresser dans l'autre direction », c'est-à-dire dans les pourparlers bilatéraux syro-israéliens, a-t-il ajouté.

Les chefs des délégations israéliennes aux négociations avec la Syrie et le Liban, Itamar Rabinovitch et Uri Lührani, assistaient à l'entretien, au cours duquel M. Ross s'est plaint que Damas n'ait pas désarmé le Hezbollah au Liban et ait empêché l'armée libanaise de se déployer dans le sud du pays. Le premier ministre a indiqué qu'il confierait un message à M. Ross à l'intention du président syrien, Hafez El Assad. Auparavant, à Amman, après une entrevue

avec le roi Hussein de Jordanie, M. Ross avait déjà souligné l'importance du volet israélo-syrien du processus actuel pour parvenir à « une paix globale ».

A Taba, les conversations entre Israël et l'OLP sur la libération de prisonniers palestiniens ont permis des « progrès ». « J'espère que, jeudi, nous aboutirons à de bons résultats », a déclaré Ziad Abou Ziyad, chargé par l'OLP de discuter de cette question. Les Palestiniens insistent pour que les douze mille prisonniers qu'Israël détient, selon eux, soient libérés en même temps, alors que Jérusalem souhaite fixer un calendrier et des « critères » pour leur remise en liberté.

Parallèlement, le chef de la délégation palestinienne, Nabil Cbanth, devait exposer, jeudi 21 octobre, la manière dont l'OLP entendait établir la sécurité dans la bande de Gaza et à Jéricho. Les Israéliens avaient exposé leur point de vue mercredi, insistant sur le droit de l'Etat juif de garantir la sécurité des cent dix mille colons et de prendre en charge la « sécurité extérieure », c'est-à-dire les lignes de cessez-le-feu, les ponts reliant la Cisjordanie à la Jordanie et les points de passage avec l'Egypte. - (AFP)

EGYPTE : assassinat d'un médecin copte. - Un médecin copte a été tué, mercredi 20 octobre, à Dairout, en Haute-Egypte, par des individus, présumés islamistes, a-t-on appris de source policière. Un pharmacien, copte lui aussi, a été grièvement blessé. Ce meurtre porte à trente-six le nombre de coptes tués depuis le début de la campagne de violence des islamistes, au printemps dernier. De plus, un millier de journalistes se sont réunis, mercredi, au Caire, pour manifester leur opposition à un projet de loi destiné à contraindre le couvent intégriste dans la presse écrite. - (AFP)

IRAQ : explosion d'une voiture piégée à Bagdad. - Une voiture piégée a explosé dans le centre de Bagdad, mercredi 20 octobre, faisant deux blessés et provoquant des dégâts matériels. Un porte-parole officiel irakien a accusé des « agents à la solde de l'étranger » d'être responsables de cet attentat, sans plus de précision. L'explosion d'une autre voiture piégée, le 4 août dernier, dans la capitale irakienne, avait été attribuée à des « agents du régime iranien ». - (AFP)

JEAN-CLAUDE POMONTI

LES PETITS CHIFFONNIERS DE PHNOM PENH

Poussières de vie



Un bilan abrupt de l'histoire récente du Cambodge, de cette Indochine meurtrie par des décennies de guerre, de déchirure.

James Burnet, Le Monde

FAYARD

ASIE

INDONÉSIE

Le rôle de l'armée est au cœur des débats du parti au pouvoir

Le congrès du Golkar, le parti gouvernemental indonésien, s'est ouvert, mercredi 20 octobre. Le mouvement, qui s'appuie sur la fonction publique, doit se doter d'un nouveau président. Ce choix a d'autant plus d'intérêt que le chef du Golkar est élu pour cinq ans et sera donc encore en fonctions quand le système mandat présidentiel de M. Suharto, âgé de soixante-deux ans, prendra fin, en 1998.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La démocratie du consensus à l'indonésienne n'est pas sans ses revers. Les trois partis politiques autorisés ont présenté, en juin 1992, leurs candidats aux législatives, et le premier d'entre eux - le Golkar, ou « groupes fonctionnels », qui s'appuie sur l'administration (civile et militaire) et revendique plus de vingt millions de membres - a obtenu 68 % des voix et 282 sièges sur les 400 élus au suffrage universel d'un Parlement qui compte 500 membres, les 100 derniers étant des militaires désignés par le chef de l'Etat. En mars 1993, le président Suharto a obtenu, sans opposition, un sixième mandat consécutif d'un Congrès de 1 000 membres formé par le Parlement et 500 députés nommés.

Cette fois, dans ce système apparemment bien huilé, c'est au tour du Golkar de renouveler sa direction. Mais ce congrès du Golkar présente d'autant plus d'intérêt que, si la succession de M. Suharto est loin d'être ouverte - son mandat ne prendra fin qu'en 1998 - chacun y pense, à commencer par les dirigeants des forces armées, dont les responsabilités politiques, inscrites dans la Constitution, font

un peu plus que par le passé l'objet d'un débat public.

Il y a des menaces, des défis et des obstacles qui ne peuvent être prévus et surmontés que par des moyens non militaires, par le développement politique, économique et culturel », a pour sa part déclaré le président, dans un discours prononcé le 5 octobre, à l'occasion justement du quarante-huitième anniversaire des forces armées. Le 5 septembre, la presse avait rapporté que le chef de l'Etat avait déjà demandé aux militaires, lors d'une réunion privée avec des généraux d'active et en retraite, d'éviter les conflits internes.

Un climat politique un peu détendu

De son côté, l'un des vétérans de l'armée, le général Nasution - tenu à l'écart pendant longtemps pour avoir signé la « pétition des 50 », un manifeste d'opposition au régime - a effectué une rentrée remarquée en appelant les forces armées à « repenser leur place en politique », un texte publié par le Jakarta Post le 5 octobre. L'ancien héros de la guerre d'indépendance, qui fut également président de l'Assemblée provisoire consultative du peuple et chef d'état-major, a également reçu à son domicile les chefs actuels des forces armées et rencontré le président Suharto.

Il est vrai que le climat politique a été un peu détendu ces derniers mois, surtout depuis que M. Suharto, dans son « adresse à la nation » de la mi-août, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, a déclaré que « les différences d'opinion contribueront à renforcer un consensus qui sera dans l'intérêt de tous ». La presse, pour sa part, se sent les coudées un peu plus franches et lance quelques appels pour davantage de démocratie.

Le rôle politique des militaires

pourrait-il en être remis en cause ? Depuis la controverse sur le massacre par des soldats d'une cinquantaine au moins de Timorais, à Dili, en 1991, l'armée se sent davantage sur la défensive. Fait significatif, quatre officiers (deux militaires et deux policiers) viennent d'être démis de leurs fonctions à la suite de la mort de quatre manifestants, tués le 25 septembre lorsque les forces de sécurité ont tiré sur une foule protestant contre la construction d'un barrage. L'armée se retrouve donc sur la défensive, surtout avec l'émergence, après plusieurs années de prospérité, de classes moyennes. Certains font même aux militaires le procès de ne pas vivre avec leur temps.

Les forces armées n'ont pas, pour autant, décidé de se retirer du devant de la scène. Elles ont déjà obtenu en mars que leur candidat, le général Try Sutrisno, soit élu à la

vice-présidence, ce qui en fait le deuxième personnage de l'Etat et, en toute logique, l'éventuel successeur du président en place. Au sein du Golkar, leur influence est également prédominante. Il reste à voir si les généraux s'accommoderont de la candidature à la présidence du mouvement de M. Hamoko, ministre de l'Information, et qui aurait le soutien de M. Suharto, pour remplacer le général Wahono.

S'ils s'opposent à cette candidature, les choses seront claires. En revanche, s'ils l'acceptent, ce sera la première fois qu'un civil accèdera à la direction du Golkar. Mais, dans ce cas de figure, il serait bien prématuré de conclure que les forces armées sont prêtes à jouer un rôle politique plus efficace et, surtout, à ne pas organiser la succession, le moment venu, du chef de l'Etat.

J.-C. P.

CAMBODGE

La France va envoyer des experts militaires à Phnom-Penh

A l'issue d'une visite de quatre jours au Cambodge, le chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, s'est entretenu, mercredi 20 octobre, à Phnom-Penh, avec le co-premier ministre, Hun Sen, de la possibilité pour la France d'envoyer des experts militaires étudier les besoins d'assistance des autorités locales en matière de sécurité, une fois le contingent « onusien » parti. En juillet dernier (Le Monde du 10 juillet), François Léotard, le ministre de la défense, avait signé un accord-cadre de coopération avec Phnom-Penh. Outre ces

experts, qui pourraient ensuite conseiller l'armée cambodgienne pour sa réorganisation, la France devrait livrer des armes et des munitions. Elle détachera aussi, auprès de la police locale, des gendarmes qui aideront à lutter contre le banditisme, la délinquance et l'insécurité. L'amiral Lanxade a remis, par ailleurs, deux hélicoptères français au roi Norodom Sihanouk et à ses deux co-premiers ministres. L'assistance militaire française pourrait concerner quelque quatre-vingts officiers et sous-officiers. - (AFP)

مكتبة الامم المتحدة

INTERNATIONAL

EUROPE

GÉORGIE

Les troupes russes prennent le contrôle de l'axe ferroviaire géorgien

Les troupes russes stationnées en Géorgie se sont déployées, mercredi 21 octobre, le long de la voie ferrée entre la mer Noire et Tbilissi, à la demande de M. Chevardnadze.

Après avoir laissé traîner l'incertitude sur sa réponse aux nouveaux appels à l'aide des troupes du chef de l'Etat géorgien Edouard Chevardnadze, la Russie a annoncé mercredi 20 octobre le déploiement de ses troupes dans le pays, juste après qu'une majorité de députés géorgiens se soit prononcée en faveur de l'entrée de leur pays au sein de la CEI.

Au même moment, les autorités de Tbilissi annonçaient que leurs forces avaient mené une « offensive d'urgence » contre les troupes rebelles de l'ex-président Zviad Gamsakhourdia qui contrôlent

l'ouest de la Géorgie. Cette offensive leur a permis de s'emparer une heure plus tard de la ville de Khoni, sur le front ouest des combats et du port de Poti sur la Mer Noire, tenu depuis dix jours par les « zviadistes ».

Des journalistes étrangers à Koutaïssi, la deuxième ville du pays où s'étaient repliées les forces fidèles à M. Chevardnadze, ont constaté l'arrivée de trois colonnes de blindés et de chars russes. Des sources diplomatiques à Tbilissi, on indique que Boris Eltsine a donné l'ordre à ces troupes motorisées de se déployer le long de la route longeant la voie ferrée, et que d'autres forces ont été transportées par avions sur les bases militaires entourant Tbilissi.

La présentation de ces événements par le ministère russe des affaires étrangères a été pour le moins prudente : il a annoncé mercredi que la

Russie « a décidé de mobiliser les forces et les moyens de ses troupes en Transcaucasie qui agissent en commun avec des troupes géorgiennes, arméniennes et azerbaïdjanaises » et aurait « pour unique objectif » d'assurer le fonctionnement de la voie ferrée transgéorgienne.

Bataillon arménien

Celle-ci assure le ravitaillement, notamment en blé, de Tbilissi comme de l'Arménie. Cette « mission commune, à but humanitaire », est lancée à la demande de M. Chevardnadze et « ne peut pas être considérée comme une ingérence dans les affaires étrangères d'un autre Etat indépendant », affirme le communiqué. Les Arméniens réclamaient depuis longtemps une telle action et leur président Levon Ter-Petrosian

a rencontré M. Eltsine mardi à Moscou. Dès mercredi, ils ont envoyé 500 hommes pourvus de moyens de défense anti-aérienne qui seraient déjà près de Tbilissi, a indiqué le commandement des troupes russes en Transcaucasie. L'Azerbaïdjan a de son côté fait savoir qu'il étudiait encore la situation. Le déploiement de forces communes avait été examiné à Moscou lors du sommet réunissant les trois présidents de Transcaucasie autour de M. Eltsine, le 8 octobre dernier.

Mais le commandement militaire russe de Transcaucasie a aussi reconnu que des blindés russes doivent être remis aux troupes géorgiennes, conformément à des accords intergouvernementaux russo-géorgiens. Le ministre de la défense de Russie, Pavel Gratchev, affirmait encore mardi qu'aucune aide militaire ne peut être accordée à la

Géorgie, qui « ne fait pas partie de la CEI ni des accords de sécurité collective signés dans ce cadre ».

Les travaux du Parlement géorgien sont suspendus depuis l'état d'urgence introduit par M. Chevardnadze après l'offensive simultanée lancée en septembre par les Abkhazes contre Soukhoumi et les « zviadistes » dans l'ouest du pays. Mais une consultation fut menée entre ses députés, dont les résultats ont été annoncés mercredi à Tbilissi : une majorité s'est prononcée pour l'entrée du pays au sein de la CEI.

Pourtant, certains partis alliés de M. Chevardnadze avaient violemment protesté ; les traditionnels sentiments antirusse des Géorgiens ont été aggravés encore par le soutien russe aux Abkhazes qui a transformé en réfugiés quelque 200 000 Géorgiens de cette ex-république auto-

nome sur la mer Noire, désormais « épurée » et ravagée ; et les forces armées disparates dont dispose M. Chevardnadze affirment souvent se battre non contre les Géorgiens « zviadistes » mais « contre les Russes ». Pourtant, l'accord des députés devrait être accueilli avec soulagement par la majorité des Géorgiens conscients qu'il n'ont aucun autre recours. Du moins à l'est de Koutaïssi. Dans l'ouest contrôlé par Zviad Gamsakhourdia où ce dernier jouit d'un soutien très fort, tout dépend des accords passés avec les Russes. Un diplomate à Tbilissi, cité par le *Guardian* de Londres, déclarait mercredi : « Les partisans de Gamsakhourdia étaient d'abord réticents, mais ensuite ils ont accepté de laisser passer les Russes » le long de la partie de voie ferrée qu'ils contrôlent.

S. Sh.

La guerre du pain à Novossibirsk

Suite de la première page

Sans compter tous ceux qui traînent derrière eux leurs « trésors » dans un cabas hirsouté, ceux qui viennent s'échouer à même le sol contre les murs de la gare du Transsibérien, où Lénine, éternisé en bronze, montre du bras la bonne direction.

Victor Tolokonski a fait ses comptes. Il entend bien arracher un prêt de 1 milliard de roubles auprès des banques pour acheter des légumes durant l'hiver afin d'assurer, l'approvisionnement des magasins. Dès la fin du mois d'octobre – alors que Boris Eltsine supprime les dernières subventions attribuées aux produits alimentaires – il compte débloquer un autre milliard de roubles pour distribuer gratuitement du pain aux plus défavorisés.

On est loin des spéculations électorales. Très loin de Moscou, précisément trois heures de décalage horaire. Ivao Iodilook, le nouveau gouverneur, qui a l'embonpoint alerte et l'œil vif, l'a bien compris. Devant les caméras des deux chaînes de télévision locales, il balaye les interrogatoires politiques des journalistes : « Assez de bavardages ! Et comme ils insistent, il gâche : « Je voterai pour une femme belle et intelligente. » Monsieur le gouverneur ne veut parler que de l'hiver qui menace de la ville et de la région qu'il faut fortifier avant l'assaut. Une bonne règle de survie locale.

Cela d'empêche pas les confidences à l'abri des murs épais du parlement régional. Ivan Indiook, qui a tout de même l'expérience d'un ancien président du soviet de la ville, se passera volontiers des élections si proches voulues par Eltsine. Pourquoi décembre ? Pourquoi si vite ? demande-t-il. A peine nommé par le président de la Russie, le gouverneur se démarque ainsi habilement. « Le pays n'est pas prêt pour ces élections, assure-t-il. Le mois d'avril serait un moment nettement plus favorable. » Faut-il discerner dans cette confiance l'aveu d'une discrète opposition ?

« Je suis un très chic type »

D'humeur badine, Victor Indiook élude les questions en plissant des yeux et en se réfugiant derrière des « pagolades ». « Je suis un très chic type », dit-il avant de nous demander de transmettre son bonjour au maire de Marseille, qui s'est intéressé à Novossibirsk.

Dans la ville, le message doit passer : seul le hien commun intéresse le gouverneur. L'important est de se démarquer du soviet régional « conservateur », qui vient de refuser de s'autodissoudre par 230 voix contre 20. L'important est de ne pas être confondu avec des députés communément accusés de s'accrocher à leurs avantages acquis en dehors de toute conviction idéologique « Ils mangent trop bien

pour renoncer à quoi que ce soit », grince Igor Lichomanov, un journaliste des *Nouvelles de Novossibirsk*.

Pour l'heure, les autorités font face à l'armée des humbles qui se presse dans la ville. « Il s'agit surtout de retraités isolés », explique Victor Tolokonski. Des cohortes de petits vieux et de petites vieilles qui frôlent les murs, survivants du stalinisme, l'heureux temps où un kopeck se gardait



précieusement au fond de la poche et un rouble valait un rouble pour « l'éternité ». « Je connais une ouvrière qui a économisé toute sa vie, au point de réunir 20 000 roubles, raconte un docteur-ingénieur. A l'époque, elle aurait pu s'offrir deux voitures. Aujourd'hui, avec l'inflation, elle peut tout juste acheter des saucissons et de la vodka. » Seule cette misère-là, qui se décline essentiellement au féminin, explique l'omniprésence de vieilles femmes dans les maigres manifestations où le passé est magnifié.

« Eltsine criminel ! », « Eltsine, tu es plus dangereux que le fascisme ! », « A bas la dictature ! », scandaient la semaine passée une vingtaine de grenadiers en jupons gris devant le soviet régional. « Elles ne représentent rien, elles n'ont que cela à faire », assurent de jeunes cadres.

Admettons. Mais les autres, tous les autres courent la ville en quête de travail et d'argent. Une course effrénée contre le temps, car il faut deux heures en voiture, à bonne allure, pour traverser la métropole dont Staline, « le petit père des peuples », fit une fermière puis la porte secrète du goulig. C'est le règne de l'économie en trompe-l'œil. L'illustration de la faillite de l'Etat. A l'Institut de formation professionnelle, qui accumule les impayés (eau, électricité, etc), le personnel a patienté neuf mois avant de recevoir les salaires de décembre 1992. « Avec une inflation qui oscille entre 25 et 35 %, cela leur

permettra d'acheter l'équivalent d'un morceau de pain », explique Igor Kolesnik, docteur-ingénieur. Ainsi toute une population cultivée-elle en fin de semaine son lopin de terre pour accumuler conserves et saumures. Et l'ordinaire des choses vent qu'une informaticienne fasse le ménage chez un ingénieur-conseil pour compléter ses revenus et un technicien joue les garagistes à ses heures perdues.

Un cauchemar à plat

Rien n'échappe à la rouille progressive. La bibliothèque des sciences et des techniques, où échoirne cuhe vitreux blanc et

York relève du vertige vertical, Novossibirsk tient du cauchemar à plat. Des boulevards larges comme des pistes d'aéroport tronçonnent la métropole à l'infini. Des forêts de grues succèdent à des friches, des chantiers à des quartiers lugubres. Entre le ciel gris et la boue sèche, de longs panaches cendrés s'échappent lourdement des cheminées d'usines.

On se sait si la méthode est russe, soviétique, ou simplement communiste : la ville fut méthodiquement défigurée. Et accessoirement déshumanisée. Aucun architecte n'a depuis insufflé la vague idée d'une harmonie. Un demi-siècle après l'explosion démographique déclenchée par la guerre, lorsque les usines furent démantées ici, catastrophe, la ville reste écartelée en une multitude de sarcophages de béton pour foules résignées.

Derrière le décor de ciment triste, sous la robe de béton, subsistent pourtant des braises : dans un cabaret de jazz, Eugène Gimer sait réveiller les vieilles touches d'un piano et la vodka réchauffe les cœurs. Ailleurs, un jeune cadre égare avec une tension secrète les paroles des chansons d'Aznavor, d'Adamo et de Mylène Farmer. Dans cette salle de rédaction, un groupe d'amis raconte en riant sa dernière partie de pêche.

Aiment-ils leur ville ? « Nous ne sommes pas chauvins », sourit Slavia Korygine, rédacteur en chef des *Nouvelles de Novossibirsk*. « Moi, je m'y sens bien, nuance Alexandre Douknoy, auteur de romans policiers locaux. C'est une force d'habitude. » Et comme nous lui demandons si la ville possède un parfum, la réponse jaillit : « L'odeur des gaz ! ». « Novossibirsk, c'est un bâtard très laid qu'on aime... », analyse une étudiante. Mais Novossibirsk, ce gigantesque garage pour humanoïdes, aime-t-elle ses enfants ?

LAURENT GRELSAMER

ALLEMAGNE

Steffen Heitmann est le candidat officiel de la CDU à la présidence de la République

BONN

de notre correspondant

Steffen Heitmann a été officiellement désigné, mercredi 20 octobre, comme le candidat du Parti chrétien-démocrate (CDU) à la présidence de la République. A l'exception d'une minorité appartenant à la gauche du parti, la CDU a décidé de faire bloc derrière cet homme choisi par le chancelier Kohl, et également soutenu par la branche bavaroise de la démocratie chrétienne, la CSU. Conco pour ses opinions ultra-conservatrices proches de la droite nationale (et applaudit à ce titre par la majorité des députés de la CDU mardi), Steffen Heitmann est au centre d'une vive polémique depuis plusieurs semaines (le *Monde* du 2 octobre).

Cet ancien fonctionnaire de l'église protestante est-allemande, actuel ministre de la justice dans le Land de Saxe (ex-RDA), est confronté à une levée de boucliers de la part de l'opposition social-démocrate et surtout du parti libéral FDP, membre de la coalition au pouvoir à Bonn. Ses propos sur le passé de l'Allemagne et le rôle de la femme dans la société l'ont amené à être soutenu, sans le vouloir, par l'extrême droite et rejeté par les responsables de la communauté juive allemande.

Les réticences du Parti libéral

Pour être élu comme successeur de Richard von Weizsäcker, le 23 mai prochain, il devra remporter la majorité des voix des députés du Bundestag (chambre

basse du Parlement) et des représentants des Länder (élus du Bundesrat et des Parlements régionaux), réunis à Bonn et s'exprimant à huis clos. L'arithmétique électorale ne permet pas d'assurer que Steffen Heitmann sera élu à coup sûr. La majorité absolue des voix requise au premier et au second tour lui sera refusée : les libéraux ont annoncé qu'ils présentaient Hildegard Hamm-Brücher, soixante-douze ans, ancienne ministre déléguée aux affaires étrangères, pour lui barrer la route.

La majorité simple dont disposent les chrétiens-démocrates au Parlement suffirait théoriquement à élire M. Heitmann au troisième tour. Mais une majorité des députés du Parti libéral FDP et quelques dissidents CDU pourraient voter au troisième tour pour le candidat des sociaux-démocrates, le ministre-président de Rhénanie de Nord-Westphalie, Johannes Rau.

L'élection d'un social-démocrate à la tête de l'Etat accentuerait la perte de crédibilité de la CDU, en baisse dans les sondages. Un échec de Steffen Heitmann entraînerait un affaiblissement du chancelier Kohl, qui s'est engagé de tout son poids sur son nom. Les libéraux ont annoncé, mardi à Bonn, qu'ils ne refuseront pas de réfléchir avec la CDU à un nouveau candidat commun de la coalition, qui ne serait pas Steffen Heitmann. Dans tous les cas de figure, le feuilleton de la présidentielle risque de mal se terminer pour le chancelier Kohl. (Interim.)

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, par jugement du 26 mai 1993, a condamné la SARL PRESENT, Pierre DURAND et Alain SANDERS à verser à Pierre ABRAMOVICI la somme de TRENTE MILLE francs, à titre de dommages et intérêts pour avoir, dans un article de « PRESENT » daté du 17 septembre 1992, publié des propos diffamatoires à son égard. »

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Nouvel exode de populations croates

Près de six mille civils croates de Bosnie centrale sont arrivés, mercredi 20 octobre, en Herzégovine occidentale, sous contrôle croate, après avoir dû fuir leur région d'origine à la suite des offensives des forces musulmanes. Ayant quitté leurs foyers au printemps dernier, ces réfugiés sont restés quatre mois à Vares, à la « frontière » des territoires tenus par les forces serbes. Ils ont finalement dû traverser les lignes serbes avant de parvenir en Herzégovine. Mille cinq cents d'entre eux seront relégués en Croatie. Ce nouvel exode intervient alors que se déroule, cette semaine, un vaste échange de prisonniers musulmans et croates.

Par ailleurs, rapporte notre correspondante à Genève, Isabelle Viehman, la Fédération internationale des sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge vient d'entreprendre une vaste campagne en faveur de près d'un million et demi de personnes déplacées, accueillies dans des camps ou dans des installations de fortune en Croatie, en Macédoine, en Slovaquie et en Serbie ainsi qu'au Monténégro, et qui ne survivent que dans des conditions précaires. Le président par intérim de la fédération, George Weber, estime que « l'avenir n'offre pour elles aucun espoir (...) et un hiver très dur les attend ».

Pour tenter de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables (victimes de viols, notamment), qui seraient au nombre de deux cent cinquante mille, la fédération a mis sur pied un programme social spécial. Pour l'ensemble de son action en ex-Yougoslavie (Bosnie non comprise), la fédération a besoin de 108 millions de francs suisses. — (AFP)

M. Milosevic a dissous l'Assemblée

Le président de Serbie, Slobodan Milosevic, a dissous, mercredi 20 octobre, l'Assemblée nationale et provoqué des élections législatives, qui ont été fixées au 19 décembre.

BELGRADE

de notre correspondante

Pour expliquer son initiative, M. Milosevic a argué, dans une courte allocution télévisée, du « blocage des mécanismes de décision au Parlement ». La dissolution de l'Assemblée, qui n'a pas vraiment surpris les milieux politiques de Belgrade, intervient après un débat houleux sur une motion de censure contre le gouvernement de Nikola Sainovic, déposée par le Parti radical (SRP) du leader ultranationaliste serbe, Vojislav Seselj.

Dominié par les altercations entre ultranationalistes et socialistes (ex-communistes, au pouvoir), qui viennent de rompre leur alliance, ce débat a duré toute la semaine dernière sans dégager conclusion. Une trentaine d'intervenants devaient encore monter à la tribune avant le vote. Toutefois, le gouvernement serbe, formé par le Parti socialiste de Slobodan Milosevic,

qui ne dispose plus, depuis les élections de décembre 1992, de la majorité absolue au Parlement, était condamné. En effet, l'opposition démocratique, d'abord réticente devant une initiative émanant des ultranationalistes, a finalement décidé d'appuyer la motion de censure pour marquer sa désapprobation à l'égard d'un gouvernement éblouissant en matière de corruption, de bavures policières et d'inefficacité économique.

Appel de l'opposition au boycottage

Dans l'impossibilité de constituer un nouveau gouvernement et menacé d'une crise parlementaire, M. Milosevic a donc pris les devants, afin de tenter de tirer avantage de la situation. Car la Constitution impose la tenue de nouvelles élections dans un délai maximal de deux mois. Or l'opposition estime avoir besoin de trois mois au moins pour mener campagne dans des conditions équitables, étant donné le déséquilibre des moyens, notamment dans le domaine des médias. M. Milosevic et son parti contraindraient entièrement la télévision. L'opposition s'est donc empressée, dès mercredi soir,

d'affirmer qu'elle ne participerait pas, « dans de telles conditions », à cette consultation. Mais M. Milosevic mise vraisemblablement sur les fortes divisions qui existent parmi les opposants afin de faire échouer une directive de boycottage. Et la participation, ne serait-ce que de quelques partis d'opposition, lui permettrait de légitimer la consultation, qu'il devrait remporter. « Nous sommes bloqués », nous a déclaré Vuk Draskovic, principal leader de l'opposition démocratique serbe. « Nous n'avons pas d'argent, pas de télévision, pas d'essence, pas d'autobus, nous ne pouvons pas sillonner le pays, organiser des meetings électoraux : bref, nous avons autant de chances de remporter les élections qu'un parti français qui se présenterait demain en Serbie », a expliqué M. Draskovic. Et l'écrivain d'ajouter : « Si nous acceptons d'y participer, nous légitimerions la manœuvre de Slobodan Milosevic, qui vise à obtenir un Parlement à parti unique. » M. Draskovic a, enfin, appelé l'Occident à « mettre tout de suite en garde M. Milosevic et à dénoncer les conditions antidémocratiques des élections ».

FLORENCE HARTMANN

Les Etats-Unis confirment qu'ils pourraient participer à une éventuelle force de maintien de la paix

WASHINGTON

de notre correspondant

Le fort coup de vent isolationniste qui souffle sur Washington depuis les déboires haïtiens et somaliens de l'administration Clinton n'empêchera pas les Etats-Unis

de participer à la force de maintien de la paix qui pourrait être déployée en Bosnie, si les belligérants devaient conclure un accord.

Tel est, du moins, le message qu'un haut responsable de l'administration a voulu, mercredi 20 octobre, adresser à quelques représentants de la presse européenne, dont le correspondant du Monde. Visiblement, l'administration est inquiète des retombées diplomatiques des affaires haïtienne et somaliennes. Dans un cas comme dans l'autre, cédant en partie à la pression du Congrès qui, lui-même, était sous l'impulsion d'une opinion d'humeur de plus en plus isolationniste, l'administration a brutalement changé de politique. Mais ce n'est pas parce qu'une poignée de manifestants armés à Port-au-Prince et un chef de guerre somalien à Mogadiscio ont marqué des points face à Washington, semble dire la Maison Blanche, qu'il en ira de même ailleurs, si des intérêts stratégiques plus importants étaient en jeu.

Le haut responsable a jugé peu probable que le Congrès prenne la responsabilité de s'opposer au président Bill Clinton si celui-ci entendait déployer des forces américaines en Bosnie pour faire

appliquer un éventuel accord de paix. Ce serait une responsabilité énorme puisqu'une telle force de maintien de la paix opérerait dans le cadre de l'OTAN, relèvent les observateurs, et que l'avenir de l'Organisation atlantique serait ainsi en question. Car, si les forces américaines ne devaient pas participer à une telle opération, la raison d'être de leur présence en Europe serait de plus en plus remise en question.

Le responsable, qui a souhaité garder l'anonymat, a laissé entendre que le cas de la Somalie et de Haïti ne devaient pas, en l'espèce, être interprétés comme des précédents. Il a relevé que toutes les initiatives parlementaires prises ces derniers jours — notamment par le sénateur Robert Dole, chef de l'opposition républicaine — pour limiter les prérogatives du président quant à l'emploi de la force à l'étranger, avaient échoué. Il reste qu'un sondage CBS, divulgué le même jour, indiquait que 52 % des Américains « désapprouvent » la politique étrangère de M. Clinton et 55 % disent faire plus confiance au Congrès qu'au président dans ce domaine.

AL. FR.

DIPLOMATIE

Lors d'une réunion en Allemagne

L'OTAN rejette les demandes de garanties militaires des pays d'Europe centrale

Les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN (à l'exception de la France, bien qu'elle eût été invitée), réunis à Trarminde, en Allemagne, ont approuvé mercredi 20 octobre la proposition américaine de « contrats de coopération en matière de défense » avec les pays de l'ex-pacte de Varsovie.

Washington est hostile à l'élargissement rapide de l'OTAN à la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, mais le secrétaire américain à la défense, Les Aspin, a présenté l'idée de ces contrats comme un premier pas vers une éventuelle adhésion de ces pays à l'Alliance atlantique. Ces contrats permettraient une coopération élargie Est-Ouest dans des opérations de maintien de la paix, voire des missions de rétablissement de la paix dans une Europe de moins en moins stable, a ajouté le secrétaire américain à la Défense.

L'OTAN ne serait en revanche nullement tenue de prêter assistance à l'Est mais s'engagerait à entamer des consultations avec tout pays signataire qui se sentirait menacé. L'idée présentée par Les

Aspin sera l'un des thèmes du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN, qui doit se tenir le 10 janvier à Bruxelles.

Des observateurs ont fait remarquer que la différence entre cette nouvelle proposition américaine et les mesures de coopération déjà annoncées dans le cadre du Conseil de coopération nord-atlantique (COCONA) n'est guère perceptible. Le COCONA, qui lie l'OTAN et les pays de l'ancien pacte de Varsovie, avait en effet déjà décidé l'an dernier de développer des manœuvres communes et des collaborations dans le cadre du maintien de la paix.

Boris Eltsine a adressé récemment aux Occidentaux une lettre les mettant en garde contre un élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale qui veulent adhérer rapidement. Les déclarations du secrétaire à la défense américain constituent pour ces pays une fin de non-recevoir. « Nous ne pourrions parvenir à la stabilité en Europe qu'avec, et non pas contre, la Russie », commentait mercredi à Trarminde le ministre allemand de la défense, Volker Rühe. — (AFP, Reuters)

Devant les délégués du Conseil des communes et des régions

M. Mitterrand plaide pour l'Europe sociale

STRASBOURG

de notre correspondant

« Comment voulez-vous faire une Europe des citoyens si vous ne faites pas l'Europe sociale ? », a lancé, mercredi 20 octobre, François Mitterrand aux deux mille délégués du Conseil des communes et des régions d'Europe, réunis dans la cité alsacienne pour leurs dix-neuvièmes élections générales. Le président de la République a exhorté les élus locaux, « au plus près, par définition, du citoyen », à mettre tout leur poids dans la balance pour activer une relance de l'« Europe sociale » à la faveur de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht au 1^{er} novembre prochain.

Rappelant que lors de son premier conseil européen, en 1981, il avait « fait rire tout le monde », à l'exception du premier ministre danois de l'époque, en parlant d'« espace social européen », le chef de l'Etat a mis en garde l'assemblée contre une « Europe élitiste faite pour des gens informés » alors qu'il

faudrait répondre aux angoisses des travailleurs et aboutir à « une réalité très vivante, inspirée d'une Europe qui sera le quotidien de tous ».

Le danger est grand, a-t-il expliqué, que la construction communautaire ne se coupe définitivement des citoyens. M. Mitterrand s'est interrogé sur ce que les citoyens veulent de Maastricht, si tous les Etats membres avaient organisé un référendum pour sa ratification : « Je ne suis pas sûr que l'on se serait retrouvé à Douze ».

Pour autant, a poursuivi le président de la République, il ne saurait être question « de faire moins d'Europe, mais plus d'Europe ». Il a appelé de ses vœux non seulement le renforcement de la CEE mais également la réalisation de l'« Europe de la géographie et de l'histoire ».

Pour la seconde fois, en moins de quinze jours, il a considéré que le Conseil de l'Europe devait être le « pivot d'une nouvelle organisation » englobant l'ensemble de l'Europe.

MARCEL SCOTTO

REPÈRES

ALLEMAGNE

Lourde condamnation d'un ancien garde-frontière de la RDA

Pour la première fois, mercredi 20 octobre, la justice allemande a condamné pour meurtre un ancien garde-frontière de la RDA, qui avait tué un fugitif au mur de Berlin, et lui a infligé une peine de dix ans de prison ferme. Le Cour suprême de justice a cassé un jugement rendu le 9 décembre 1992 par un tribunal de Potsdam, dans l'ex-RDA. Rolf-Dieter Heinrich, quarante-neuf ans, avait été reconnu coupable l'an dernier d'« homicide » et condamné à six ans de prison. La Cour suprême a estimé que le condamné avait commis « un meurtre présumé ». En 1985, Rolf-Dieter Heinrich avait tué un Allemand de l'Est alors que le fugitif et son compagnon avaient déjà renoncé à franchir le mur de Berlin et s'étaient rendus.

Jusqu'à présent, tous les anciens gardes-frontières de la RDA jugés pour avoir tué des fugitifs ont été condamnés pour simple « homicide sans préméditation ». Onze procès ont été menés depuis septembre 1991. Un douzième s'est ouvert cette semaine à Berlin, dans lequel comparaissent trois hommes accusés d'avoir tué un Berliinois

de l'Ouest qui s'était trop approché de la frontière. — (AFP, AP)

RUSSIE

La France réaffirme son soutien « au processus de réformes »

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a demandé, mercredi 20 octobre, à l'issue d'un entretien de près de deux heures avec son homologue français, Alain Juppé, « l'aide et la coopération » de la France pour soutenir « la démocratie (et) les réformes » en Russie.

M. Juppé s'est félicité de ce premier « très long entretien bilatéral » avec M. Kozyrev qui représente « la préface à un nouveau dialogue » des relations entre les deux pays. M. Kozyrev s'est également entretenu avec le président François Mitterrand et la première ministre Edouard Balladur.

L'entourage du ministre russe a indiqué que M. Balladur pourrait se rendre à Moscou les 1^{er} et 2 novembre mais cette information n'a pas été confirmée du côté français.

M. Juppé a par ailleurs indiqué qu'il avait « renouvelé le soutien de la France au processus de réformes et de démocratisation en cours en Russie », rappelant qu'elle avait été « parmi les tout premiers, lorsque les derniers

événements de Moscou ont été connus, à apporter son soutien au président Eltsine et à son gouvernement ». — (AFP)

PAKISTAN

Benazir Bhutto entend poursuivre le programme nucléaire

Le nouveau premier ministre pakistanais, Benazir Bhutto, a déclaré, mercredi 20 octobre, selon le New York Times, que son pays entend « poursuivre son programme nucléaire ».

« Nous ne laisserons pas sacrifier nos intérêts nationaux », a-t-elle ajouté. Une remarque qui veut à la fois rassurer l'armée sur le maintien des options nucléaires, et prévenir l'Inde, contre laquelle la Pakistan a déjà mené trois guerres, qu'« Islamabad n'est pas prêt à réduire ses capacités militaires. Cette déclaration n'a pas manqué de troubler l'administration Clinton : un haut fonctionnaire de la qualité de « pas très salubre ». Selon les services secrets américains, la programme du Pakistan serait consacré au développement d'armes nucléaires. Depuis 1990, toute aide militaire et économique à Islamabad a été supprimée jusqu'à ce qu'il soit prouvé que le Pakistan ne possède pas ce type d'armes.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
36.15 Code APT puis OSP sur MINITEL

Vente au palais de justice de PARIS, Jeudi 4 NOV. 1993, à 14 h 30
UN LOGEMENT de 2 P.P. à PARIS (11^e)
14-14 BIS, RUE SAINT-MAUR
comp. : entrée, cuisine, séjour, chambre avec balcon.
S'adr. à M^{me} Georges LAURIN, avocat à PARIS (75008), 10, rue de l'Idyl
TEL. : 45-22-31-26, de 11 h 30 à 12 h. - Au greffe des Créances du TGI PARIS
où le cahier des charges est déposé. - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur suite immobilière, au palais de justice PARIS
le JEUDI 4 NOVEMBRE 1993, à 14 h 30
UN STUDIO EN DUPLEX A PARIS (15^e)
134, R. de VAUGIRARD - 38, bd du Montparnasse
Niveau inf. : séjour av. cuisine - Niveau sup. : 1 ch., s. de bns
avec w.c. - Escal. int. priv. - au 1^{er} et 2^{es} étages.
S'adr. à la SCP BRUN et ROCHER, avocats à PARIS (8^e), 40, r. de Litge
TEL. : 42-93-72-13.

Vente au palais de just. PARIS, JEUDI 4 NOV. 1993, à 14 h 30
EN UN LOT
DIVERS LOCAUX à us. de BUREAUX
et d'ateliers-bureaux
17, RUE SEDAIN - PARIS (11^e)
MISE A PRIX : 700 000 F
S'adr. à M^{me} Georges LAURIN, avocat à PARIS (75008), 10, rue de l'Idyl
TEL. : 45-22-31-26, de 11 h 30 à 12 h. - Au Greffe des Créances du TGI de PARIS où le cahier des charges est déposé.
Sur les lieux pour visiter.

Vente au palais de justice de NANTERRE, le JEUDI 4 NOVEMBRE 1993, à 14 h
PAVILLON de 6 PIECES
Sous-sol : cave et garage - Rez-de-chaussée : séjour, salle à manger, cuisine, salle de bains, w.c., hall - A l'étage : trois chambres, deux salles de bains, bibliothèque, w.c. (possibilité de mezzanine)
sur un terrain de 578 m²
RUEIL-MALMAISON (92)
90, rue Danton
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adresser à M^{me} Jean-Pierre LE LAUSQUE, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 20, rue du Général-Ledere (92270) BOIS-COLOMBES - TEL. : 42-42-26-65.
Sur les lieux pour visiter le MARDI 2 NOVEMBRE 1993, de 10 heures à 11 heures.

Vente sur suite immobilière, palais de justice à PARIS
le JEUDI 4 NOVEMBRE 1993, à 14 h 30
APPARTEMENT de 4 P.P. - 105 m² env.
sur 2 niveaux - à PARIS (16^e)
107-109, RUE LAURISTON
1^{er} niv. : séjour, cuis. américaine, salon, escal. acc. au 2^e niv. compr. deux chambres, s. de bns.
MISE A PRIX : 950 000 F
S'adr. à M^{me} Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocat à PARIS (8^e)
55, bd Malesherbes - TEL. : 45-22-04-36 - VISITES sur place, le 2 NOVEMBRE 1993, de 12 h 30 à 13 h 30.

محضان النحل

AMÉRIQUES

Les Etats-Unis s'efforcent de trouver une solution politique à la crise

Washington essaie de jouer une carte politique dans la crise parallèlement aux sanctions économiques et au blocus naval. Cela se traduirait par une ouverture du gouvernement aux militaires.

WASHINGTON

de notre correspondant
S'adressant à quelques journalistes européens, dont le correspon-

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lantier, gérant
directeur de la publication
Bruno Fappert
directeur de la rédaction
Jacques Gué
directeur de la partie
internationale
Bernard Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)
Thomas Farcot
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Directeur
(des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Boura-Méry (1944-1969)
Jacques Lantier (1969-1982)
André Lantier (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE
75001 PARIS CEDEX 18
Tél. (1) 40-66-26-28
Télécopieur : 40-66-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOURA-MÉRY
94082 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-66-26-28
Télécopieur : 40-66-30-10

dant du Monde, un haut responsable de l'administration américaine a confirmé, mercredi 20 octobre, qu'il y avait eu des conversations entre le groupe dit des quatre pays amis d'Haïti - Canada, Etats-Unis, France, Venezuela - le délégué de l'ONU et de l'OEA à Port-au-Prince, Dante Caputo, et Robert Malval, le premier ministre haïtien : une des idées abordées, « parmi cent cinquante autres », a été d'élargir le gouvernement désigné par le président en exil, Jean-Bertrand Aristide, qui serait ouvert aux militaires, ou à certains de leurs proches. Cette concession qui favoriserait une solution politique destinée à permettre le retour de M. Aristide.

Interrogé sur ce point, le haut responsable a catégoriquement démenti que Washington fasse pression pour que le gouvernement Malval soit étendu à des « éléments non démocratiques », comme, a-t-il dit, le général Raoul Cédras, chef de l'armée, ou le colonel Michel François, chef de la police de Port-au-Prince. Il a seulement été suggéré d'élargir le gouvernement Malval « à d'autres forces démocratiques » ou encore à des représentants des « milieux d'affaires » (non duvaliéristes).

Il n'y a pas de malentendu avec M. Aristide au sujet des discussions en cours à Port-au-Prince, a assuré le haut responsable américain. Les Etats-Unis misent beaucoup sur M. Malval - « l'homme clé » de la situation, a dit le président Clinton - pour favoriser une formule politique qui inciterait les putschistes à céder sur certaines de leurs exigences et, en échange de garanties, à permettre le retour de M. Aristide. Informé de l'attention du premier ministre de démissionner au cas où le président Aristide ne serait pas de retour à la date pré-

vue, le haut fonctionnaire a observé : « Nous espérons bien que Malval se retire à son poste. »

M. Aristide a, de son côté, laissé entendre qu'il espérait toujours rentrer le 30 octobre, comme prévu, mais que cela ne serait pas possible si MM. Cédras et François restaient aux commandes. Le président en exil a reçu le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID), dont il était, mercredi, l'hôte à déjeuner, en compagnie des patrons du Fonds monétaire et de la Banque mondiale. La BID a préparé pour Haïti un « paquet » d'aides de 273 millions de dollars, disponibles dès le retour des civils au pouvoir. Le premier président haïtien librement élu a affirmé qu'il voulait être « l'homme de la réconciliation », qu'il disait « non à la violence et à la vengeance », mais « non » aussi à « l'impunité ». Cette dernière prise de position pouvait être interprétée comme une certaine réserve par rapport à l'amnistie qu'il a décrétée conformément à l'accord de Governors Island.

ALAIN FRACHON

GUATEMALA : la gauche manifeste. - Des milliers de syndicalistes, d'Américains et de membres de groupes de gauche ont défilé, mercredi 21 octobre, dans les rues de la capitale en accusant le gouvernement d'avoir trahi ses promesses de changement. Les manifestants ont dénoncé le plan de paix du nouveau président visant à mettre fin à trente-deux ans de guerre civile, plan qui, selon eux, fait la part trop belle à l'armée et au secteur privé et ne prévoit pas d'enquête sur les crimes de guerre commis par les militaires. - (Reuters)

HAÏTI

Robert Malval : « Je démissionnerai le 30 octobre si le président Aristide n'est pas de retour »

A dix jours de la date fixée, dans l'accord, de Governors Island, pour le retour du président Aristide, son premier ministre, Robert Malval, apparaît toujours aussi déterminé, et met sa démission dans la balance si la situation ne se débloque pas.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Alors que les navires américains ont pris position à trois milles des côtes haïtiennes et que les sanctions économiques internationales sont de nouveau en vigueur, les grandes manœuvres politico-diplomatiques s'accroissent en coulisses. Le premier ministre a reçu une délégation de parlementaires de l'opposition. A leur demande, il a accepté de rencontrer le général Raoul Cédras, qu'il n'a pas vu depuis le 7 octobre. « L'armée paraît se rendre compte qu'elle ne peut remporter qu'une victoire à la Pyrrhus. Les militaires n'ont pas de vision, pas de programme, pas d'accès à l'aide internationale. Ils ont perdu l'appui du secteur privé, qui les tient pour responsables de la situation catastrophique du pays », nous a dit Robert Malval.

A propos du débat sur l'élargissement du gouvernement, le premier ministre rappelle la position qu'il a exprimée « dès les premiers jours » : « Nous avons pris l'engagement d'ouvrir le gouvernement après le 30 octobre. Nous n'excluons personne, sauf ceux qui refusent les principes élémentaires de l'Etat de droit. »

Le général Cédras n'est-il pas sous haute surveillance de la part du chef de la police, le colonel Michel François, et des groupes oéo-duvaliéristes qui ont resurgi

au cours des dernières semaines ? « Quand ça arrange le général d'être perçu comme otage, il laisse faire. Mais quand il veut être le chef, il le montre clairement. Ce jeu consistant à se cacher derrière un autre, il l'a usé jusqu'à la corde. Aujourd'hui, M. Hyde doit tuer le docteur Jekyll ou vice versa. »

Les rododromes patriotiques des politiciens néo-duvaliéristes, qui affirment que l'accord de Governors Island est mort et qu'ils défendent les armes à la main « la souveraineté nationale menacée par les envahisseurs étrangers », ne l'inquiètent pas. « Il faut distinguer entre les clowns et les maîtres du cirque. Pour moi, il n'est pas question de renégocier l'accord de Governors Island. »

Un rapport de forces à préserver

Au général Cédras, qui invoque le respect du calendrier de l'accord et affirme que le sixième des dix points du texte, portant sur l'amnistie, n'est pas réglé, Robert Malval rétorque que le blocage est le fait du Parlement, qui ne peut se réconforter des menaces qui pèsent sur ses membres favorables au retour du président Aristide. Le point 6 prévoit « une amnistie octroyée par le président de la République dans le cadre de l'article 147 de la Constitution [soit pour les crimes politiques seulement] et la mise en application des autres instruments qui auront pu être approuvés par le Parlement sur cette question ». Se prévalant du flou de cette rédaction, le général Cédras estime que le décret d'amnistie signé par le président Aristide est insuffisant et que le Parlement doit voter une

loi pour l'étendre. Pour que la date du 30 octobre soit respectée, il faudrait également que la loi créant une nouvelle force de police soit votée, que son commandant soit nommé par le président de la République, que le général Cédras tienne son engagement « de faire valoir ses droits à une retraite anticipée » et qu'un nouveau commandant en chef de l'armée soit désigné.

Même si les militaires garantissent la sécurité des parlementaires, la tâche paraît impossible en neuf jours. Le médiateur des Nations unies, Dante Caputo, n'a d'ailleurs pas exclu que la date butoir du 30 octobre soit reportée au 5, voire au 10 novembre.

Au-delà des arguties juridiques des putschistes, le problème de fond est « le rapport de forces que les Américains veulent préserver en Haïti », affirme un dirigeant du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD, pro-Aristide). « Après deux années de massacres et de répression, les Américains sont obligés de reconnaître que l'armée qu'ils ont créée au début du siècle a mal tourné. Mais la détruire en l'absence d'une opposition civile forte laisserait le champ libre à la coalition démocratique et populaire qui soutient le président Aristide, un personnage avec lequel le général Sheehan [le haut gradé américain chargé du dossier haïtien] s'entend évidemment moins bien qu'avec le général Cédras », ajoute-t-il. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les pressions américaines pour « l'élargissement du gouvernement » et « le partage du pouvoir » avec les opposants du président Aristide.

JEAN-MICHEL CAROIT



Grande puissance, petite dépense: votre PC passe à la vitesse supérieure.



Les logiciels conviviaux sont très gourmands de puissance. Cette puissance, le microprocesseur Intel 486 DX2 est là pour vous la fournir. Alors que d'autres systèmes s'essouffent quand on veut ouvrir plusieurs fenêtres à la fois, un ordinateur équipé d'un microprocesseur Intel 486 DX2 répond avec une facilité

étonnante. Parce que seul Intel vous fait bénéficier de sa technologie inédite de doublement de la vitesse d'horloge. Bien sûr, la compatibilité totale est garantie, car la plupart des logiciels d'aujourd'hui ont été conçus spécialement pour tourner sur les microprocesseurs Intel. De plus, le microprocesseur Intel 486 DX2 a assez de

répondant pour les logiciels les plus exigeants de demain. Performances. Compatibilité. Ouverture sur l'avenir. Trois raisons majeures d'acheter un PC équipé du microprocesseur Intel 486 DX2. Pour plus d'informations renvoyez-nous le coupon réponse ci-contre.

À Intel Corporation, Customer Support Center, P.O. Box 580, Santa Clara, CA 95050, U.S.A. Veuillez me faire parvenir plus d'informations sur les microprocesseurs Intel 486 DX2.

Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

intel.

AFRIQUE

BURUNDI

Coup d'Etat contre le président N'Dadaye

Un coup d'Etat a eu lieu à Bujumbura, dans la matinée du jeudi 21 octobre, a indiqué le radio du Rwanda voisin. Le président Melchior Ndadaye a été arrêté et plusieurs ministres sont portés disparus, selon le ministre des communications. Le chef d'état-major des forces armées et l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza étaient impliqués dans ce coup de force, selon l'ambassadeur du Burundi à Nairobi (Kenya).

Des unités de l'armée burundaise ont attaqué jeudi, vers 2 heures, le palais du président Melchior Ndadaye, a rapporté le radio nationale du Rwanda. La radio burundaise n'émettait plus jeudi matin, les liaisons téléphoniques internationales et toutes les routes menant à Bujumbura étaient coupées.

Selon l'ambassadeur du Burundi au Kenya, Joseph Bangumamba, des combats avaient lieu jeudi matin dans la capitale burundaise, entre les forces loyales au président et les putschistes. Plusieurs personnalités,

dont le président du Parlement, étaient portés disparus.

Les auteurs de la tentative de coup d'Etat sont, selon le diplomate, le nouveau chef d'état-major, le colonel Jean Biko-magu, l'ancien président Bagaza (au pouvoir de 1976 à 1987) et l'ancien ministre des relations extérieures, Cyprien Mbonimpa. Le président Ndadaye est, semble-t-il, aujourd'hui trahi par des hommes qu'il a mis en place, comme le nouveau chef d'état-major, et par ceux en faveur desquels il avait décidé de mesures de clémence, MM. Bagaza et Mbonimpa.

Deuxième essai

M. Bagaza était retourné au Burundi à la fin du mois de juillet, après six ans d'exil en Belgique, en Ouganda puis en Libye, auxquels le président Ndadaye avait décidé de mettre fin. M. Mbonimpa, détenu depuis 1991 pour une autre tentative de coup d'Etat, avait pour sa part été mis en liberté provisoire le 17 juillet, le président Ndadaye s'étant engagé à libérer tous les prisonniers politiques.

Cette tentative de coup d'Etat intervient près de cinq mois après l'arrivée au pouvoir, le

1^{er} juin, de M. Ndadaye, premier membre de l'ethnie majoritaire des Hutus (85 % de la population) à prendre la tête de l'Etat dans un pays - d'environ 5,6 millions d'habitants - jusqu'alors dominé par la minorité tutsie. Contre toute attente, M. Ndadaye avait battu, lors de l'élection présidentielle, le major Pierre Buyoya, au pouvoir depuis septembre 1987 après avoir renversé M. Bagaza. Après sa victoire, le président Ndadaye avait mis sur pied un gouvernement de vingt membres comprenant des membres de l'ethnie tutsie. Le 3 septembre dernier, l'Assemblée nationale avait adopté un projet de loi d'amnistie concernant quelque cinq mille condamnés.

Ce bouleversement des rapports de forces politico-ethniques au Burundi - un pays plusieurs fois ensanglanté au cours des deux dernières décennies par des conflits entre Hutus et Tutsis - avait eu lieu dans le plus grand calme. Le 3 juillet, le nouveau régime avait néanmoins connu une première alerte, avec une tentative de coup d'Etat d'officiers tutsis qui avait été rapidement maîtrisée. - (AFP, Reuters.)

MOZAMBIQUE

M. Boutros-Ghali a annoncé un «déblocage» du processus de paix

Après sa visite à Maputo (le Monde du 19 octobre), le secrétaire général des Nations unies a annoncé, mercredi 20 octobre, un «déblocage» du processus de paix. M. Boutros-Ghali a indiqué avoir obtenu un accord suprême du gouvernement et de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), comprenant un nouveau calendrier devant mener aux élections prévues pour octobre 1994.

La démobilisation et le cantonnement des quelque cent mille combattants du gouvernement et de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) doivent commencer en décembre prochain, selon le nouveau calendrier mis en place au cours des entretiens qu'a eus M. Boutros-Ghali avec le président Joaquim Chissano et le chef de la RENAMO, Afonso Dhlakama. Simultanément, le gouvernement doit démanteler les milices privées et les forces paramilitaires.

Au cours d'une conférence de presse, avant son départ de Maputo vers Nairobi, mercredi, le secrétaire général des Nations unies a également indiqué qu'avait été

fixée la composition de la commission électorale nationale chargée de définir les modalités des premières élections générales pluralistes d'octobre 1994 : celle-ci doit être composée d'un président indépendant, de dix membres du gouvernement, sept de la RENAMO et trois des partis politiques. La loi électorale devrait être approuvée par le Parlement d'ici la fin du mois.

Ces décisions «très positives», selon le secrétaire général, donnent «un nouvel élan au processus de paix» et favoriseront le maintien au Mozambique de l'opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ), dont le premier mandat arrive à terme à la fin du mois. «L'ONU ne se retirera pas, car la bonne volonté existe», a affirmé M. Boutros-Ghali, qui avait menacé M. Dhlakama d'un départ des forces de l'ONU, en cas de mauvaise volonté, selon notre correspondant en Afrique australe, Georges Marion. Le chef de la RENAMO réclamait, sous a-t-il précisé, comme préalable à l'application des accords de paix signés le 4 octobre 1992, à Rome, 100 millions de dollars, somme nécessaire, selon M. Dhlakama, pour transformer un mouvement de guérilla sortant de quinze ans de combats sanglants, en un parti politique.

Pour faciliter cette reconversion jugée légitime, les Nations unies ont créé un fonds, mais celui-ci fonctionne selon des règles comptables peu susceptibles de faire l'affaire du chef de la RENAMO, contraint de satisfaire sa clientèle hors de tout contrôle. Ce fonds n'a d'ailleurs recueilli jusqu'alors que 6 millions de dollars (dont 5,3 millions ont été fournis par les seuls italiens). L'opération des Nations unies - sept cent «casques bleus» et des centaines de collaborateurs recrutés sur place - coûte, elle, 1 million de dollars par jour.

Evitant les décisions prises lors de la visite de M. Boutros-Ghali, M. Dhlakama a estimé que ces «pas positifs» pourraient contribuer à résoudre le problème financier de la RENAMO. Qualifiant «d'essentiel» le problème du financement, M. Dhlakama a ajouté que la RENAMO «n'est pas un parti normal» et a «besoin d'argent». Le président du mouvement rebelle a néanmoins affirmé à l'AFP que son mouvement «répondra aux préoccupations du secrétaire général» et respectera le nouveau calendrier. Il a également indiqué que son ambition n'était pas de devenir président du Mozambique. - (AFP.)

SOMALIE

Un proche du général Aidid a été libéré

Les forces des Nations unies ont libéré, mardi 19 octobre, un proche du général Mohamed Farah Aidid, dont elles estiment qu'il pourrait être utile à la reprise des négociations avec son mouvement, l'Alliance nationale somalienne (SNA).

NAIROBI

Dans un souci d'apaisement, l'ONU semble vouloir donner des gages de bonne volonté en vue de rétablir le dialogue avec le mouvement rebelle. Mais la libération de Mohamed Nur Gutale, haut responsable de la SNA, s'explique en mesure de satisfaire le général Aidid ? Ce dernier ne cache pas qu'il aurait souhaité, en échange de la libération d'un pilote américain et d'un «casque bleu» nigérian, le 14 octobre, la remise en liberté des quelque soixante-dix Somaliens détenus par l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM).

La SNA n'a pas mis de sourdine à ses critiques vis-à-vis des Nations unies. Elle a publié mercredi un communiqué dans lequel l'ONU de «diviser pour régner» et appelant à boycotter une éventuelle conférence de paix, qui

provoquerait, selon elle, «un bain de sang, la famine et l'anarchie». Faut-il voir aussi un avertissement, un signe d'impatience de M. Aidid, dans les tirs de lance-grenades qui ont visé mardi deux hélicoptères américains au-dessus du sud de Mogadiscio ? L'ONU cherche visiblement à minimiser l'incident : celui-ci ne constitue pas une violation de cessez-le-feu tacite observé depuis douze jours par les deux camps, selon un porte-parole des Nations unies, le capitaine Tim McDevitt. Et, du côté de la SNA, on affirme que les auteurs de cette attaque sont des membres de divers clans qui «cherchent à discréditer les forces du général Aidid».

Afin de ne pas compromettre les efforts en cours pour renouer les contacts avec le général Aidid, les Etats-Unis ont déconseillé à Boutros Boutros-Ghali de se rendre à Mogadiscio, où les partisans du général ont manifesté, ces derniers jours, contre son éventuelle visite. Mais le secrétaire général des Nations unies, qui est arrivé mercredi à Nairobi, souhaite toujours, selon son entourage, se rendre en Somalie.

JEAN HELENE

MAROC

Les femmes accueillent avec prudence la réforme de leur statut

RABAT

Le code de statut personnel - la moudawana - vient d'être modifié dans un sens théoriquement plus favorable aux droits de la femme. Récemment publiées par le Journal officiel, les nouvelles dispositions répondent au souci qu'a exprimé, il y a un peu plus d'un an, le roi Hassan II de voir le droit prendre davantage en compte l'évolution de la société. Des docteurs de la loi musulmane et des sociologues, en liaison avec des représentants d'associations féminines, avaient ainsi été invités à réfléchir sur ce sujet et à présenter des propositions.

Le statut de la femme marocaine, qui occupe une place de plus en plus importante dans la vie de la nation, était considéré comme particulièrement inadapté. Entre autres changements, la validité du mariage est désormais liée au consentement devant notaire de la future épouse. Son tuteur (père, oncle, frère) ne peut plus la contraindre à épouser un homme dont elle ne veut pas, sous peine de sanctions pénales.

Pour lutter contre le trop grand nombre de divorces, il est disposé que l'époux ne peut plus répudier sa femme qu'en sa présence et devant un juge après un arbitrage devant une commission de conciliation. La polygamie sera plus

difficile : la première épouse pourra s'opposer à l'arrivée d'une seconde en demandant le divorce. Le droit de garde de l'enfant est resté en cas de divorce des parents : si la mère, qui conserve la priorité, meurt ou se remarie, c'est le père et non plus la grand-mère maternelle qui prend la relève.

Ces aménagements ont été accueillis avec prudence et sans illusions par les diverses associations féminines. Pour Aïcha Lkhmass, avocate, directrice du journal 8 mars et secrétaire générale de l'Union de l'action féminine, «il s'agit de changements importants mais insuffisants. Un pas a été franchi mais tout va dépendre de l'application», a-t-elle déclaré au Monde. Najat Razi, professeur et présidente de l'Association marocaine des droits des femmes, créée en 1992, est plus sceptique : «Tout cela est superficiel et ne prend pas vraiment en compte l'évolution de la société marocaine. La discrimination est maintenue, et la moudawana reste en partie contraire aux conventions internationales.» Regrettant que la polygamie n'ait pas été abolie et la répudiation abolie, elle estime que la moudawana «réflecte la faiblesse des mouvements féministes du Maroc».

MOUNA EL BANNA

ALGERIE

Recherches infructueuses après l'enlèvement de trois techniciens étrangers

Les recherches engagées pour retrouver les trois techniciens étrangers d'une société italienne enlevés, mardi 19 octobre, à Tiaret, à 300 kilomètres au sud-ouest d'Alger, n'ont toujours pas abouti. Les trois techniciens - Elio Castillo, Pervin, Alvaro Rueda, Colombien, et César Guarin, Philippin - dont l'enlèvement n'a pas été officiellement annoncé, travaillaient pour le compte d'une société italienne de Milan, la Sadelmi, spécialisée dans la pose de canalisations pour hydrocarbures.

Selon des sources diplomatiques, ces trois hommes ont été enlevés par trois individus qui s'étaient introduits dans la cantine de l'entreprise. Ils ont été emmenés vers une destination inconnue, sous la menace des armes, dans un véhicule tout-terrain, volé sur le chantier.

D'autre part, quelque deux cents journalistes se sont rassemblés, mercredi après-midi, à Alger, pour protester contre l'assassinat de sept de leurs confrères depuis le mois de mai dernier. - (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Vingt-quatre morts au Natal lors d'affrontements entre clans zoulous

La police a annoncé que des affrontements entre clans zoulous avaient fait, mercredi 20 octobre, vingt-quatre morts à Loskop, dans la province du Natal, où un important contingent de forces de l'ordre a été envoyé pour rétablir l'ordre. Ces violences ne seraient pas liées à des rivalités politiques mais à «une vieille dispute entre tribus, avec attaques et représailles», selon un responsable local.

D'autre part, la police a affirmé qu'au moins trente-huit personnes avaient été tuées, depuis samedi, dans les banlieues noires de Johannesburg. Enfin, l'Alliance pour la liberté, qui regroupe les conservateurs noirs et l'extrême droite blanche, a appelé mercredi à l'organisation d'un sommet entre dirigeants politiques sud-africains avant l'adoption du projet de Constitution qui doit être achevé le 5 novembre (le Monde du 21 octobre). Le Congrès national africain (ANC), hostile à un tel sommet, doit à nouveau rencontrer l'Alliance de la liberté lundi. - (AFP.)

GABON : protestation contre la «verrouillage» des médias publics. - Le Conseil national de la communication (CNC), a dénoncé mercredi 20 octobre, dans un communiqué, «la persistance du verrouillage des médias publics par le gouvernement», à l'approche de l'élection présidentielle du 5 décembre. Par ailleurs, un opposant, Pierre Mamboundou, a indiqué avoir été empêché, dans la nuit de mardi à mercredi, de quitter le Sénégal, où il vit en exil, alors qu'il souhaitait revenir dans son pays pour poser sa candidature à l'élection. - (AFP.)

SAHARA OCCIDENTAL : pourparlers entre le Maroc et le Front Polisario. - Des sources diplomatiques à New-York, on a indiqué, mercredi 20 octobre, que des pourparlers directs entre le Maroc et le Front Polisario devraient avoir lieu, la semaine prochaine, au siège des Nations unies, en vue de l'application du plan de paix de l'ONU, qui prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Ces conversations feraient suite aux réunions du mois de juillet dernier, à Lagouane, au Sahara occidental, qui n'avaient abouti à aucun résultat concret. - (AFP.)

SIERRA-LEONE : un coup d'Etat aurait été déjoué. - Le chef de la police a annoncé, mardi 19 octobre, l'arrestation, le jeudi précédent, de quatre «mercenaires sino-vietnamiens», détenteurs de passeports britanniques, qui fomentaient un complot visant à renverser le régime militaire de Valentine Strasser.

Les quatre hommes auraient reçu leurs instructions de «Sierra-Léoniens mécontents et d'hommes d'affaires vivant à l'étranger», selon le policier. Il s'agit du troisième coup d'Etat qui aurait été déjoué depuis l'arrivée au pouvoir, en avril 1992, du capitaine Strasser. - (AFP, Reuters.)

SÉNÉGAL : deux grèves de soixante-douze heures en neuf jours. - Une grève de trois jours, lancée à l'appel des syndicats qui réclament l'abrogation de la réduction de 15 % des salaires des fonctionnaires, a été partiellement suivie, mardi 19 et mercredi 20 octobre, au Sénégal. Une deuxième grève, prévue les 26, 27 et 28 octobre, devrait paralyser la totalité du secteur productif. - (AFP.)

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 40-75-45-45.

SAMEDI 23 OCTOBRE
S. 8 - 14 h 15. Bijoux. - M^{re} ROGEON.

DIMANCHE 24 OCTOBRE
S. 1 - 14 h 30. Art de la Chine. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 2 - PHARMACIE. Objets de collection et de curiosité. - M^{re} DE RICQLES, M. Mousquet, expert.
S. 6 - 14 h 15. Expression russe. - M^{re} ROGEON.
S. 7 - 14 h 30. Art contemporain. - M^{re} Catherine CHARBONNEAUX.
S. 16 - Affiches. Cartes postales. Autographes. Dessins. - M^{re} JUTHÉAU-DE WITT.

MARDI 26 OCTOBRE
S. 10 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{re} BINOCHE, GODEAU.

MERCREDI 27 OCTOBRE
S. 3 - 14 h 15. Bijoux. Objets de vrinne. Miniatures. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} ADER, TAJAN. Experts : MM. R. Déchaut et Th. Stetten. Ed. de Sevin. Expo. pub. : mardi 26-10, 11 h/18 h et mercredi 27-10, 11 h/12 h.

JEUDI 28 OCTOBRE
S. 5 - Lettres, manuscrits, documents. Livres anciens. Illustrés modernes. - M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S. 2 - Faïences et porcelaines des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Art islamique. Antiques. Haute époque. M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S. 7 - 14 h 15. Beaux livres anciens et modernes. - M^{re} ADER, TAJAN. Experts : MM. J.-P. Dillie et G. Dillie. Expo. chez les experts : « Librairie Lardanchet » 100, fig St-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 42-66-68-32. Fax : 49-24-07-57. les 25 et 26-10, 10 h/12 h et 14 h/18 h (sur rendez-vous).

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

JEUDI 28 OCTOBRE à 20 h
OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT
CHEMINÉES, BOISERIES
M^{re} PICARD, commissaire-priseur.
Experts : MM. J.-P. Dillie et G. Dillie.
Expo : le 27-10, 16 h/21 h et le 28-10, 11 h/16 h.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-47-68.
BINOCHE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, fig St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
JUTHÉAU-DE WITT, 13, rue Grange-Saint-Hippolyte (75009), 48-00-95-22.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
DE RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

12, rue Favart 75002 PARIS Tél. : (1) 42-61-80-07 Fax : (1) 42-61-39-57
HOTEL GEORGE-V (SALON « LA PAIX »)
31, avenue George-V, 75008 PARIS
LUNDI 25 OCTOBRE à 18 h
FAÏENCES FRANÇAISES ET PORCELAINES ANCIENNES
principalement du XVIII^e
Expert : M. G. Lefebvre, assisté de Louis Lefebvre.
Expo pub. : Hôtel George-V (salon « la Paix »),
sam. 23-10 et dim. 24-10, de 11 h à 20 h et le lun. 25-10, 10 h à 12 h.

POLITIQUE

Le congrès socialiste du Bourget

« Michel Rocard est englué dans les histoires du parti »

nous déclare Jean-Louis Bianco, ancien ministre de l'équipement

■ « A LA GODILLE. » Pendant dix ans, Jean-Louis Bianco a été l'une des pièces maîtresses du mitterrandisme. Secrétaire général de l'Elysée de 1982 à 1991, il fut, notamment, l'un des régisseurs de la première cohabitation avec Jacques Chirac, puis l'éclaircisseur discret du président sur le chantier abandonné de l'ouverture avec les centristes. Ministre des affaires sociales, puis de l'équipement, des transports et du logement, cet « érudit », quadragénaire discret et sérieux, a été cité maintes fois sur la liste des prétendants à Mitterrand. Jean-Louis Bianco a beaucoup retenu. François Mitterrand continue de le voir régulièrement. Il juge que Michel Rocard, « englué dans les histoires du parti », donne l'impression d'avancer « à la godille ».

■ S'OPPOSER, IMAGINER, RASSEMBLER. Tels sont les trois thèmes du congrès du PS qui s'ouvre vendredi 22 octobre au Bourget, près de Paris, le premier congrès ordinaire, avec renouvellement des instances dirigeantes, depuis celui de Rennes, en mars 1990. Michel Rocard, qui sera élu premier secrétaire, en application des nouveaux statuts, par les délégués eux-mêmes, a bulletin secret, sera ainsi légitimé comme chef d'un parti dans lequel il a longtemps été minoritaire. C'est la principale nouveauté à attendre de ces assises, première pierre d'une reconstruction de la gauche qui reste à accomplir.

Muni d'un simple mandat de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Louis Bianco, après six mois passés à « profiter de la vie », vient de réintégrer le Conseil d'Etat. Il était aux « états généraux » socialistes de Lyon, en juillet dernier. Il n'ira pas au congrès du Bourget, à la fin de cette semaine. Jean-Louis Bianco est un socialiste sans carte, mais toujours attentif à ce qui se passe à gauche... et à droite.

— Le PS : « J'ai failli adhérer, dit Jean-Louis Bianco, en 1974, dans le mouvement des Assises du socialisme. Dans le onzième arrondissement de Paris, je militais sur le terrain avec les GMM (Groupes d'action municipale) d'Hubert Dubedout. Un de mes amis venait d'adhérer à la section du onzième après un examen de passage totalement inquisitorial pour obtenir son brevet de socialisme. J'ai décidé de ne jamais me soumettre à cela.

■ Quand je suis arrivé à l'Elysée, j'ai interrogé François Mitterrand sur l'opportunité d'entrer au parti ou pas. « Faites comme vous voulez, m'a-t-il répondu, mais je pense que vous êtes plus utile en dehors. » De fait, j'ai pu, ainsi, entretenir des contacts avec des gens extrêmement divers, avec une liberté totale.

■ J'ai eu une nouvelle phase d'interrogation lors du congrès de Rennes, mais je me suis rendu vite compte que la guerre des courants était insupportable, que toute position que je prendrais serait forcément interprétée. « Alors, m'aurait-on demandé, tu vas avec

Jospin, Rocard ou Fabius ? On aurait dû que je trahissais Mitterrand pour Rocard ou que je trahissais Rocard de la part de Mitterrand.

C'est la seule chose qui aurait intéressé le microcosme. Après la défaite d'avril, je me suis dit : « Bon, c'est le moment d'adhérer ! » J'ai commencé à travailler avec les quadragénaires, avec quelques réticences sur leur côté parisien et l'aspect « lutte des âges ». A chaque réunion, on passait notre temps à discuter de qui avait au comité directeur, des offres de Mitterrand, Rocard d'un tel et d'un tel, en se disant qu'on discuterait du fond la prochaine fois. Je leur ai dit : « Je reviendrai quand vous parlerez du fond », et je me suis retiré sur la pointe des pieds.

Un « passif » éponant

— Michel Rocard : « Les états généraux de Lyon ont été une bonne chose, même si ce n'était pas aussi spontané que cela en avait l'air. Michel Rocard, ensuite, a totalement loupé son dit et sa rentrée. Les motions soumises à ce congrès du Bourget sont, à mon avis, plus nulles les unes que les autres, même si la motion A est l'est plutôt moins. Celle de Mermaz-Dumas est consternante. J'ai l'impression que Michel Rocard est, maintenant, complètement englué dans les histoires du parti, sans arriver à rayonner, et que, ce faisant, il est moins crédible pour les gens qui attendaient l'effet « big bang ».

— Les malheurs des socialistes : « J'ai vécu de très près, lors de la préparation des élections législatives de 1986, la querelle entre Fabius, que je n'avais pas vu venir et qui m'a extrêmement donné. Laurent Fabius était parti pour prendre la tête de cette campagne avec, à mon avis, une totale naïveté, réunissant les ministres au pavillon de la Lanterne pour leur expliquer comment il allait s'y prendre, quelle musique, même, il allait choisir. Il avait inscrit dans sa tête qu'il était le chef de la majorité, qu'il allait mener cette campagne en entente avec Jospin.

C'était oublier que celui-ci est extraordinairement susceptible. Se sont révélées, à ce moment-là, des querelles d'ambitions et des divergences qui ne m'avaient pas apparues très nettement jusqu'alors. On aurait pu trouver un compromis entre les deux. François Mitterrand a eu tort de ne rien faire pour apaiser les esprits. Le congrès de Rennes, en 1990, n'a été que la prise de conscience de cette rupture.

— François Mitterrand et Michel Rocard : « Il y a un passif éponant, variable, chacun des deux dit énormément de mal de l'autre. Au tout début, Michel Rocard était à Malignon, cela ne s'est pas trop mal passé. Il a surpris en bien le président pendant trois ou quatre mois, puis Michel Rocard a eu tort, ensuite, de passer des mois entiers à se plaindre d'avoir été « viré ». C'était, de sa part, un signe de faiblesse. Cela revenait constamment aux oreilles du prés-

dent. Ce ne pouvait être pire. Depuis, Michel Rocard semble constamment à la godille, c'est quasi psychanalytique. Et, en même temps, je suis très bien qu'entre François Mitterrand et Jacques Delors, les choses ne sont guère plus simples. Dès lors, quelle est l'attitude à avoir ? C'est la question que je pose à tous ceux qui se bagarrent encore à l'intérieur du parti.

Rocard est là, avec ses défauts et ses qualités. Delors n'est pas là. Je crois très vraisemblable que Mitterrand ait pu dire de lui qu'il aimerait être président, mais pas candidat. Moi, j'aimerais comparer leurs intentions, leurs projets.

L'épreuve de vérité

— François Mitterrand et Edouard Balladur : « Pour l'instant, l'Elysée a la consigne de ne pas se mêler des affaires du PS. Aujourd'hui, le président ne peut pas, non plus, apparaître comme l'instigateur, en quoi que ce soit, d'offensives contre le gouvernement. Ce ne sera plus forcément vrai en 1994. Si sa marge d'action sur le PS est devenue plus faible, je ne pense pas que François Mitterrand s'en désintéresse jusqu'au bout. Car il sera aussi, inévitablement, amené à prendre ses distances vis-à-vis de la cohabitation. Peut-être suis-je trop naïf ?

Je n'arrive pas à croire que François Mitterrand apprécie Edouard Balladur comme homme d'Etat, qu'il goûte la façon dont la cohabitation se passe. Je n'arrive

pas à croire cela ! Balladur n'accomplit un gros travail de manœuvre sur le plan personnel. Il a su, jusqu'ici, le côté « choise à porteurs ». La presse, à mon avis, est un peu trop rapidement rentrée dans le jeu. Car il est tellement comme cela ! Ses défauts, inévitablement, ressurgiront.

— François Mitterrand et Bernard Tapie : « Je ne crois plus qu'il puisse apporter quoi que ce soit à la gauche. Bien sûr, il n'a ni énergie, ni courage, une capacité de persuasion extraordinaires. Il a plutôt les tripes à gauche, encore que ce qui s'est passé avec Le Pen aux élections législatives dans les Bouches-du-Rhône m'ont donné des doutes sérieux... Mais, en fait, il a très peu de convictions. Il croit à ses mensonges à un degré qui est cosmique. Et puis, toutes ces acrobaties financières ! François Mitterrand a eu tactiquement le tort de le soutenir à ce point-là.

— Son avenir : « L'épreuve de vérité, pour les socialistes, aura lieu à la fin de l'année prochaine. On verra s'il y a de nouveaux idées, un sursaut, un peu d'humilité et une véritable capacité de rassemblement. Je verrai bien, alors, ce qu'il en est, pour moi, à ce moment-là. Je suis prêt à apporter un plus d'idées, et les réseaux que j'ai pu me créer lors de mon passage à l'Elysée. Je reste un compagnon de route du PS, et j'ai conscience qu'on ne peut rester éternellement sur une position individualiste. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON

« Un parti d'alternance »

Suite de la première page. Plusieurs éléments, en tout cas, paraissent clairs aujourd'hui : Michel Rocard a opté, c'est vrai, pour une stratégie « à petits pas » de redressement du PS, qui est loin du renouveau attendu. Il ne sera pas un premier secrétaire provisoire et il garde d'évidence toutes ses ambitions de candidat à la prochaine élection présidentielle.

En sept mois, sur le difficile chantier de reconstruction du PS, l'ancien premier ministre aura finalement beaucoup fait. Insupportables pour les militants, les courants, s'ils n'ont pas perdu toutes leurs forces, se sont faits plus discrets.

Sur un calendrier aussi raccourci, était-il possible de ne pas les prendre en compte pour composer les futures instances dirigeantes du parti ? Personne n'a suggéré d'autres solutions.

Dans plusieurs mois seulement, quand, en vertu des statuts qui prendront effet à ce congrès, de nouveaux dirigeants arriveront au premier rang dans les fédérations, ces fameux courants perdront peut-être de leur influence. Pour l'heure, il y a quand même des

signes encourageants. Le retour de Lionel Jospin, qui demain, se verra confier l'organisation des futures assises de la gauche. L'attitude de Laurent Fabius, qui, jusqu'à preuve du contraire, « joue le jeu » et se veut unitaire pour deux, en ne cachant pas qu'il prépare le « deuxième millénaire ». L'apaisement des esprits, qui est à mettre au crédit de Michel Rocard et qui n'était pas acquis d'avance. Les 6,71 % de la motion Mermaz ne semblent plus former que le pourcentage de l'agreur. Les 11 % du texte de Jean Popperen, le dernier carré d'un anti-rocardisme primaire qui n'est plus d'actualité.

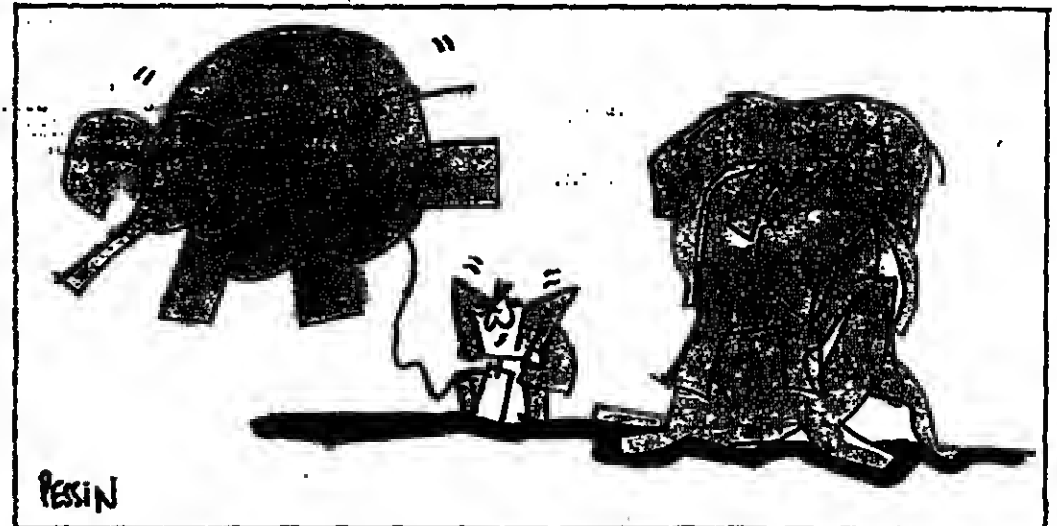
Trois mots d'ordre

Ce congrès s'est choisi trois mots d'ordre qui recouvrent bien les préoccupations actuelles de ce parti et de ses dirigeants. D'abord « s'opposer ». Comment se faire une place dans cette cohabitation tranquille entre François Mitterrand et la droite balladurienne ? Le PS n'a cessé de se poser cette question. Le débat sur la révision constitution-

nelle a été la traduction presque caricaturale de ses affres. Aujourd'hui, décision semble avoir été prise de faire tout simplement de la politique : de s'opposer sans tenir compte des contingences compréhensibles de l'Elysée. Sur la révision, Laurent Fabius parait en définitive avoir opté à son tour pour un « non politique ». Sur le GATT, le PS devrait demain être en première ligne pour exiger l'accord.

Deuxième mot d'ordre : « imaginer ». C'est évidemment le plus difficile pour un parti qui a quitté le pouvoir dans un état complet d'épuisement. Le PS, souhaite Bernard Roman, premier secrétaire de l'infatigable fédération du Nord, « doit se montrer très offensif sur l'emploi » et « réaffirmer son rôle de transformation sociale ». Lors des votes du projet politique du parti, une majorité des militants se sont prononcés pour une diminution du temps de travail avec réduction progressive des revenus, mais épargnant les bas salaires. Ce débat-là est ouvert et le congrès devrait constater l'existence de divergences.

En revanche, sur l'Europe, outre sujet privilégié, chacun parait d'accord pour dire que les socialistes français doivent engager d'urgence une vaste concertation avec leurs partenaires socia-



listes de l'Europe des Douze pour rendre possible une avancée de l'Europe politique.

Dernier mot d'ordre : « rassembler ». Les socialistes savent qu'ils demeurent la seule force de gauche opérationnelle, la seule qui soit capable de reprendre le pouvoir. Ils attendent, avec intérêt la succession de Georges Marchais au PC. Ils ne désespèrent pas de voir revenir vers eux, avec plus d'humilité et de réalisme, les écologistes. Pour l'heure, l'ouverture au centre n'est pas d'actualité, mais elle le

redeviendra automatiquement à l'approche du rendez-vous présidentiel.

On pourra juger, à l'occasion de ce congrès, le climat de confiance qui entoure l'entreprise de Michel Rocard. Car, malgré toutes les belles déclarations, on sait qu'en politique les arrière-pensées ne sont jamais très loin. Il se murmure que certains travaillent en fait à l'après-Rocard, quand, une fois celui-ci battu à l'élection présidentielle de 1995, le PS sera une nouvelle fois à ramasser. La serait le suicide. Il

se dit que François Mitterrand lui-même a intégré dans ses calculs ces sombres prévisions et qu'il ne fera rien pour les démentir. Ce n'est pas, en tout cas, le message donné aujourd'hui par l'Elysée. « La victoire de Michel Rocard sera pour François Mitterrand la cerise sur son gâteau », assurait récemment un proche du président. Personne n'y croit, mais Michel Rocard en accepte volontiers l'augure.

D. C.

La préparation du vingt-huitième congrès

La direction du PC refuse de publier un texte des refondateurs

Dans un communiqué publié mercredi 20 octobre par l'Humanité, les trois rapporteurs de la dernière session du comité central du Parti communiste, Françoise Lazard, Robert Hue et André Lajoinie, expliquent pourquoi l'organe central du PCF ne publiera pas le texte d'orientation cosigné par sept refondateurs, qui avait été présenté, le 28 septembre, par Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône. « Les statuts du Parti, rappellent-ils, prévoient que la tribune de discussion ouverte dans la presse du PCF permet à chaque adhérent de contribuer à l'élaboration de la politique du Parti » (1). « Cela n'autorise pas la publication d'un texte qui ouvrirait la voie à un dangereux processus de constitution de tendances », ajoutent-ils, en affirmant qu'« il n'est, en aucun cas, question de censure ».

La veille, les refondateurs avaient protesté contre la non-publication de leur texte, en dépit des assurances qu'ils avaient reçues, notamment de la part de René Piquet, président du groupe de la Coalition des gauches au Parlement européen, qui présidait la séance du comité central lors de l'intervention de M. Hermier. « Pourquoi l'engagement de publier [ce texte] n'est-il pas tenu ? Que s'est-il passé depuis la dernière réunion du comité central qui explique ce changement d'attitude ? Que veut la direction du PCF : nous rendre difficile, voire impossible, par des méthodes d'un autre âge, un débat réellement démocratique de tous les communistes ? », avaient-ils demandé.

J.-L. S.

(1) L'Humanité du 15 octobre a publié une contribution signée de Charles Fierman.

Radical ou radical ?

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M^{me} Françoise Ramoff, a débattu, mercredi 20 octobre, le Parti républicain radical et radical-socialiste qui demandait aux juges d'interdire à Bernard Tapie d'utiliser les termes « radical-socialiste » et « radical » pour désigner le Mouvement des radicaux de gauche.

Pour se prononcer, les juges se référent principalement à la décision rendue le 17 janvier 1973 par le tribunal de Paris après la session survenue au sein des radicaux en 1972. Ce jugement autorisait le mouvement, né en 1901, à porter la dénomination « Parti radical-socialiste », alors que les radicaux dissidents devaient prendre celle de « Mouvement des radicaux de gauche ». Les magistrats en déduisent : « C'est donc à tort que l'association Parti républicain radical et radical-socialiste se prétend titulaire (...) d'un droit exclusif sur l'appellation « Parti radical » ou sur le vocable « radical », et ce d'autant plus que le

tribunal, en autorisant son alle dissidente à inclure dans sa dénomination les termes « radical-socialiste », a reconnu à celle-ci le droit de revendiquer son appartenance au courant de pensée radical. » Les juges soulignent que, pour désigner les deux partis, les observateurs utilisent les appellations « radical-veloisien » et « radical de gauche ». Cette terminologie autorise le tribunal à déclarer : « Ainsi, aucun des deux partis n'a, dans le monde politique, l'exclusivité de l'appellation « parti radical », celle-ci étant au contraire leur dénominateur commun, rendant nécessaire l'adjonction des termes « veloisien » ou « de gauche » pour les distinguer. » Les magistrats concluent : « On ne saurait, dès lors, interdire à Bernard Tapie de revendiquer son appartenance au « Parti radical » depuis son adhésion au Mouvement des radicaux de gauche, ni d'utiliser les termes « Parti radical » ou « radical ».

M. P.

La demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Tapie

Les quinze membres de la commission ad hoc, chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie (RL, Bouches-du-Rhône), ont été désignés, mercredi 20 octobre, à la proportionnelle, par les quatre principaux groupes de l'Assemblée nationale. Le RPR dispose de sept membres : Raymond-Max Aubert (Corrèze), Raoul Béteille (Seine-Saint-Denis), Philippe Bonnetruy (Tern), Louis de Broissie (Côte-d'Or), Ernest Chénier (Oise), Jacques Limouzy (Tarn), Jean-Luc Reitzer (Haut-Rhin). L'UDF, de six : Dominique Bussereau (Charente-Maritime), Philippe Houillon (Val-d'Oise), Edouard Landrain (Loire-Atlantique), Philippe Mathot (Ardennes), Jean-Guy Branger (Charente-Maritime), Gérard Vignoble (Nord); le PS, d'un représentant, Jack Lang (Loir-et-Cher), de même que le PC avec Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne).

La commission doit se réunir

pour constituer son bureau, désigner son président — probablement M. Limouzy, membre de la commission des lois — et son rapporteur.

A la suite de la publication de l'ouvrage de Jean Chainton, Le vent soufflait devant ma porte, les Editions du Seuil, tiennent à indiquer que Mme Paulette Laugery, membre du même réseau de résistance que l'auteur et dont le nom est cité page 231, conteste s'être rendue, début 1941 à Marseille pour raisons familiales, et avoir été ainsi, en partie, à l'origine de l'arrestation de ce réseau. Mme Laugery précise : archives et attestations d'historiens à l'appui, qu'en réalité son réseau a été démantelé à la suite d'une activité poitevine de plusieurs mois (indicateurs infirmes, dénonciations, et filatures), commandée dès décembre 1940 et qui a abouti aux arrestations de 1941. Les Editions du Seuil lui en donnant acte bien volontiers.

La réforme du droit d'asile

M. Balladur souhaite l'adoption rapide de la révision constitutionnelle

Le projet de révision constitutionnelle sur le droit d'asile, approuvé par le conseil des ministres mercredi 20 octobre, a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. La commission des lois a désigné Jean-Pierre Philibert, député (UDF) de la Loire, comme rapporteur du projet, qui doit venir en séance publique le 27 octobre. Le premier ministre souhaite l'adoption « rapide » de cette réforme, à laquelle le président de la République a donné son accord.

Officiellement, cette fois, François Mitterrand a donné son aval au projet de révision de la Constitution sur le droit d'asile préparé par le gouvernement. Le texte, qui a été approuvé par le conseil des ministres du mercredi 20 octobre, a été immédiatement déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, précédé de la formule consacrée en la matière : « *Projet de loi constitutionnelle présenté au nom de M. François Mitterrand, président de la République, par M. Edouard Balladur, premier ministre, et par M. Pierre Méhaignerie, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice.* »

La Constitution, en son article 89, prévoit, en effet, que « l'initiative de la révision de la Constitution appartient conjointement au président de la République et au premier ministre et aux membres du Parlement ». Les

deux hommes s'étant mis d'accord, avant même l'envoi de l'avant-projet au Conseil d'Etat, sur la formulation du texte à proposer au vote des députés et des sénateurs, tout n'a pu se passer sans la moindre difficulté au conseil des ministres. C'est aussi la raison pour laquelle il n'a guère été tenu compte de l'avis des conseillers d'Etat (le Monde du 19 octobre).

Le projet maintenant qui la modification constitutionnelle se fera par ajout d'un article dans le titre VI, consacré aux traités et accords internationaux. Le Conseil d'Etat avait proposé que la nouvelle disposition figurât dans le titre sur les Communautés européennes et l'Union européenne, créé pour permettre la ratification du traité de Maastricht, mais le gouvernement ne voulait pas de cette solution. M. Balladur n'a pas oublié les divisions de la droite, au printemps 1992, lors du vote de cette révision ; il sait que ce sujet continue à empoisonner les rapports au sein de sa majorité et ne tient donc pas à rouvrir ce débat.

De plus, les accords de Schengen, dont l'application est la raison invoquée par Charles Pasqua pour justifier la réforme constitutionnelle en cours, relèvent d'un traité entre Etats, signé sans interférence des instances de la Communauté européenne, même s'ils ne visent qu'à permettre la mise en œuvre du principe de libre circulation des personnes, qui est un des fondements de

l'Union de l'Europe. Une des propositions essentielles du Conseil d'Etat a été retenue, toutefois, par le premier ministre et par le président de la République. L'avant-projet parlait des accords conclus par la France avec des Etats européens « qui respectent » les mêmes engagements qu'elle en matière de droits de l'homme.

Le Conseil a observé que ce serait donner à la France — et, en l'espèce, au Conseil constitutionnel s'il était saisi de la loi autorisant la ratification d'un traité — le droit de vérifier comment ses

partenaires appliquent leurs engagements internationaux. Le projet parle donc des Etats « liés » par ces engagements. En revanche, le gouvernement a préféré évoquer les « compétences » déterminées par les accords européens sur le droit d'asile plutôt que, comme le suggérait le Conseil d'Etat, les « responsabilités ».

L'avis du Conseil n'a pas été suivi pour la rédaction du deuxième alinéa. Il avait proposé qu'il soit clairement affirmé que la France n'a pas l'obligation d'examiner les demandes d'asile de personnes relevant d'un autre

Etat, en vertu de ces accords européens, mais, seulement, la possibilité d'accorder l'asile à certaines d'entre elles. Cet alinéa était celui dont M. Mitterrand avait exigé la présence, et le président de la République l'ayant personnellement rédigé, il a été jugé préférable de conserver sa formule.

Les parlementaires de droite seront-ils aussi conciliants avec le chef de l'Etat que le premier ministre ? C'est un des enjeux du débat qui va s'ouvrir à l'Assemblée nationale, puis au Sénat. M. Balladur a réuni, mercredi

après-midi, à Matignon, des personnalités qui vont jouer un rôle important dans la discussion parlementaire : Pascal Clément et Roger Romani, ministres délégués aux relations avec le Parlement, Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Bernard Pons, président du groupe RPR au Palais-Bourbon, et Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et indépendants au palais du Luxembourg.

A la sortie du conseil des ministres, Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, a expliqué que le premier ministre souhaite « une adoption rapide » de cette réforme et que son texte fasse, au Parlement, « l'objet du plus petit nombre possible de modifications, dans la mesure où les deux alinéas du projet ont été pesés pour permettre de mener une politique de l'immigration voulue par une majorité de Français, tout en respectant le droit d'asile ».

M. Mitterrand dispose, en effet, d'une dernière possibilité d'intervention : il a, seul, le pouvoir de convoquer le Congrès, qui devra adopter définitivement, à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés, le texte sur lequel les deux Chambres du Parlement se seront mises d'accord séparément. Si la formulation ne lui convient pas, le président de la République aura la faculté de bloquer la révision de la Constitution.

THIERRY BRÉHIER

Le texte soumis au Parlement

Voici le texte du projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile, tel qu'il a été approuvé, mercredi 20 octobre, par le conseil des ministres et, donc, tel qu'il est soumis au Parlement :

« Il est ajouté dans le Titre VI de la Constitution : Des traités et accords internationaux, un article 53-1 ainsi rédigé :

« Article 53-1. La République peut conclure avec les Etats européens qui sont liés par des engagements identiques aux siens en matière d'asile et de protection des droits de

l'homme et des libertés fondamentales, des accords déterminant leurs compétences respectives pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées.

« Toutefois, même si la demande n'est pas dans leur compétence en vertu de ces accords, les autorités de la République ont toujours le droit de donner asile à tout étranger persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ou qui sollicite la protection de la France pour un autre motif. »

Le texte retenu est identique à celui qui a été transmis pour avis

au Conseil d'Etat (le Monde du 10-11 octobre), à l'exception d'un membre de phrase : la formule « la République peut conclure avec les Etats européens liés par des engagements identiques aux siens... » a été substituée à la formule « avec les Etats européens qui respectent des engagements identiques aux siens ». De même, l'exposé des motifs qui précède ce projet est, à un mot près, celui de l'avant-projet : il parle, simplement, des « engagements » pris par les partenaires de la France en matière de droit d'asile, et non plus de « conventions ».

Le président du groupe UDF demande « une explication très claire » du gouvernement

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a résumé, mercredi 20 octobre, l'état d'esprit de son groupe vis-à-vis de la révision constitutionnelle sur le droit d'asile en indiquant, sur France 3, que ses amis « souhaitent » qu'« il y ait une explication très claire du gouvernement », car « toucher à la loi fondamentale de notre République exige, en réalité, des raisons fondamentales ». Philippe de Villiers (Ven-

dée), de son côté, a confirmé son opposition à cette réforme. Il l'a déclarée, mercredi, « inopportune », car, selon lui, « il est urgent de renforcer le contrôle aux frontières et d'harmoniser les législations contre le trafic de drogue entre les signataires » des accords de Schengen.

En revanche, le Mouvement des réformateurs, présidé par Jean-Pierre Soisson, a « approuvé » le projet de révision, qui « a l'accord du président de la République » et

« permet de concilier le respect de la tradition républicaine du droit d'asile et la mise en œuvre des accords européens de Schengen ». Le Mouvement des radicaux de gauche y est, lui aussi, « favorable », car elle « sauvegarde l'essentiel et évite de diviser artificiellement l'option ».

Ce n'est pas l'avis d'Alain Bockquet, président du groupe Communiste, qui a déclaré que le PC « ne peut que s'opposer à une révision de la Constitution qui met en cause le droit d'asile et la souveraineté de notre pays ». « La révision se justifie d'autant moins que l'application de l'accord de Schengen est reportée », a ajouté le député du Nord.

M. Pasqua : « Nous avons le devoir de reconduire les immigrés clandestins à la frontière »

« Nous avons le devoir de reconduire les immigrés clandestins à la frontière », car « nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde », a déclaré Charles Pasqua au cours de l'émission « Le droit de savoir », mercredi 20 octobre, sur TF1. Reconnaisant qu'en matière de reconduite à la frontière « les choses n'ont pas bougé », le ministre de l'Intérieur estime que la raison en est que « nous n'avons pas encore toutes les lois dont nous avons besoin », en évoquant, notamment, le projet de révision constitutionnelle sur le droit d'asile.

M. Pasqua a indiqué que lors d'une récente opération policière dans le dix-huitième arrondissement de Paris, sur cent dix étrangers en situation irrégulière interpellés, un seul avait été reconduit à la frontière. « A l'heure actuelle, ne repartent que ceux qui acceptent, c'est-à-dire une minorité », a-t-il souligné. Le ministre a observé que beaucoup de pays dont sont originaires les immigrés en situation irrégulière « ne font aucun effort pour les récupérer ».

Il fonde, cependant, beaucoup d'espoir sur « la rétention judiciaire » de trois mois pour les étrangers qui refusent de déclarer leur identité, mesure annulée par le Conseil constitutionnel, mais qui fait l'objet d'un nouveau projet de loi. M. Pasqua, qui s'est présenté comme « un des meilleurs combattants contre la xénophobie », a aussi déclaré qu'« il est plus difficile d'intégrer ceux qui pratiquent la religion musulmane que, par exemple, les Polonais ».

Le front du repli

Suite de la première page

Il serait bon d'en débattre, ne serait-ce que pour savoir où cela nous mène : 1993 restera-t-il comme l'année d'un grand repli tricolore, l'événement d'une France barricadée et apatrite, fiévreuse et fermée ? Dans un mélange de conviction et d'opportunité, de gestion au court terme et de choix stratégiques, une nouvelle pédagogie politique est en effet entrée en scène qui, en façonnant l'imaginaire collectif, offre un terrain propice aux passions univoques et simplificatrices.

Sans doute M. Pasqua, quand il a été présenté comme l'avenir de la France, comme une ambition citoyenne prolongeant à l'échelle du continent le message humaniste de la nation républicaine, sa première traduction aisément palpable et compréhensible par tous les Français est ainsi la soumission d'un texte sacré, la Constitution, à un simple traité, celui de Schengen, dont l'élaboration, secrète et administrative, offre la caricature de cette Europe bureaucratique dénoncée par les adversaires de Maastricht. La bataille du GATT met en scène un paradoxe similaire, illustrant le pas en arrière d'une France déterminée à jouer en solitaire après avoir vanté une Europe solidaire.

Certes l'errance américaine est indéniable, résumée par la formule de Carlos Hills, représentant du commerce dans l'administration Bush : « Nous ouvrons les marchés étrangers avec une barre à mine où cela est nécessaire, mais avec une poignée de main toutes les fois où cela est possible. » Mais que ne dit-on aux Français que la crise du GATT ne se limite pas à cet affrontement simplificateur ?

L'arrogance américaine

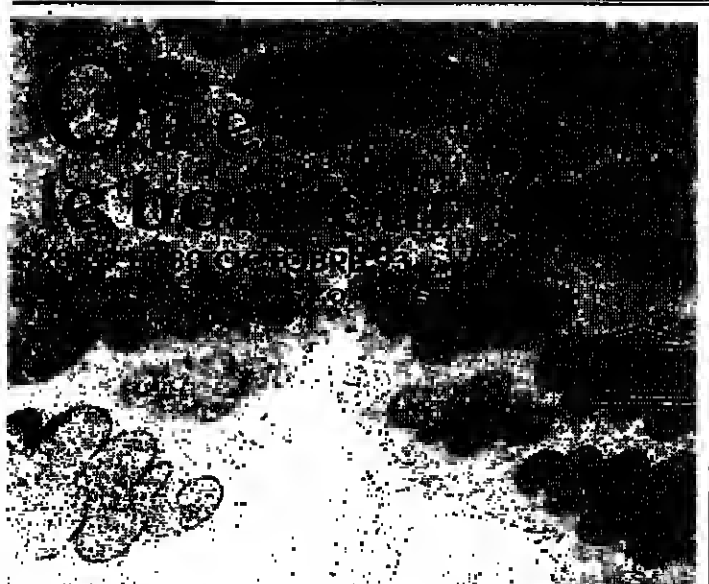
Ce qui s'y joue aussi, et qui a pour conséquence les alliances non négligeables nouées par les Etats-Unis, c'est cette réalité incontournable : la dynamique du commerce mondial se déplace vers les pays en voie de développement, alors même que l'Europe est dans la tourmente, emportée dans une récession où la croissance est insuffisante pour contenir la montée du chômage. La volume du commerce extérieur des pays en développement non producteurs de pétrole a cru de plus de 9,5 % l'an entre 1991 et 1993 (15 % pour les pays d'Asie), tandis que les échanges des pays développés demeurent sur un rythme inférieur à 4 %. En d'autres termes, le GATT ne se résume pas en western avec méchant shérif US et bons pro-

ducteurs français : il est aussi le théâtre de la revanche d'une partie du tiers-monde d'hier. Tout se passe comme si la France n'avait pas de reproche à se faire. Comme si elle n'eût pas de responsabilités propres dans les difficultés qu'elle vit. Ses contradictions ne sont-elles pas le prix à payer d'une décennie 80 où elle n'a pas, au contraire, la contrepartie sociale de la vague libérale ? Ne serait-il pas temps aussi de réévaluer la conception par trop sécuritaire et marchande de l'Union européenne telle que l'incarne Maastricht, alors même qu'il apparaît que le respect des critères de convergence sera hors de portée de beaucoup, sinon de la plupart, des partenaires ? Et que dira enfin de cette conception défensive et frileuse du couple franco-allemand, entendu à mots couverts comme une précaution bien plus qu'une ambition ? Un moyen d'enrayer une éventuelle traduction politique de la puissance économique allemande ?

Certains diront, tel M. Fabius opposant l'urgence du chômage au débat sur l'asile, jugé secondaire et anecdotique, que le social avec ses récents frémissements impose d'autres priorités. C'est pourtant ne pas voir que la social est lui aussi travaillé par le national, amené en proportion de la faiblesse syndicale à voir en l'étranger — européen, américain, japonais, etc. — la cause de tous ses maux. Or il n'y a pas de solution étroitement nationale aux difficultés de la période de transition ouverte par la chute du mur de Berlin, cette incertitude d'un monde en devenir. Hier homothétiques, les espaces de la nation, de l'Etat et du marché ne coïncident définitivement plus. Prioritaire de sa grandeur perdue, de l'inclinaison récurrente de ses gouvernements à vouloir le prolonger au lieu de prendre acte de son état de puissance moyenne, la France risque d'être prise par le syndrome de l'étrucherie, croyant affronter la réalité en se la cachant.

On aimerait plutôt entendre ce qu'elle a à dire d'universel au monde. On aimerait savoir ce qu'elle fait pour défendre activement la démocratie en Haiti, symbole de la francophonie aux Amériques, plutôt que d'assister à une mobilisation convenue de chefs d'Etat pour la défense de ses produits culturels. On aimerait aussi la voir à l'œuvre dans l'ex-Yugoslavie où triomphe un nationalisme de l'ethnie, du refus et de la mort de l'autre, autrement que dans l'assentiment contributif à la victoire des purificateurs. On aimerait enfin assister à la promotion française d'une idée de l'Europe qui soit justement sa différence, consistant à ne pas se replier sur sa propre identité.

EDWY PLENEL



5° FORUM
Le Monde - LE MANS
UNIVERSITÉ DE MAINE
Miguel ABENSOUR - Mohammed ASKOUN - Marc AUGÉ - Bernard ANDRIEL
Lolhar BAÏER - Norbert BENSAD - Jacques BIAINE - Maurice CASTELLO
Olivier CLÉMENT - Marcel CONCHÉ - Dominique DESANTI - Anne FILLON
Geneviève FRAISSE - Jean-Michel FRODON - François JULLIEN
Julia KRISTEVA - Charles MALAMOU - Michel ONFRAY - Paul RICQUEUR
Antonio TABUCCI - Agnès VARDA - Francisco VARELA - Michel VERICEL
Jean-Denis VINCENT
Conçu et présenté par Roger-Pol DROIT.

Avec l'aimable participation de



Renseignements : Palais des Congrès et de la Culture (06) 43 24 22 44.

مكتبة الأمل

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Les députés s'alarment de la situation dans l'outre-mer

Les députés ont adopté, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 octobre, le budget du ministère des DOM-TOM pour 1994, présenté par Dominique Perben. Ces crédits, qui se montent à 2,25 milliards de francs de dépenses ordinaires et crédits de paiement et à 1,2 milliard en autorisations de programme, accusent une baisse de 5,5 % par rapport à 1993. Les députés socialistes et communistes ont voté contre. Les députés UDF et RPR ainsi que Christiane Taubira-Delannoy (Guyane, République et Liberté) ont voté pour, malgré les alarmes que leur inspire la situation de l'outre-mer.

Les discours catastrophistes sont rituels à l'occasion de chaque discussion sur le budget de l'outre-mer français. S'ils sont fondés sur des réalités indiscutables - taux de chômage trois fois supérieur à celui de la métropole, collectivités locales financièrement sinistrées... - ils permet-

tent, surtout, aux élus de rappeler l'Etat à sa « responsabilité historique » vis-à-vis de ses anciennes colonies, comme l'a dit Gaston Flosse (RPR, Polynésie française), c'est-à-dire à continuer à faire preuve de générosité dans ses dotations financières.

Est-ce parce qu'il s'agit de leur premier rendez-vous budgétaire avec Dominique Perben, nouveau ministre des DOM-TOM, qu'il fallait initier un peu brutalement au langage codé sur l'outre-mer? Le fait est que les députés des DOM-TOM ont oscillé plus que jamais, dans l'appréhension de la situation qui prévaut dans leur collectivité, entre jugements alarmistes et prédictions apocalyptiques.

« Oh s'approche, à la Réunion, du moment où la situation ne sera plus maîtrisable », a averti Paul Vergès (RL, la Réunion). « Ne laissez pas se développer le désespoir, car il peut enfanter des catastrophes », a enchaîné Gilbert Annette (app. PS, la Réunion). « La situation est explosive », a mis en garde Gérard Grignon (UDF, Saint-Pierre-et-Miquelon).

« La situation est lourde d'une déception qui fait redouter l'explosion sociale », a enchaîné Frédéric Jalton (PS, Guadeloupe). Même Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR, Corse-du-Sud), qui intervenait en tant que rapporteur spécial de la commission des finances pour les DOM, y est allé de sa mise en garde. « Je veux lancer un cri d'alarme, a-t-il dit. La situation des départements et des collectivités territoriales d'outre-mer est catastrophique : toutes les conditions d'une explosion sont réunies. »

Le refus de la désinvolture

Dans un tel pessimisme ambiant, le budget présenté par M. Perben ne pouvait qu'être fraîchement reçu, y compris à droite. Certes, Philippe Chautet (RPR, Guadeloupe) a mis la diminution des crédits pour 1994 au compte des « errances budgétaires » et « la gabegie insensée » du gouvernement précédent. Certes, Gaston Flosse a relativisé la portée du recul, en précisant que, si l'on prend en compte les

annulations de crédits intervenues lors de l'exécution du budget 1993, la baisse est ramenée à 2,5 %.

Les élus UDF et RPR dissimulaient mal, cependant, leurs états d'âme, considérant que l'outre-mer doit continuer à bénéficier d'un traitement préférentiel, y compris dans une période de vaches maigres au niveau national. Seule à tenir un discours différent de ses collègues de droite comme de gauche, M^{me} Taubira-Delannoy a préféré passer en revue les difficultés de sa Guyane natale, de « l'hémorragie de l'épargne, pompée par la Française des jeux », à « la ligne de démarcation qui sépare Kourou du reste de la Guyane ».

Dans ses réponses, M. Perben a admis que « la gravité des difficultés économiques et sociales » de l'outre-mer ont, « de toute évidence, été quelque peu sous-estimées jusqu'à présent ». Puis il a tenté de résumer son approche personnelle du dossier des DOM-TOM. « Je suis un homme pragmatique et je n'ai pas de slogan à vous proposer », a-t-il confié, précisant que sa démarche se ramène à « un double refus, celui de la démagogie et celui de la désinvolture ». Il souhaite « refuser les clichés et les jugements légers que l'outre-mer suscite encore trop souvent ». Le catastrophisme ambiant peut-il contribuer à clarifier cette image déjà brouillée?

FREDERIC BOBIN

MARTINIQUE : appel à la grève générale. - La quasi-totalité des organisations syndicales de la Martinique ont appelé à une journée de mobilisation, jeudi 21 octobre, contre la politique du gouvernement d'Edouard Balladur et « la dégradation » de la situation économique dans l'île. Ils entendent faire de cette journée « une première action de désapprobation de la politique menée par le patronat et le gouvernement ». Plusieurs partis de gauche de l'île, dont le Parti communiste martiniquais et le Parti progressiste martiniquais, se sont associés à ce mouvement.

La loi sur la Cour de justice doit être soumise au Conseil constitutionnel

La majorité sénatoriale a adopté définitivement, mercredi 20 octobre, le projet de loi organique sur la Cour de justice de la République, présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, en application de la révision constitutionnelle de juillet dernier. Les groupes socialistes et communistes se sont prononcés contre ce texte, qui, voté en première lecture par l'Assemblée nationale le 6 octobre, va être transmis au Conseil constitutionnel, lequel dispose d'un mois pour statuer sur sa conformité aux nouvelles dispositions de la Constitution.

« L'objectif, clairement énoncé par le rapporteur du texte, Charles Jolibois (Rép. et Ind., Maine-et-Loire), qui avait rapporté la proposition de résolution de mise en accusation de trois anciens ministres socialistes devant la Haute Cour de justice sous la précédente législature, était de faire vite. En votant le texte conforme, les sénateurs évitent une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale et accélèrent d'autant l'élection des douze parlementaires appelés à composer, aux côtés des trois magistrats, la Cour de justice.

« Trois lignes de force »

S'exprimant à titre personnel, Yves Guéna (RPR, Dordogne) a fait part, cependant, de son opposition absolue à cette réforme, en reprenant l'argumentation qu'il avait développée, le 25 mai dernier, au Sénat, lors du débat sur la révision constitutionnelle, selon laquelle le pouvoir politique se dessaisit à tort d'une de ses prérogatives essentielles.

Le débat de mercredi a tout de même permis à Pierre Méhaignerie d'apporter des précisions sur un point capital du projet de loi, les pouvoirs de la commission des requêtes, chargée de recevoir les plaintes et d'apprécier les suites judiciaires à leur donner. Le ministre de la justice a confirmé que le principe retenu est celui de « l'opportunité des poursuites », « ce qui signifie, a-t-il indiqué, que la commission a toujours la possibilité d'opérer un classement sans suite et de ne pas poursuivre ».

Tout en soulignant que la commission produira « sa jurisprudence en fonction des critères qu'elle établira seule », le garde des sceaux a dégagé « trois lignes de force : le lien de causalité entre les faits et la décision du ministre (...), l'appréciation de la nature intentionnelle de l'infraction » - même si, a-t-il précisé, « l'absence d'intention n'exclut pas une négligence grave, voire une incompétence » - et le caractère personnel du bénéfice : « Si le ministre en a tiré le moindre profit personnel, a dit M. Méhaignerie, le doute n'est pas permis. »

PASCALLE ROBERT-DIARD

M. Rossinot annonce le dépôt d'un texte sur « l'impartialité des recrutements » dans la fonction publique

Les députés ont examiné, mercredi 20 octobre, les crédits du ministère de la fonction publique, rattachés à ceux des services généraux du premier ministre. Avec une enveloppe de 1,17 milliard de francs, en baisse de 27,7 % par rapport à 1993 (1), ces crédits ne représentent, paradoxalement, qu'une infime partie (0,19 %) des charges de personnel de l'Etat, qui, en 1994, devraient atteindre quelque 605 milliards de francs.

Toutefois, l'examen du budget de son ministère, essentiellement composé de crédits interministériels d'action sociale et de subventions aux écoles d'administration, a permis à André Rossinot, ministre de la fonction publique, de préciser les grandes lignes de sa politique visant au « renforcement de l'Etat républicain ».

En réponse à Charles de Courson (UDF-CDF, Marne), rappor-

teur spécial de la commission des finances, qui s'inquiétait de la « politisation des nominations » et de « la dégradation morale et matérielle » de la situation de la haute fonction publique, M. Rossinot a annoncé le dépôt imminent d'un projet de loi visant à « assurer l'impartialité des recrutements » au tour extérieur.

Ce texte prévoit en particulier, a souligné le ministre, « la publication des avis émis par les responsables des corps concernés (par ces nominations) et l'exigence d'un niveau professionnel suffisant des candidats ». De même ce projet de loi tend-il à « renforcer le contrôle applicable aux départs de fonctionnaires dans le privé ».

S'agissant du maillage du transfert de l'ENA à Strasbourg - une décision fustigée tant par M. de Courson que par Dominique Bussereau (UDF-R, Charente-Maritime), rapporteur pour

avis de la commission des lois -, M. Rossinot a présenté le nouveau schéma d'enseignement de l'école, destiné, « au contraire, à prouver que l'aménagement du territoire et la formation des hauts fonctionnaires aux réalités du terrain sont conciliables ».

A propos du régime de retraite des fonctionnaires, M. Rossinot a enfin réaffirmé que le gouvernement n'entend pas, « pour le moment », le modifier. Toutefois, le ministre estime que cette question mérite que soit conduite « une réflexion » avec les organisations syndicales « sur les évolutions possibles et les ajustements possibles » de ce régime.

VALERIE DEVILLECHABROLLE

(1) Cette diminution s'explique par l'affectation de 90 % des crédits liés à la politique d'« implantations administratives » (450 milliards de francs) au budget de ministère de l'Intérieur.

PHILIPPE ALEXANDRE
indépendant
caustique...
unique
RTL
7H42

RTL

ENVIRONNEMENT

■ **TENTATIVE DE CONCILIATION.** Cédant aux pressions internationales, la Russie a renoncé, jeudi 21 octobre, à procéder à une deuxième opération de déversement de déchets nucléaires en mer du Japon. En retour, Tokyo, qui a déjà promis 100 millions de dollars pour le démantèlement de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS, a annoncé qu'il était prêt à accorder aux Russes une aide pour trouver des solutions de remplacement. La Russie a proposé que des experts des deux pays se réunissent à ce sujet à Moscou les 27 et 28 octobre.

■ **UNE STRICTE RÉGLEMENTATION.** Pratiquée dès 1946, l'immersion de déchets radioactifs est strictement réglementée et surveillée. Une convention signée en 1972 à Londres limite ces opérations aux déchets faiblement radioactifs. La plupart des puissances nucléaires ont abandonné cette pratique, mais certaines, dont le Japon, s'opposent encore à son interdiction définitive. La Russie a annoncé jeudi un changement de sa politique sur ce point. Tokyo souhaite désormais soutenir une proposition visant l'interdiction totale des rejets de déchets à faible radioactivité.

La Russie a cédé aux pressions internationales et a renoncé à procéder à une deuxième opération, d'ici à la mi-novembre, de déversement de 800 m³ de déchets nucléaires en mer du Japon. Cette décision a été transmise dans la nuit de mercredi 20 octobre à jeudi par le chef du bureau Asie-Pacifique du ministère russe des affaires étrangères Nikolai Soloviev, à l'ambassadeur japonais à Moscou, Samio Edamura. Le porte-parole du gouvernement japonais, Masayoshi Takemura, s'est félicité de cette « décision politique ». Le gouvernement nippon avait émis plusieurs protestations et exigé de la Russie qu'elle annule sa deuxième opération de déversement (Le Monde des 19 et 20 octobre).

Le Japon, a ajouté M. Takemura, désire maintenant, en retour, discuter avec la Russie de la possibilité d'utiliser une partie d'une aide du Japon de 100 millions de dollars (environ 560 millions de francs) déjà prévue pour le démantèlement de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS, afin de trouver avec Moscou des solutions de remplacement permettant de ne plus recou-

rir à ces opérations d'immersion de déchets. Contre par l'agence Kyodo, un porte-parole de la flotte russe du Pacifique à Vladivostok a toutefois affirmé que la décision de renoncer à une deuxième opération en mer n'était qu'une « mesure temporaire », les immersions devant, selon lui, « probablement reprendre dans l'année ».

La décision russe, également notifiée au gouvernement sud-coréen, constitue un succès diplomatique pour le gouvernement de coalition du premier ministre Morihiro

Hosokawa, dont les protestations étaient jugées trop molles à Tokyo. Cherchant l'apaisement, des responsables gouvernementaux japonais, cités par la presse nipponne jeudi, ont jugé que cette décision témoignait du fait que le président Boris Eltsine se trouve fermement aux commandes de la Russie. Depuis la première immersion, la coalition gouvernementale japonaise était pressée par l'opposition et des parlementaires de la majorité de faire la preuve rapidement de sa capacité à se faire entendre des

autorités russes. Jeudi, un responsable de haut rang du ministère japonais des Affaires étrangères a estimé que la volte-face de la Russie était le fruit d'efforts diplomatiques multilatéraux.

La Russie, qui n'avait pas hésité à lancer cette affaire dans la foulée de la visite au Japon du président Eltsine, peut-être pour en compenser les faibles résultats face à ses propres militaires, a proposé que des experts russes et japonais se réunissent à Moscou les 27 et 28 octobre pour discuter des rejets

nucléaires. Cette suggestion a été acceptée par le Japon. Moscou a proposé une deuxième réunion d'experts les 10 et 11 novembre.

Par la voix de M. Takemura, le Japon a d'autre part annoncé un changement de politique significatif en matière de nucléaire civil, soulignant que Tokyo souhaitait désormais soutenir une proposition visant l'interdiction totale des rejets de déchets à faible radioactivité. — (AFP)

L'immersion de déchets nucléaires en

Moscou propose des négociations

CLÉS / Radioactivité

■ Le becquerel (Bq) est l'unité qui mesure l'activité d'une substance radioactive. — Un becquerel correspond à la désintégration d'un noyau d'atome chaque seconde. Il s'agit donc d'une grandeur très petite. A titre de comparaison, l'acier ordinaire présente une activité de 600 à 700 Bq par kilogramme à sa sortie d'acierie. L'ancienne unité était le curie (Ci) : 1 Ci = 37 milliards de becquerels.

■ Plusieurs conventions régle-

mentent ou interdisent les immersions de déchets radioactifs. — Pratiquées dès 1946 par les États-Unis, en 1951 par la Grande-Bretagne, en 1967 et 1969 par la France, ces opérations ont été réalisées, à partir de 1967, sous le contrôle de l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) de l'OCDE. La convention de Londres, signée en 1972, stipule que seuls les déchets faiblement radioactifs peuvent être immergés, moyennant le déli-

vrance d'un permis. Elle ne prend pas en compte les déchets militaires. En 1983, dix-neuf pays des signataires de la Convention de Londres ont voté un engagement moral (sans valeur juridique) contre l'immersion des déchets radioactifs. Six États ont voté contre (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon) et cinq (dont la France et l'URSS) se sont abstenus. Enfin, une convention prévoyant l'« interdiction absolue » de toute immersion de déchets

radioactifs pendant quinze ans a été signée le 22 septembre 1992 à Paris par quinze pays européens (les riverains de l'Atlantique, plus la Suisse et le Luxembourg). Si plusieurs signataires souhaitent une interdiction définitive, le Royaume-Uni et la France se réservent le droit de demander en 2008 l'autorisation d'immerger à nouveau des déchets si cette solution se révèle « écologiquement la meilleure », comme le pensent certains scientifiques.

COMMENTAIRE

Une habitude ancienne et regrettable

QUAND le gouvernement japonais, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Tsutomu Hata, proteste auprès des autorités russes contre le déversement d'effluents liquides faiblement radioactifs d'origine militaire au large des côtes nipponnes, on ne peut douter de son indignation. Mais on peut s'étonner qu'il découvre soudain ces rejets « sauvages ». Les bâtiments utilisés par les Russes pour ces opérations ne sont pas des inconnus et il serait bien surprenant que les radars de la marine ou de l'armée de l'air japonaise n'aient pas détecté ces « habitudes ».

Sans doute la nouvelle donne géopolitique dans la région, du fait des bouleversements de l'empire soviétique, y est-il pour quelque chose, et on peut supposer que les discussions sur le différend russo-japonais à propos des îles Kouriles inclinent à la prudence verbale, car, à y bien regarder, les Russes n'en sont pas à leur première campagne d'immersion. Pourquoi ? Parce que, effrayés-ils, ils n'ont aucune installation pour traiter et enterrer les déchets dans des endroits sûrs.

Tout de sollicitude à l'égard de l'environnement des territoires de la Russie et des autres Républiques de la CEI prête à sourire lorsque l'on voit les catastrophes écologiques passées acceptées au nom de l'industrie chimique ou du complexe nucléaire militaire-industriel. Tchellebinsk, les mers de Barents et de Kara, et bien d'autres, pollués pour des décennies, voire des siècles, témoignent de ce prétendu souci de protection de l'environnement. Aujourd'hui, les Russes héritent d'une situation catastrophique dont ils se demandent bien comment et avec quels moyens financiers la gérer.

C'est pourquoi, lorsque le chef du service chimique de la flotte russe du Pacifique, Valeri Damilian, se déclare impuissant, il ne tard pas totalement la vérité et en profite pour solliciter le Japon qui, lui, « pourrait aider la Russie à construire des installations de traitement sûres ». Les Russes, en effet, pratiquent l'immersion de déchets radioactifs dans la mer du Japon et celle d'Okhotsk, entre l'île Sakhaline et la presqu'île du Kamtchatka, depuis au moins 1966 (1).

En vingt-six ans, ils ont déversé dans l'océan, comme le reconnaît le rapport Jablokov, rendu public en septembre 1993 par le président Boris Eltsine, 123 497 mètres cubes d'effluents radioactifs liquides et solides représentant une radioactivité de 455 100 milliards de

becquerels (GBq). Et, dans les quatre dernières années (1989-1990-1991-1992), les Russes se sont rendus à plusieurs reprises sur trois des dix sites où ils pratiquent ce type d'opération.

L'évolution des États industrialisés

Près de 12 500 mètres cubes de matières, en principe faiblement radioactives, ont été ainsi déversés au-dessus de fonds marins couverts par une épaisseur d'eau de 1 000 à 3 300 mètres et ont contribué à augmenter la radioactivité du milieu de 5 160 milliards de becquerels. On doute que ces « décharges » annuelles soient passées inaperçues du gouvernement japonais qui, retour de l'histoire, ne s'était pas prononcé, en février 1963, à Londres, pour la suspension de l'immersion de tels déchets nucléaires. La raison ? Peut-être le fait que la mer offre une alternative intéressante à ce pays peuplé et peu riche en formations géologiques propres à accueillir des centres de stockage de déchets.

A l'époque, il faut en convenir, les gouvernements étaient moins sensibles à ce débat, dans lequel la France s'était abstenue. Depuis lors, la grande majorité des pays industrialisés se sont rangés à la raison et ont banni cette technique dont le mode fut lancée, en 1946, par les États-Unis. Pendant des années, les États-Unis, et huit pays européens au moins, dont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont procédé à des immersions d'importantes quantités de déchets radioactifs dans l'Atlantique.

Mais, fait remarquer un expert qui se déclare confiant en l'avenir, « ce qu'il faut absolument noter, c'est que maintenant les Russes parlent de ces opérations et font de l'information ». « C'est le début du progrès », dit-il, en ajoutant que, sans excuser la poursuite de ces immersions d'effluents, il faut aussi s'interroger sur les quantités de déchets liquides que les installations nucléaires des pays industrialisés s'autorisent aussi à rejeter sous contrôle en zone côtière.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Cette zone du globe n'est pas la seule « fréquentée » par les Russes, qui ont pollué gravement les mers de Barents et de Kara, dont les fonds sont peu importants avec des déchets, mais aussi avec des sous-marins et des réacteurs. Mais ces déchets d'origine militaire ne sont pas pris en compte par la convention de Londres signée par l'Union soviétique en 1972.



3615 3616

RENAULT

RENAULT

EIF

Modèle présenté: Safrane RXE V6i avec options. En série: direction

SAFRANE

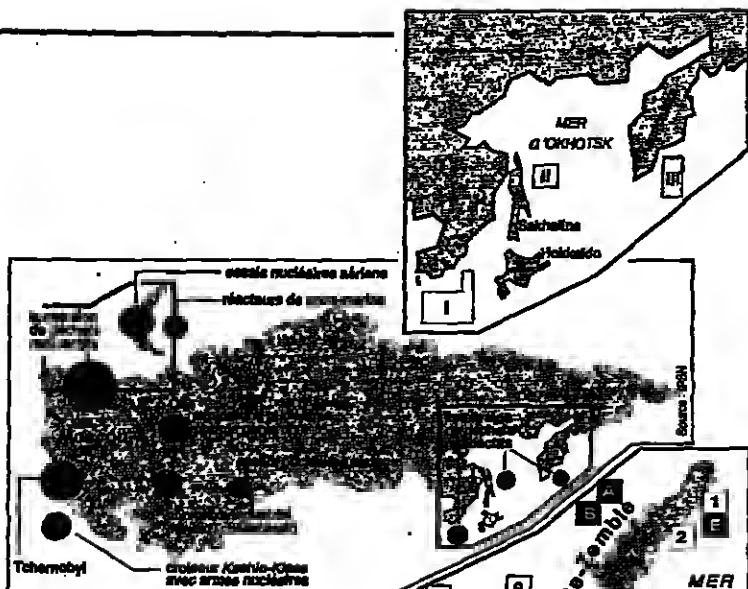
محرم النمل

SOCIÉTÉ

mer du Japon

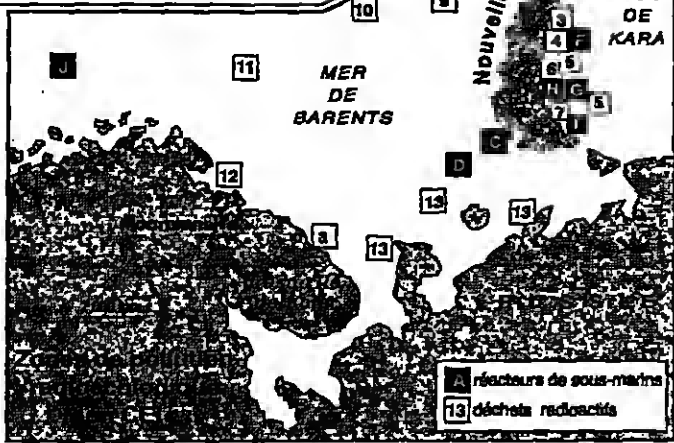
à Tokyo

Bien que les eaux qui baignent les côtes du nord de la Russie soient moins profondes que celles situées à l'est du pays, les Russes n'ont pas hésité à multiplier les zones où ils ont coulé soit des sous-marins nucléaires et des réacteurs (10 sites), soit des déchets solides et liquides (13 sites), au large de Barents et de Kara.



RÉACTEURS SOUS-MARINS

A. - Mer de Barents. Morceaux de sous-marins : 2 réacteurs avec combustible. B. - Mer de Barents. 4 réacteurs avec combustible. C. - Golfe Zornaya. Réacteur de recherche. 11 000 gigabecquerels ou milliards de becquerels (GBq). D. - Mer de Barents. Barge 1 400 GBq. E. - Golfe Tschelny. 1 réacteur sans combustible. F. - Golfe Sivolyk. 3 réacteurs sans combustible. Bnagles Lénine. G. - Mer de Kara. Barge avec réacteur et son combustible. H. - Golfe Stepanov. Sous-marin : 2 réacteurs et leur combustible. I. - Golfe Abrosimov. 3 réacteurs sans combustible. J. - Mer de Barents. Sous-marin nucléaire Komsomolsk.



DÉCHETS RADIOACTIFS

1. - Golfe Tschelny. 58 850 gigabecquerels ou milliards de becquerels (GBq). 2. - Golfe Bnagopolchichy. 42 150 GBq. 3. - Golfe Neypokoyov. 136 000 GBq. 4. - Golfe Sivolyk. 1 468 060 GBq. 5. - Mer de Kara. 239 310 GBq. 6. - Golfe Stepanov. 210 350 GBq. 7. - Golfe Abrosimov. 107 260 GBq. 8. - Presqu'île de Kola. 19 400 GBq. 9. - Mer de Barents. 280 040 GBq. 10. - Mer de Barents. 114 180 GBq. 11. - Mer de Barents. 78 235 GBq. 12. - Fjord de Vrangler. 2330 GBq. 13. - Mer de la Petchora. Autres déchets.

Trois grandes zones d'immersion ont été retenues par la Russie pour se débarrasser d'une partie de ses déchets radioactifs liquides et solides dans les mers situées à l'est du pays :

- I. - La mer du Japon. A elle seule cette zone d'environ 400 km sur 400 km comprend six sites sur lesquels ont été rejetés 82 892 mètres cubes de déchets représentant une radioactivité de 442 130 gigabecquerels ou milliards de becquerels (GBq).
- II. - La mer d'Okhotsk. Sur cette zone située au large de Sakhaline, les Russes reconnaissent avoir déversé 1 513 mètres cubes d'effluents représentant une radioactivité de 4 GBq.
- III. - La Kamtchatka. Trois sites existent dans cette zone où ont été immergés 39 082 mètres cubes de déchets représentant une radioactivité de 352 007 GBq.

Une enquête de gendarmerie en cours

Acte de malveillance à la centrale nucléaire de Cruas (Drôme)

LYON

de notre bureau régional

Une enquête de gendarmerie est ouverte à Cruas (Drôme), où le centre de production nucléaire (CPN) d'Electricité de France a subi un acte de malveillance, durant sa période d'arrêt annuel commencé le 14 septembre, pour des opérations de maintenance et d'entretien du combustible. La plainte d'EDF porte sur une « dégradation volontaire » des installations.

La présence d'une tige métallique flexible, d'une longueur de 190 mm, a été détectée dans la « boîte à eau » d'un générateur de vapeur de l'unité de production n° 2, d'une puissance de 900 mégawatts. Le martelage provoqué par ce goujon a été entendu par un agent chargé de la propreté du bâtiment du réac-

teur. La pièce avait été portée manquante au moment du remontage d'un clapet, voici quelques jours, et remplacée par le magasin du CPN. L'objet a pu être retiré du réacteur après l'ouverture d'un trou d'homme, mais il a fallu abaisser la température et le niveau de l'eau de refroidissement.

La remise en service, qui était imminente, subira un retard d'une semaine. Selon Jean-Louis Di Mayo, responsable des relations extérieures de la centrale, toutes les interventions de maintenance sont réglées par une procédure stricte. L'incident a donc été provoqué volontairement, durant l'intervention d'agents spécialisés membres du personnel d'EDF et dont l'identité est connue. Cette affaire n'a pas compromis la sûreté nucléaire.

G. B.

Le décret d'utilité publique étant paru

Les écologistes entendent s'opposer « physiquement » à la construction du tunnel du Somport

Les écologistes ont vivement réagi, mercredi 20 octobre, à la parution, prévue le même jour au Journal officiel, du décret signé d'Edouard Balladur, « déclarant d'utilité publique les travaux de construction du tunnel du Somport et de sa voie d'accès à partir de la RN 134 au PR 115 sur le territoire des communes d'Urdos et de Borce, dans les Pyrénées-Atlantiques ». Eric Petiaud, chef de file des opposants, a affirmé : « Nous préparons dès maintenant un blocage physique du redémarrage des travaux. Des gens vont venir de toute l'Europe. »

« Nous serons présents sur le terrain, ont aussi assuré les Verts dans un communiqué, avec tous ceux qui ont celles qui n'acceptent pas que la vallée d'Aspe devienne un corridor à camions entre l'Europe du Nord et l'Espagne. » D'autre part, Alajia Arrau, président de la SEPANSO (l'une des associations du Sud-Ouest qui combattent le projet depuis l'origine), a indiqué à notre correspondant à Pau, Jean-Michel Guillot : « Les associations de protection de la nature vont entamer une deuxième action en justice, la globalité du projet n'ayant toujours pas été étudiée. » La SEPANSO se déclare opposée, non à la construction du tunnel, mais à

l'autostrade d'accès prévue.

Dans leur majorité, les élus des Pyrénées-Atlantiques ont accueilli avec satisfaction la signature du décret. Jean Lassalle, maire (RPR) de Lourdes, conseiller général, président du parc national des Pyrénées-Ouest, a déclaré à notre correspondant : « Après le temps des études et des débats est venu celui des travaux. Nous avons pris contact avec un groupe de trois sociétés, Razel, Pico et Entre Caneles, sachant que le chantier de creusement du tunnel durera au moins trois ans. »

Enfin, dans un communiqué commun, Bernard Bosson, ministre de l'équipement, du transport et du tourisme, et Michel Barnier, ministre de l'environnement, ont souligné que l'engagement des travaux « sera accompagné d'un plan d'ensemble pour garantir (...) la reconquête du patrimoine environnemental de la vallée d'Aspe », que « la voie ferrée sera maintenue et le gage protégé » et que « des zones de passage à ours seront réalisées ». Les deux ministres ont précisé que le cahier des charges et le calendrier des travaux « seront arrêtés d'ici à la fin de l'année après concertation ».

REPÈRES

INTÉGRATION

Le tribunal de Limoges ordonne l'inscription au lycée d'un Zaïrois en situation irrégulière

Simone Gaboriau, présidente du tribunal de grande instance (TGI) de Limoges, a enjoint, mercredi 20 octobre, l'inspecteur d'académie de la Haute-Vienne d'inscrire, dans les huit jours, en classe de seconde, Ndongala Lusilavana, un Zaïrois de dix-huit ans dénué de titre de séjour, qualifiant les refus qui lui avaient été opposés de « voie de fait ».

La mère du jeune homme, qui vit en France depuis six ans, a obtenu, en 1992, le regroupement familial pour ses deux fils restés au pays avec leur mère, après le décès de cette dernière. Ils sont arrivés en France en janvier dernier. Mais entre-temps, Ndongala avait fêté son dix-huitième anniversaire et ne pouvait plus bénéficier du regroupement familial réservé aux enfants mineurs.

Edigeant un titre de séjour que Ndongala ne possédait pas, l'inspecteur d'académie de la Haute-Vienne avait refusé par trois fois d'inscrire le jeune homme en classe de seconde. Saisie en référé, le présidente du TGI de Limoges a estimé que l'éducation nationale s'était rendue coupable de « voie de fait » en commentant « un acte [qui] porte atteinte à une liberté fondamentale », alors que cette administration « n'a pas reçu de la loi un tel pouvoir ».

Dans son ordonnance, le magistrat a écarté le moyen de la limite

d'obligation scolaire à seize ans, en citant le préambule de la Constitution : « la nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». « Ce principe, affirme l'ordonnance, ne s'applique pas avec l'obligation scolaire. »

CORSE

Un militant nationaliste mis en examen dans le cadre de l'affaire Lafay

Un militant nationaliste corse, Dominique Gallot, a été mis en examen, mardi 19 octobre, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), pour « tentative d'assassinat » dans le cadre de l'enquête sur l'attentat dont avait été victime le vétéran Jean-Paul Lafay, en décembre 1982. Celui-ci, qui était à l'époque président de l'association d'aide aux victimes du terrorisme en Corse, avait été grièvement blessé, dans la nuit du 2 au 3 décembre 1982, par trois balles de pistolet tirées par un homme cagoulé. Cette action avait été revendiquée par le FLNC. Le 17 juin 1987, M. Lafay avait été tué de quatre balles de revolver à Ajaccio, à la sortie des études de la station régionale de FR3. Dominique Gallot a été conseiller (Unita Nazionale) à l'Assemblée régionale de Corse de 1984 à 1986. Il s'est ensuite installé en Nouvelle-Calédonie. Il a été mis en examen et laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

— " Suspension pilotée électroniquement avec amortissement variable et correcteur d'assiette... "

— " Vous cherchez à m'embrouiller. "

— " Tout simplement à vous rassurer. "

Si cet homme se rapproche de sa compagne c'est pour lui imprimer ce formidable sentiment de sécurité que l'on ressent dans une Safrane. L'amortissement variable s'adapte en permanence aux irrégularités de la route et aux styles de conduite. Le correcteur d'assiette permet de maintenir une hauteur et une assiette constante quelle que soit la charge du véhicule.



laissez le plaisir conduire.

ce variable, ABS, Airbag conducteur. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

ÉDUCATION

Les épreuves et les programmes des «enseignements de spécialité»

Derniers réglages pour le bac 1995

Le ministère de l'éducation nationale a levé les incertitudes qui pesaient encore sur la réforme du baccalauréat. Les textes d'application sur les programmes et les épreuves de l'examen devraient être prêts dans les prochaines semaines.

La réforme du lycée et du baccalauréat est un inépuisable feuilleton. M. Jospin en avait tracé les grandes lignes en juin 1991 et son application a démarré à la rentrée 1992 pour les classes de seconde. M. Laig avait pris le relais au printemps 1992 et apporté quelques correctifs. Au printemps 1993 enfin, à peine installé rue de Grenelle, M. Bayrou avait repris le dossier, en deux temps : dès le mois d'avril, il confirmait l'essentiel des dispositions prévues dans les classes de première pour la rentrée 1993, puis, au mois de juin, il recadrait à son goût la réforme des classes terminales — qui doit être mise en œuvre à partir de la rentrée 1994 — et du baccalauréat, dont les nouvelles modalités seront appliquées lors de la session de juin 1995.

Toutefois la volonté du nouveau ministre de l'éducation nationale de mettre en place — à l'intérieur des trois grandes filières d'enseignement général (littéraire, L; scientifique, S; économique et sociale, ES) — des formations débouchant sur des baccalauréats beaucoup plus profilés a soulevé des difficultés d'application inédites, comme l'inspection générale l'a récemment souligné (le Monde du 7 octobre).

Il est, en effet, prévu que les nouveaux «enseignements de spécialité» destinés à renforcer ou à équilibrer les disciplines de base d'une filière bénéficieront d'un horaire hebdomadaire obligatoire et d'un coefficient spécifique au baccalauréat. Restait à déterminer si ces enseignements feraient l'objet d'un programme et d'une évaluation autonomes.

Deux cas de figure

Le ministre de l'éducation nationale vient de trancher. En distinguant deux cas de figure. Le premier concerne les enseignements de spécialité qui introduisent une discipline indépendante

des matières de base de la filière, comme, pour les littéraires par exemple, l'enseignement de mathématiques, d'arts ou de troisième langue vivante. Dans ce cas, ces enseignements feront l'objet — logiquement — d'un programme spécifique et d'une évaluation autonome au bac.

Le problème était plus délicat pour les enseignements de spécialité situés dans le prolongement d'une des matières de base de la filière : les mathématiques pour les élèves de la série scientifique, par exemple, ou la première langue vivante étrangère pour ceux de la série économique et sociale. Dans ce cas, le ministère a décidé de proposer un programme unique pour l'ensemble de la discipline concernée, mais en identifiant clairement, à l'intérieur de ce programme (et donc dans les futurs manuels), les parties qui seraient réservées aux élèves ayant choisi cette discipline comme enseignement de spécialité. Le même mécanisme s'appliquera au baccalauréat : pour les élèves scientifiques, par exemple, la plus grosse partie de l'épreuve de mathématiques sera commune, mais une seconde partie

de cette épreuve sera à géométrie variable, des exercices différents étant proposés aux candidats, selon qu'ils auront, ou non, choisi les maths comme enseignement de spécialité.

Le dispositif précis, filière par filière et discipline par discipline, va maintenant faire l'objet de textes d'application — pour les programmes et les épreuves du bac — que le ministère de l'éducation nationale devra soumettre aux instances consultatives dans les prochaines semaines et qu'il espère avoir bouclé d'ici à la fin du mois de novembre. A charge pour les éditeurs de mettre, ensuite, les bouchées doubles pour que les nouveaux manuels soient prêts à la rentrée 1994.

G. C.

Lors de la séance de questions au gouvernement

M. Bayrou apostrophé sur le port du foulard islamique à l'école

Mercredi 20 octobre, lors de la séance des questions au gouvernement, Ernest Chénier (RPR, Oise), ancien principal de collège à Creil, qui s'était rendu célèbre par l'affaire des «foulards islamiques» à l'automne 1989, a apostrophé François Bayrou, ministre de l'éducation nationale. «Par son article relatif à la liberté d'expression des élèves, la loi Jospin du 10 juillet 1989 a créé une situation qui favorise une sorte de «suppléance institutionnelle», a déclaré M. Chénier, qui a dénoncé la poursuite depuis cette époque d'une «dijad insidieuse».

Dans sa réponse, François Bayrou a rappelé l'avis émis en 1989, par le Conseil d'Etat, sur le port des signes religieux dans les établissements scolaires. «Je comprends votre trouble, a-t-il affirmé, mais vous devez aussi vous rappeler que nous

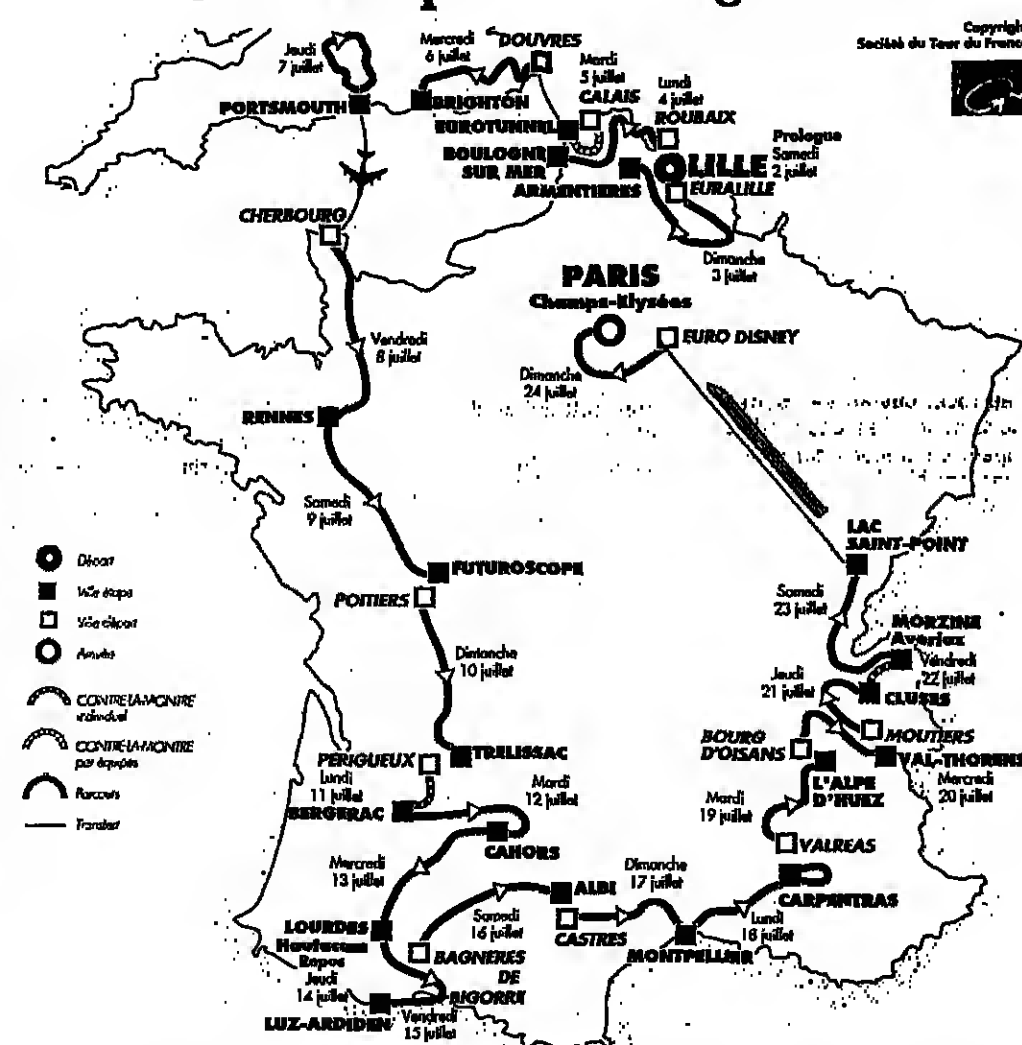
sommes dans un Etat de droit». Le ministre de l'éducation nationale a noté que cet avis du Conseil d'Etat, dans la logique duquel il s'inscrit explicitement, est une incitation à la tolérance mais aussi à la vigilance. «Nous ne sommes pas demeurés, a-t-il souligné, en particulier, il nous appartient de faire respecter l'obligation d'assiduité et de réprimer les comportements qui perturbent le fonctionnement des établissements».

Précisant qu'il avait réuni, mardi 18 octobre, les recteurs pour leur rappeler, M. Bayrou a précisé que tous les provinciaux vont recevoir «une circulaire les invitant à prendre toutes mesures individuelles ou réglementaires nécessaires pour que soit respecté l'arrêt du Conseil d'Etat». «Ce texte ira dans le sens que vous souhaitez», a-t-il indiqué à M. Chénier.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France 1994

Un tracé pour montagnards



Un Tour de France sous la mer, sur les hauteurs et chez Mickey. Telles sont les grandes lignes du parcours de la Grande Boucle 1994, dévoilé mercredi 20 octobre à Issy-les-Moulineaux. Les coureurs s'élanceront de Lille le samedi 2 juillet pour terminer par deux parades : celle d'Euro Disney d'où sera donné le départ de la vingtième et dernière étape, le 24 juillet, et celle de la traditionnelle arrivée sur les Champs-Élysées, après 3 970 kilomètres de course.

Malgré l'escapade en Grande-Bretagne, via le tunnel sous la Manche et un passage de quelques kilomètres en Belgique, la quatre-vingt-onzième édition du Tour reste très hexagonale. Un hommage, tout d'abord. Pour célébrer le cinquantième anniversaire du débarquement allié en Normandie, la cohorte des cent quatre-vingt coureurs repartis au sein de vingt équipes, visitera Utah Beach et Sainte-Mère-Eglise. Un parcours touristique, aussi, mettant à l'honneur de nombreuses villes «moyennes» et «gastronomiques» : Bergerac, Cahors, Albi ou

Carpentras. S'il réserve douze belles étapes de plaine favorables aux vedettes du sprint, le Tour de France 1994 semble plus sélectif qu'en 1993. Les organisateurs ont sans doute souhaité conserver jusqu'à la fin un suspense fortement ému par les précédentes années par la suprématie de Miguel Indurain, triple vainqueur du Tour de 1991 à 1993.

L'Espagnol pourra-t-il tenir la dragée haute à ses adversaires au cours des six étapes de montagne (trois dans les Pyrénées et trois dans les Alpes) ? Le Suisse Tony Rominger, deuxième en 1993, pourrait bien y tenir sa revanche. Ce montagnard devrait apprécier le

franchissement de vingt cols, avec deux retours, sur le mythique mont Ventoux qui n'avait pas été emprunté depuis 1987 et à l'Alpe d'Huez contournée en 1993. Quatre arrivées seront jugées en altitude. Celle de Val-Thorens, qui recouvrira la compétition pour la première fois, le 20 juillet, sera le toit du Tour (2 280 m). Suspense, encore, puisque le dernier contre-la-montre individuel sera disputé en côte, entre Cluses et Avoriaz (45 km). Deux jours avant l'arrivée à Paris, il pourrait chambouler l'ordre établi au cours des dix-huit précédentes étapes.

B. M.

FOOTBALL : coupes d'Europe. — Larges vainqueurs de leurs adversaires roumains, mercredi 20 octobre, lors des matches «aller» des coupes d'Europe, l'Association sportive de Monaco et le Paris SG peuvent coïncider avec sérénité leur qualification. Dans l'épreuve des champions, les Monegasques, menés 1-0 après une première mi-temps très hâtée, ont su réagir pour s'imposer (4-1) contre le Steaua Bucarest, grâce à deux doublés de Juergen Klinsmann et de Victor Ikpeba. En coupe des vainqueurs de coupe, les Parisiens ont fait preuve de rigueur et d'efficacité pour l'emporter (4-0) face à l'Uni-

versitatea Craiova avec des buts inscrits par Vincent Guérin, David Ginola (sur pénalty), Gheorghe Bitu (contre son camp) et Valdo.

RUGBY : les Australiens vainqueurs à Agen. — Pour le deuxième match de leur tournée en France, les rugbymen australiens ont battu une sélection du Sud-Ouest (20-19), mercredi 20 octobre à Agen. Les Australiens ont marqué un essai par Tim Horan et cinq pénalités par leur demi d'ouverture Michael Lynagh. Les Français ont répliqué par un essai attribué à José Diaz et transformé par Pierre Moutaur, et quatre pénalités réussies par ce dernier.

JUSTICE

Après les accusations du maire de Lyon contre Paul Weisbuch

Le procureur de la République se déclare «choqué» par les propos de Michel Noir

La contre-attaque amorcée par Michel Noir, lundi 18 octobre, sur instructions écrites de la chancellerie, le procureur de Lyon a pris le temps d'examiner et d'analyser l'ensemble des documents bancaires, transmis fin juin puis début septembre, par Philippe Courroye, chargé d'instruire le dossier Noir-Botton.

Dans sa longue réplique, allusive et menaçante, à l'interpellation de Gérard Collomb, président du groupe socialiste, le maire de Lyon s'était posé en victime d'un complot politique. Il avait notamment laissé entendre qu'en «faisant déferler» les responsables des grandes sociétés qui ont effectué plus de 10 millions de francs de versements sur ses comptes, on verrait sans doute apparaître les «noms de dix, vingt, trente, cinquante hommes politiques qui ont vu ainsi financer leurs campagnes», client au passage les noms de deux élus lyonnais de l'opposition et ceux de Jacques Chirac et de Raymond Barre. Sur sa lancée, M. Noir avait ajouté : «On trouve cinq hommes

politiques dont trois sont au gouvernement de la France dans le premier dossier ; est-ce que vous en avez entendu parler ? » Outre Michel Mouillier, maire (UDF-PR) de Cannes et lui-même, Michel Noir faisait sans doute allusion à trois autres ministres dont les noms, parmi des dizaines d'autres, apparaissent — très incidemment et très indirectement — dans le dossier.

Enfin, au cours de la même séance au conseil, M. Noir avait indiqué qu'il ne pouvait supporter de voir son patronyme «accablé de mots qui tuent, comme escroquerie et abus de confiance». Contrairement à ce qu'une erreur de transcription nous a fait croire dans notre édition du 20 octobre, M. Noir a annoncé que s'il devait l'être (c'est-à-dire, en clair, si des mises en examen devaient être notifiées contre lui), il serait amené à «s'interroger personnellement sur l'utilité qu'il pourrait y avoir à rester de ce monde».

ROBERT BELLERET

Au tribunal administratif de Grenoble
Annulation d'un arrêté préfectoral
de reconduite à la frontière pour une Algérienne

GRENOBLE

correspondance

Une jeune Algérienne de vingt-six ans, Zorah Boucetta, domiciliée à Echirrolles (Isère), a obtenu, mercredi 20 octobre, du tribunal administratif de Grenoble, l'annulation de l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière dont elle avait fait l'objet le 15 octobre.

Entrée une première fois en France en 1981, à l'âge de quinze ans, au titre du regroupement familial, M^{lle} Boucetta était retournée en Algérie quatre ans plus tard à la demande de sa famille pour s'occuper, en sa qualité d'aînée, d'une de ses grands-mères malade. C'est ce temps passé en Algérie qui devait être à l'origine de ses ennuis. La jeune femme, en effet, avait laissé passer le délai de six mois qui lui aurait permis de profiter à nouveau d'un retour en France au titre du regroupement familial.

C'est munie d'un simple visa touristique qu'elle avait regagné

la France, en novembre 1987, après le décès de son aïeule. Depuis, elle y avait séjourné régulièrement, logée chez une de ses tantes qui assurait son entretien ainsi que celui de sa petite fille, née en 1990 et dont le père l'avait abandonnée.

La situation de la jeune femme avait été révélée à l'occasion d'une recherche d'emploi. «Nonobstant les circonstances qu'elle ait vécu de fait dix-huit ans en Algérie, l'arrêté attaqué porte un respect dû à sa vie familiale une atteinte disproportionnée aux buts en vue desquels il a été pris, indique le tribunal dans son jugement, et est par suite contraire aux dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme». L'Etat a été condamné à verser à M^{lle} Boucetta une somme de 1 500 francs pour couvrir les frais qu'elle a engagés.

N. C.

LES CONFÉRENCES DE LA CHAIRE DE L'IMA

L'ARABE : QUELLE LANGUE POUR NOTRE ÉPOQUE ?

PAR IBRAHIM AL-SAMMARRAI
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE SANAA (YÉMEN)
EN ARABE AVEC TRANSCRIPTION EN ALPHABÈTE LATINE

INSTITUT DU MONDE ARABE, 1, RUE DES FOSSÉS-SAINT-BERNARD, PARIS 5^e TEL. 40 71 30 30

PARCOURS DE LA LANGUE ARABE ET L'ÉPOQUE MODERNE
MARTIN M. LE LEXIQUE ET L'ARABISATION
MARTIN M. DIALECTES ET LANGUE ÉCRITE



مركز الأهرام

ILE-DE-FRANCE

YVELINES

Querelle politique à Saint-Quentin-en-Yvelines

Vers un éclatement de la ville nouvelle

Le ministère de l'équipement étudie, à la demande d'élus de droite de Saint-Quentin-en-Yvelines, un projet de loi redonnant leur autonomie à plusieurs des sept communes qui constituent la ville nouvelle à majorité de gauche.

Depuis plusieurs années les élus de droite du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), en tête desquels Nicolas About (UDF-PSD), maire de Montigny-le Bretonneux, réclament l'éclatement d'une institution qu'ils jugent trop coûteuse et inadaptable à la réalité géographique et sociale de l'agglomération. Déjà différé en 1986, le projet retrouve les devant de la scène grâce au soutien des trois députés RPR concernés, Franck Borotra, Etienne Piote et Jean-Michel Faugoux. An Sénat il serait défendu par le maire de Rambouillet, Gérard Larcher (RPR).

L'objet de ce projet serait de réduire le périmètre de la ville nouvelle aux communes de Montigny-le Bretonneux, Guyancourt, Vélizy-Villacoublay, voir Magny-les-Hameaux, situées à

l'est de la voie ferrée Le Mans-Paris et de la RN 10. Les autres communes (Trappes, La Verrière, Elancourt) retrouveraient leur autonomie. Libre à elles de reconstruire à l'ouest un autre syndicat intercommunal et d'y associer Maurepas, sortie de Saint-Quentin en 1983, mais qui a conclu avec elle des accords particuliers.

Au fil des années deux pôles de développement se sont affirmés de part et d'autre de la large saignée dessinée par la route et la ligne SNCF. Le contentieux entre Nicolas About et Roland Nadaus (PS), maire de Guyancourt et président du SAN, s'est lui aussi cristallisé au point de froier le blocage institutionnel. Le dernier épisode de ce conflit est l'annulation du budget 1992 de Saint-Quentin au printemps, à la demande du maire de Montigny.

Enlever la ville aux socialistes

« Cette proposition a pour but de redonner sa cohérence à une agglomération dont la gestion ne répond plus aux attentes de la population et des communes. »

affirme Nicolas About, qui, sans se cacher de hâter la présidence d'un SAN nouvelle manière, se fait fort de diminuer les dépenses de fonctionnement de 15 à 40 % selon les postes budgétaires. Ainsi, depuis que Montigny a repris en SAN la gestion de sa voirie les économies réalisées s'élevaient selon lui à 40 %. Les élus socialistes contestent le bien-fondé d'un tel éclatement du SAN.

L'intercommunalité étroite sous l'égide de l'Etat, engendrée par le statut de ville nouvelle est indispensable à la réalisation d'équipements communs, tels le théâtre inauguré le 27 septembre et la médiathèque qui a ouvert jeudi 14 octobre, affirme Roland Nadaus, qui accuse Nicolas About de fomenter un « charcutage politique » pour enlever Saint-Quentin aux socialistes.

Le maire de Montigny retourne l'accusation en rappelant qu'il y a exactement dix ans le texte qui avait entériné la sortie de quatre communes du périmètre de Saint-Quentin avait bien pour objet de maintenir une majorité de gauche, après le basculement à droite de Maurepas et de Bois-d'Arcy.

PASCALE SAUVAGE

SEINE-SAINT-DENIS

Rumeurs sur la pollution du site du Grand Stade

Cornillon, état des lieux

Après l'annonce par le gouvernement du choix de Saint-Denis pour accueillir le Grand Stade, une association tente d'alerter l'opinion sur une éventuelle pollution du site du Cornillon.

Une véritable jungle pousse sur les vingt hectares de friche industrielle du site du Cornillon où doit être construit le Grand Stade. Des fumées s'élèvent. Cachées au milieu des taillis, à quelques dizaines de mètres des viaducs de l'autoroute A1 et de la rocade A86, trois familles et quelques marginaux vivent dans des campements et des baraquements depuis plusieurs années sans se soucier des rumeurs alarmistes sur la pollution qui sommeille sous leurs pieds.

L'association « Robin des bois » innove depuis plusieurs semaines les rédactions des journaux de communications mettant en garde le gouvernement contre le risque de « s'ennuyer en terrain miné ». Jus- qu'en 1965, une usine produisait en effet du gaz à partir du charbon sur le site du Cornillon. Cette co- lère, construite en 1906, appropria- tionnait une partie de la capitale.

Après l'arrivée du gaz naturel, Gaz de France avait rétrocedé à la Ville de Paris la plus grande partie des terrains, se conservant que huit hectares pour des magasins et des ateliers de maintenance d'EDF.

Après la démolition des fours, des machines d'épuration et des gazomètres, Gaz de France ne s'est pas vraiment préoccupé de l'état du site du Cornillon. Mais de l'autre côté de l'autoroute A1, dans le quartier du Landy, GDF a utilisé, sans rencontrer de problèmes, une douzaine d'hectares d'une autre usine à gaz pour construire son centre de recherche où travaillent aujourd'hui six cents personnes. Il y a trente ans, la Maison de la radio du quai Kennedy a égale- ment été construite sur le site d'une ancienne usine à gaz.

Depuis 1991, GDF a cependant engagé une politique de dépollution de la cinquantaine de terrains où étaient implantées ses usines. Ce programme, déjà réalisé aux deux tiers, est mené sous le contrôle des directions régionales de la recherche et de l'environnement. On a effectivement trouvé, sur certains sites, des goudrons infiltrés dans le sol. Ces résidus plus ou moins pâteux, que l'on n'utilisait

autrefois pour l'emballage des chaus- sées, sont aujourd'hui brûlés.

Rien ne dit que l'on découvrira de tels déchets, provenant de fuites dans les crues de stockage, sur le site du Cornillon. GDF n'en a pas moins lancé cet été, dès que la candidature de Saint-Denis a été évoquée, un appel d'offres pour choisir l'entreprise qui devra effec- tuer, d'ici la fin de l'année, un audit d'environnement sur l'état exact du site. L'entreprise nationale a ensuite préparé le transfert, qui n'était prévu qu'en 1997, de ses activités et des cent cinquante employés qui travaillent sur place.

De part et d'autre de l'ancienne cokerie, une zone d'activités, qui accueille des entreprises de haute- technologie et une cité HLM, récemment réhabilitée, ne semblent pas souffrir de cette « inquiétante proximité ». Faut-il goudrons, « Robin des bois » veut donc aler- ter, dans un nouveau communiqué, le ministère de l'environnement. Selon l'association, « le malicieux bourdon des friches (mégalobombus rudens), espèce strictement protégée, aurait trouvé refuge dans la flore du site du Cornillon ».

C. de C.

PARIS

Des subventions pour les salles spécialisées

La municipalité pense au rock

Alors que le Passage du Nord-Ouest, salle du faubourg Montmartre, annonçait sa mise en redressement judiciaire, l'Arapaho, nouveau lieu consacré au rock, ouvre ses portes place d'Italie. Ces deux salles occupent un créneau particulière- ment instable dans la capitale. Il semble que, après l'Etat, la municipalité s'intéresse à ces lieux du rock.

Le Passage du Nord-Ouest a ouvert à l'automne 1991. Trois cents personnes peuvent y écouter de la musique assis à des tables en fer, dans un décor moderne. Ce n'est que lorsque les groupes les plus renommés se produisent que l'on range tables et chaises. Michel Pitenet et Luc Molins qui dirigent cette salle, en sous-sol affirmé qu'à ce jour 90.000 personnes y ont vu des artistes aussi divers que les Garçons houchers, le cha- teau folk anglais June Tabor, les accordéonistes de Paris Musette ou le pianiste sud- africain Abdullah Ibrahim. Un chiffre qui correspond à un taux de remplissage de deux tiers.

C'est bien pour une pr- grammation courageuse, ce n'est pas assez pour une salle privée, détenue par une société anonyme qui n'arrive pas à faire face aux enga- gements financiers contractés lors de l'aménagement, même si à l'époque le lieu a bénéficié de l'aide de l'Agence des lieux musicaux et de spectacles mise en place par le ministère de la culture en 1989. D'autant que les responsables estiment aujourd'hui qu'en année pleine la salle ne peut subve- nir qu'à 80 % de ses besoins en recettes. Le budget annuel de fonctionnement étant de sept millions de francs, les direc- teurs ont demandé 1 400 000 francs de subven- tions annuelles au ministère de la culture et à la ville, en engageant une procédure de redressement, avec la nomi- nation le 4 octobre d'un admi- nistrateur judiciaire. Enfin, le Passage envisage la constitu- tion d'une société de specta- cles inspirée des sociétés de lecteurs de certains journaux français.

La gestion de Luc Molins et Michel Pitenet ne fait pas l'unanimité chez les profes- sionnels, qui leur reprochent de produire trop de spectacles (80 % des soirées) et de ne pas louer assez souvent leurs ins-

tallatloos, une pratique qui permet à d'autres établisse- ments de trouver leur équi- libre. Mais c'est cette politique de risque qui a trouvé un appui à la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris.

Jusqu'à ce jour, la mairie s'était peu soucieuse de rock et de musiques actuelles. « Notre univers culturel s'arrête au jazz », reconnaît le directeur des affaires culturelles, Jean- Jacques Aillagon. Il semble que Jacques Toubon, ministre de la culture et de la fran- cophonie, et Françoise de Pan- tière, adjointe chargée des affaires culturelles, aient décidé d'aider, à parts égales, le fonctionnement de la salle, un montant de 600 000 francs par an.

Privilegie l'isolation phonique

C'est l'assurance de la survie pour une salle qui, quelles que soient les inégalités de sa pr- grammation, s'était assurée une place indispensable sur la carte musicale de Paris. C'est aussi un précédent. Jean- Jacques Aillagon affirme son désir « d'entreprendre une réflexion plus générale sur les nouveaux lieux de la culture ». Paris se mettrait enfin au dis- pos des métropoles régio- nales qui ont, presque toutes, une politique active en direction des lieux de musiques nouvelles.

Pendant ce temps, l'Arapaho ouvre ses portes, place d'Ita- lie, aux antipodes du bastion

du rock qu'était devenu l'axe Montmartre-Pigalle. Il succède à l'Espace Ornano, un ancien cinéma de la porte de Clignan- court qui accueillait dans des conditions assez déstabilisantes les groupes les plus durs de la scène rock internationale. Géré - comme Ornano - par SDG Warhead, une société de productions de spectacles, l'Arapaho a été aménagé dans les entrailles du centre com- mercial Italie 2 pour la somme de 2,5 millions de francs. La direction régionale de l'action culturelle a accordé une ven- tion de 300 000 francs après un avis favorable de l'Agence des lieux musicaux (subvention qui n'a toujours pas été versée). Le reste du financement est assuré par des mécènes, des prêts bancaires et des fonds propres à SDG Warhead.

D'ici à la fin de l'année, l'Arapaho proposera soixante concerts, dont la moitié seront produits par la salle. Avec des groupes comme Trepoem Pal ou Therapy (ils ont ouvert la saison, début octobre) qui ne lésinent pas sur les décibels. Une bonne part de l'investis- sement initial (700 000 francs) a donc été consacré aux tra- vaux d'isolation phonique. Philippe Maher, l'un des diri- geants de Warhead affirme : « Je ne pense pas qu'il y ait à Paris de salles aussi bien iso- lées. L'étude acoustique a duré trois mois. » Ce sont les pro- blèmes de voisinage dus au bruit qui ont obligé Ornano à fermer, l'Elysée-Montmartre à

annuler des concerts, le Théâtre Dunois à démanteler.

L'entrée de la salle se fait par une porte discrète, suivie d'une couronne de paroi et d'une fouille. Il faut ensuite descendre quelques marches et franchir une énorme porte pour entrer dans la salle. L'Arapaho, avec ses deux énormes piliers de béton, se dé- dera jamais de sa nature de sous-sol de supermarché. La salle est basse de plafond, la scène peu élevée, le bar est à l'intérieur de la salle, ce qui coupe tout espoir de retraite si l'on ne supporte pas la pre- mière partie. Lors d'un récent concert, annoncé à 20 h 30, le groupe - les Lyres, de Boston - est monté sur scène après 22 h 30, trois quarts d'heure après la fin de la première partie. Dans les salles du bou- levard Rochechouart, le con- veyeur imposé par les con- traintes de voisinage avait abouti à une rigueur horaire.

L'Arapaho semble s'orienter vers une attitude plus rétro, revenant aux vraies valeurs du rock. Il n'empêche que les Lyres, qui pratiquent un rock simple et brutal, communé- ment nommé gorage rock, s'y sont sentis chez eux.

STEPHANE DAVET et THOMAS SOTINEL

► Passage du Nord-Ouest, 13, faubourg Montmartre à Paris 19. Tél. : 47-70-81-47.

► Arapaho, centre commercial Italie 2, 36, avenue d'Italie à Paris 13. Tél. : 45-88-22-96.

VAL-DE-MARNE

Pour éviter la mise en décharge des déchets

Une usine d'incinération en projet à Vitry-sur-Seine

Cheque année, Paris et quatre-vingt-deux communes des départements de la petite couronne doivent éliminer 2,4 millions de tonnes de déchets ménagers. Alors que la loi fait obligation aux collectivité- s de supprimer les décharges, les trois usines d'incinération actuellement en service ne suffisent plus.

La région a besoin d'une qua- trième usine d'incinération des ordures ménagères. Le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne (SYCTOM), pour- rait l'installer à Vitry-sur-Seine. Telle est la proposition qui a été faite par la société Tiro-Fronçes, filiale d'EDF, qui possède, en bor- dre de Seine, l'emplacement d'une ancienne centrale thermique détruite il y a deux ans. L'offre a été retenue par le conseil d'admi- nistration du SYCTOM.

Cet organisme est chargé de débarrasser Paris et quatre-vingt- deux communes des départements de la petite couronne des déchets ménagers produits par leurs 4,5 millions d'habitants. Les quan- tités à traiter chaque année sont en progression. Elles atteignent actuellement 2,4 millions de tonnes. Trois usines d'incinération situées à Ivry-sur-Seine, Saint- Ouen et Issy-les-Moulineaux en brûlent une partie. A Romainville un centre de tri récemment inau- guré (le Monde date 19-20 septem- bre) va contribuer pour un ton- nage encore modeste au recyclage d'autres catégories. Mais des mou- teurs d'ordures sont encore mis en décharge sur un site de Seine- et-Marne. Cette solution-là doit être abandonnée dans les dix ans qui viennent. La loi en fait obli- gation aux collectivités locales. La construction d'une quatrième usine d'incinération est donc le complément indispensable du dis- positif d'élimination et de recy- clage des ordures de la région capi- tale.

Sur la friche industrielle de Vitry serait édifée une usine qui pourrait brûler chaque année plus de 400 000 tonnes d'ordures ména- gères et vendre la chaleur ainsi produite à la Compagnie pari- sienne de chauffage urbain. Serait également installé sur le site un atelier de tri permettant de traiter 170 000 tonnes de déchets et d'en tirer 85 000 tonnes de « matières secondaires ». L'ensemble serait complété par une déchetterie. L'in- vestissement est estimé à 1,6 mil- liard de francs. L'usine emploierait 120 personnes et verserait à la municipalité une taxe profession- nelle conséquente (entre 300 000 et plusieurs millions de francs). Le

va-et-vient des véhicules (plus de 100 par jour) emprunterait une voie départementale évitant les secteurs habités. L'ensemble pour- rait entrer en service dans cinq ans.

Le projet a été communiqué à Paul Mercieca (PC), député du Val-de-Marne et maire de Vitry. Celui-ci l'a accueilli de manière positive. « Mon opinion est favo- rable, dit-il, le projet est d'intérêt régional, mais nous posons quatre conditions : que la municipalité soit associée à toutes les étapes du projet, que l'information la plus complète soit fournie à la popu- lation, que l'environnement soit pré- servé comme on l'a fait pour l'usine de Saint-Ouen, que l'ensem- ble s'intègre dans le site. M. Mer- cieca présentera le projet à son conseil lors de sa prochaine séance, mercredi 3 novembre. Re- stera ensuite à obtenir l'accord de la population en lui démontrant que la nouvelle installation du SYCTOM lui apportera une ac- tivité utile sans nuire pour autant à son cadre de vie.

M. A.-R.

REPÈRES

LOGEMENT

Des anciens squatters campent dans la rue

Seize familles campent depuis mardi 19 octobre devant la mai- rie du vingtième arrondissement, place Gambetta, à Paris, pour réclamer un logement. Ces familles avaient été évacuées, à la suite d'un arrêté de péril, le 16 septembre, d'un immeuble appartenant à l'Office public d'aménagement et de construc- tion de Paris (OPAC), qu'elles occupaient illégalement depuis le début de l'été. Elles avaient immédiatement été reléguées dans des hôtels par la bureau d'aide sociale de la capitale. Ces dispositions, provisoires, avaient été renouvelées à deux reprises et ont pris fin mardi.

Pour Henri Malberg, président du groupe communiste au Conseil de Paris, « ce sont des gens qui travaillent. Ils résident régulièrement en France, ils demandent seulement un loge- ment décent avec un loyer abor- dable ». M. Arlette Braquet (UDF- Rad), adjointe au logement de la mairie du vingtième, souligne que seules deux familles sont ins- crites sur la fiche des deman- deurs de logements parisiens et pour eux la prise en charge en hôtel a été prolongée jusqu'au 3 novembre. Les autres dépen- draient des fichiers de plusieurs autres villes de Seine-Saint-Denis.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

<p>AU NORD DE L'HIVER. Film français de Nicolas Vanier : Gaumont Gobelins, 13 (38-88-75-55).</p> <p>JURASSIC PARK. Film américain de Steven Spielberg, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Les Halles, 1 (36-65-75-55) ; Grand Action, 5 (43-28-44-40 ; 36-65-70-83) ; Grand Action, 5 (43-28-44-40 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-86-19-08 ; 38-88-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 6 (41-66-75-55) ; George V, 6 (45-82-41-48 ; 36-65-70-83) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra Fran- çais, 9 (36-68-75-55) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (38-88-75-55) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (38-</p>	<p>86-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ; UGC Mollat, 17 (40-88-00-18 ; 36-65-70-83) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-83 ; 36-65-70-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84 ; 36-65-70-83) ; Saint-Lazare-Pauquier, 8 (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31 ; 36-65-70-83) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31 ; 36-65-70-83) ; Les Nations, 12 (43-43-04-47 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bas- tille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Alésia, 14 (36-65-75-55) ; Miramar, 14 (36-65-70-83) ; Miramar, 14 (36-65-70-83) ; Miramar, 14 (36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-83) ; Paté Wexler, 18 (36-65-</p>	<p>20-22) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98 ; 36-65-71-44).</p> <p>L'OMÈRE DU OOUTE. Film français d'Alain Jessermann : Cité Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 3 (43-25-59-53) ; UGC Blaritz, 6 (45-82-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40 ; 36-65-70-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95 ; 36-65-70-83) ; Miramar, 14 (36-65-70-81) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).</p> <p>PAS DE PITTÉ POUR LES PAUVRES. Film espagnol de Santiago San Miguel, v.o. : Latina, 4 (42-78-47-88).</p> <p>THE MUSIC OF CHANCE. Film américain de Philip Hays, v.o. : Gaumont Opéra Impérial, 2 (36-65-75-55) ; Cité Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Blanche-Montparnasse, 15 (36-65-70-83).</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

THÉÂTRE

LE CONTE D'HIVER en tournée

Un conte pervers

ORLÉANS

de notre envoyée spéciale

Le Conte d'hiver de Shakespeare, dans le texte français de Jean-Michel Déprats et la mise en scène de Stéphane Braunschweig, s'ouvre sur un tableau à la Greuze. Devant un grand rideau rouge, une femme enceinte caresse doucement son ventre. Son époux est étendu à ses pieds, visage levé sur ses genoux : il s'agit d'Hermione, femme de Léontès, roi de Sicile - Irène Dalle et Pierre-Alain Chapuis. Le jeune prince - Chantal Lavallée - monte un jouet, un joli volier.

Cette ambiance idyllique est trompeuse. Un autre homme est là, le roi de Bohême - Christophe Guichet. Ami depuis toujours de Léontès, il est venu lui rendre visite ainsi qu'à sa jeune épouse. Elle parvient à le convaincre de

ne pas s'en aller, de rester encore un peu... Cela suffit à déclencher chez Léontès une jalousie brutale, irrépressible, une crise de paranoïa meurtrière. Il fera tuer la reine, ordonnera que l'on aille perdre son enfant - une petite fille - décidera de finir ses jours dans le désespoir et le remords.

« Il y avait une fois un homme qui demeurait près d'un cimetière, et cet homme ne voyait pas le bout de son deuil... Mais il s'agit d'un conte. Recueillie par des paysans, un acte et seize ans plus tard, la fille de Léontès est devenue une jolie villageoise, et la pièce tourne à la pastorale. Le décor est un cadre mobile portant un plancher. Quand il se soulève, la vision devient oblique. Tout un comportement en déroute : les acteurs déséquilibrés adoptent des attitudes crispées, glissent à petits

pas, ou au contraire galopent, se laissant emporter par la pente. La lumière hâte l'espace, traînant des pans d'ombre. Selon les éclairages, le plancher et le fond évoquent des paysages arides, ou ravins. Des toiles fleuries les recouvrent qui installent une idée de conte de Grimm dans les livres d'enfants illustrés.

Conte d'hiver, conte pervers : c'est quand arrive le « tout est bien qui finit bien », quand chacun épouse sa chacune, quand des hommes en noir sont venus raconter sans y croire la résurrection d'Hermione, et quand, sous un voile rouge, monte du sol sa statue et qu'elle apparaît, c'est alors qu'arrive la sensation d'étrangeté et de mort... Une fois de plus Stéphane Braunschweig impressionne par le heurt, l'acuité d'images essentielles mettant en

mouvement une infinité de possibles, racontant les équivoques des sentiments et des passions, les ambiguïtés du théâtre. On reparlera de ce spectacle important, qui part en tournée et s'installera en janvier pour un mois au Théâtre de Gennevilliers.

C. G.

► La 22 octobre à la Maison de la culture du Bourgen (16-48-67-07-07) ; les 5 et 6 novembre à la Comédie de Reims (26-48-48-10) ; du 9 au 13 au Mallon à Strasbourg (88-27-61-71) ; les 16 et 17 à Charbourg (33-44-35-72) ; du 30 novembre au 4 décembre au GDN de Bordeaux (56-91-99-44) ; du 7 au 9 au Quartz de Brest (38-44-08-07) ; les 14 et 15 décembre à la Passerelle de Saint-Brieuc (56-33-77-50). Du 7 janvier au 8 février 1994 au Théâtre de Gennevilliers (47-93-28-30).

Un entretien avec le metteur en scène

Stéphane Braunschweig : « Je ne connais que la stratégie de l'exigence »

L'an dernier, invité en résidence à Orléans, Stéphane Braunschweig y créait « Le Conte d'hiver », son premier spectacle en tant que directeur du tout nouveau centre dramatique national, installé au Carré Saint-Vincent, qu'il partage avec le chorégraphe Joseph Nadi, et avec le CADO (Centre d'art et de diffusion d'Orléans). La pièce est fuyante, elle échappe aux classifications. La pari était risqué, il est gagné sur toute la ligne.

« Quelle place souhaitez-vous donner à Orléans ? »

« J'ai toujours mis la barre très haut, dit Stéphane Braunschweig, mais où que j'aille - et j'ai beaucoup tourné - j'ai toujours trouvé des gens dans les salles, ce n'est pas ce qui m'inquiète. Non plus la cohabitation avec le CADO, qui n'a pas les mêmes buts, les mêmes intérêts dans la ville. Nous pouvons sans doute devenir complémentaires. Ne pas porter le poids d'un monopole culturel me rassure.

« Et la proximité de Paris ? »

« Elle peut apparaître comme un handicap mais la question est ailleurs : dans le travail à accomplir pour que notre public se reconnaisse. Je ne crois pas au système « ramassage scolaire ». Nous allons ouvrir les répétitions, établir des liens réguliers avec les étudiants. C'est un problème de communication. Nous devons, d'une part, habituer les Orléanais à compter avec un pôle de création qui va constituer



Stéphane Braunschweig metteur en scène de « Le Conte d'hiver ».

une sorte d'aimant, d'autre part, aller vers des gens inhibés par l'insituation, mais qui ont besoin de théâtre. C'est le public des troupes locales auxquelles nous ne voulons rien retirer, au contraire. Il s'agit de collaborer ; chacun peut y trouver son compte.

« Quels sont vos besoins ? »

« Ce genre de travail ne se fait pas avec trois personnes. Il nous faut augmenter nos capacités. En plus de la grande salle de mille places, les travaux sont engagés pour deux autres, une petite, et une moyenne que je compte occuper à temps plein dès qu'elle sera prête, en mars prochain l'espère. J'ai été nommé en milieu d'année, c'est-à-dire avec un budget très affaibli. La ville a donné 1,5 million, la région et le département 1 million chacun. 1 million, c'est aussi la part de l'Etat : ce n'est pas une subvention de centre dramatique mais de compagnie implantée. Le cahier des charges n'est pas le même, le travail non plus. Un centre se doit d'assurer dialogue et entraînement... Je n'ai aucune idée de ce que sera la subvention de l'an prochain, personne n'a pu me le dire au ministère de la culture.

« Pourquoi choisir « Le Conte d'hiver » ? »

« Prendre la responsabilité d'un centre relève d'une haute ambition intellectuelle et esthétique. Je ne connais pas d'autre stratégie que celle de l'exigence. J'aurais pu monter un Shakespeare plus connu ? Pourquoi ? Un auteur contemporain ? Shakespeare parle de l'argent, du pouvoir, des difficultés des relations amoureuses, de tout ce qui fait l'humain, quelle que soit l'époque. Il me rappelle Tchekhov : il tient ses personnages par un fil qu'il lâche, puis il observe jusqu'à où ils vont, les laisse filer jusqu'à la catastrophe, alors seulement il retend le fil et les sauve, parfois. Comme Tchekhov, il leur accorde une autonomie.

« Je me suis souvent demandé pourquoi tous les rôles, et jusqu'au plus petit, sont désignés par un nom

alors qu'ils pourraient l'être comme « premier seigneur », « dame de la cour »... Ce nom marque le regard de l'auteur, son attention à ses créatures... Quand je suis entré à l'école de Chaillot, il fallait présenter un projet de mise en scène sur Shakespeare, j'avais choisi « Le Conte d'hiver ». À l'époque, je voyais dans la seconde partie, celle de la comédie, une opération de sauvetage de la première, celle du drame. En fin de compte, je me rends compte que chacune représente une forme d'illusion. L'illusion tragique : se complaire dans la pulsion de mort. L'illusion comique : croire que tout peut être résolu. Dans les deux cas, on a à faire à la mort. De façon très concrète, elle est présente, elle ne nous a jamais quittés... Ce qui ramène à la notion de « conte », et à la cruauté qui lui est attachée. Les contes sont faits pour dire que la réalité n'est pas si terrible qu'elle paraît, pour épargner la dureté du réel : le Prince Charmant arrive, la Belle se réveille. Et là aussi on sait que ça ne se passe pas comme ça, que c'est juste un mensonge pour supporter la réalité. Les enfants le savent. Ils naviguent entre ces deux mensonges, et trouvent leur vérité. Comme au théâtre, le spectateur.

« Dans un parcours comme le vôtre, qu'est-ce qui peut succéder à Shakespeare ? »

« Shakespeare totalise un grand nombre de questions, et ce spectacle est pour moi l'aboutissement de mon travail aussi bien sur Tchekhov que sur Brecht, Horvath ou Büchner. Mais le prochain sera, je crois, sans rapport : l'hygiène, la tragédie la plus familière de Racine, la plus politique. La passion amoureuse n'y compte pour rien. L'armée grecque partie pour la guerre de Troie est bloquée, les Dieux ont suspendu le vent. Ils ont arrêté l'Histoire. La mort la remet en marche. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Ecoutez voir

COMMUNE

Corneille

Brianne Jacques

place royale

48 34 67 67

RENCONTRE : le Radeau pour Sarajevo. - Les 22, 23 et 24 octobre, la Compagnie du Radeau, du Mane, qui a été à l'origine de nombreuses manifestations en faveur de Sarajevo, organise une série de rencontres dans son espace au 2, rue de la Fonderie. L'ouverture ne fera le 22 à 21 heures avec la projection du film de Lazar Stojanovic l'Épique eerbe. Le 23, de 10 heures à 14 heures se tiendront simultanément trois tables rondes et, de 15 heures à 19 heures, plusieurs ateliers artistiques. Le 24, de 9 heures à 17 heures, une séance plénière clôturera les rencontres. De nombreuses personnalités françaises et ex-yougoslaves sont attendues. Rans. : (16) 43-24-93-60.

ARTS

L'ŒUVRE PEINT D'HENRI MICHAUX à Marseille

Les papiers du poète

Henri Michaux parlant de son art : « C'est la vue que l'on a d'un avion qui est essentielle. Au décollage, l'avion passe le terrain au ralenti : c'est le moment de vérité. C'est l'expérience la plus proche du réel et celle qui s'approche le plus de mes tableaux. L'espace ainsi perçu m'a fasciné... Les peintres aujourd'hui devraient être fascinés par une autre perspective que la fameuse perspective à l'italienne... Etant donné ce que l'époque fournit, je serais honteux de prendre le concret au bout du nez. » Aussi préfère-t-il le prendre à l'envers, par surprise, dans l'instant d'une apparition hâtive et incertaine. Pour réussir l'opération, il invente des techniques de chasse nouvelles, il hèle des pièges fragiles - et d'autant plus efficaces qu'ils sont plus fragiles. Le concret - faut-il dire le réel ? - il le surprend dans les remous de l'aquarielle, les flous de l'encre de Chine, les giclures, coulures et crachotements de la gouache trop diluée et fluide.

Pourquoi ces procédés étranges ? Pour s'approcher de quelque chose, quelque chose que l'on ne sait trop comment nommer, ni rêver ni rêver - la sensation trouble que suscite le concret vu de près, de trop près, vision incomplète et myope, vision écrasée contre son objet, vision oez à nez, vision presque tactile.

Pas trace de rêve, nul onirisme dans ces œuvres dont les plus anciennes datent des années 30 et les dernières d'il y a dix ans. Michaux a frôlé le surréalisme, a aimé Ernst et Chirico, a goûté aux hallucinogènes, et sa peinture cependant ne saurait être tenue pour surréaliste en sens où veulent l'être celles d'Ernst et de Tanguy. Elle ne relève pas plus du fantastique littéraire symbolique de la fin du siècle dernier, tradition d'Odilon Redon ou de descente de Victor Hugo. Nul monstre, nul paysage imaginaire, nulle créature hybride et inquiétante et pas plus de symboles érotiques façon Masson ou Matta.

C'est du reste ce qui surprend d'abord à la visite de l'exposition, irréprochable dans son choix et son accrochage : l'œuvre peint d'Henri Michaux d'entre-tient que de très vagues parentés avec la peinture de ses contemporains. L'allégeance, le ralliement, le manifeste ne sont pas son fort. Sa peinture à lui va à sa guise, elle divague de temps en temps, elle glisse de métamorphose en métamorphose, de procédé hasardeux en technique douteuse. Elle demeure d'ordinaire une peinture d'amateur, si l'on entend par là une peinture sans système, sans habitudes, sans méthode. Quand il cède à la tentation du métier, quand il accepte de se prendre pour un artiste de profession, quand il aspire au tour de force et à la virtuosité - faiblesses fréquentes dans les deux dernières décennies de sa vie - Michaux perd de sa légèreté et de son invention. Les grandes encrees hautes de plumes obliques, les gouaches sur carton épaisses et luisantes, les acryliques sur papier des années 60 sentent l'effort et la préméditation.

Une grotte inconnue

Autant n'en rien dire, d'autant que la rétrospective marseillaise a le bon goût de ne pas leur laisser plus de place que nécessaire. Elle les mentionne pour mémoire et ne s'attarde pas sur ces Michaux trop exposés dans les galeries et les foires, ces Michaux stéréotypés en somme. Elle préfère privilégier le poète-peintre aux expérimentations aléatoires, celui qui cherche « l'expérience la plus proche du réel », celui de l'avant et de l'après-guerre, le voyageur en perpétuel exode qui écrit Un barbare en Asie et Nouvelles de l'étranger. Or ce dernier excelle dans l'allusion anthropomorphique traitée à l'aquarelle et à l'encre. Il ne s'agit ni de portraits ni de têtes d'expression, encore moins d'études anatomiques, mais de fantômes humains, où quelques taches indiquent des yeux, une bouche, l'ordre d'un visage.

Il suffit de peu d'éléments, une feuille lavée de bistre ou de jaune, quelques traits à la plume dont le noir se dissout en dendrites et en nuées, un point noir ou deux - une figure devient lisible, suspendue entre apparition

et noyade. Les unes semblent des embryons étrangement déformés, d'autres des têtes à l'état gazeux - si l'on ose dire -, d'autres encore des ectoplasmes hurlés. L'eau et les couleurs trop liquides suscitent des auroles, des trompes, des tentacules et des lèvres. Réminiscences des arts primitifs ? Il se peut. Plus qu'aucun de ses contemporains, Michaux retourne dans la caverne des peintures rupestres. Comme eux, il emploie des couleurs très simples, noir de charbon de bois, terres rougeâtres et jaunâtres, bruns sales ou sanglants et, comme eux, il se passe des détails et du trompe-l'œil. La similitude finit par troubler. Que regarde-t-on ? Les inventions d'un moderne, les relevés de quelque grotte inconnue du Loz, une frise retrouvée sur un rocher d'Australie ? Si le mot primitivisme a un sens, il le trouve ici, mieux que chez Dubuffet - plus pesant, trop pasticheur, mieux que chez Paul Klee, auquel Michaux fait cependant parfois penser.

Le triomphe du geste exact

Ces feuilles n'ont pas de titre, elles n'ont le plus souvent pas de date et sont signées d'un monogramme imperceptible dans un coin. Ce sont des improvisations, vite tracées, vite abandonnées avant qu'il ne soit trop tard, avant que le savoir-faire et le refrain ne prenne le dessus. Or, triomphe du geste exact, ioterrompu à temps, elles sont justes, comme on le dit d'une note. Ces représentations incomplètes et brouillées, ces fragments maculés et gribouillés retiennent - et quelquefois inquiètent - par leur densité.

Les têtes fantomatiques de Michaux ont plus de réalité que bien des portraits au trait parfaitement achevés. Une brume grise, une traînée violette, le grisé du papier détrempé, c'est assez pour imposer un être, sa place dans l'espace et jusqu'à son expression, ennuie, stupeur, ennui, mélancolie. Un seul regard n'épuise pas l'œuvre, qui se réduit pas à une bazarerie ou à un effet inattendu. Pour la comprendre, il faut du temps, de la patience, suivre de l'œil les lignes qui se perdent dans les flaque colorées, deviner, supposer, soupçonner, se raconter des histoires et des fables, ou se réclamer quelques lignes de La nuit remue. Que de plaisir, alors...

Henri Michaux fut peintre, décidément, autant que poète, un peintre dont il n'est pas sûr que notre époque ait pris jusqu'ici toute la mesure.

PHILIPPE DAGEN

► Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13008 Marseille ; tél. : 51-54-77-75. Jusqu'au 21 novembre.

► D'autres œuvres sont exposées au même moment à la Galerie Lohr, 13, rue de Téhéran, 75008 Paris ; tél. : 45-63-13-19. Jusqu'au 1^{er} novembre.

MUSIQUES DU MONDE

THEATRE DE LA VILLE DE PARIS

DIM. 24 OCT. 18^h

ENSEMBLE KUDSI ERGUNER

Turquie

musique et chants soufis

24, 25 ET 26 OCT. 20^h30

NUSRAT FATEH ALI KHAN

Pakistan

qawwal - musique soufiste

pour la 1^{re} fois en France

SAM. 30 OCT. 20^h30

IQBAL BANO

Pakistan

80 F

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Ecoutez voir

PETIT MONTPARNASSE

43.22.77.30

David WARRLOW

L'inquisiteur

Robert PINGET

Joël JOUANNEAU

"C'est drôle... irrésistible, étourdissant." LA CROIX

"D'une justesse mirobolante, bouleversant." LE FIGARO

"Quelle réussite... prodigieuse !" LE CANARD ENCRE

LE QUOTIDIEN

du mardi au samedi 21h - dim 15h30

مكتبة الأمل

CULTURE

MUSIQUES

Rencontre avec le groupe Front 242

La Belgique creuset du rock industriel

En 1981, quatre musiciens bruxellois enregistraient leur premier album pour le label belge Play It Again Sam. La Belgique était en train de devenir le carrefour européen de la musique électronique, et Front 242 s'imposait rapidement comme son porte-parole le plus bruyant, le plus efficace et le plus sulfureux. Depuis 1981, sept albums se sont succédés, dont les concepts et les représentations scéniques ont provoqué autant de malaise qu'ils ont suscité de vocations. Patrick Codelys, clavier et membre fondateur, revient sur la particularité géographique, en partie responsable de leur production.

« Contrairement aux États-Unis et à l'Angleterre, il y a en Belgique une pénurie de musiciens, qui pousse les gens à travailler avec des machines. Elles conviennent peut-être aussi à nos esprits cartésiens et à notre rigueur un peu germanique. Aucun de nous ne jouait d'instrument, c'est ce qui nous a rapprochés. Nous nous sommes aperçus qu'un pouvait construire quelque chose de nouveau avec les bruits sortis de ces synthétiseurs. Autre point commun : l'admiration pour quelques

ains, et un rejet de la culture rock dominante.

« Nous partagions une aversion pour le conservatisme et les stéréotypes du rock et pour les modèles anglo-saxons qui avaient infiltré toutes les infrastructures du business. Au début, nous nous faisons vraiment l'effet de terroristes luttant contre l'établissement. Nous étions plus attirés par le courant anti-rock germanophone des années 70. Can, Neu ou Kraftwerk, par les recherches de la musique industrielle. Des groupes comme Throbbing Gristle, Cabaret Voltaire ou D. A. F. »

Des styles plus motivés par des idées et des concepts – la musique comme métaphore de la société industrielle – que par l'inspiration mélodique de musiciens. Des collages de matières sonores et de bruits échantillonnés plus que des notes. Mais ne ce peut revendiquer à la fois la rigueur théorique et vivre ses fantasmes et ses contradictions sans courir certains risques. On a souvent reproché à Front 242 l'ambiguïté de ses discours, par exemple sa façon de se chercher un idéal européen.

« Nous avions envie de savoir

quelles étaient nos sources. S'il pouvait exister un rythme blanc. Les notions de rythme noir ou hispanique sont parfaitement acceptées du milieu rock. La recherche d'un rythme blanc ne fait pas de moi un facho. J'aime le reggae, j'en achète, je le danse. Mais au bord de la mer du Nord, dans les dunes, sous la pluie battante, je me retrouve plus dans une chanson de Brel que de Bob Marley. En dehors des conventions de la chanson, ces ambiances ne sont pas faciles à représenter musicalement. Cette culture européenne est très difficile à définir. La Belgique elle-même est un grand melting-pot.

Une des contributions les plus notables du quatuor fut de réconcilier les corps avec une musique industrielle souvent trop cérébrale pour les plaisirs de la danse, et avec une musique électronique habituellement trop asseptisée pour réussir l'épreuve de la scène. En 1988, l'album *Front By Front* concrétisait cette fusion, définie comme *electronic body music* : les séquences bruitistes, les vix robotiques s'y articulent sous un personnage de rythmes qui suggèrent plus un entraînement gymnique qu'un balancement sensuel.

contre nous. En France en particulier, les médias sont persuadés que nous sommes d'extrême droite ; dans chaque disque nous devons glisser un feuillet précisant que nous n'adhérons à aucune idéologie fasciste... Avec le recul, je reconnais que nous nous sommes trompés. Le symbole de ces costumes était assez grossier. » Front 242 préfère aujourd'hui les débauches à tenues kaki, même si ses concerts restent des expériences viriles, exposant les aspects sombres de l'humanité. Son public, aussi varié que celui du rock alternatif, bouge et reprend en chœur avec une ferveur compréhensible à celui du heavy-metal.

Le temps a d'ailleurs atténué la rigueur de leurs principes « anti-rock » : l'époque est aux mélanges, et Front 242 n'y est pas insensible. Ses deux derniers albums, *Up Evil* et *Off*, sortis coup sur coup, laissent une part inattendue aux guitares : influence en retour d'une musique industrielle qui a traversé l'Atlantique pour s'acclimater au rock le plus extrême. Si des groupes américains comme Ministry ou Nine Nails reconnaissent leur dette envers leurs aînés belges, Patrick Codelys avance une inspiration régénérée au contact de ce nouveau hardcore. Et leur participation au dernier Lolapalooza, festival géant et itinérant, semble enfin lancer leur carrière aux États-Unis.

Mais le succès même inquiète Front 242. « Nous furions un système très soudé. Ce peut être un piège pour les gens qui s'y trouvent. En tant qu'individu, en tant qu'artiste, je n'existe pas. C'est comme si j'avais travaillé douze ans dans une boîte de nuit. Dans les années à venir, nous mettrons le groupe en veilleuse pour permettre à chacun de s'exprimer plus librement. »

STÉPHANE DAVET
En concert, le 22 octobre à 20 heures à La Cigale, 120 bd de Rochechouart, Paris 18^e. Tél. : 49-25-81-75. Le 28 octobre à 20 heures au Transbordeur, 3, bd de Stalingrad, Villeurbanne. Tél. 78-92-08-33.
Discothèque : *Up Evil*, 1 CD 145/Remark, 5191702. *Off*, 1 CD 145/Remark, 5194862.

Symbolique « grossier »

La scène a fait la réputation de Front 242, autant pour l'intensité de leur concert qu'à cause d'une théâtralité dangereuse. Illustrant une métaphore de l'oppression, des propagandes médiatiques et de la violence sociale, le groupe a longtemps adopté sur scène une panoplie paramilitaire. Si leurs textes n'expriment pas de tentatives suspectes, les images utilisées incarnent des ambiances si marquées qu'elles semblaient traduire des réactions sans pour autant être orientées. Elles ont fait l'objet d'une réputation. Elles ont fait l'objet d'une présentation.

« Ces images militaires, violentes, chaotiques n'étaient pas différentes de celles montrées à la télévision. Nous voulions provoquer des réactions sans pour autant être orientés. Elles ont fait l'objet d'une réputation. Elles ont fait l'objet d'une présentation. »

EN BREF

« JURASSIC PARK » : les résultats du premier jour. — Avec 58 125 entrées dans son immense combiné de 59 salles à Paris et en banlieue, le film de Spielberg, pour son premier jour sur les écrans français, tenu ses promesses. A titre de comparaison, *Germinal*, sorti sur 49 écrans, avait attiré 24 062 spectateurs le mercredi 29 septembre. *Jurassic Park* est pourtant loin de battre le record du premier jour, détenu depuis le 16 octobre 1985 par *Rambo II*, avec 85 007 spectateurs. Cinq autres films ont également fait mieux, dont une précédente réalisation de Spielberg, *Indiana Jones et le temple maudit* (62 484 entrées le 12 septembre 1984).

RECTIFICATIF : orgues en Ile-de-France. — Notre dossier, paru dans le Monde du 19 octobre, sur la renaissance de l'orgue en Ile-de-France comportait quelques détails erronés. Pour obtenir des renseignements sur le festival « Jeux d'orgue en Yvelines », il faut composer le 39-02-78-78. Par ailleurs, le commanditaire de l'orgue de la chapelle royale de Versailles, en 1679, n'était pas père, Robert. Le Cavalier-Colli de Versailles, il a été commandé en 1845, a en fait, été construit entre 1871 et 1873. Enfin, contrairement à l'orgue de l'église Saint-Sulpice, dont la restauration est achevée, les instruments de Sainte-Elisabeth du Temple et de Saint-Roch sont en cours de restauration.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

L'OMBRE DU DOUTE d'Alain Issermann

Alexandrine a onze ans et son comportement trahit un déséquilibre. Aussi, quand elle accuse son père de venir chaque nuit le rejoindre dans son lit, le doute s'installe. Il se transforme malheureusement trop vite en certitude, et tout ce que le film avait mis en place, le mensonge, la culpabilité, le trouble de l'enfance, l'influence des cootes merveilleux et terrifiants, l'appartenance au réel, se dilue peu à peu.

L'ombre du doute bascule lorsqu'Alain Issermann renonce à faire du cinéma pour feuilleter les pages d'un manuel de psychologie appliquée. Comme dans ses précédents films, le *Destin de Juliette* surtout, elle prouve qu'elle a du talent, qu'elle sait saisir au détour d'un plan le regard apeuré d'un enfant, donner force et sens à une phrase en apparence banale, oser des partis-pris de mise en scène. Seulement, aux questions que pose son film dans sa partie initiale, elle craint de répondre par le diagnostic des spécialistes appelés en consultation. Comme si l'ombre du doute n'était destinée qu'à servir de prétexte à un débat sur la question de l'inceste.

P. M.

PAS DE PITIÉ POUR LES PAUVRES de Santiago San Miguel

Dans un premier temps, il semble que la description des habitants de la pension de famille où se déroule le film soit une parabole sur la condition humaine, épicée de quelques scènes égrillardes. Quelques bobines plus tard, le diagnostic penche plutôt pour une entreprise un peu cocoonne, ayant pris pour prétexte les phobies, pulsions et autres menues délires des piétons spéculant de hipédes rassemblés dans ce grand appartement collectif.

Les personnages composent une galerie d'effigies alignées avec une méchanceté de convention par un cinéaste qui voudrait être aussi caustique que Bunuel et aussi déraisonnable qu'Almodovar, mais s'est déjà l'entrée pris les pieds dans le pavillonnaire de la Casa Ezequiel. Ezequiel était le chef de cette triste bande, il est mort. Après moult frasques et galipettes, tout rentrera dans l'ordre, lorsqu'un nouvel homme fort fera irruption.

Le « message » du film sera donc que l'humanité a besoin de l'autorité d'un maître pour se supporter : conclusion à la hauteur de l'interprétation outrée, de la mise en scène, qui bécote entre néant et prétention, et du montage, qui démontre que l'accomplissement des plans peut être aussi insipide que celui des protagonistes.

J.-M. F.

CINÉMA

LA MUSIQUE DU HASARD de Philip Haas

La vraie vedette du premier long métrage de fiction de Philip Haas, jusqu'ici documentariste, ne passe que quinze secondes à l'écran. C'est l'écritain Paul Auster, qui est venu faire une apparition, à la toute fin de cette adaptation de son roman, pour signifier son filmatur. Cette intervention, tout comme la participation d'Auster à la campagne de promotion du film, devaient déconstruire la remise en cause cette adaptation. D'autant qu'une fois accomplis les travaux d'effacement nécessaires à la mise en conformité avec la durée cinématographique, il reste l'essentiel de l'intrigue de *La Musique du hasard*, le roman.

Après avoir rompu toutes ses attaches, familiales et professionnelles, Nashe (Mandy Patinkin) se lance dans le vide américain, au volant d'une belle voiture. Un jour, il prend en autostop un petit homme en piteux état, un pétrolyme beckettien, Pozzi (James Spader). Celui-ci, joueur professionnel, l'entraîne dans une partie de poker contre un couple de vieillards qui évoquent Laurel et Hardy. Nashe et Pozzi y perdent leur argent, la voiture du premier, et leur liberté. Pour la regagner, il leur faut construire un mur au centre d'une prairie.

Le livre d'Auster est régulièrement jalonné d'inventions étranges, comme ce mur absurde. C'est une métaphore, c'est aussi l'occasion d'une dérive poétique sur le travail physique, sur la durée et la répétition. Des notions dont un cinéaste pourrait se saisir. Mais Philip Haas semble crispé par le souci de casser l'essentiel de l'intrigue et tombe – par exemple – dans tous les poésies de la narration cinématographique en montrant en trois plans successifs le mur qui croît à une vitesse vertigineuse. De ce livre-jou, il fait un pensum consciencieux et sans inspiration.

T. S.

AU NORD DE L'HIVER de Nicolas Vanier

Huit mille kilomètres séparent les montagnes de Mongolie du lac Baïkal. Le film décrit ce périple tel que l'accomplit l'expédition de Nicolas Vanier. Les images sont souvent belles, qui restituent la grandeur des paysages, mais le montage peine à faire partager le sentiment de durée et l'intensité des efforts consentis. Le commentateur tente de pallier cette insuffisance, mais avec trop de maladresse et de naïveté. Il ne réussit qu'à faire se bousculer les clichés. Plutôt que de s'entendre répéter que « la bonne humeur vaut son pesant d'énergie et vice-versa » ou que « l'homme propose, la nature dispose », on aurait aimé en apprendre plus sur la Sibérie et les gens qui y vivent. Ce sera pour un autre voyage.

P. M.

JEAN-PHILIPPE COLLARD au Théâtre des Champs-Élysées

Piano d'apparat

Depuis quand Jean-Philippe Collard n'était-il pas apparu seul en scène à Paris ? Le voici, lundi 18 octobre, parcourant sous les *sunlights* du Théâtre des Champs-Élysées les cinq pas fatidiques qui le mènent des coulisses au clavier. Récital unique, unique chance accordée à ce quinquagénaire qui a toujours l'air de sortir d'un court de tennis. Allures sportives qui peuvent, comme on sait, cacher les vulnérabilités d'une âme sensible.

Surnommé à l'américaine, et un peu vite, « le James Bond du piano », Collard est en fait un pur produit de l'école pianistique française : ses premiers disques furent consacrés à Gabriel Fauré. C'est à Versailles qu'il reçut, il y a vingt-trois ans, le premier prix György-Cziffra. Il devint l'un de nos spécialistes de Liszt, de Saint-Saëns, de la haute virtuosité. Ses moyens techniques impressionnants, ses nerfs d'acier – telle est, du moins, sa réputation – l'installent dans ce rôle éové.

Les tares du système

Collard est aujourd'hui respecté aux États-Unis comme l'un des pontes de sa génération, il est pris en affection par de grands chefs étrangers comme Lorin Maazel (il a aussi enregistré les concertos de Rachmaninov avec le Tonliousain Michel Plasson), sa carrière s'est largement diversifiée, et avec bonheur, vers la musique de chambre. Paris et les grands festivals pianistiques hexagonaux continuent pourtant de l'oublier avec persévérance. C'est une productrice privée, Janine Roze, instigatrice des « Concerts du dimanche matin » au Théâtre des Champs-Élysées, qui a pris le risque de réengager pour lui la salle de l'avenue Montaigne, salle où les réputations musicales se font et se défont sans même qu'on ait le temps de respirer.

Face à un Steinway d'excellente cuvée, le champion et les traits crispés, ses mains semblent réagir selon les automatismes

d'une technique sûre, mais strictement gymnique et contractée. Tout cela, on en jure, pour en finir au plus vite avec le *Sonate* de Liszt, une œuvre que Collard a pourtant si souvent jouée, et dont il a laissé un enregistrement plus que respectable (EMI). Les envoies schumanniennes – début des *Kreisleriana*, première des trois *Fantastisches op. 111* – défilent au triple galop, les réveries intermédiaires ont perdu beaucoup de leur poésie, le pianiste semble oublier d'en détailler les reliefs, les nuances, les vix secondaires. On dirait, en fait, qu'il a du mal à s'écouter calmement, à prendre quelque distance avec lui-même.

Et nous, sans cesse bousculés, précipités d'une étape à l'autre du discours musical, avons tout juste le temps d'enregistrer les exploits digitaux, tous ces obstacles passés en force, les grands sauts d'octaves, les trémolos de Liszt essouffés *accelerando*. Quel beau piano d'apparat si... Si le trac, ou quelque chose qui lui ressemble beaucoup, ne s'était tout de loog interposé entre Collard et le clavier. Et n'avait ainsi donné une coupable preuve du piège que représente, pour un artiste souvent absent de son pays, ou qui s'y sent mal aimé, le principe du récital unique. Les producteurs n'y peuvent rien : les cnats sont trop élevés, le public sans cesse sollicité. Cela reste pourtant l'une des tares du système de diffusion de la musique classique.

ANNE REY

► Prochain récital de la série de Janine Roze « Piano aux Champs-Élysées » : Brigitte Engerer dans Schumann (*Scènes d'enfance*), Beethoven (*sonate Appassionata*) et Chopin (*Nocturnes, Deuxième Schopn, Fantaisie*), lundi 29 novembre, 20 h 30. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (métro Alma-Marras), de 60 F (places aveugles) à 290 F. Tél. 49-62-50-50. Jean-Philippe Collard vient d'enregistrer avec Gary Hoffman les sonates pour violoncelle et piano de Chopin et de Rachmaninov (1 CD EMI 7 54819 2).

Une nouvelle livraison de « Manière de voir »

L'agonie de la culture ?

par Maurice Pons

Nan, il ne s'agit pas tel de signer un superlatif manifeste, un pathétique appel de quelques écrivains et artistes incitant leurs confrères à sauver la culture agonisante. Il ne s'agit pas non plus de se dresser héroïquement, et même à la main, contre l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), que la France – j'en fais le pari – s'apprête docilement à signer, et il ne s'agit même pas d'obtenir, de la force d'une pétition, la fermeture « exception culturelle » qui mettrait la culture française et européenne à l'abri de l'invasion barbare et de la « pollution culturelle américaine ». Cette expression n'est pas de moi, mais de Herbert I. Schiller, professeur américain à l'université de Californie, San Diego, qui ne se fait pas faute de dénoncer, dans la nouvelle livraison de *Manière de voir* (1), la « civilisation marchande » et militaire de son propre pays.

Ca n'est pas le moindre intérêt de ce dix-neuvième numéro de *Manière de voir*, intitulé précisément « L'agonie de la culture ? », que de faire appel à la collaboration d'éminents professeurs et chercheurs de tous les pays (entre autres, Félix Guattari, Marc Augé, Henri Medefin, Armand Mattelart, Ingrid Carlander, Eduardo Galeano...) qui se penchent avec rigueur sur les symptômes graves de notre décadence culturelle, telle notamment l'implantation, au cœur de l'Ile-de-France si bien nommée, presque aux portes de Paris, capitale culturelle, de l'abominable parc, dit « de loisirs », Euro Disney.

Tendis que la société française subit dans l'indifférence générale une ense de la lecture sans précédent, livres et journaux confondus, que le fréquentation des salles de cinéma diminue inexorablement d'année en année (2), le télévison savoure son triomphe. Or, comme nous le montre superbement Herbert Schiller, les impératifs technologiques prépondérants inhérents à la production audiovisuelle – les programmes, les films, les images – sont « tous » façonnés pour servir des impératifs marchands, sous la férule de l'industrie culturelle américaine.

« Qu'est-ce que c'était un livre ? »

Le plus inquiétant est que ce modèle audiovisuel entraîne tous les autres médias dans son sillage : un magazine culturel se doit aujourd'hui de faire court, clair et rapide ; on apprend à lire son hebdomadaire en « zappant », alors que la totalité du journal de 20 heures, transformé en texte écrit, représente à peine une seule page du Monde.

Ca stimulent numéro de *Manière de voir*, en plus des analyses des grands universalitaires, publie aussi le témoignage de quelques « créateurs », comme on dit aujourd'hui. Mais la revue ne donne pas le parole aux vedettes du grand écran ni aux symphonies du petit. Elle ouvre ses colonnes au dremeturgue Armand Gatti, par exemple, qui lui-même, dans ce théâtre, « donne la parole à ceux qui en sont privés », ou au pianiste Miguel-Angel Estrella, qui ne s'est jamais produit devant

toutes les télévisions du monde, mais qui joue Beethoven devant les prisonniers des Baumettes et qui, sous Pinochet, faisait connaître la musique dans les quartiers pauvres de Santiago du Chili. C'était sa façon à lui de croire à la culture.

Car, s'il est vrai que la culture agonise – enfin « notre » culture, ce que nous appelons encore culture –, il convient de se demander si elle mérite un tel acharnement thérapeutique. « On brade le génie de l'Europe », s'exclame sans rire Roger Plenehouse. Quel génie ? Quelle Europe ? A l'heure où les champignons auront fini de dévorer les rayons entiers de la Bibliothèque nationale, on apprendra peut-être, par quelques chaînes de la télé éducative, qu'il existait autrefois des écrivains, des musiciens, des peintres... Noyés dans les images, inondés d'écrans multimédias, nos enfants nous demanderont-ils demain : « Dis, papa, qu'est-ce que c'était un livre ? » Pour qu'une telle question ne se pose pas, commençons par lire, d'urgence, cette livraison de *Manière de voir*.

(1) « L'agonie de la culture ? », *Manière de voir* n° 19 (édité par le Monde diplomatique), octobre 1993.

(2) On notera avec intérêt, à cet égard, dans ce numéro de *Manière de voir*, quelques chiffres, statistiques et pourcentages proposant des éclaircissements.

► Maurice Pons est écrivain ; il a publié, entre autres, les *Saisons*, Christian Bourgois, Paris, 1992, et *Souvenirs littéraires*, Quai Voltaire, Paris, 1993.

► En vente chez votre marchand de journaux, 100 p., 42 francs.

■ **LES ETATS-UNIS ACCUSENT L'EUROPE ET LE JAPON.** - Dans la négociation marathon pour la conclusion des négociations commerciales du GATT, à huit jours d'un important Conseil européen, les différentes parties multiplient les déclarations. Le négociateur américain, Mickey Kantor, accuse l'Europe et le Japon de ne pas assez œuvrer pour la libération du commerce international. Sir Leon Brittan, négociateur de la CEE, s'étonne que les Etats-Unis « interprètent leurs engagements d'une façon très lâche ».

■ **LES PROPOSITIONS DOUANIÈRES DE LA CEE.** - Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé du GATT, avait annoncé, le 13 octobre, lors de ses entretiens avec l'américain Mickey Kantor, son intention de faire connaître l'offre communautaire en matière de démantèlement des droits de douane. C'est fait. La première réaction de la France est plutôt favorable.

■ **DIX DÉPUTÉS EN TOURNÉE.** - Dix « jeunes missionnaires » ont fait une tournée-éclair en Europe pour convaincre leurs homologues du bien-fondé de la position française.

■ **JACQUES CHIRAC ET LES GROUPES DE PRESSION.** - Dans l'Essor du Limousin, Jacques Chirac se défend de « céder à des groupes de pression ».

■ **QUATRE RÉGIONS AU SECOURS DU TEXTILE.** - Des responsables de Lorraine, du Bade-Wurtemberg, de Catalogne et de Rhône-Alpes réclament, pour protéger l'industrie textile, l'insertion dans le GATT d'une charte sociale et de protection de l'environnement, assortie d'un système efficace de contrôle et de sanctions.

Les Etats-Unis et l'Europe soufflent le chaud et le froid

A huit jours d'un Conseil européen qui devrait être important pour l'avenir de la Communauté européenne mais aussi pour la conclusion des négociations commerciales internationales menées dans le cadre du GATT, les différentes parties - essentiellement l'Europe et les Etats-Unis - multiplient les déclarations, soufflant alternativement le chaud et le froid.

Le représentant américain pour le commerce, Mickey Kantor, a déclaré, mercredi 20 octobre, qu'il était opposé à de nouvelles discussions au GATT sur l'accès au marché sans une offre européenne plus importante (lire l'article de Philippe Lemaître). M. Kantor, qui s'exprimait à Washington devant des journe-

listes, n'a pas précisé sur quels secteurs devrait porter cette offre nouvelle, mais a ainsi remis en cause le principe d'une réunion dite de la quadrilatérale (Etats-Unis, Canada, Japon, CEE) à Genève au cours des prochains jours. Une réunion qui devait concrétiser les engagements informels pris par les pays industrialisés en juillet dernier à Tokyo en matière de désarmement douanier.

La déclaration de M. Kantor est surprenante dans la mesure où ce sont les Etats-Unis qui semblent revenir sur les engagements pris à Tokyo il y a trois mois. C'est pourquoi, dans un entretien à Libération, Sir Leon Brittan, commissaire aux relations économiques extérieures et

négociateur de la CEE pour l'Uruguay Round, déclare que les « Américains interprètent leurs engagements d'une façon très lâche ».

De nouveaux terrains d'offensive

« C'est à cause de cela, poursuit Leon Brittan, que nous avons déposé à Genève notre offre détaillée qui suit la voie de Tokyo à la lettre. Nous avons fait tout ce que nous avons pu. C'est un domaine où il nous faut du nouveau de la part des Américains, car ce que nous cherchons, c'est un accord avec une grande ouverture des marchés. Je ne peux accepter l'offre américaine, qui est une offre dilatoire ».

On en est là, avec l'impression

que les Etats-Unis, ébranlés dans leur stratégie par la cohésion inattendue des pays de la CEE lors du conseil du 20 septembre, recherchent de nouveaux terrains d'offensive. C'est ainsi que M. Kantor a menacé mercredi 20 octobre le Japon de sanctions à compter du 1^{er} novembre si Tokyo continue de refuser d'ouvrir ses marchés publics dans le domaine de la construction. M. Kantor a également cité le secteur informatique où les Etats-Unis détiennent 40 % du marché privé japonais mais 0,4 % des marchés publics.

Dans un entretien à Paris-Match, M. Kantor, tout en assurant que les Etats-Unis étaient prêts à un échec des négociations de l'Uruguay Round en cas de

désaccord persistant sur le volet agricole, ajoute : « Nous n'en arriverons pas là. Nous faisons tout actuellement pour éviter l'échec. L'enjeu est trop important pour le monde et pour la France. » Faut-il voir là l'amorce d'une véritable négociation qui n'aurait pas véritablement commencé ? C'est peut-être ce que laisse entendre Sir Leon Brittan, qui déclare à Libération au sujet de l'audiovisuel : « Nous avons fait un peu de progrès dans ce domaine. Je crois que les Américains comprennent enfin les nécessités politiques et la différence entre les biens culturels et les autres produits industriels. C'est déjà un commencement (...). On peut déjà envisager une solution ».

AL. V.

La France est satisfaite des propositions douanières de la CEE

BRUXELLES
(Communauté européenne)

de notre correspondant

Dans l'offre communautaire d'abaissement des barrières douanières présentée par Sir Leon Brittan (le Monde du 21 octobre) l'attention des responsables s'est surtout portée sur les produits pour lesquels la Communauté ne voulait pas proposer de réductions tarifaires, alors que, maintenant, dans plusieurs cas, elle présente des offres. « Brittan n'a pas touché, ou presque, à nos super-priorités, l'automobile, l'électronique grand public et les semi-conducteurs », constate un fonctionnaire. S'agissant des voitures, le droit actuellement perçu de

10 % sera maintenu. Dans le cas de l'électronique grand public et des semi-conducteurs, la Commission n'a pas modifié les offres faites en 1990, à l'exception des cassettes digitales et des semi-conducteurs photosensibles.

Les experts français font la grimace à propos des métaux non ferreux, pour lesquels Bruxelles propose une réduction moyenne des droits de 25 % (20 % pour le cuivre). L'aluminium brut, leur principale préoccupation, reste une exception, mais il est proposé une baisse de 25 % des droits sur les semi-produits en aluminium (le droit passant de 10 % à 7,5 %). L'offre de réduire de 44 % les droits sur le bois et

la pâte à papier, secteur très exposé, cause quelques soucis.

Réduction des « pics tarifaires »

A Tokyo, les ministres de la « Qued » (Etats-Unis, Japon, Canada, Communauté) avaient retenu le principe d'une réduction de 50 % des « pics tarifaires », c'est-à-dire des droits supérieurs à 15 %. La Communauté s'exécute : elle ne conservera plus dans le tarif douanier commun (TDC) qu'une vingtaine de droits supérieurs à 15 % et aucun ne dépassera 20 %. Un effort qui ne fera pas l'unanimité : on pense aux fabricants d'abaissures, qui vont hurler à

l'idée que la protection qui leur est assurée devra être ramené de 20 % à 10 % !

La Communauté espère que son offre aura un effet d'entraînement. Pour l'instant, celles des Américains et des Japonais demeurent en deçà des promesses faites à Tokyo : une réduction des pics tarifaires qui, en moyenne, dépasse à peine 10 %. La Commission plaide pour une harmonisation des tarifs textiles, mais l'administration américaine fait le sourde oreille.

La Communauté avait proposé, à Tokyo, d'éliminer les droits perçus sur huit catégories de produits (approche dite du « double

zéro »). Le 13 octobre, à la surprise générale, M. Brittan avait offert d'y ajouter les jouets et les huiles végétales. Cette initiative n'a guère été appréciée de René Stichen, son collègue chargé des affaires agricoles, venant de ne voir pas été consulté. Ses services expliquent que les Américains étaient demandeurs d'une concession dans ce secteur des huiles et qu'il est dommage de l'offrir sans contrepartie.

Bonne nouvelle pour l'Uruguay Round : Washington et Tokyo auraient « bouclé » un accord sur l'ouverture du marché japonais aux importations de riz, de produits laitiers et d'amidon.

PHILIPPE LEMAÎTRE

High flying lessons.

The Economist

Every Friday

TRADUCTION : leçons d'ambition « THE ECONOMIST » chaque vendredi.

De Paris à Londres, Rome et Bonn

Les dix missionnaires de la majorité

ROME

de notre envoyé spécial

A quel pensaient-ils, ces dix jeunes députés de la majorité, en décidant de faire une tournée-éclair en Europe pour convaincre leurs homologues tant du bien-fondé de leur opposition au préaccord agricole de Blair House que de la détermination du gouvernement français dans les négociations du GATT ? A l'initiative de Jérôme Bignon (RPR, Somme), François Camut-Gandille (RPR, Haute-Marne), Raymond-Max Aubert (RPR, Corrèze) et Marc Le Fur (RPR, Côtes-d'Armor), ils ont pris leur bâton de pèlerin et sont allés, mardi 19 octobre, à Londres et à Rome qu'une bataille agricole perdue pour la France ne fait pas une guerre du GATT gagnée pour les Etats-Unis. Le lendemain, ces éclaireurs de la majorité ont « porté témoignage » à Bonn.

Pour cette tournée, ils se sont dotés d'un pilote fournissant le matériel volant, en la personne d'Olivier Desautel (RPR, Oise), et d'un porte-parole polyglotte, Pierre Leliouche (RPR, Val-d'Oise). Deux autres « compagnons » étaient du voyage : Jean-Jacques de Peretti (RPR, Dordogne) et Pierre-André Périssol (RPR, Allier). Pour mettre en valeur l'union de la majorité sur ce sujet, ils se sont adjoints Armand Casin d'Harincourt (UDF-CDS, Finistère) et Alain Gest (UDF-PR, Somme).

A Londres, ils ne s'attendaient pas à des miracles. Il n'y en a pas eu. Leurs homologues conservateurs ont réaffirmé que les Européens doivent signer avant le 15 décembre. « Il vaut mieux négocier avec le président Clinton qu'avec le Congrès, qui est beaucoup plus protection-

niste », a souligné le député Quentin Davis. Peu sensibles à la profession de foi de M. Leliouche, selon lequel la délégation française n'était pas composée par « des ayatollahs du lobby agricole », comme à la supplique de M. de Peretti, demandant une aide britannique pour « faire bouger les Etats-Unis au nom d'une certaine conception de l'Europe » et aboutir à un accord acceptable, les interlocuteurs des députés français ont répondu, un peu plus tard, par le voix d'un conseiller de John Major, qu'il ne fallait pas surestimer la capacité de Londres à modifier l'attitude de Washington.

Bredouille à Londres, l'équipe des dix missionnaires français s'est poursuivie, dans l'après-midi à Rome. Surtout préoccupée par la corruption, leurs homologues italiens n'avaient pas tellement la tête au GATT. La délégation, cependant, a cru déceler, tant à la commission de l'agriculture qu'à la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés, une sensibilité plus proche de la sienne.

A Bonn, le lendemain, l'entourage du chancelier a fait preuve d'une grande compréhension et il a manifesté son « souci de solidarité européenne », a assuré M. Leliouche. De retour à Paris, celui-ci a affirmé que « la France n'est plus isolée ». L'expression a aussi été utilisée par Alain Juppé, qui, mercredi après-midi, a répondu à une question, posée à l'Assemblée nationale par M. Bignon, sur les moyens supplémentaires que le gouvernement compte mettre en œuvre pour accompagner la négociation et accentuer sa pression sur nos partenaires.

OLIVIER GIFFAUD

FRANCE-TÉLÉCOM : M. Longuet prône le « dialogue ». - Le ministre des PTT, Gérard Longuet, a indiqué mercredi 20 octobre que la forte mobilisation des salariés lors de la grève à France Télécom le 12 octobre le « confortait dans l'idée qu'il faut approfondir le dialogue » sans pour autant « esquiver les difficultés ». Lors de la séance des ques-

tions à l'Assemblée nationale, M. Longuet a estimé que le projet du gouvernement de transformer l'opérateur téléphonique public en société anonyme devait lui permettre d'avoir « tous les atouts d'une entreprise », dans le contexte de concurrence qui caractérisera les télécommunications européennes de 1998.

M. Chirac se défend de céder à « des groupes de pression »

Dans l'édition de l'hebdomadaire l'Essor du Limousin du 21 octobre, Jacques Chirac répond à la mise en cause implicite dont lui-même et le RPR ont fait l'objet de la part de Raymond Barre qui, au sujet du GATT, avait dénoncé le « sensibilité » de certaines organisations politiques « aux pressions et aux menaces » du lobby agricole (le Monde du 21 octobre). « Demander que les termes des accords soient améliorés pour parvenir à un meilleur équilibre et que la règle de réciprocité s'impose à tous, ce n'est pas revenir au protectionnisme et être rétrograde, ce n'est pas céder à des groupes de pression, ce n'est pas faire preuve d'électoralisme. C'est tout simplement éviter que la France et l'Europe se laissent déborder dans les compétitions pacifiques futures », écrit le président du RPR.

Déclarant espérer que le premier ministre « obtiendra de tous un total appui à la position que nous avons débattue ensemble et qui consiste à souhaiter la conclusion des négociations du GATT », le maire de Paris rappelle que cette conclusion ne doit pas intervenir « à n'importe quel prix ».

« Pourquoi les Etats-Unis sont-ils si pressants, si intransigeants, qu'il s'agisse des exportations agricoles, de la production audiovisuelle ou de la production aéronautique ? », s'interroge M. Chirac, qui répond : « Tout simplement parce que se trouvent là les clés du pouvoir de demain et qu'il ne leur déplaît pas d'être en situation de monopole ou, à tout le moins, de position dominante. »

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

مكتبة الأصيل

ÉCONOMIE

international

Quatre régions européennes réclament une protection de l'industrie textile

LYON

de notre bureau régional

La Lombardie, le Bade-Wurtemberg, la Catalogne et Rhône-Alpes, régions réunies au sein d'une association de promotion baptisée Quatre moteurs pour l'Europe, ont signé, lundi 18 octobre à Lyon, un mémorandum pour le maintien et le développement de leur industrie du textile-habillement.

Respectivement représentées par Fiorella Ghilardotti (PDS, ex. PCI), Rainer Brechtken (SPD), Antoni Subira i Claus (Convergència i union, div. d.) et Charles Millon (UDF-PR), ces régions demandent à la Commission de Bruxelles comme à leur gouvernement d'ouvrir au sein du GATT pour l'ouverture réciproque de tous les marchés mondiaux et la suppression de la « piraterie internationale (vols de marques, copies des modèles, fraudes sur les origines et les quantités) ». Elles réclament un embargo sur la concurrence illégale et l'insertion dans le GATT d'une charte sociale et de protection de l'environnement, ainsi que l'établissement d'un système efficace de

contrôle et de sanctions. Par ailleurs, elles invitent la Commission à ne pas entraver la sous-traitance confiée par des industriels européens à l'étranger au titre du « perfectionnement passif » au Maghreb et dans les pays de l'Est.

Selon les signataires, les industries textiles et de l'habillement sont maintenant menacées dans leur existence, ce qui justifie un soutien communautaire. Elles revendiquent une amélioration de la flexibilité dans l'organisation du travail afin de répondre aux exigences de la demande. D'après l'organisme parapublic Entreprise Rhône-Alpes international (ERAI), qui a été à l'origine de cette initiative des Quatre moteurs, la filière textile-habillement emploie 53 000 salariés dans la région Rhône-Alpes, c'est-à-dire 16 % du total national. La profession compte 80 000 salariés dans le Bade-Wurtemberg, ainsi que 700 000 environ en Italie et 300 000 en Espagne, les statistiques régionales n'étant pas disponibles pour ces deux derniers pays.

G. B.

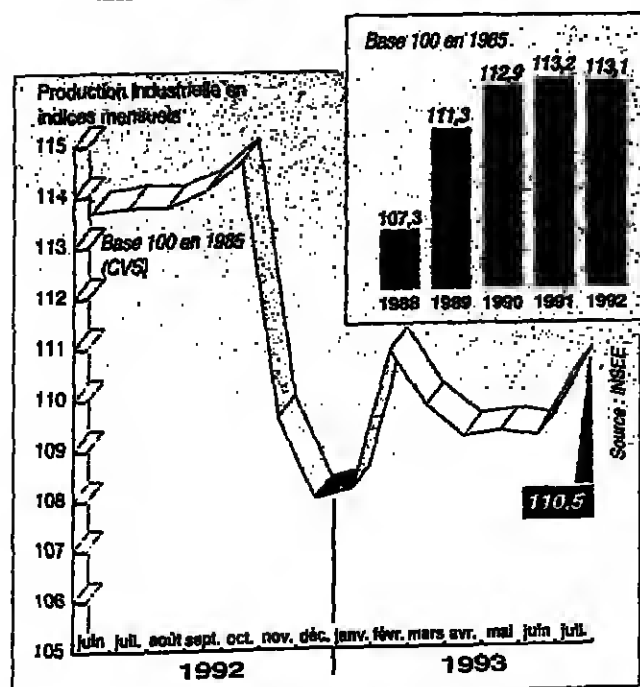
M. Dassault demande un « GATT aéronautique »

Serge Dassault, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), a demandé, mercredi 20 octobre, que l'Etat accorde un soutien à l'industrie aéronautique française, faute de quoi « elle ne pourra continuer à faire face à la concurrence américaine ». Il a estimé que l'industrie aéronautique devait déborder aux règles générales du GATT. « Nous ne pouvons admettre que ce secteur ne soit pas aussi bien traité que l'agriculture, la culture ou l'audiovisuel », a-t-il ajouté devant l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE). M. Dassault considère que l'industrie aéronautique française doit être « soutenue par l'Etat ».

Selon lui, ce soutien passe par sept mesures essentielles : la « priorisation des programmes en cours de réalisation, le maintien des compétences et la préparation à l'avenir par des crédits appropriés, la préservation de la sous-traitance, un soutien politique et financier à l'exportation, un GATT aéronautique spécial, des facilités pour assurer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et une réduction des charges sociales au profit du travail qualifié ».

CONJONCTURE

Progression de la production industrielle en France



La production industrielle en France a progressé en juillet-août. La hausse, de 1,3 % par rapport à juin, est générale, seule la production automobile ayant reculé. Si les résultats des mois d'été doivent être interprétés avec prudence, du fait de la difficulté de corriger des variations saisonnières en cette

période de l'année, la tendance semble bien être à la stabilisation de la production, comme l'indiquent d'ailleurs les enquêtes de conjoncture. La reprise semble même s'amorcer dans la construction comme le montre l'évolution de la branche « matériaux de construction ».

Pêche : vers une prolongation des prix minima

Les ministres de la pêche des Douze se sont prononcés, mercredi 20 octobre, pour la prolongation, jusqu'au 31 décembre, des prix minima sur le marché communautaire pour six espèces de poissons. Il appartient à la Commission européenne de prendre une décision finale qui devrait être positive, compte tenu de l'avis unanime des ministres.

Ces prix minima avaient été instaurés par la Commission en février et en mars face à l'effondrement des cours à l'origine de manifestations de pêcheurs, notamment en France. Ils avaient été reconduits en juin jusqu'au 31 octobre. Les espèces concernées sont le lieu noir, le lieu d'Alaska, le merlu, le cabillaud, l'églefin et la lotte.

Les ministres ont demandé à la Commission de prolonger jusqu'au 31 décembre les contrôles sur les débarquements directs de poissons dans les ports communautaires par des navires de pays tiers. Ces débarquements, incontrôlés et à bas prix, avaient contribué à la chute des cours.

L'incertitude sur les nominations à la tête de l'UAP, du Lyonnais et du Crédit national

Valse à risques

En laissant filtrer au début de septembre (15 Mondes du 14 septembre), son projet de jeu de « chaises musicales » à la tête de l'UAP, du Crédit lyonnais et du Crédit national, le gouvernement s'est mis dans une position inconfortable. Il s'agissait, au premier abord, de rouvrir, de façon à la main aux uns et aux autres et d'évaluer les résistances à vaincre.

Malgré d'œuvre de l'opération, l'hôtel Matignon s'est mis dans l'obligation de parvenir à ses fins sous peine d'asseoir un camouflet. Or, pour cela, il faut convaincre Jean Payrlevade, la président de l'UAP d'avoir la paronance centrale de l'affaire, non seulement de quitter la tête de la compagnie d'assurances pour la laisser à Jacques Friedmann — ce qui semble chose faite — mais également d'accepter la succession de Jean-Yves Haberer à la présidence du Crédit lyonnais. Ancien directeur-adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, Jean Payrlevade a acquis à la tête de la compagnie financière de Suez et plus encore à celle de l'UAP, en refusant notamment de suivre ses amis socialistes

dans l'affaire du reid manqué sur la Société générale, un statut à part. Il est aujourd'hui et paradoxalement en position de force.

Avant la gestion à haute risque et parfois clairement politique de Jean-Yves Haberer, le président du Lyonnais, est critiquable et peut légitimer à aller seule son remplacement, autant le président de l'UAP laisse derrière lui une maison en ordre, solidement installée à une brillante deuxième place européenne.

« Nous avons besoin de vous »

Avant d'accepter ou de refuser la présidence d'ici à la fin du mois, il négocie pied à pied avec les pouvoirs publics une recapitalisation du Crédit lyonnais. Aux yeux de nombreux experts, la situation de la première banque française est suffisamment grave pour nécessiter un apport de fonds propres de 10 à 20 milliards de francs. Si M. Payrlevade — auquel Edouard Balladur aurait déclaré en le recevant : « Nous avons besoin de vous » — n'obtient

pas les assurances réclamées, il pourrait partir dans le privé où des propositions très sérieuses lui ont été faites par de grandes banques d'affaires étrangères. Quel dirigeant incontournable pourrait alors trouver les pouvoirs publics pour remettre de l'ordre au Crédit lyonnais ?

Jean-Yves Haberer, à qui l'on propose comme sortie honorable le Crédit national, fait de la résistance, joue les absents en se déplaçant fréquemment à l'étranger et compte clairement sur un refus de M. Payrlevade pour demeurer en place.

Reste que dans cette affaire, motivée avant tout par le désir de placer à la tête de l'UAP et avant sa privatisation un proche d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac, le gouvernement fait peu de cas des entreprises, en laissant pourrir la situation. Depuis plus d'un mois, la première banque, la première compagnie d'assurances françaises et le Crédit national sont en roue libre. De nombreuses décisions ne sont plus prises. On expédie les affaires courantes. En dépit de la volonté des différents présidents de faire

comme si de rien n'était, les maisons bruissent de rumeurs, de conjectures. Des ciens se forment.

Ils s'interrogent sur l'arrivée à l'UAP de M. Friedmann, âgé de 61 ans, dont les qualités sont indéniables mais qui n'est pas un assureur et n'a jamais dirigé un groupe financier. Au Crédit national, dont le président Yves Lyon-Cean a été considéré comme quantité négligeable, la situation est encore plus tendue. Non seulement le personnel de l'entreprise n'apprécie pas forcément de voir transformer celle-ci en « cimetière des éléphants blancs », mais, de plus, il a été humilié par la réticence de M. Haberer à y venir.

A son arrivée au pouvoir il y a un peu moins de sept mois, Edouard Balladur avait affirmé sa volonté de ne pas pratiquer de « chasse aux sorcières » à la tête des entreprises publiques et plus encore de mettre en avant leur intérêt. Il n'est pas sûr que les actes correspondant toujours au discours.

ERIC LESER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA HACHETTE

1^{ER} SEMESTRE 1993 : DOUBLEMENT DU RÉSULTAT NET

Le Conseil d'Administration de MATRA HACHETTE, réuni le 18 octobre 1993 sous la présidence de M. Jean-Luc LAGARDERE, a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 1993.

Le chiffre d'affaires consolidé est de 26 250 MF, en baisse de 3 % sur celui du 1^{er} semestre 1992 (- 2 % à taux de change et périmètre comparables). Les activités Livre, Distribution Services et Audiovisuel progressent alors que les baisses les plus apparentes concernent les activités Espace et Télécommunications (hors variations de périmètre).

Le résultat net consolidé global passe de 332 MF à 452 MF, soit une augmentation de 36 %.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 302 MF, soit le double de celui du 1^{er} semestre 1992 (152 MF).

La formation et l'évolution de ce résultat s'expliquent par le tableau suivant :

(En millions de francs)	1 ^{er} semestre 1992	1 ^{er} semestre 1993
Chiffre d'affaires	27 061	26 250
Résultat d'exploitation	1 322	1 315
Résultat financier	(382)	(249)
Résultat courant	940	1 066
Résultat exceptionnel, divers, amortissement des survaleurs et quote-part des sociétés mises en équivalence	(251)	(418)
Impôt sur les bénéfices	(357)	(196)
Résultat net de l'ensemble consolidé	332	452
Part des minoritaires dans le résultat	(180)	(150)
Résultat net consolidé part du Groupe	152	302

Le résultat d'exploitation se maintient à 1 315 MF contre 1 322 MF, la Défense, l'Espace, le Transport, Distribution Services et Audiovisuel compensant des diminutions de résultats d'exploitation dans les autres métiers principaux du Groupe.

L'amélioration du résultat financier conduit à un accroissement significatif du résultat courant qui passe de 940 MF à 1 066 MF d'un semestre à l'autre.

Le résultat exceptionnel comprend un solde de plus-values de cessions d'actifs et des pertes exceptionnelles correspondant notamment, d'une part, à des provisions pour dépréciation d'actifs incorporels et survaleurs (151 MF) et, d'autre part, à des provisions pour restructuration.

En ce qui concerne l'exercice 1993, les prévisions déjà annoncées d'une hausse sensible du résultat net consolidé par rapport à celui de l'exercice 1992, soit 354 MF, sont bien confirmées.

Il est rappelé que le Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon, Paris 8^{ème} (tél. 47 66 03 06) et que tous les renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par Minitel : 36.16 code MATRA.

La paralysie d'Air France

La grève pourrait s'étendre à Air Inter

La situation restait bloquée, jeudi 21 octobre, entre la direction d'Air France et les syndicats. Les salariés d'Air Inter pourraient entrer dans le conflit. Air France a annulé la totalité de ses vols moyen-courriers au départ de Roissy. Les forces de police ont chargé les grévistes qui tentaient d'occuper les pistes d'Orly où la situation était normale en fin de matinée.

Le conflit à Air France restait dans l'impasse jeudi matin 26 octobre. Le désaccord persistait entre les syndicats, qui veulent renégocier le plan de redressement de la compagnie nationale, qualifié d'injuste, et la direction, qui, avec le soutien des pouvoirs publics, a réaffirmé son intention d'appliquer intégralement les mesures prévues.

Le plan de retour à l'équilibre est « irrévocable », a déclaré le ministre des transports, Bernard Bosson, à la sortie du conseil des ministres, mercredi 20 octobre. Ce plan « ne peut être remis en cause, puisque c'est tout l'avenir et la survie de la compagnie qui sont en jeu (...). La grève ne fait que ridiculiser le pavillon sur le plan international et coûter encore plus cher à une compagnie

qui perd énormément d'argent. Le seul moyen est le dialogue sur les mesures d'accompagnement ».

Dans le même temps, le ministre s'est déclaré décidé à faire « dégrader si besoin est par la force » les pistes de Roissy. Mercredi, les forces de l'ordre ont investi la plate-forme de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle et pris position pour interdire les accès des pistes aux manifestants.

De leur côté, les syndicats veulent une renégociation de certaines mesures portant sur les bas salaires. « Plus le temps passe et moins nous pourrions considérer la situation, expliquait dans la soirée de mercredi François Cabrera, secrétaire général de la CFDT à Air France. Nous attendons du ministre des transports ou du président d'Air France un signe d'apaisement. Nous voulons un partage plus équitable des efforts. Le personnel au sol, ouvriers, bagagistes, mécaniciens, est très touché, alors que le personnel navigant l'est moins ».

Le personnel navigant d'Air France, perçu comme une caste par le personnel au sol, n'est pas épargné par le plan de retour à l'équilibre, faisait remarquer récemment le président du groupe, Bernard Attali. Entre 1991 et 1995, son coût devrait être réduit de 27 %, contre 33 %

pour le personnel au sol. Pour la première fois, 1 000 postes de navigants - sur 4 000 suppressions d'emplois prévues dans le plan de retour à l'équilibre - sont appelés à disparaître.

Dans la matinée de jeudi, le conflit menaçait de s'étendre au personnel au sol d'Air Inter, qui a déposé un préavis de grève pour le 26 octobre. Il n'y a pas de plan social prévu dans la compagnie intérieure, mais les revendications portent sur des mesures d'économies. Dans un communiqué, les syndicats SNPT, CGT, UGICT, CFDT, CGC et CFDT protestent contre le refus de la direction générale d'apporter des démentis « au gel des salaires en 1994, aux suppressions d'emplois, et à la dénonciation de l'accord d'entreprise ». Le syndicat FO d'Aéroports de Paris a déposé un préavis de grève pour le mardi 26 octobre.

Dans la journée de jeudi, le trafic s'annonçait de nouveau très perturbé. Air France a annulé tous ses vols moyen-courriers au départ de Roissy et une grande partie de ses vols long-courriers. A Orly, un trafic normal était prévu sous réserve de nouveaux blocages.

MARTINE LARONCHE

Un conflit, deux mondes

La guerre des chiffres autour des rémunérations met en lumière le clivage entre personnel au sol et personnel navigant

Les grévistes brandissent leur fiche de paie pour affirmer que les dispositions du « plan de retour à l'équilibre » (baisses des majorations accordées pour les heures de nuit, les dimanches et jours fériés révisées à la baisse des indemnités kilométriques) se solderont par des pertes « comprises entre 1 500 et 3 000 francs par mois » pour des salariés dont, ajoutent-ils, 70 % touchent perçus moins de 10 000 francs bruts par mois. La direction, en revanche, se livre à un autre calcul car elle intègre la rémunération annuelle (quatorze mois de salaire en principe auquel s'ajoute une prime uniforme de 7 500 francs) qu'elle divise par douze.

En conséquence, elle estime à 4 % le pourcentage des agents dont le salaire effectif est inférieur à 10 000 francs et souligne que des mesures d'accompagnement sont prévues (« versement d'une prime spécifique représentant la moitié de la baisse de revenu et d'une indemnité compensatrice dégressive »). Selon elle, l'impact de ces mesures ne serait finalement compris entre 100 et 1 500 francs pour le personnel au sol.

Derrière cette polémique se dissimule une vieille rivalité entre « rampants » et « volants ». Certes, plusieurs dispositions imposées par Air France touchent indistinctement les deux catégories, comme le blocage des salaires et le report à des jours meilleurs du versement de la moitié du quatorzième mois. Deux mesures qui n'ont rien de négligeable. A contrario, si le personnel au sol connaît exactement l'étendue des efforts qui lui seront demandés à compter du 1^{er} janvier prochain, les 750 millions de francs réclamés aux « navigants » ne constituent encore qu'un objectif, les moyens de l'atteindre étant renvoyés à des négociations qui ne se sont pas encore ouvertes.

Une prime qui tombe mal

Comme ce fut le cas pour 1993, ces 750 millions se décomposent entre le personnel navigant commercial (350 millions) et le personnel navigant technique (400 millions). Pour l'année en cours, ces économies ont pu être acquiescées sans trop de difficultés. S'appuyant sur les pratiques en vigueur dans les autres compagnies aériennes, notamment européennes, la direction d'Air France a obtenu une réorganisation du travail à bord des avions (les chefs de cabine acceptant, par exemple, de participer plus souvent au service). Globalement, les « navigants » ont pu participer à l'effort de réduction des coûts sans avoir à supporter des « sacrifices » comparables à ceux exigés du personnel au sol, déjà sollicité ces dernières années.

A cela s'ajoute l'application d'un accord conclu en 1982 prévoyant qu'en échange de l'instauration du pilotage à deux sur certains appareils, les salaires des pilotes bénéficieraient d'une augmentation de 4,5 %. Or, les syndicats représentant le personnel au sol affirment qu'ils

n'ont découvert l'existence de cette clause compensatoire que très récemment, lorsque la direction a demandé - et obtenu - que son entrée en vigueur soit repoussée de six mois pour les vols moyen-courriers.

Tout comme la très grande discrimination observée par les organisations représentant le personnel navigant depuis le début du conflit, la liste de certaines contre-propositions syndicales est révélatrice. La CFDT suggère ainsi d'obtenir le même montant d'économies en annulant les compensations prévues au titre du pilotage à deux, en imposant un prélèvement sur les rémunérations supérieures à 400 000 francs par an ou en revoquant sévèrement les conditions d'hébergement hôtelier comme les frais de mission du personnel navigant. Cependant, les syndicats du personnel au sol considèrent visiblement que s'en prendre trop directement aux « privilèges » des autres catégories risquerait de permettre à la direction de mener une manœuvre de diversion.

Cette dernière souligne toutefois qu'à l'horizon 1995, son objectif est de réduire de 31 % les frais de personnel pour les agents au sol comme pour les navigants. Pour l'heure, force est tout de même de constater que ce programme est plus avancé pour les premiers que pour les seconds même si l'exécution du programme d'économie exigera qu'aucune catégorie ne soit épargnée. Il est vrai que, si l'occupation des pistes par les grévistes de Roissy et d'Orly perturbe singulièrement le trafic aérien, les arrêts de travail des pilotes ou des hôtesses - beaucoup moins exceptionnels et spectaculaires - sont, sur longue période, tout aussi pénalisants, sinon davantage, pour la compagnie.

JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

1^{er} SEMESTRE 1993 :TRES FORTE CROISSANCE
DU RESULTAT NETLAGARDERE
GROUPE

Le Conseil de Surveillance de la Société en Commandite par Actions LAGARDERE GROUPE s'est réuni, sous la présidence de M. Raymond LEVY, le 20 octobre 1993, pour examiner les comptes du premier semestre de l'exercice 1993.

Les comptes font apparaître un bénéfice net consolidé de 85 MF contre 10 MF au titre du premier semestre 1992.

Le résultat se décompose comme suit :

(En millions de francs)	1 ^{er} semestre 1992	1 ^{er} semestre 1993
Chiffre d'affaires	27 061	26 250
Résultat d'exploitation	1 307	1 304
Résultat financier	(375)	(227)
Résultat courant	932	1 077
Résultat exceptionnel, divers, amortissement des survaluers et quote-part des sociétés mises en équivalence	(278)	(441)
Impôt sur les bénéfices	(357)	(196)
Résultat net de l'ensemble consolidé	297	440
Part des minoritaires dans le résultat	(287)	(355)
Résultat net part du groupe	10	85

La société MATRA HACHETTE, dont les droits de vote sont détenus à plus de 50 % par LAGARDERE GROUPE, est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

LAGARDERE GROUPE et MATRA HACHETTE détiennent respectivement 42,8 % et 24,4 % du capital de la BANQUE ARJIL. Compte tenu de la spécificité propre des comptes de la banque, différents par nature de ceux de MATRA HACHETTE, la BANQUE ARJIL a été consolidée par mise en équivalence.

En raison du poids relatif très important de MATRA HACHETTE au sein de LAGARDERE GROUPE, les structures des comptes consolidés de ces deux sociétés sont relativement proches, les principales différences concernant les postes liés aux intérêts des minoritaires.

La contribution au bénéfice net consolidé part du groupe par origine est la suivante :

MATRA HACHETTE	115,5 MF
BANQUE ARJIL	10,0 MF
LAGARDERE GROUPE	(40,5 MF)
	85,0 MF

Pour l'exercice en cours, la prévision déjà annoncée d'une hausse sensible du bénéfice net consolidé part du groupe peut être confirmée, parallèlement à celle du résultat de MATRA HACHETTE.

Le Conseil de Surveillance - après avoir noté que, compte tenu des opérations intervenues, la liquidité de l'action LAGARDERE GROUPE s'était fortement améliorée depuis le début de l'exercice 1993 - a également pris connaissance des études en cours sur les modalités d'un rapprochement entre LAGARDERE GROUPE et MATRA HACHETTE qui lui paraît correspondre à l'intérêt de ces deux sociétés et de leurs actionnaires.

Il a émis le vœu que ces études puissent aboutir à bref délai.

FINANCES

Baisse surprise du loyer de l'argent en Allemagne

La Bundesbank ramène de 6,25 % à 5,75 % le taux de l'escompte.

Prenant par surprise la plupart des spécialistes, la Bundesbank a décidé jeudi 21 octobre d'abaisser d'un demi-point ses deux taux directeurs. C'est ainsi que le taux de l'escompte a été ramené de 6,25 % à 5,75 % et que le taux de la Bundesbank est revenu de 7,25 % à 6,75 %.

M. Hans Tietmeyer qui a remplacé le 1^{er} octobre à la présidence de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger n'avait pas du tout laissé prévoir une telle décision dans ses dernières déclarations. Il est probable que le rythme annuel de l'inflation en Allemagne, revenu à 3 % sur les six derniers mois, a semblé suffisamment rassurant au nouveau président de la Buba pour le décider à anticiper une baisse qu'on n'attendait pas de si tôt. Baisse qui techniquement ne s'imposait d'ailleurs pas puisque le taux des primes en pension à très court terme de la Bundesbank était encore supérieur de presque un demi-point au taux de l'escompte.

Le geste de la Bundesbank peut s'expliquer par la volonté de lancer un signal alors que l'économie allemande souffre cruellement de la récession et que les pressions inflationnistes semblent contenues. Tous jours est-il que la baisse du taux de l'escompte allemand devrait faire

baïser le mark et soulager le franc, malmené depuis une huitaine de jours sur les marchés des changes. A terme rapproché, la décision de la Bundesbank va permettre à la Banque de France de reprendre sa tactique de réduction des taux d'intérêt à court terme.

Mercredi 20 octobre, la légère baisse du taux des pensions à très court terme en Allemagne avait donné un peu de répit au franc, qui s'était légèrement redressé face au mark. Ce dernier est revenu de 3,5430 francs au début de la semaine à 3,5230 francs mercredi, après avoir baissé à 3,5280 francs après l'annonce de la mini-baisse des taux de pensions de la banque. Il est toutefois remonté à 3,5370 francs jeudi matin après le maintien à 6,75 % du taux d'appel d'offres de la Banque de France.

Sur le marché à terme des taux d'intérêt (MATIF), le cours de l'échéance de septembre a battu un record à 124,70, les opérateurs continuant d'anticiper une nouvelle baisse du rendement des emprunts à long terme, désormais bien ancré au-dessous de 6 % à dix ans. A court terme, en revanche, les taux ne peuvent actuellement descendre en dessous de 7 %, la Banque de France, qui continue à défendre le franc, les maintenant à ce niveau.

M. Lamfalussy présiderait
l'Institut monétaire européen

Le baron belge Alexandre Lamfalussy, actuel directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), a été « recommandé » mercredi 20 octobre par le comité des gouverneurs des banques centrales de la CEE pour la présidence du conseil de l'Institut monétaire européen (IME). Le président de ce comité et président de la banque centrale néerlandaise, Wim Duisenberg, a fait part de cette recommandation dans une lettre adressée au Premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, la Belgique assurant actuellement la présidence tournante du Conseil euro-

péen. L'Institut monétaire européen, qui doit commencer à fonctionner le 1^{er} janvier prochain, sera le précurseur de la Banque centrale européenne (ou « Eurofed »), dont les activités débiteront avec l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM).

La nomination définitive de M. Lamfalussy qui ne semble guère faire de doute ainsi que le choix du siège de cet institut doivent faire l'objet d'une décision le 29 octobre lors d'un Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement à Bruxelles.

مكتبة الأصيل

ECONOMIE

ÉTRANGER

Avant la privatisation de l'industrie minière

British Coal prépare une nouvelle vague de licenciements

L'annonce, mercredi 20 octobre, par British Coal, d'un réexamen de la viabilité des trente et une mines de charbon encore en activité va se traduire par la fermeture de plusieurs milliers de mineurs. Cette décision, qui prépare la privatisation de ce qui reste de l'industrie minière de Grande-Bretagne, s'effectue dans un climat de résignation.

LONDRES

de notre correspondant
Celle fois-ci, combien? Environ 10 000, comme le prévoient la plupart des experts? Une certitude s'impose: c'est bien le coup de grâce porté à une industrie minière déjà moribonde qui a été annoncé mercredi 20 octobre par la direction de British Coal. Chacune des trente et une mines encore en activité va faire l'objet d'une étude de viabilité afin de déterminer si, face à un marché du charbon qui ne cesse de se contracter, le puits considéré peut présenter des garanties de rentabilité.

Au terme de cette procédure, qui va se mettre en place pour une durée d'environ neuf mois, c'est probablement près de la moitié des mines de charbon qui seront déclarées non économiques, et un bon tiers des 31 000 mineurs encore employés par British Coal auront quitté les puits.

British Coal, comme le notait mercredi avec un humour involontaire un syndicaliste, a le sens des

anniversaires: c'est en effet il y a un an, en octobre 1992, que la compagnie nationale du charbon avait annoncé la fermeture de trente et une mines et 30 000 licenciements. A l'époque, cette décision avait provoqué un tollé sans précédent. Faisant précipitamment marche arrière, Michael Heseltine, ministre de l'Industrie, avait annoncé un moratoire pour vingt et une mines, et l'octroi de subventions pour un total de 700 millions de livres (5,3 milliards de francs).

Un climat de résignation

Depuis un an, vingt et une des trente et une mines initialement visées ont arrêté leur production et 22 500 mineurs ont perdu leur emploi. Un million de tonnes de charbon supplémentaire s'ajoute, chaque mois, aux stocks actuels, lesquels dépassent 14 millions de tonnes, et les compagnies d'électricité, de leur côté, possèdent plus de 30 millions de tonnes.

L'objectif de ces nouvelles mesures est de se séparer des derniers « canards boiteux » de l'industrie minière avant de procéder à sa privatisation. Le gouvernement a fourni un indice révélateur de ses intentions en annonçant la prochaine annulation de la loi de 1908 qui limite la durée du travail « au fond » à sept heures et demie, ainsi que le nombre de mineurs pouvant être employés dans une mine privée. L'octroi du bénéfice des indemnités de licenciement (leur montant maximum atteint 37 000 livres par mineur), qui devait être interrompu en décembre, est prorogé jusqu'en avril 1994.

Mercredi, à la chambre des Communes, les travaillistes ont dénoncé la « troïka » des mineurs et le retour à des conditions de travail du dix-neuvième siècle. Une poignée de parlementaires conservateurs se sont joints à ces protestations. Mais le climat général était à la résignation: le « feu sacré » de la mine est désormais éteint.

LAURENT ZECCHINI

REPÈRES

SOCIAL

Quarante syndicats d'entreprises publiques annoncent une action unitaire le 18 novembre

Une quarantaine de sections syndicales (CGT, CFTD et CFE-CGC) de quinze groupes du secteur public (1) ont annoncé, mercredi 20 octobre, le lancement d'une première action unitaire nationale le 18 novembre pour lutter contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Une manifestation nationale aura lieu à Paris, les cortèges organisés au départ du siège de chaque entreprise convergeront ensuite vers le Champ-de-Mars avant de se rendre devant l'hôtel Matignon.

Cette initiative lancée le 7 octobre par vingt sections syndicales de douze entreprises publiques tend à réagir à l'annonce, la 15 septembre, de 15 000 suppressions d'emplois publics (le Monde daté 10-11 octobre). Elle veut aussi s'inscrire dans le prolongement de la semaine d'actions syndicales du 12 au 19 octobre, qui, selon eux, « change des choses dans la tête des salariés ».

(1) Air France, Aérospatiale, Bull, Chausson, Elf-Aquitaine, Framatome, Pechiney, RATP, Renault, Rhône-Poulenc, Sextant Avionique, SNCF, SNECMA, Thomson-CSF et Union-Saïlor.

EMPLOI

EDF et GDF se mobilisent contre l'exclusion

Les groupes publics EDF et GDF sont proches d'un « accord social pour l'emploi » qui contient d'importantes innovations sur la gestion du personnel et l'aménagement du temps de travail. L'accord pourrait être conclu en novembre. Le projet met l'accent sur la « lutte contre l'exclusion », et sur « l'aménagement des rythmes et durées de travail », afin « d'assurer à chacun un emploi utile et innovant ». Il prévoit notamment l'accueil de chômeurs de longue durée et de jeunes exclus, le soutien aux entreprises d'insertion et l'ouverture des activités sociales d'EDF-GDF. L'accord national compte aussi développer le « temps choisi ». Tout agent statutaire pourrait travailler à temps partiel « sans avoir à justifier d'un motif spécifique », la répartition étant définie « dans le cadre de la semaine, du mois ou de l'année » et les conditions d'exercice du travail à temps partiel étant « fixées par un accord écrit entre l'agent et la hiérarchie ».

COMMUNICATION

TÉLÉVISION

Création d'une chaîne européenne d'informations en continu

La Roumanie au seuil d'Euronews

Bucarest

de notre correspondant
La Télévision roumaine (TVR) sera probablement la première chaîne publique d'un ancien pays communiste à faire son entrée dans Euronews. « Il existe toutes les conditions possibles pour une conclusion positive dans les prochaines semaines », a déclaré, mardi 5 octobre, à Bucarest, Massimo Fichera, directeur général de la chaîne d'informations européennes, qui a noué des contacts « intéressants et utiles » avec le gouvernement roumain et la TVR, lors d'une visite en Roumanie.

La TVR entrerait pas le biais d'une prise de participation de 500 000 francs dans le capital d'Euronews. Si les autorités roumaines acceptent de faire cet effort financier, apparemment principal point en discussion entre les deux parties, l'accord pourrait être conclu rapidement, faisant de la TVR le treizième membre de la chaîne européenne lancée le 1er janvier sur le câble et le satellite en Europe. Concrètement, la coopération entre les

deux parties aurait la forme d'un échange de programmes, la TVR diffusant des émissions d'Euronews sur les ondes nationales, et la rédaction d'Euronews sélectionnant des reportages envoyés de Roumanie selon les seuls critères « d'objectivité des informations et de leur caractère européen », selon M. Fichera. A propos de « l'objectivité » de l'ancienne télévision officielle roumaine, M. Fichera affirme « faire confiance » à la TVR, afin d'éviter « une représentation plus réaliste » de ce pays. Quant au caractère européen de la Roumanie, il s'intègre dans une conception européenne élargie, Euronews associant des partenaires aussi différents que la Finlande ou l'Egypte. Dans ce contexte, le choix de la Roumanie s'impose par son rôle de « carrefour culturel » des mondes slave, oriental et ouest-européen, selon M. Fichera. Mais ce pays ne constitue qu'une étape du développement à l'Est d'Euronews qui doit entamer des discussions avec la Hongrie et l'ex-Tchécoslovaquie.

CHRISTOPHE CHATELOT

Une émission supprimée sur TF 1

Les malheurs de Sophie

TF1 a décidé de supprimer l'émission « Sophie sans interdiction », animée par Sophie Favier, dont la première avait été diffusée, jeudi soir 14 octobre, en deuxième partie de soirée (le Monde Radio-Télévision daté 10-11 octobre). Ce magazine dit « de charme » avait attiré l'attention de 4,6 millions de téléspectateurs mais son contenu, comme sa présentation, n'ont pas correspondu aux attentes de son producteur, Christophe Dechavanne. Celui-ci s'en est expliqué, jeudi matin 21 octobre, au micro de RTL: « Ce n'est pas ma nature, ce n'est pas moi, cela ne me ressemble pas et je me suis aperçu que dans un domaine comme celui-là je ne pouvais pas mettre ma

patte. Je n'y arrive pas ». La participation de Sophie Favier au magazine quotidien « Concou, c'est nous » a été également suspendue.

D'autre part, Christophe Dechavanne a profité de son passage au micro de RTL pour faire savoir qu'il ne s'interdirait pas de postuler, le cas échéant, à la présidence des chaînes publiques de télévision. Interrogé sur son éventuelle candidature à la succession d'Hervé Bourges l'animatrice en effet répondit: « D'abord je n'y pensais pas, mais j'ai beaucoup lu la presse et j'ai vu qu'on parlait de moi comme Jean-Pierre Elkabach et Jean-Marie Cavada. Pourquoi pas moi? Faut voir... ».

G.D.

A « la Marche du siècle »

Tyrannosaura Regina

On croyait le bête disparu depuis belle lurette, et voilà que Jean-Marie Cavada nous le sort de son chapeau sur le plateau de la Marche du siècle, en exclusivité. Enfin, façon de parler, puisqu'elle multiplie actuellement les apparitions et entretiens « exclusifs », selon une stratégie de merchandising très au point.

La revêtit donc à la télévision française, en toute sa splendeur féroce: son armure (violet) scintillant sous les sunlights, sa crinière (dorée) fièrement levée, le sourire carnassier, toutes griffes dehors. Ressuscitée mystérieusement des temps préhistoriques: Tyrannosaura Regina, le plus terrible des manstres féminins de l'âge de fer, qui avait terrorisé les Britanniques pendant onze années, record absolu de longévité pour un animal de son espèce. Et puis l'extinction soudaine. L'oubli.

Margaret Thatcher était donc de retour, mercredi soir 20 octobre, pour vendre des mémoires qu'elle a eues, selon ses dires, « était capable d'écrire... Et il y avait, en effet,

quelque chose d'archaïque dans son discours toujours aussi satisfait. Le rappel de la grève des mineurs, son combat avec le reste de l'Europe, son réagisme, la poll tax - pardon! le community charge - rien ne pouvait entamer la sérénité de la « Dame de fer », un surnom qu'elle revendique avec gourmandise.

Jean-Marie Cavada multiplieit obséquieusement les « Madama le premier ministre... » mais n'osait qu'il cherche la faille. N'avait-elle jamais été blessée par les critiques? Non! Elle ne lit jamais les journaux. Avez-elle été, eu mine, touchée par l'émotion? Ah, ça oui... On s'attendait alors à l'entendre évoquer le mort de Bobby Sands et celle des autres grévistes de la faim irlandaise. Point du tout. La « Dame de fer » parlait en mère affectueuse de son fils Mark, qui s'égara un jour dans le désert... Qu'important! Thatcher Park fera un malheur...

ALAIN WOODROW

PRESSE

Le développement de la presse des exclus

« La Rue », nouveau journal vendu par les SDF

Après Macadam et le Réverbère, une nouvelle publication destinée aux sans-domicile-fixe (SDF) et aux sans-abri, La Rue, est venue à la criée à Paris et en banlieue à partir du jeudi 21 octobre. Ce nouveau bi-mensuel a été créé par deux journalistes indépendants, Anne Kunvari et Christian Duplan, qui ont travaillé neuf mois à ce projet avec Les Compagnons de la nuit, association d'aide et d'accueil aux sans-abri. Ils se sont inspirés, comme Macadam et le Réverbère, de l'expérience du mensuel londonien des sans-abri The Big Issue (plus de 160 000 exemplaires vendus).

La Rue est financé à 80 % par Big Issue France, association regroupant les onze fondateurs et subventionnée par la Caisse des

dépôts et consignations et la Fondation de France, et pour 20 % par l'agence de reportages télévisuels Point du jour. Il veut être « un lieu de dialogue et de rencontre, un magazine grand public ayant pour objectif de casser le mur de l'exclusion ». Tiré à 50 000 exemplaires, il y a un seuil d'équilibre évalué à 40 000 exemplaires vendus. Sous une couverture en couleur, il comporte trois grands volets sur 36 pages: « Mots mêlés » (textes et témoignages de SDF), « Alertes » (dossier sur le logement et les expulsions) et « Banc public » (regard sur la ville et informations pratiques pour les SDF). Plusieurs journalistes, notamment de Télérama, des dessinateurs comme Siné et Tignous, ainsi que Michel Polac et le photographe Raymond Depardon collaborent à ce premier numéro. Il est aussi rédigé avec les SDF.

Le prix de vente du premier numéro de La Rue est de 10 francs, dont 6 francs pour le vendeur. Le prix du magazine, qui compte engranger de la publicité, sera ensuite de 15 francs (7,80 F pour le « créneau »). Mais, « plus qu'un journal », La Rue veut être « une entreprise de presse d'insertion », grâce à laquelle les vendeurs pourraient obtenir ainsi la couverture sociale de vendeur-colporteur de presse. Enfin, La Rue s'est engagé à réinvestir ses éventuels bénéfices dans des actions d'insertion.

BRÈVES

CSA: rappel à l'ordre de la radio « Ici et maintenant ». - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a mis en demeure, mercredi 20 octobre, la radio « Ici et maintenant » de « veiller expressément » à ne plus diffuser aucun propos raciste. Il affirme en effet que « des propos à caractère raciste et antisémite ont été tenus » sur cette radio « au cours de l'émission « Antenne libre » diffusée dans la nuit du 8 au 9 septembre ». Le CSA a rappelé que le diffusion de déclarations « contraires à la loi et pénalement sanctionnées » engage la responsabilité éditoriale du diffuseur.

BBC World Service TV: plainte contre le groupe Murdoch. - La BBC vient de déposer une plainte contre le groupe News Corporation de Rupert Murdoch, pour faire valoir son droit de lancer, l'an prochain, une version arabe de son service mondial de télévision. M. Murdoch menace en effet de rompre le contrat qui le lie à la BBC pour la diffusion en Asie, sur le satellite STAR-TV, des programmes de la BBC World Service. M. Murdoch, qui s'est racheté STAR il y a quelques mois, cherche à étendre la couverture de sa chaîne d'informations, Sky News. La requête de la BBC doit être examinée le jeudi 21 octobre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OCTOBRE 1993

HAVAS RÉSULTATS SEMESTRIELS

Chiffre d'affaires : + 4,1 %
Résultat opérationnel : - 10,8 %
Résultat net part du Groupe : - 3,4 %

Le Conseil d'Administration réuni le 14 octobre 1993, sous la présidence de Monsieur Pierre Dauzier, a arrêté les comptes sociaux et consolidés du premier semestre 1993.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Havas s'élève à 14,8 milliards de francs au premier semestre 1993, soit une progression de 4,1 % à structure courante et de 4,9 % à structure et taux de change constants. Le chiffre d'affaires réalisé hors de France représente 37,9 % du chiffre d'affaires consolidé à fin juin 1993 contre 33,8 % au 30 juin 1992 et 33,6 % pour l'ensemble de l'exercice 1992.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 864 millions de francs, en recul de 10,8 % sur le résultat enregistré au premier semestre 1992 (969 millions de francs).

Les investissements du premier semestre 1993 atteignent 989 millions de francs contre 943 millions de francs pour le premier semestre 1992 et 2 997 millions de francs pour l'année 1992. Ces chiffres ne reprennent pas les investissements des sociétés consolidées par mise en équivalence.

La capacité d'autofinancement des six premiers mois de 1993 s'élève à 612 millions de francs contre 635 millions de francs pour le premier semestre 1992.

La trésorerie nette de tout endettement financier s'élève à 2 549 millions de francs contre 2 218 millions de francs à fin décembre 1992.

Les profits exceptionnels réalisés au premier semestre, notamment la quote-part d'Havas dans le profit de dilution enregistré par Canal+ à la suite de l'ouverture du capital de CanalSatellite sont compensés par des provisions et des coûts complémentaires de restructuration chez Avenir Havas Media et Comareg.

Le résultat net consolidé, avant prise en compte des intérêts minoritaires, s'élève à 524 millions de francs au 30 juin 1993 contre 567 millions de francs au 30 juin 1992, en recul de 7,6 %. Le résultat net part du Groupe s'élève à 423 millions de francs au 30 juin 1993 contre 438 millions de francs au 30 juin 1992, en recul de 3,4 %.

PERSPECTIVES 1993 - Dans un contexte économique plus difficile que celui de 1992, affectant très sensiblement plusieurs secteurs d'activité du Groupe Havas (affichage, certaines régies publicitaires, conseil en communication, tourisme), le résultat net part du Groupe de l'exercice 1993 devrait être en repli sur celui enregistré pour l'ensemble de l'exercice 1992 (623 millions de francs).

Service Minitel Actionnaires : 36.16 CLIFF - Rubrique HAVAS
Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez contacter les Relations avec les Investisseurs : (1) 47 47 31 39



120, av. Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine - FRANCE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 21 OCTOBRE

Liquidation : 22 octobre
Taux de report : 7.25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +1,06 % (2172,42)

[illegible]**Comptant** (sélection)**Sicav** (sélection) 20 oct[illegible]

Marché des Changes

Marché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINTEL

Matif (Marché à terme international de France)

Cours indicatifs		Cours préc.	Cours des billets		Monnaies et devises		Cours préc.	Cours 20/10	<div>36-15</div> <div>TAPEZ LE MONDE</div>	20 octobre 1993							
			achat	vente						NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
										Nombre de contrats estimés : 105042				Volume : 22 623			
										Cours		Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Oct. 93	Nov. 93
Etats Unis (1 unit).....		5,7955	5,50	8	Or fin (pds on barre).....	68500	68700										
Ecu.....		6,7085	6,7080		Or fin (les kg).....	68500	68500										
Allemagne (100 dm).....		353,4900	341	354	Napoleon (20 fr).....	394	400										
Belgique (100 F).....		16,1765	15,80	16,60	Pièce Fr (10 fl).....	380	—										
Pays-Bas (100 fl).....		314,2900	303	324	Pièce Suisse (20 fl).....	394	387										
France (100 F).....		3,6245	3,35	3,80	Pièce Latine (20 fl).....	394	385										
Danemark (100 kr).....		87,6900	82	94	Souverain.....	494	504										
Irlande (100 Irp).....		8,2955	7,90	8,60	Pièce 20 dollars.....	2265	2265										
Grèce (100 dr).....		8,6745	8,05	9,05	Pièce 10 dollars.....	1192,50	1192,50										
Gde-Bretagne (1 L).....		8,6355	8,05	9,05	Pièce 5 dollars.....	725	—										
Grèce (100 drachmes).....		2,4225	2,45	3,00	Pièce 20 pesetas.....	255	255										
Suède (100 kr).....		400,4600	389	411	Pièce 10 florins.....	410	418										
Suisse (100 frs).....		73,5900	68	77													
Norvège (100 kr).....		72,8300	70	74													
Espagne (100 pes).....		50,2500	47,70	51,70													
Autriche (100 sch).....		4,2945	4,18	4,65													
Portugal (100 esc).....		3,4050	3,4100	3													
Canada (100 can).....		4,4785	4,4000	4,10													
Japon (100 yen).....		5,4215	5,4215	5,20													

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du vendredi - Mercredi daté jeudi : paiement dernier cours - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux L = Lille
Y = Lyon M = Marseille
N = Nancy Ne = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - s = indication catégorie 3 - * valeur déduite au PEA
☐ coupon détaché - ♦ droit détaché - ○ cours du jour - ● cours précédent
o = offert - d = demandé - j offre réduite - f demande réduite - / contrat d'animation

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 20 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

- Droit d'asile (lire page 10)
- Cotisations sociales des artisans

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme a présenté une lettre rectificative au projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale. Le taux de contribution patronale au régime de retraite des marins, qui est aujourd'hui unique, sera modulé en fonction des caractéristiques techniques, des modalités d'exploitation et de l'activité des navires. Il s'agit d'encourager l'emploi de marins français et l'utilisation de navires sous pavillon français pour un certain nombre d'activités maritimes particulièrement exposées à la concurrence internationale.

- Produits agricoles et alimentaires

Le ministre de l'agriculture et de la pêche a présenté un projet de loi relatif à la reconnaissance de la qualité des produits agricoles et ali-

mentaires. Depuis longtemps, notre législation organise et protège la reconnaissance des produits agroalimentaires se distinguant par leur origine ou leur qualité avec la délivrance d'appellations d'origine contrôlées, de labels ou de certifications de conformité. Ce dispositif a joué un rôle essentiel pour permettre aux producteurs et aux industriels de développer des produits de haute qualité et pour faciliter l'information des consommateurs. Il est de plus en plus utilisé, notamment pour valoriser la production des zones rurales en difficulté.

Mais, ces règles n'ayant pas d'équivalent au niveau communautaire, le risque existait d'un véritable contournement des garanties ainsi mises en place. C'est pourquoi, à l'initiative de la France, la Communauté européenne a adopté, en juillet 1992, un dispositif protecteur : appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées, attestations de spécificité. Les produits français de qualité bénéficieront ainsi d'une protection sur l'ensemble du territoire des Douze.

Le projet de loi harmonise notre législation nationale avec ces nouvelles règles communautaires. Il prévoit en particulier que les labels agricoles et les certifications de conformité délivrées en France ne pourront mentionner l'origine géo-

graphique d'un produit que si celle-ci a été enregistrée conformément aux règles communautaires. L'Institut national des appellations d'origine et les organismes certificateurs contribueront au respect des règles communautaires de reconnaissance de l'origine ou de la qualité des produits. Des sanctions pénales sont prévues pour ceux qui se prévaudraient à tort d'appellations ou d'indications géographiques protégées à l'échelle de la Communauté européenne.

- L'Etat et l'UNEDIC

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté un communiqué sur les relations financières entre l'Etat et l'UNEDIC.

1. Fin mars 1993, l'endettement de l'UNEDIC s'élevait à 27 milliards de francs. L'indemnisation des chômeurs ne pouvait être assurée qu'au prix d'une aggravation de cet endettement, au rythme de 1 milliard à 1,5 milliard par mois, y compris par recours à des avances de trésorerie de l'Etat. Dans ces conditions, l'Etat et les partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC devaient fixer ensemble les voies du redressement de la situation financière de cet organisme.

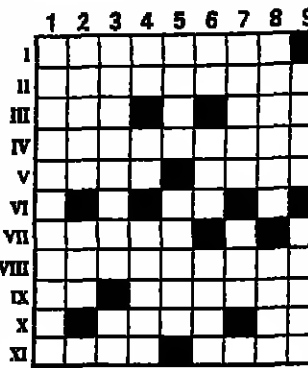
2. Un protocole a été signé à cette fin le 23 juillet entre l'Etat et sept des huit organisations syndi-

cales et patronales gestionnaires. Ce protocole règle pour dix ans les conditions dans lesquelles le besoin de financement de l'UNEDIC, évalué à 30 milliards de francs par an pour les trois prochaines années, sera couvert. L'effort est réparti en trois tiers : un tiers à la charge de l'Etat, un tiers correspondant à l'augmentation des cotisations patronales et un tiers résultant de l'augmentation des cotisations salariales et de mesures d'économie. Les droits des chômeurs ont été préservés. En particulier, la durée d'indemnisation reste inchangée.

3. Une convention financière conclue entre l'Etat et l'UNEDIC le 8 octobre fixe certaines modalités d'application du protocole. Elle détermine les conditions du versement de sa contribution annuelle par l'Etat. Elle prévoit que l'UNEDIC, aidée par l'Etat, devra consolider sa dette auprès d'établissements bancaires.

4. Un conseil d'orientation et de surveillance est mis en place entre l'Etat, l'UNEDIC et l'Agence nationale pour l'emploi pour assurer une meilleure coordination des institutions chargées, au plan national comme au niveau local, du placement, de l'indemnisation et du contrôle des demandeurs d'emploi.

PROBLÈME N° 6154



HORIZONTALEMENT

1. Quand on les lava, ça peut seigner. - II. Des femmes qui prêchent l'union. - III. Prie. - IV. Comme le quadrature du cercle. - V. Une partie de l'égence. N'est pas un moyen. - VI. Cité en France. - VII. Du blanc d'Espagne. - VIII. Peut être payeur quand il est général. - IX. Note. Le soleil de la courtière. - X. On n'y joue pas avec les trépas. Agrément étranger. - XI. Grand, il est attendu par la révolutionnaire. Sur le Loire.

VERTICALEMENT

1. Peuvent faire quelque chose de leurs dix doigts. -

Solution du problème n° 6153

Horizontalement

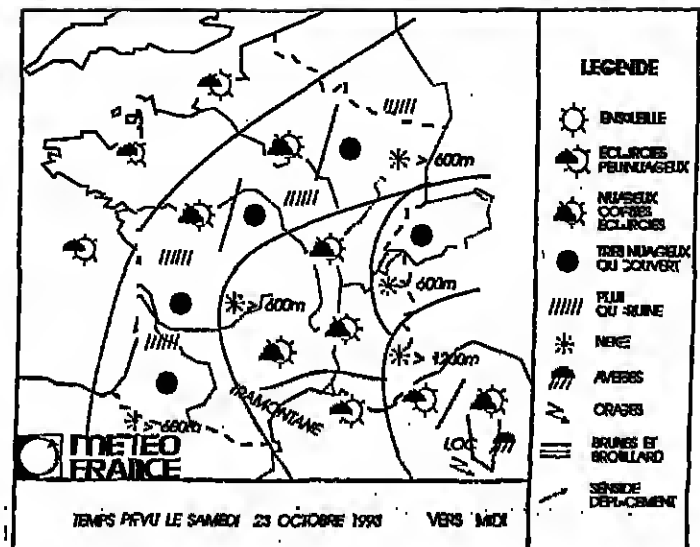
I. Alpiniste. - II. Noisette. - III. Are. Sarre. - IV. Ride. Land. - V. Pitié. - VI. Hélicoptère. - VII. Ino. Nus. - VIII. Selène. - IX. Tors. Co. - X. Ere. Amour. - XI. Se. Guerre.

Verticalement

1. Anarchistes. - 2. Lori. Encore. - 3. Pied. Loire. - 4. Is. Es. - 5. Nés. Panneau. - 6. Italic. Me. - 7. Stratus. Cor. - 8. Ternie. Peur. - 9. Edesas. Ré.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



Vent violent dans le Midi. Pluies à l'est. Variable ailleurs. - Les régions méditerranéennes auront un ciel assez bien dégagé, mais ce sera au prix d'un mistral et d'une Tramontane qui souffleront violemment : jusqu'à 120 km/h dans le Roussillon, 100 km/h dans la vallée du Rhône et sur le littoral, 80 km/h sur le sud de la Corse ; l'île de Beauté pourra en outre subir des averse orageuses.

Sur l'ensemble des massifs montagneux, les nuages seront par contre abondants et menaçants, avec quelques chutes de neige au-dessus de 600 m environ.

Sur le Nord-Picardie et la Haute-Normandie, la météo sera gris avec de faibles pluies éparse, tandis que de

timides éclaircies se développeront l'après-midi.

Sur l'Alsace, la Franche-Comté et la région lyonnaise, le temps sera maussade, avec un ciel couvert et quelques faibles précipitations.

Ailleurs, la météo sera assez bien ensoleillée, tandis que l'après-midi sera plus nuageux.

Les températures resteront fraîches pour la saison : les minimales seront comprises entre 6 et 8 degrés sur les côtes, entre 2 et 4 degrés partout dans l'intérieur, jusqu'à - 2 dans les régions montagneuses ; les maximales seront comprises entre 7 et 10 degrés dans l'intérieur, 12 degrés sur le littoral atlantique et 15 degrés en Méditerranée.

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 21-10-1993									
Valeurs extrêmes relevées entre le 20-10-1993 à 18 heures TUC et le 21-10-1993 à 6 heures TUC									
FRANCE		ST-ETIENNE		LUXEMBOURG		MADRID		MARRAKECH	
ALGER	22 15 C	STRASBOURG	10 7 C	BARCELONE	19 8 C	ALGER	22 15 C	ALGER	22 15 C
AMSTERDAM	15 8 P	TOULOUSE	13 8 C	MARRAKECH	26 10 D	AMSTERDAM	15 8 P	AMSTERDAM	15 8 P
BORDAUX	14 8 D	TOURS	10 1 C	MEXICO	27 14 N	BORDAUX	14 8 D	BORDAUX	14 8 D
BRETAGNE	12 4 D			MONTREAL	15 1 A	BRETAGNE	12 4 D	BRETAGNE	12 4 D
BREST	12 4 D			MOSCOW	8 -2 D	BREST	12 4 D	BREST	12 4 D
CAN	11 6 N	ALGER	24 18 C	NAIROBI	24 14 N	CAN	11 6 N	CAN	11 6 N
CHERBOURG	11 2 N	AMSTERDAM	10 7 A	NEW-YORK	32 17 D	CHERBOURG	11 2 N	CHERBOURG	11 2 N
CLEMONTE-FE	12 6 C	ATHENES	25 16 D	NEW-YORK	18 11 P	CLEMONTE-FE	12 6 C	CLEMONTE-FE	12 6 C
DUNKERQUE	12 6 C	BANGKOK	34 25 C	PALESTINE	20 14 P	DUNKERQUE	12 6 C	DUNKERQUE	12 6 C
GENÈVE	12 8 C	BARCELONE	21 15 D	PERSE	24 4 D	GENÈVE	12 8 C	GENÈVE	12 8 C
LILLE	9 4 D	BERGAMO	14 7 C	ROUEN	10 6 P	LILLE	9 4 D	LILLE	9 4 D
LIMOGES	11 4 C	BERLIN	10 6 P	ROME	16 16 D	LIMOGES	11 4 C	LIMOGES	11 4 C
LYON	11 6 C	BRUXELLES	9 6 N	SEVILLE	22 21 C	LYON	11 6 C	LYON	11 6 C
MARSEILLE	11 11 D	COPENHAGUE	7 1 C	SINGAPOUR	28 24 N	MARSEILLE	11 11 D	MARSEILLE	11 11 D
NANCY	10 6 C	DAKAR	61 25 N	STOCKHOLM	25 13 N	NANCY	10 6 C	NANCY	10 6 C
NANTES	11 2 C	GENÈVE	10 8 C	SYDNEY	21 15 C	NANTES	11 2 C	NANTES	11 2 C
NICE	12 12 C	JERUSALEM	32 19 D	TUNIS	26 15 N	NICE	12 12 C	NICE	12 12 C
PARIS-MONTS	10 4 P	LE CAIRE	36 21 D	VARSOVIE	5 -4 N	PARIS-MONTS	10 4 P	PARIS-MONTS	10 4 P
PAU	19 8 C	LONDRES	12 12 D	VIENNE	17 10 C	PAU	19 8 C	PAU	19 8 C
PERPIGNAN	21 11 C	LOS ANGELES	28 13 D			PERPIGNAN	21 11 C	PERPIGNAN	21 11 C
PORTO-PRINCE	22 22 D					PORTO-PRINCE	22 22 D	PORTO-PRINCE	22 22 D
RENNES	10 2 C					RENNES	10 2 C	RENNES	10 2 C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :
3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
lecture en texte intégral
Tout article identifié peut être commandé par Minitel
Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

Naissances

Laurence et Philippe
PONNELLE-NARR.

ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Louis.

Chartres, le 13 octobre 1993.

Elisabeth, Pascal
PHILIPPE
et leur fils Marc

ont la joie de faire part de la naissance de

Morgane.

le 18 octobre 1993, à Gonesse.

Dominique ANCELET-NETTER
Paul NETTER.

sont heureux de faire part de la naissance de

Sarah.

le 16 octobre 1993.

159, rue du Faubourg-Poissonnière,
75009 Paris.

Mariages

Louise et Léo

ont le plaisir de certifier le mariage de leurs parents.

Nynke MEINSMA
et Pierre CABANNES.

le 23 septembre 1993, à Las Vegas (Nevada).

332, rue des Pyrénées,
75020 Paris.

Décès

M. André LAUNIER.

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Annie ARION,

ophtalmologiste,

AHP,

ancien chef de clinique,

survenu le 17 octobre 1993.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 octobre.

Réunion à 14 heures, à la porte principale du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

10, rue Poinot,
75014 Paris.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL per le 11

Belhassen CHERIF.

L'enterrement aura lieu à Tunis, le

vendredi 22 octobre 1993.

27, rue El-Amine-El-Abassi,
1002 Tunis (Tunisie).

- Regnéville-sur-Mer (Manche).

La famille Crompton-Roberts

et la douleure de faire part du décès,

dans sa quatre-vingtième année, de

M^{me} Marielle

CROMPTON-ROBERTS,

survenue le 18 octobre 1993, à Grimouville.

Les obsèques seront célébrées le

samedi 30 octobre, à 16 h 30, en l'église de Grimouville.

Grimouville,
55900 Regnéville-sur-Mer.

- M^{me} Charles Froissart,

son épouse,

M. et M^{me} Gilles Damas-Froissart

et leurs enfants,

M. et M^{me} Henri Froissart,

Marguerite Froissart et Philippe

Desmoulin,

Sylvie Froissart,

ses enfants,

Ses frères et sœurs,

Ses beaux-frères et belles-sœurs,

Sa belle-mère,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la mort de

Charles FROISSART,

survenue le 20 octobre 1993, à l'âge de

soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le 22 octobre, à 8 h 30, en l'église

Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7.

3, rue de Villersexel,

75007 Paris.

- M^{me} Delphine Meillères,

Et ses enfants, Joseph, Marie,

Michel, Rita, Roger et Lila,

Les familles Nava, Kittery et Blampain,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean MEILLÈRE,

survenu le 17 octobre 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Patrick O'Connorsse,

M. et M^{me} Xavier de Montclos,

Ses petits-enfants et arrière-petits-

Messes anniversaires

- Il y a dix ans,

TÉRIADE,

était rappelé à Dieu.

Une messe sera dite pour lui le

dimanche 24 octobre 1993, à 12 h 15,

en la cathédrale orthodoxe, 5, rue

Georges-Bizet, Paris-16.

Ceux qui l'ont connu et aimé se sou-

viennent de lui.

Anniversaires

- An lever du jour du 21 octobre 1983,

co 21 octobre 1993.

Firmin RESNIK

a cessé de vivre.

Un instant de silence est demandé.

« There is no death, only loss. »

Pensez-vous qu'il viendra ce soir ?

Communications diverses

- Les cours du diplôme universi-

taire d'études sur le judaïsme (DUEJ,

Paris-Kach/FSU) reprennent le mer-

credi 3 novembre 1993, à 8 h 30, rue

de l'Éperon, Paris-6.

Réunion de rentrée : mardi 2 novem-

bre, à 17 h 30 (même adresse).

Inscriptions et renseignements au

centre Rachi : 43-31-75-47.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-85-29-84 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h par fax

ou aisé du journal.

15, rue Falguère,

75001 Paris Cedex 18

Tél : 208 808 F

Téléfax : 46-06-77-13

Tout de la ligne R.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et annonceurs : 90 F

Communications diverses : 105 F

RADIO-TELEVISION

JEUDI 21 OCTOBRE

TF 1

- 15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt Noire.
15.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée. Charles a'en charge. Arnold et Willy. Jeux.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Deschavanne. Invité : Thomas Langmann.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.50).
20.00 Journal. Tiercé et Météo.
20.50 Syndrome de menaces, d'Yves Rénier.
22.35 Magazine : Mêlez-vous des blondes ! Présenté par Amanda Lear. Invité : Jean Roucas.
23.45 Feuilleton : Le Mafio 2. De Damiano Damiani, avec Michèle Placido, Nicole Jamet (1^{re} épisode).
0.55 Journal et Météo.
1.30 TF1 nuit (et à 2.10, 3.10, 4.10, 4.45).
1.40 Documentaire : Histoire naturelle Iron-nous pêcher dans le delta du Saloum ? Au clair de la lune, nature sous influence.
2.15 Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa Terre. Les éléments naturels.

FRANCE 2

- 15.40 Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran. Rive gauche.
18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Magazine : Giga. Avec les séries : Goal, l'An-nexé, Promo 98.
18.35 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.50).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Présenté par Paul Nahon et Bernard Benaymin. Belle du silence, de Didier Epelbaum et Pierre-Laurant Constant ; Des femmes à la mer, de Minou Aoual et Patrice Durand.

Sommeil : le boublier, de Véléré Fournier, Jean-Louis Melin et Jean-Paul Fauré.

- 22.30 Divertissement : Juste pour rire. Émission présentée par Michel Courtemanche.
23.40 Journal et Météo.
0.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. En direct de Nantes, pour le Festival des albums.
1.10 La Magazine de l'emploi (rediff.).

FRANCE 3

- 15.15 Série : Capitaine Furillo.
18.10 Magazine : Le Fèvre de l'après-midi. Invité : Marc Jolivet.
17.45 Une pêche d'enfer. Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Quand tu aimes, il faut partir, d'Alina Reyes.
19.00 La 19-20 de l'information. De 18.08 à 18.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.40 Keno.
20.50 Cinéma : Aliens, le retour. ■ ■ ■ Film américain de James Cameron (1986).
23.05 Journal et Météo.
23.40 Cinéma : La Griffe. ■ ■ ■ Film britannique de Franklin J. Schaffner (1987).
1.20 Continentales.

CANAL PLUS

- 15.40 Cinéma : L'Amour poursuit. ■ ■ ■ Film américain d'Alan Rudolph (1989).
17.15 Documentaire : Orques, tendresse et fureur. De Nicolas Nixon.
18.00 Canaille peluche. Le Tourbillon noir.
— En clair jusqu'à 20.35 —

Les interventions à la radio

France-Inter, 19 h 20 : (à la télévision sonne) ■ Débat : la restauration collective ; des cantines scolaires aux restaurants d'entreprises.

18.30 Ça cartoon.

- 18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes. Invité : James Coburn.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Amazon. ■ ■ ■ Film finlandais de Mika Kaurismäki (1990).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Sweet Liberty. ■ ■ ■ Film américain d'Alan Alda (1988).
23.50 Cinéma : La Malédiction 4. ■ ■ ■ Film américain de Jorge Montesi et Dominique Othenin-Gérard (1991).
1.25 Documentaire : Crossroads, la musique du diable. D'Agnes Bonnet.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Cinéma : Vidas Secas. ■ ■ ■ Film brésilien de Nelson Pereira dos Santos (1964, v.o., rediff.).
18.40 Histoire d'eau (rediff. du 17-10).
19.00 Série : Assaulted Nuts.
19.35 ■ ■ ■ Documentaire : 89 mm d'écart. De Marcel Lozinski.
19.45 Documentaire : Une pièce pour vivre. De Simon Everson et Marian Stoiciu.
20.30 8 1/2 Journal.
20.41 Soirée thématique : A la recherche de la liberté perdue. Entre révolte et émigration. Soirée conçue par Sabine Bubeck.
21.40 Téléfilm : Goodbye Port. De Kari Paikela.
22.00 Documentaire : Jean le veinard ou le Risque du bonheur. De Michael Plimpe.
Pourquoi les gens ont-ils peur de ceux qui pensent au vivant autrement ? Une œuvre expérimentale composée d'extraits de films, de pièces radiophoniques, d'interviews.
23.05 Documentaire : Amérique, Londres, Paris.

Budapest aller-retour.

- De Katalyn Fazmandy. Documentaire : Ici le reste, enfin. D'Anna Doubet.

M 6

- 14.00 Magazine : La Vie à pleins tubes. Vidéo : J. Caplan.
17.10 Variétés : Multitop.
17.40 Série : Croc blanc.
18.10 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Deux flics à Miami.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Météo 8.
20.50 Cinéma : Les Sous-doués. ■ ■ ■ Film français de Claude Zidi (1989).
22.30 Cinéma : Camosaur. ■ ■ ■ Film américain d'Adam Simon.
0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Fréquentar.
1.15 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Écritures pour marionnettes. Intérieur de Maurice Maeterlinck. Une nuit à Châteauneuf, de Maurice Sand.
21.30 Profils perdus. Rudolf Steiner (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Naples ville-passion, ville-miroir, en direct de Naples, à l'occasion du Festival des albums (3).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Daniel Brjckovic (Quitté à en crever).
0.50 Musique : Coda. La Nil, des sources du delta (4).
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Scherzo fantastique, de Stravinsky ; Concerto pour violon et orchestre, de Berg ; Nocturnes, de Debussy ; Chronochrome, de Messiaen, par le Chœur de femmes de l'Orchestre de Paris, par l'Orchestre de Paris, dir. : Pierre Boulez.
23.09 Aïnel la nuit. Œuvres de Smetana, Debussy, Vaughan-Williams, Milhaud, Sibelius.
0.00 L'Haire bleue. Jazz qu'il vous plaît, par André Clergeat, Sille Holmér ; Billy Boy.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le boa et les éléphants

A force d'entendre répéter, pour expliquer leur défaite, que l'idéal des socialistes s'était fracassé sur la réalité de l'économie, que les militants de 1981 s'étaient laissés dévorer par la « technocratie », on avait fini par se résigner : cette froide réalité, cette « technocratie » grise, resteraient pour nous sans visage.

Le « franc fort » ou les « grands équilibres », entités abstraites, avaient eu raison du cœur et de la générosité, voilà tout. Pour la première fois, le fracassant réalisme s'incarnait pourtant, l'autre soir, chez Christine Ockrent. A l'occasion du lancement du nouveau billet de cinquante francs, apparut Jean-Claude Trichet, tout nouveau gouverneur de la Banque de France, et ancien directeur du Trésor au ministère de l'économie.

On attendait un technocrate sec et cassant. On fut d'abord frappé par une ostensible et inébranlable courtoisie. « Certains vous surnomment l'ayatollah du franc », attaque Ockrent.

Ne caricaturons pas, protesta M. Trichet dans un sourire, « il y a en France une politique économique, et cette politique économique a été menée par les gouvernements successifs ». Mais, la courtoisie, l'eveu s'était glissé dans la construction de la phrase : dans l'esprit de M. Trichet, « la » politique économique, le seul imaginable bien entendu, précédait donc les gouvernements. Ils le trouvaient sur le

table en arrivant, et n'étaient plus qu'à la servir.

On restait hypnotisé par l'éblouissante certitude de faire face pour une fois au vrai pouvoir, ce mystérieux pouvoir de l'ombre qui ne nous jette habituellement, dans la lumière, que des lueurs. Ce pouvoir de la fatalité qui jamais n'élève la voix, certain d'avoir toujours le dernier mot, et forcément triomphe à l'usage des utopies et des revendications.

Quand Christine Ockrent lui demanda s'il avait envisagé de baisser un tout petit peu les taux d'intérêt, il l'embobina si bien dans les points de base et les taux à long terme, assurant que nos taux étaient les plus bas d'Europe, que l'on avait oublié la question. Face à une assemblée de chômeurs ou aux employés d'Air France qui bloquaient les pistes de Roissy, eût-il trouvé les mots aussi facilement que devant une journaliste ou un ministre ? Peu importe.

On imagine rétrospectivement Pierre Bérégovoy ou Michel Sapin sa freccassant avant nous sur ce bloc de calme compétence, une petite goutte de rélance, M. Trichet, juste un quart de point de baisse ! Après la leçon particulière trichétienne, eux-mêmes devaient-ils seulement se souvenir de leur incongruité ? Le boa avait dévoré les éléphants.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément des dimanches-lundis. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 22 OCTOBRE

TF 1

- 6.00 Série : Passions (et à 0.40).
8.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
8.30 Club mini Zig-Zag. Jayce.
7.00 Journal.
7.25 Dessin animé : Transmutazors (et à 8.25).
7.25 Club Dorothée avant l'école.
8.30 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée vacances.
11.25 Feuilleton : Santa Barbara.
11.50 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Traffic Infos et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Foux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt Noire.
16.15 Jeu : Une famille en or.
18.40 Club Dorothée vacances. Charles a'en charge. Parker Lewis ne perd jamais. Jeux.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Maria Paderna.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
20.00 Journal, Météo et Traffic infos.
20.50 Série : Columbo. Criminologie appliquée, d'E.-W. Swackhamer.
22.30 Magazine : Ushuelle. Présenté par Nicolas Hulot. Les vautours en Espagne ; Aliante, de Michel Radzi ; Le retour des boudoirs, de Michel Terrasse ; La digogne noire, de Michel Gourdin et Yves Amand ; Le paradisier de Victoria, de Tony Berman.
23.35 Série : Paire d'as.
0.30 Journal et Météo.
1.00 TF1 nuit (et à 2.00, 3.00, 4.00, 4.35).

Les interventions à la radio
France-Inter, 19 h 20 :
(« Objections ») Invité : Piers Mauroy. Débat : Socialistes, quel projet ? quel avenir ?

Le meilleur de la radio
chaque semaine,
dans le nouveau supplément
radio-télé du Monde

1.10 Documentaire :

- Histoires naturelles
Afrique du Sud : liberté sur-
veillée ; Ré, mi-terre, Ré, mi-
mer.
2.05 Documentaire :
Haroun Tazieff
raconte sa Terre.
Haroun Tazieff et les volcans
(1^{re} partie).
3.05 Documentaire :
Histoire de la vie.
4.10 Documentaire :
L'Aventure des plantes.
4.45 Musique.

FRANCE 2

- 5.55 Feuilleton :
Monsieur Belvédère.
6.20 Dessin animé.
6.30 Télématin. Avec le journal à
7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton :
Amourusement votre.
8.55 Feuilleton :
Amour, gloire et beauté.
9.20 Magazine : Martin bonheur.
Invité : Françoise Dorin.
11.20 Flash d'informations.
11.25 Jeu : Mots.
11.55 Jeu : Pyramide (et à 4.25).
12.25 Jeu : Cas années-là.
12.59 Journal et Météo.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.50 Série :
Les deux font la paire.
15.40 Variétés :
La Chance aux chansons.
Émission présentée par Pascal
Sevran. Rive gauche.
16.40 Jeu :
Des chiffres et des lettres.
17.05 Magazine : Giga.
Avec les séries : Goal, l'An-
nexé, Promo 98.
18.35 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne
(et à 3.40).
20.00 Journal, Journal des courses
et Météo.
20.50 Série : RG.
Piège, de Jorge Marecos
Duarte.
22.25 Bouillon de culture.
Magazine présenté par Ber-
nard Fivet. Invité : Daniel
Cohen, généticien (les Secrets
du génome humain) ; Michel
Bouvier, interprète du film
d'Ariel Zeitoun le Nombri du
monde et auteur de Du rire et
des larmes ; Malik Mekedem
(l'interview).
Journal, Météo et Journal
des courses.
0.00 Cinéma :
Le Sang d'un poète. ■ ■ ■
Film français de Jean Cocteau
(1930).
0.50 Magazine : Envoyé spécial
(rediff.).
2.20 Documentaire :
Chroniques nomades.

1. Wodaabe, berger du soleil.

- 3.10 Documentaire : Les enfants
de la terre qui tremble.
4.10 24 heures d'info.
4.50 Dessin animé.

FRANCE 3

- 7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups.
Muppet Babies ; Bonjour les
bébés ; Kimbo ; Les Histoires
du père Castor.
8.00 Les Minikéums.
Les Entrechues ; Les Animaux
du bois de quai-sous ; Dans la
maison ; Peter Pan ; Widget ;
Desenchant ; Dinosseaux.
10.55 Espace entreprises :
L'Homme du jour.
11.00 Magazine :
Française, si vous parlez,
Le chamanisme : des sorciers
en France.
11.45 La Cuisine des mouque-
ques.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine :
Votre cas nous intéresse.
Les erreurs médicales.
13.30 Série :
Les Mystères de l'Ouest.
14.20 Documentaire : Kanakera.
De Marie Chantal Aiello et Paul
Seacour.
Un avenir imaginé en Guede-
loupe (rediff.).
15.15 Série : Capitaine Furillo.
18.10 Magazine :
La Fèvre de l'après-midi.
Invité : Francis Lalanne.
17.45 Magazine :
Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions
pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Morris-Cavali, la légende, de
Frédéric Minierand.
19.00 La 19-20 de l'information.
De 19.08 à 19.31, le journal
de la région.
20.05 Divertissement :
La Grande Classe.
20.30 La Journal des sports.
20.50 Magazine : Thalassa.
Présenté par Georges Per-
noud. Gary et les sous-mar-
rants, de Philippe Laspinaise
et Jean-Michel Desrang.
21.50 Magazine : Faut pas rêver.
Présenté par Sylvain Augier.
Invité : Martin Lamotte. Equi-
vau : la revanche du Choc-
de Genevieve Roger et Frédé-
ric Tonoli ; Irlande : la vie en
rose, de Frédéric Chignac et
Jean-Yves Cauchard ; France :
les faussaires du Louvre, de
Jacques Guigal et Michel
Manion.
22.50 Journal et Météo.
23.20 Magazine : Pénase.
Le Barmen de l'air, d'Eric
Domage et Patrick Goupillon.
0.15 Court métrage : Libre court.

Otac, le père, de Gisèle

- Cavali.
0.30 Continentales.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.25 —
7.00 CBS Evening News.
Journal américain présenté par
Dan Rather et Connie Chung.
7.23 Le Journal de l'emploi.
Présenté par Martine Mauléon.
7.25 Canaille peluche.
Cerenan.
— En clair jusqu'à 8.05 —
7.50 Ça cartoon.
Présenté par Véléré Peyet.
8.05 Magazine : 24 heures
(rediff.).
9.00 La Journal du cinéma.
9.05 Cinéma : Amazon. ■ ■ ■
Film finlandais de Mika Kauri-
smäki (1990).
10.35 Flash d'informations.
10.37 Surprises.
10.45 Cinéma :
Le Conseil honoraire. ■ ■ ■
Film britannique de John
McKenzie (1983).
— En clair jusqu'à 13.35 —
12.30 Magazine :
La Grande Famille.
Présenté par Jean-Luc Dale-
rieu. Coincé(e) dans l'ascen-
seur. Le marché de l'été-
sorgue, avec Jean-Claude
Carrière.
13.30 La Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : Rocketeer. ■ ■ ■
Film américain de Joe John-
ston (1981).
15.20 Documentaire :
Les Condors.
De Michel Terrasse.
18.12 Surprises.
18.25 La Journal du cinéma.
18.30 Cinéma : Dinosseaux. ■ ■ ■
Film américain de Brett R.
Thompson (1991).
18.05 Canaille peluche.
Le Tourbillon noir.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine :
Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gides et
Antoine de Caunes.
20.15 Sport : Football. Strasbourg-
Caen. Match de la 14^e journée
du championnat de France de
01, en direct ; à 20.30, coup
d'envoi.
22.30 Sport :
Les KO de Canal Plus.
Finale des championnats de
France de boxe.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Robin des Bois.
prince des voleurs. ■ ■ ■
Film américain de Kevin Rey-
nolds (1990).
Cinéma : Trébie. ■ ■ ■
Film américain de Damien Har-
ris (1991) (v.o., dern. diff.).
3.05 Cinéma :

La Malédiction 4. ■

- Film américain de Jorge Mon-
tes et Dominique Othenin-Gé-
rard (1991).
4.40 Cinéma : Topyok. ■ ■ ■
Film italien de Guido Malatesta
(1960).
8.10 Documentaire :
Descente au cœur
de l'Irén Jaya.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Documentaire :
Histoire parallèle.
Actualités japonaises et amé-
ricaines de la semaine du
18 octobre 1993 (rediff.).
17.55 Magazine : Macadam.
Paul McCartney, Movin'on,
d'Aubrey Powell (rediff.).
19.00 Série : Assaulted Nuts.
De Ray Cameron.
19.30 Documentaire :
Kazimir Malevitch.
De Barrie Gavin.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ■ ■ ■ Téléfilm :
Les Gens d'en face.
De Jesus Garay.
22.15 Documentaire :
Bruxelles-requiem.
D'André Darnetelle.
23.30 Cinéma : Papillons. ■ ■ ■
Film allemand de Wolfgang
Becker (1987) (v.o.).

M 6

- 7.00 Informations : M 6 express
(et à 8.00, 9.00, 10.00,
10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.15 Les Matins d'Olivia
(et à 8.05).
9.05 M 8 boutique. Télé-achat.
9.30 Infoconsommation.
8.35 Musique :
Boulevard des clips
(et à 10.05, 1.05).
10.55 Série : Cagney et Lacey.
12.00 Série : Papa Schultz.

La plus belle et la plus
vaste collection de vestes
en 100%
cachemire
à un prix jamais vu !
2490f
DAVID SHIFF
Le luxe sans le payer
13 RUE ROYALE PARIS 8^e
OUVERT MEME LE DIMANCHE

12.30 Série : La Petite Maison

- dans la prairie.
13.30 M 6 Kid.
Tintin : les Sept Boules de
cristal ; Conan le barbare.
14.45 Magazine :
La Vie à pleins tubes.
Vidéo : Alain Souchon.
17.10 Variétés : Multitop.
17.40 Série : Croc blanc.
18.10 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Deux flics à Miami.
19.54 Six minutes d'informations.
Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Magazine : Capital.
La business Montignac.
20.45 Téléfilm :
Désigné coupable.
De Mark Sobel.
22.30 Série : Mission impossible.
Fantômes.
23.30 Magazine :
Les Enquêtes de Capital.
Déréglement aérienne :
l'exemple américain.
0.00 Magazine : Sexy Zap.
La course : La nuit des éros ;
Monsieur Dierckx ; La trans-
at.
0.30 Six minutes première heure.
0.40 Musique : Culture rock.
La sage de 1987.
2.30 Rediffusions. Fréquentar ;
Vie quotidienne en Bretagne ;
Salzbourg, Festival et contre-
point ; Voir et revoir la France
(Le Louvre) ; Les Enquêtes de
Capital.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio archives. Gabin dans le
rôle de Jean Gabin.
21.32 Musique : Black and Blue.
Portrait de Warren Baby
Dodd. Avec Georges Pac-
zinski.
22.40 Les Nuits magnétiques.
Naples ville-passion, ville-mi-
roir, en direct de Naples, à
l'occasion du Festival des albums
(4).
0.05 Du jour au lendemain.
Dans la bibliothèque de...
A VENIR
0.50 Musique : Coda. La Nil,
des sources du delta (5).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert (en direct de
Munich) : Symphonie n° 4,
Rosini ; Inconnu et les ci-
nois des sorciers, d'après
Wolff, de Norgard ; Concerto
pour violon et orchestre en ré
mineur op. 47, de Sibelius ;
Symphonie n° 5 op. 50, de
Nielsen, par l'Orchestre sym-
phonique de la Radio nationale
danoise, dir. : Leif Segerstam.
23.09 Jazz club. Par Claude Car-
rière et Jean Delmas. En direct
du Hot-Brass, à Paris. Roy
Hargrove, trompette et son
quintette.

AU JOUR LE JOUR

Arrêt

L'agonie de Fallini, ce temps d'arrêt, un arrêt du temps. Les journaux se préparent. Les papiers, ces nuées de mouches, s'approchent plus. Ce n'est ni pitié, ni déception. Les médecins ne le laissent aucune espérance, l'Italie sait qu'il va mourir. Avant les manifestations éclatantes du dail, le grand producteur des funéraires, alla au musée de l'assassin.

En 1900, elle ne se remettait pas de la mort de Verdi, qui l'avait incarnée. Elle sait aujourd'hui qu'une autre part de son génie le quitte et alla renaître son souffle à l'approche de cet abandon, ce scandale. Il n'y aura plus de film de Fallini, plus d'ampère de Cinecittà. On se souvient du mal de Swift : « Dès qu'un génie apparaît dans la monde, on le reconnaît au fait qu'immédiatement les imbéciles se liguent contre lui. »

Plus tard, la mort du grand homme rend les mêmes stupides : alla les frappe de stupeur.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Droit d'asile : « La révision de la Constitution n'apporte qu'une réponse de circonstance », par Étienne Deilly. Bibliographie : Charles Herma, ou la République au cœur, de Jean Guisnel (page 2).

INTERNATIONAL

L'Indonésie débat du rôle de son armée

Le congrès du Golkar, la parti gouvernemental au pouvoir, s'est ouvert le 20 octobre. Le mouvement doit se doter d'un nouveau président, élu pour cinq ans, qui sera encore en fonctions quand le sixième mandat présidentiel de M. Suharto prendra fin en 1998. Une inconnue pèse beaucoup sur le débat interne : l'armée est-elle prête à jouer un rôle politique plus effacé ? (page 4).

M. Milosevic dissout l'Assemblée serbe

Arguant du « blocage des mécanismes de décision du Parlement », le président de Serbie a dissout l'Assemblée nationale et convoqué des élections législatives qui ont été fixées au 19 décembre. D'autre part, les États-Unis pourraient participer à la force de maintien de la paix qui serait déployée en Bosnie, si les belligérants concluaient un accord (page 6).

La crise haïtienne

Parallèlement aux sanctions économiques et au blocus naval, les États-Unis semblent décidés à essayer une carte politique dans la crise haïtienne (page 7).

POLITIQUE

La loi sur la Cour de justice

Adoptée par le Sénat, la loi sur la Cour de justice doit être soumise au Conseil constitutionnel (page 11).

SOCIÉTÉ

Derniers réglages pour le bac 1995

L'éducation nationale a levé les incertitudes qui pesaient encore sur la réforme du baccalauréat (page 14).

CULTURE

«Le Conte d'hiver», de Shakespeare

Un entretien avec Stéphane Breunschweig, le metteur en scène du spectacle qui part en tournée avant de s'installer au Théâtre de Gennevilliers (page 16).

ÉCONOMIE

Le « jeu des chaises musicales »

La valse des présidents des groupes financiers et les atterrissements du gouvernement qui l'accompagnent déstabilisent l'UAP, le Lyonnais et la Crédit national (page 19).

Privatisation en Grande-Bretagne

Avant la privatisation de ce qui reste de l'industrie minière du Royaume-Uni, British Coal laisse prévoir des milliers de nouveaux licenciements (page 21).

Deutsche Aerospace va fermer six usines

Filliale aéronautique et spatiale du groupe Daimler Benz, Deutsche Aerospace a annoncé le 20 octobre la fermeture de six usines et la suppression de 10 300 emplois d'ici à la fin de 1996 (page 22).

Services

Abonnements..... 34
Annonces classées..... 22
Cartes..... 24
Loto, Mots croisés..... 24
Marchés financiers 22 et 23
Météorologie..... 24
Radio-télévision..... 25
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
et 36-29-04-56

Demain

Temps libre

Longtemps, le billard a été marginalisé, considéré comme un jeu d'arrière-salle. Aujourd'hui l'engouement des sages jeunes gens donne à ce sport une nouvelle notoriété. Lire aussi : La place Bourg-de-Four, à Genève ; La Twingo ; Utrecht.

Ce numéro comporte un cahier « Monde des livres » telévisé 27 à 38

Le numéro du « Monde » daté jeudi 21 octobre a été tiré à 457 673 exemplaires

La lutte contre la Mafia en Italie

La justice enquête... sur la magistrature

Après le monde des affaires et de la politique, la magistrature italienne est touchée à son tour par l'intensification de la lutte contre la corruption et la Mafia. Ainsi, une vingtaine de magistrats sont-ils sous le coup d'une enquête pour connivence avec la Mafia.

ROME

de notre correspondant

Opération « Toghe pulite » (« Toge propres ») : sous l'impulsion de l'appellat, trouvée par les journaux, vient sans doute de débiter en Italie le chapitre le plus inquiétant de la gigantesque affaire de corruption révélée au jour le jour depuis plus d'un an. Cette fois, en effet, la justice s'attaque... à la justice.

Et certains trouvent qu'il était grand temps d'essayer aussi la magistrature, étant donné le rôle-clé qu'elle a assumé ces derniers mois dans un pays où pratiquement tout, à commencer par les institutions, est ébranlé.

Début septembre déjà, le président adjoint du tribunal civil de Milan, Diego Curto, avait été arrêté pour avoir, en pleine tournée, en pleine enquête, trahissement empêché une superbe « commission » dans le cadre des vicissitudes de l'affaire Eoinmont (le mariage raté entre les hyndmaburs d'Etat et la Montedison). Mais il covenait de faire plus encore, et de faire vite : les juges « chiacchierati » (sur lesquels circulent des rumeurs insistantes) sont encore trop nombreux.

Premiers incriminés, luodi 18 octobre, cinq magistrats palermitains, et non des moindres, qui ont reçu officiellement un « avis d'ouverture

Un partisan de M. Arafat assassiné à Gaza

Assad Safanui, un membre important du Fath, proche du chef de l'OLP Yasser Arafat, a été tué par balles par des Palestiniens, jeudi 21 octobre, dans la ville de Gaza, a-t-on appris de source palestinienne.

Un autre membre du Fath, Mubammad Abou Chaaban, avait été assassiné, le 21 septembre, à Gaza par des hommes masqués soupçonnés d'être des Palestiniens. — (AFP)

d'enquête» et sont soupçonnés d'avoir été trop accommodants avec la criminalité organisée. Parmi eux figure le procureur de Termini-Imerese, Giuseppe Prinzivalli, qui, dans les années 80, avait siégé lors du troisième « maxi-procès » contre la Mafia.

Sous sa présidence, la cour d'assises avait absous 22 des 122 inculpés. A ses côtés, Pascale Barreca, président jusqu'en septembre dernier de la première section de la cour d'appel. C'est lui qui avait permis au « boss » Pietro Vernengo de rester emprisonné à l'hôpital, d'où, peu après, il s'était échappé sans problèmes apparents.

Des procès

« ajustés »

Mardi, nouvelle vague de révélations, cette fois sur deux fronts. Dans sa relation annuelle, la commission parlementaire anti-Mafia, présidée par Luciani Violante, révèle qu'il y aurait actuellement une vingtaine de magistrats qui sont l'objet de la sollicitude de la justice, pour avoir « ajusté » (terme mafieux) certains procès, dans le sens voulu par les chefs de la Mafia.

Et la commission, qui relève par ailleurs des « rapports inquiétants entre fonctionnaires des services secrets et chefs de la criminalité » de conclure : « Il est évident que les pouvoirs de contrôle internes et externes à la magistrature n'ont pas fonctionné. Il faut renforcer la surveillance exercée par le ministère de la justice et le Conseil supérieur de la magistrature. »

Parallèlement, sans qu'aucun avis d'ouverture d'enquête n'ait été encore formellement notifié aux intéressés, quatre autres hauts magistrats palermitains sont mis en cause, le plus souvent par des « repentis » de la Mafia. Et en premier Pietro Giammarco, cinquante-neuf ans, ex-procureur de Palermo, avec lequel si souvent Giovanni Falcone, le juge assassiné en mai 1992, avait eu mille à partir.

En rébellion contre ses pratiques, sept substituts avaient, au lendemain de la mort de Falcone, menacé de démissionner si on ne le mutait pas. Ce qui fut fait, à la Cour de cassation. Or, à présent, Giuseppe Marcesse, l'un de confiance du « parrain » Totò Riina avant de collaborer avec la justice, accuse l'ex-procureur d'avoir

reçu 2 milliards de lires (environ 75 millions de francs) pour « ajuster » un procès. L'information, dit-il, lui a été fournie en prison par un autre mafieux.

Une relecture des grands procès

Quant au juge Carmelo Conti, ex-président de la cour d'appel, un autre « repentis », Gaspare Mutolo, affirme qu'il a fréquenté très assidûment un ex-grand « boss » de la Mafia sicilienne, Tonn Badalamenti. Le même Gaspare Mutolo accuse un autre juge, Luigi Ursi, retiré depuis quelques années, d'avoir été également « perméable » à la criminalité organisée.

Enfin, dernier magistrat mis en cause de plusieurs sources, Salvatore Curti Giardina, ancien procureur de Palermo, qui aurait fait profiter d'un non-lieu pour « manque de preuves » trois mafieux, tenus pour responsables de l'assassinat d'un carabinieri.

Il va sans dire que si ces « repentis » — jusqu'ici, au moins pour certains d'entre eux, considérés comme des sources fiables — ont dit vrai, une relecture de tous les grands procès et « mystères » siciliens non résolus s'impose. Sans même attendre les premières vérifications demandées par la justice, le sœur de Giovanni Falcone a semble-t-il tranché : tous coupables. « Mon frère, écrit-elle, a été crucifié par ses propres collègues. Mais avec cette enquête, c'est comme si l'on venait de soulever une pierre, on voit enfin pointer les vipères du Palais des vents (surnom du palais de justice de Palermo). »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Nouvelles opérations anti-Mafia dans la région de Naples.

Cent quatorze personnes ont été arrêtées, mercredi 20 octobre, par la police italienne dans le cadre d'une vaste opération contre le crime organisé menée dans la région de Naples. A-t-on appris de source policière. Les carabinieri ont saisi notamment 22 kilos d'explosifs, des armes, des munitions, une demi-tonne de cigarettes et de la drogue. Un autre coup de filet avait permis, mardi 19 octobre, l'arrestation de cinquante-trois présumés mafieux à Basilicata, entre la Campanie et les Pouilles. — (AFP, AP)

Tchernobyl sera maintenu en fonctionnement

Le Parlement ukrainien a décidé, jeudi 21 octobre, de maintenir en fonctionnement les réacteurs 1 et 3 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, a annoncé la radio ukrainienne. Les députés annulent ainsi une décision précédente qui prévoyait la fermeture de ces réacteurs à la fin de l'année. Ils ont également décidé de lever la moratoire sur la construction de nouvelles centrales. Malgré l'explosion, le 25 avril 1986, du réacteur numéro 4, les tranches 1 et 3 de Tchernobyl continuent de fonctionner. La tranche numéro 2 est inutilisable à la suite de plusieurs incendies dont l'un, en octobre 1991, avait ravagé sa salle des turbines. — (AFP, AP)

Edouard Balladur à propos de la grève d'Air France : « Il est temps que ce conflit cesse »

Edouard Balladur a indiqué, jeudi 21 octobre à Poitiers, qu'il jugeait « indispensable » le plan de redressement d'Air France. Il a ajouté : « Je fais, bien entendu, totalement confiance à la direction de l'entreprise pour le mener à bien, étant observé que j'ai demandé que toutes les dispositions soient prises pour que ce plan de redressement ne comporte aucun licenciement. »

« Je demande à tous ceux qui travaillent à Air France de bien apprécier la situation, de penser à leur compagnie, qu'ils risquent de fragiliser gravement, de penser à notre pays, pour lequel Air France est une grande entreprise qui porte nos couleurs. Il est temps, je le crois, que ce conflit cesse. »

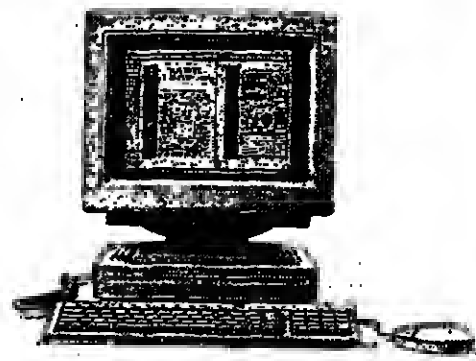
« J'ai demandé à Bernard Bosson de faire en sorte qu'en liaison étroite avec le président et la direction de l'entreprise les discussions reprennent afin que soit vérifié que les sacrifices soient équitablement répartis au sein de l'entreprise à tous les niveaux et que toutes les dispositions d'accompagnement indispensables soient prises. »

A nos lecteurs de l'étranger

Les grèves qui affectent les aéroports parisiens rendent élastique une distribution correcte du Monde à l'étranger en dépit des moyens spécialement qu'on nous mettons en œuvre.

Nous prions nos lecteurs résidents hors de France de bien vouloir faire preuve de compréhension s'ils trouvent provisoirement leur journal avec quelque jour de retard.

On vous l'emballle ou c'est pour économiser tout de suite?



Macintosh LC III 4/80 Mo avec moniteur couleur Apple Performa Plus et logiciel Clarisworks. 7 490 Fm. 8 883 Fm.

D'ailleurs, en vous offrant le LC III plus le tout nouvel écran couleur Apple Performa Plus et Clarisworks à un tel prix, on se demande qui, de vous ou de votre Macintosh, ressortira le plus emballé de chez IC. Normal : avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est



aujourd'hui le premier distributeur Apple en Europe. Seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

IC BRUNOISE PARIS 44 (1) 44 78 26 26 • IC VENDOME PARIS 14 (1) 42 86 90 90 • IC MICRO VALLEY PARIS 15 (1) 49 58 00 00 • IC MARSEILLE 24 91 57 25 93

IC TOULOUSE 41 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 34 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 58 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

DES LIVRES

Les convertis du Mezzogiorno

Dans les années 30, une poignée de paysans italiens se sont convertis au judaïsme avant de prendre la route de la Terre promise, où certains vivent encore

SAN NICANDRO
Histoire d'une conversion
d'Elena Cassin.
Quai Voltaire, 323 p., 150 F.

Le petit village de Biry, près de Safed, en Galilée, ressemble à toutes les localités israéliennes d'aujourd'hui. Mêmes maisons à l'implantation anarchique, même forêt d'antennes et de chauffe-eau solaires sur les toits, même grélement des transistors sur fond de paysage lumineux et austère. C'est là que vivent Esther et Eliézer Tritto, les plus fervents disciples du guerrier, mage puis prédicateur Donato Manduzio, lequel fut à l'origine de la conversion inattendue au judaïsme d'une poignée de paysans italiens, après la lecture d'une Bible, au cours des années 30. Véritable Moïse du Mezzogiorno, à l'instar de celui du Pentateuque cet homme est mort en 1948 sans avoir accompagné son humble peuple des Pouilles jusqu'à la Terre promise.

Esther et Eliézer représentent la mémoire d'un itinéraire insolite qui a amené des artisans, des bouchers, des journaliers agricoles — une cinquantaine en tout — à se considérer spontanément comme une part du peuple hébreu, à l'époque même où l'Italie mussolinienne basculait dans le cauchemar des lois raciales. Les fidèles de Donato Manduzio formèrent d'abord une petite communauté autonome qui fut intégrée au judaïsme italien en 1946, après une cérémonie de circoncision collective.

Elena Cassin a livré cette histoire au public francophone dès 1957. Son récit reparait, augmenté d'une importante postface où l'auteur essaie de suivre à la trace le destin de ses personnages en Italie comme en Israël, depuis les années 50 jusqu'en 1993. Son regard est devenu celui du sociologue, de l'anthropologue et de l'historien. Mais l'émotion ne parvient jamais à brider tout à fait l'émotion que peut ressentir avec elle tout observateur agnostique pour ces mystiques et poètes du XX^e siècle, dont la ferveur ne tourne jamais en fanatisme. Dans l'équilibre subtil et tendu de la distance et de la sympathie, réside la plus belle réussite de ce livre.

Les juifs de San Nicandro rappellent peut-être, à quelques lo-

teurs, les prêtres hérétiques de la Colline inspirée. Dans le livre d'Elena Cassin comme chez Maurice Barthes on retrouve le bon sens de solides prophètes campagnards, une apocalypse en forme de guerre totale (celle de 1870 chez Barthes, le deuxième conflit mondial chez Elena Cassin) et ces « lieux où souffle l'esprit (...) qui tirent l'âme de sa léthargie, des lieux enveloppés, baignés de mystère, élus de toute éternité pour être le siège de l'émotion religieuse » (1). Mais les inspirés de Barthes meurent sur leur colline de Lorraine, réconciliés in extremis avec l'Eglise. Les anciens de San Nicandro, en Israël, ont beau regarder avec émotion sur leur magnéscope la visite du pape à la synagogue de Rome, ils n'éprouvent, semble-t-il, ni regrets ni nostalgie de l'Italie.

Elena Cassin décrit superbement le départ groupé d'une partie des San-Nicandrais en 1949 : « Ils partirent vers une terre inconnue qu'un livre sacré leur avait rendue familière, à tel point qu'ils la croyaient vraiment la terre de leurs pères. Ils n'avaient pas de bagages, mais leurs épouses plaient sous de précieux fardeaux : des sacs de semences provenant des petites parcelles de champs que la plupart d'entre eux abandonnaient sur le Gargano, et avec lesquelles ils allaient ensemer les sillons que leur peine ouvrirait dans les terres incultes d'Israël. Ainsi, au début de l'ère atomique, l'exode de ces juifs des Pouilles vers la Terre promise conservait encore les caractères du vœu sacré et du Mayflower. »

Pourquoi, à côté d'une aussi ample description, insinuer, comme le fait l'auteur, que la parance des juifs san-nicandrais eût obéi à des motifs économiques, du type de ceux qui poussèrent des milliers de leurs compatriotes vers l'Amérique? L'Etat d'Israël vers lequel se précipitaient ces néophytes ne ressemblait guère à un Eldorado. Il faut lire les Premiers Israéliens de Tom Segev ou voir le beau film de Gurliel Amador, *L'Etat d'Israël*, pour comprendre l'état de misère et de sous-développement qu'y découvrirent les San-Nicandrais. A leurs dires, la vie y était rude, plus rude que dans le Gargano de l'après-guerre. La famine, la corruption y faisaient le désespoir des nouveaux immigrants, dont un certain nombre repartirent.



Office des paysans italiens de San Nicandro, en Israël.

« Nous avons beaucoup souffert, dit Eliézer Tritto, mais nous vivions comme dans un rêve, parce que tout ce que nous avons fait alors, nous l'avons fait par amour. » « Nous aurions pu nous enrichir dix fois plus, renchérit Esther, qui a conservé le style et l'émphase de la mama italienne, version Anne Magagnoli, et nous avons choisi de nous enrichir spirituellement. »

Elena Cassin ne peut se défendre de voir dans l'émigration des San-Nicandrais une perte de substance, et, comme Barthes, elle attribue, dans son histoire, un lien et un milieu épathique et violent de cette province italienne, terre de brigands et d'effervescence religieuse, le rôle principal. Le Dieu qui apparaît dans les visions de Manduzio revêt parfois, dans son

interprétation, le paternalisme d'un monarque bourbonien des Deux-Siciles. Donato, suggère-t-elle, aurait même été plus ou moins hostile au détachement de ses compagnons parce qu'il se serait senti « sur un tout autre plan, le plan de la vérité révélée par Dieu d'une manière imprévisible à ses élus ».

Que répondent à cela les anciens de San Nicandro, pour qui le livre d'Elena Cassin est inaccessible puisqu'ils ne parlent que l'italien et l'hébreu? Pour eux, si Donato a bien manifesté quelques réticences, c'est à cause d'une vision (ou d'un rêve) qui lui aurait annoncé les difficultés, et les guerres à venir. Mais jamais au grand jamais celui-ci ne se serait opposé au « sionisme » de ses fidèles.

Après la mort de leur chef, les San-Nicandrais n'ont formé ni secte ni groupe, et les jeunes générations se sont fondues avec une étonnante rapidité dans le creuset israélien. Certes, la Galilée pouvait rappeler aux premiers arrivants le relief tourmenté du Gargano de leur jeunesse, et, comme les Pouilles, la région de Safed est aussi terre de piété, peuplée de kabbalistes et de rabbins miraculeux. Mais actuellement les San-Nicandrais sont répartis dans l'ensemble du pays, à Ashkelon, à Akko notamment.

Ceux qui sont demeurés pratiquants définissent désormais leur particularisme comme un *minhag*, c'est-à-dire comme une coutume juive parmi d'autres, qui ne modifie pas l'essence du rituel. Dans l'échiquier communautaire, ils se

sont rangés parmi les « séfarades » (juifs chassés de la péninsule Ibérique à la fin du XV^e siècle). Certains croient même pouvoir se trouver une origine marrane. A les en croire, des fugitifs en provenance d'Espagne se seraient regroupés dans les Pouilles, où un « roi français » les aurait convertis de force au christianisme. En suivant Manduzio, ils n'auraient donc fait que retourner à la foi oubliée de leurs ancêtres...

Il s'agit sans doute d'une réélaboration. Mais on ne peut qu'être frappé par le rôle que la France joue ou a joué dans l'imaginaire des San-Nicandrais. Donato Manduzio comme ses compatriotes, ont été nourris de la geste des « Paladins français » (Roland, Olivier, Charlemagne), si populaire en Italie du Sud. Curieusement, un autre guerrier français, du nom de Joachim Murat, guerroya sous les remparts de Safed et de Tibériade, avant de devenir l'éphémère roi de Naples. Comme s'il se tissait entre la *furia francese*, les monts de Galilée et le Mezzogiorno une toile symbolique et mystérieuse, un réseau étrange et disparate, aux lois encore à découvrir...

Tous les après-midi les anciens de San Nicandro chantent *a capella* un cantique composé par Donato. La transcription de ces pièces mériterait publication, ainsi que le journal d'Eliézer Tritto, relatant jour après jour l'installation des San-Nicandrais en Israël. Mais depuis la mort de Donato, « c'est comme si la présence divine s'était retirée ». Très peu composent encore. Ils se considèrent, après la disparition de leur guide spirituel, « dans la main de Dieu » seul, et la relation directe qu'ils cherchent à établir avec leur Créateur, ainsi que le caractère individuel de leur rapport au texte saint, n'est pas sans rappeler le protestantisme, particulièrement actif dans la région des Pouilles à l'époque de leur conversion.

Elena Cassin déplore l'abandon dans lequel les « Israéliens » et la communauté juive organisée d'Italie laissent les juifs de San Nicandro demeurés sur les bords de l'Adriatique. La-bas, disent ces « Israéliens », une « lumière est restée allumée », rien de plus (cf. *Nerdalouk*). Les relations entre les juifs san-nicandrais d'hier et l'Etat demeuré au pays reproduisent le schéma assez tourmenté des rapports entre Israël et la diaspora, marqués à la fin par l'amour et l'incompréhension réciproque.

Un magnifique *vocero* a accueilli Esther, revenue visiter son village natal, après la guerre du Golfe. La communauté de San Nicandro, réduite à une poignée de femmes qui continuent à chanter les prières juives en italien, a accueilli les Israéliens en héros, et une chaleur familiale et amicale semble devoir faire perdurer des liens qu'une foi commune, quelque peu en désynchronisation aujourd'hui, avait forgés entre ces « cœurs simples ».

Nicolas Weill

(1) *La Colline inspirée*, de Maurice Barthes, Plon, p. 1.

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

L'Enchanteur Davies

Robertson Davies n'est pas de ces romanciers qui se penchent pendant trois cents pages sur leur nombril ou leur tasse de thé. Ses romans ressemblent à de grandes batailles, sans temps mort, sans héros qu'on laisse reposer un instant dans le couloir. Il multiplie les métaphores contradictoires pour peindre, dans *la Lyre d'Orphée* comme dans tous ses livres, « la schizophrénie culturelle canadienne ».

Page 38

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

A la recherche des intellectuels disparus

Que sont les intellectuels devenus? Certains proclament leur déclin, critiquent les « intellocrates », d'autres constatent que leurs interventions scandent l'histoire du siècle. Aujourd'hui, ils sont toujours là, bien visibles, mais leurs fonctions deviennent davantage fluctuantes. Le sociologue Rémy Riefle est parti à la recherche de ces intellectuels prétendus disparus.

Page 31

DOSSIER

Les sciences cognitives : une révolution en attente

Leur but est de connaître l'acte de connaître. Elles regroupent des recherches dans des domaines aussi différents que la neurologie, la psychologie, la linguistique, l'anthropologie, la philosophie ou l'intelligence artificielle. Leur émergence progressive depuis trente ans constitue un développement intellectuel majeur de notre temps. Certains y voient un mouvement libérateur, d'autres une véritable révolution, d'autres encore une nébuleuse interdisciplinaire dont on a trop attendu.

Pages 32 et 33

Chant de l'enfant mort

PROSES DU FILS

d'Yves Charnet.
Postface de Jacques Borel
La Table ronde, 174 p., 79 F.

On peut lire longtemps, par goût, plaisir ou profession. On peut lire beaucoup. On peut même, parfois, l'autisme et la griserie aidant, se fatiguer de cette activité, et rêver d'aller plutôt aux mirabelles ou aux framboises. Puis, arrive un moment, où l'instinct s'incarne dans un livre, où ce livre vous prend à la gorge, vous saisit comme une évidence. Cette évidence, Yves Charnet, jeune universitaire né en 1962, spécialiste de Baudelaire, vient de la mettre en forme dans un premier livre, intitulé *Proses du fils* (1). Ni récit autobiographique ni journal, ces « proses » appartiennent à la catégorie des écrits intimes. « Pas de quoi faire un roman. Rien de ce qui se trafique en littérature », écrit Yves Charnet pour dessiner son territoire, qui n'est pas le roman familial, celui qu'on lisait, il n'y a pas si longtemps, avec les pincettes de la psychanalyse. Pour s'affirmer dans sa singularité et sa nécessité, la littérature semble ici devoir d'abord se nier, se récuser.

Intimes, ces adresses successives à la mère — « Ma terrible terre, temps merveilleux au chevet de mes livres achevés, ma

filles mère (...), ô ma mer d'or et mon enclos de sang ! », au père épuisé — « Je n'ais de ta mort. J'étais ta mort. La prose en deuil sera le poème de ma naissance » —, aux amis, ces compagnons dans « l'art de survivre ». Mais, traversant ces figures, c'est une autre personne, beaucoup plus lointaine et autrement douloureuse, qu'Yves Charnet cherche à retrouver, dans la « raga des mots » et l'« éparpillement des traces » : l'enfant en lui, l'enfant « défiguré », « tuméfié », « jeté à la décharge », le petit garçon, « le plus mort des morts », dont Bernanos parle admirablement dans la préface des *Grands Cimetières* (cité au début du livre).

Pour atteindre et exprimer cette intimité, pour lui donner une voix adéquate, son chant, la poésie reste le vecteur privilégié. Poésie informelle et sans appât, comme trop requise par l'urgence de son propos pour se couler dans une autre forme que celle de la prose, d'une prose fiévreuse, haletante, à la fois riche et infiniment fragile. Car ici, c'est le langage, avec ses assonances, ses associations, qui mène le jeu, qui commande et régit à l'urgence de la requête. Ce sont les mots, ces « compagnons de déroute », qui suivent le « tracé d'une faille anémisée », qui trouvent leur propre chemin, concédant au cœur brûlant de l'intimité. Ce n'est

cependant pas le jeu gratuit, la combinaison plus ou moins heureuse des vocables qu'Yves Charnet donne à entendre. C'est bien le sens que, par ce langage en crise, en état de commotion, par cette torsion, cet « escarpement de la parole », il cherche à fixer.

« Œuvres en miettes », « tessons d'une écriture perdue », le livre d'Yves Charnet est la bouleversante tentative d'inscrire, pour s'en guérir, « ce chagrin grand comme l'enfance », cette « défaillance » qui « fait de nous des êtres béants ». Ce n'est pas une langue morte qui peut traduire le béance, mais la « boucherie de paroles », la manducation réitérée des mots destinée à en extraire et réinventer le sens.

Plus que d'autres, certains livres ont besoin de lecteurs, appellent, non les suffrages d'un improbable succès, mais l'amitié d'une lecture fraternelle. Ainsi du beau livre d'Yves Charnet.

Patrick Kéchichian

(1) Michel Deguy, Jean-Marie Gleize, Richard Millet et Jean-Baptiste Péro ont déjà publié, dans diverses revues ou anthologies, des fragments de ce livre. Michel Deguy présentera, lundi 25 octobre, à 20 h 30 à la Maison de la poésie (terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris), une lecture des *Proses du fils*.

JEAN-FRANCOIS JOSSELIN

La Fortune du pot

Comédie en deux actes

suivie de

Le Service des urgences

Grasset

LE PIÉTON DE PARIS

suivi de *D'après Paris*
de Léon-Paul Fargue,
Gallimard, « L'Imaginaire »,
306 p., 42 F.

LE « cogito » de Léon-Paul Fargue, c'était « je flâne donc j'écris » ou « j'écris donc je flâne ». Il a promu définitivement la promenade comme genre littéraire. C'est une vieille tradition française qui remonte à Montaigne, mais L.-P. F. l'a consacrée en quelque sorte, avec le « Paris de l'entre-deux-guerres » — comme on dit, lorsqu'on se sert d'un euphémisme pour évoquer les périodes très précieuses et très fragiles. Toutes les époques méritent sûrement que l'on en parle avec précaution. N'empêche, quelle tête ils eurent faite, les gens des années 30, en leur avoir déclaré : « Vous êtes des gens de l'entre-deux-guerres ! » Ils auraient protesté et refusé de se reconnaître dans cette catégorie de l'espèce humaine...

D'après Paris sortit en 1932, et le Piéton de Paris sept ans plus tard. Ensuite, Léon-Paul Fargue s'appela comme le titre de son livre. Il avait alors soixante-trois ans. C'était un bel âge pour obtenir cette sorte de distinction. Tendis qu'Aragon n'est pas devenu « le paysan » de la capitale, malgré la réputation qu'il avait essayé de se faire durant sa jeunesse surréaliste...

Dans le préface du Piéton, Léon-Paul Fargue nous expose ses idées sur la littérature, à cause d'une belle femme évide de s'insérer avec laquelle il se promenait le long du canal Saint-Martin. Connaissant sa « passion mélancolique » pour cet endroit, elle lui demanda « comment il faisait » pour le dépeindre avec tant de « justesse ». Racine, Baudelaire, Cézanne, mais aussi le boxeur Joe Louis et l'actrice Greta Garbo furent

priés de répondre, naguère ou jadis, à la même curiosité : « Comment faites-vous ? » « Il y a, dans l'Art et dans le Sport, écrit Léon-Paul Fargue, des questions de chambre noire et d'alcôve qui passionnent les foules. » Lui-même affirmait ne pas avoir de méthode et ne pas croire nécessairement à l'inspiration. Pourtant, il définissait très joliment celle-ci. « L'inspiration, dans le domaine obscur de la pensée, disait-il, c'est peut-être quelque chose comme un jour de grand marché dans le quel on a réjouissance en quelque endroit de la matière grise, [et] des velléités s'abandonnent, pareilles à des carioles de maraichers. »

LÉON-PAUL FARGUE ajoutait que l'on devait être « réceptif » à tout l'univers et pressentir ou ressentir ce qui relie les choses les plus éloignées. C'était donc qu'il avait « une méthode ». Il se « laissait appeler par les géographies secrètes (...), les chemins, les prémonitions, les pas étouffés » et « le murmure des mémoires » ou celui « des morts ». C'était le géographe le plus amoureux de la planète. Il fait le lire dans les tramways (s'il en reste), les autobus ou les avions. Dans celui que j'ai pris récemment, le commandant de bord se nommait d'Alembert. Ce serait sûrement ému L.-P. F.

Géographies littéraires parisiennes... Pour Henri Calet, c'était Montparnasse et la place

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Paris, mode d'emploi



Denfert-Rochereau. Pour Antoine Blondin, c'était le quai Voltaire. Pour Léon-Paul Fargue, c'était tout Paris, mais d'abord le quartier de la Chapelle, la rue d'Aubervilliers, la rue de Flandre, le canal de l'Ourcq, le faubourg Saint-Martin, le boulevard de Magenta, la gare de l'Est et la gare du Nord. Ce « pays » se révélait à la fois lugubre et magique. Et le mélange des genres fascinant L.-P. F., lequel regardait l'hôpital Lariboisière comme la « maison de famille de l'arrondissement ». Le Piéton de Paris est

à déconseiller aux personnes trop pressées, qui courent toujours vers on se sait quel rendez-vous et n'aperçoivent ni les vivants ni les fantômes. Léon-Paul Fargue modérait l'allure de l'existence. Il gardait le rythme de ses promenades de jeunesse avec Charles-Louis Philippe, l'auteur de *Bubu de Montparnasse*. Vous savez, ces promenades où les amis se raccompagnaient tour à tour. Et cela ne finit jamais. Et l'on se couche très tard... L.-P. F. aimait les dimanches de la Chapelle, parce

que c'étaient de vrais dimanches : « Le mari, déjà juteux de vermouth, s'effondre au derrière de ses fils. L'épouse fidèle et solide appuie sur le trottoir son pas de villageoise. La jeune fille à marier hume les fumets de l'Engadine-Express ou du Paris-Bucarest, qui emmènent son cœur loin des frontières géographiques et sentimentales. » Cependant, Léon-Paul Fargue préférait encore les déambulations nocturnes pendant lesquelles retentissaient, parfois, ces « appels désespérés qui font des hommes des égaux et des poètes ». A cette heure, disait-il, les trains qui passent « ont la longueur d'un instant de café ». Superbe, non ? Après quoi, si l'on demandait à L.-P. F. son opinion sur le dixième arrondissement, il affirmait tout naturellement que c'était « un quartier de poètes et de locomotives ».

N'EMPÊCHE, les Parisiens demeurent un mystère éternel pour la province. Les habitants de la Seine-Maritime, de Loir-et-Cher ou de Meurthe-et-Moselle s'interrogent sur le mot lui-même. Est-ce un métier, une conviction particulière, une très vieille habitude que d'être parisien ? Léon-Paul Fargue disait que beaucoup de gens ne mériteraient jamais « ce titre », bien qu'ils fussent nés rue Lepic ou place d'Italie. Car ils n'avaient pas « attrapé la manière ». C'était, peut-être d'abord, une

façon de respirer. Avoir « la sensation du large » lorsqu'on descendait les Champs-Élysées vers la place de la Concorde, et s'y promener « comme sur un pont de paquebot ». Ensuite, Léon-Paul Fargue parlait de « cette légèreté qui permettrait à quelques centaines de milliers d'êtres humains de ne rien prendre au tragique » et « d'exercer une sorte de suprématie auprès des espèces moins promptes à la réplique, moins insouciantes et moins aimables ». En 1993, cette manière de vivre, de penser ou de se moquer est (hélas !) très menacée, car elle résiste mal aux tracas de notre époque.

Et les Parisiennes ? Certaines se faisaient remarquer par leur frivolité, leurs amants, leurs extravagances, leurs bijoux et leurs « mots », dans les salons, qui comptaient davantage que « les traités secrets et les combinaisons européennes ». Les autres, plus discrètes, ne passaient tout de même pas inaperçues. D'après L.-P. F., les aubergistes de province et les douaniers se vengent de la reconnaître à leur « toilette », à leur « accent », à la « vibration » de leur personne. Et puis à des presque niens, des je-ne-sais-quoi... C'est le plus bel éloge de la douane et de l'hôtellerie...

Mais, dans les années 30, Léon-Paul Fargue regrettait déjà de voir disparaître ces femmes qu'il qualifiait de « jolies monstres » et qui avaient longtemps régné « sur toutes les classes de la capitale, maniant le miniro ou le mac avec la même aisance (...), qu'elles fussent de l'école de l'Opéra ou de Montmartre ». Il en restait heureusement quelques-unes dans le Paris de l'entre-deux-guerres, pour tempérer les nostalgies de L.-P. F. C'était l'époque où les dernières marques délaissées la capitale et ses vanités, ses coups de cœur, ses impatiences, pour « aller mourir dans les stations thermales ».

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

COMMENT ne pas être marqué par l'histoire dans ces villes qui ont changé tant de fois de nom ?... Polonais de Lituanie comme son cousin le poète Oscar Milosz, Czesław Miłosz, « citoyen du monde de nationalité vilnoise », a souvent évoqué la ville de sa jeunesse. « Injustice... Un Parisien n'est pas obligé de ressortir à chaque instant sa ville du néant. Trouve-t-on beaucoup d'autres villes dont le nom soit source de contestations ? Les Polonais disent Wilno ; les Lituanais, Vilnius ; les Allemands et les Biélorusses, Vilna. Le fleuve qui l'arrose a lui-même deux noms : celui de Wilia, et celui, plus harmonieux, de Néris, qui évoque on ne sait quelle Néréide », écrit-il dans *L'autre Europe* (Gallimard 1964). Il y avait aussi Vilnė, en yiddish, la ville bien-aimée des Juifs, la « Jérusalem de Lituanie », à laquelle Henri Minczeles a consacré un énorme travail de recherche, des origines à la Shoah, pour une thèse devenue livre, désormais indispensable à qui veut comprendre la complexité de ce lieu.

Comment s'y retrouver dans l'imbrication des appartenances et des ressentiments innombrables sur ce morceau de terre balte ? Juifs, non Juifs, antisémites, Catholiques et orthodoxes. Communistes et entcommunistes. Dans les rues, on voit encore partout de grandes photos du pape Jean-Paul II, venu au début septembre dans ce pays très catholique. Pays qui fut le dernier en Europe à être christianisé, à la fin du quatorzième siècle, où abondent encore les sectes et les signes païens, où la séparation entre l'orthodoxie et le catholicisme romain semble l'emporter sur les antagonismes nationaux.

Puissante Lituanie qui s'étendait jusqu'à la mer Noire, convoitée par les chevaliers teutoniques, puis unie au royaume de Pologne, absorbée par la Russie en 1795 lors du premier partage de la Pologne, russifiée pendant plus d'un siècle, indépendante le 16 février 1918, même si les Polonais allaient, en 1920, reprendre « leur » Wilno, forçant la Lituanie à transférer sa capitale à Kaunas. Occupée en juin 1940 par les Russes, qui se présentent en « libérateurs », puis par les nazis, puis soviétisée, grand-peine pendant quarante-cinq ans, tandis qu'un tiers de la population était déportée en Sibérie et que le reste des masquards baltes, les « frères de la forêt », était se poursuivre longtemps, jusqu'en 1954, dissuadant les familles russes de venir s'installer là. En 1990 Vytautas Landsbergis proclame une indépendance que Moscou ne reconnaît pas, entraînant une riposte de Mikhaïl Gorbatchev, qui va faire tirer sur la foule. Mais les derniers soldats soviétiques ont quitté le pays le 31 août dernier. La Lituanie a créé sa monnaie, le litas, qui vaut aujourd'hui un quart de dollar. Stable pour l'instant.

VILNA, Wilno, Vilnius, célèbre pour sa grande synagogue, une des plus belles d'Europe (détruite, on a construit à sa place un jardin d'enfants). Célèbre pour ses imprimeries d'où sortaient des Talmud pour toute l'Europe du dix-huitième siècle, patrie d'un des plus célèbres rabbins, le Gaon de Vilna, mais aussi lieu de naissance en 1897 du Bund, le parti ouvrier juif, puis en 1925 du YIVO, le Centre d'études juives. Vilnė, où demeure le souvenir de Zamenhof (1859-1917) qui était médecin à Kaunas et qui a créé l'espéranto, du peintre Levitan, de Chaim Soutine qui a étudié à Vilnius, d'An-Ski, l'auteur du *Dibbuk*, du sculpteur Jacques Lipchitz. Lieu de culture, qui fut un des creusets les plus féconds de la modernité yiddish en peinture, musique, littérature, poésie, théâtre (le mouvement *Yung Vilnė*), notamment avec Moshe Kulbak, l'auteur des *Zelminiens* (Seuil, 1989) et le poète Avrom Sutzkever, qui vient d'avoir quatre-vingts ans, et

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



La grande synagogue en 1944. Elle n'a jamais été reconstruite.

Vilnius, Wilno, Vilnė

qui, en 1943, dans le ghetto, écrit sur un monde enanti où il ne reviendra jamais :

« Je ne veux pas te pleurer, ville de mon chant, / humide est encore la terre sous ton visage brûlé, / je veux te pénétrer comme une nuit éclot en étoiles / pénétrer l'éclat incandescent / chaque vitre / chaque puits / chaque abri (...) Dans tous mes lieux d'errance / toutes les villes / auront à jamais ton visage. / Je ne prendrai racine / dans aucune terre / comme ne peut s'enraciner / dans une poignée de sable au fond des eaux / la nénuphar arraché à sa longue tige / qui se balance éperdu sur l'abîme des vagues / et personne, personne, ne voit que la fil est cassé. »

Ville mythique, sur le plan religieux comme sur le plan culturel, où l'on parlait toutes les langues et qui, après avoir été polonaise, et russe, et juive, après avoir subi une soviétisation intense, est redevenue lituanienne. Mais les Juifs, qui avaient vécu là pendant près de six siècles, y ont été exterminés. Avant la deuxième guerre mondiale, ils représentaient près de 40 % de la population de Wilno, et le monument de Ponar signale aujourd'hui que sur 100 000 morts de la ville, 70 000 étaient Juifs... En 1939, ils étaient quelque 300 000 à vivre sur le territoire de la Lituanie. Il en reste aujourd'hui moins de 4 000, le plupart à

Vilnius et à Kaunas-Kovno. Et les chiffres sont insupportables ! Comme le souligne, devant les panneaux du petit Musée juif qu'elle a récemment créé, Rachel Margolies, une rescapée, qui a eu vingt ans dans le ghetto, où tous ses parents ont péri, en montrant les documents : « A Paneriai, près de Vilnius, 70 000. A Litua, 60 000. Près de Kaunas, dans le Fort IX, 30 000... Ces chiffres, ce sont des hommes. Chacun avait un père, une mère, un frère, un enfant. » Terrible comptabilité comme dans ce rapport, vu au Musée, d'un colonel allemand arrivé en Lituanie le 4 juillet 1941 pour tuer dans les ghettos des villes et les villages. Qui décrit son travail. Qui chaque jour, fait ses comptes scrupuleusement : Juifs, communistes Juifs, communistes lituanais, hommes, femmes, enfants... Le 1^{er} décembre, il écrit qu'il en ont tué, en quatre mois et trois semaines, 137 346 personnes. En janvier 1942, il reste, en Lituanie, 34 000 Juifs à tuer. Le 23 septembre 1943, le ghetto n'existait plus. La veille, à la bibliothèque, on avait emprunté quarante-cinq livres.

Les autorités lituanaises d'aujourd'hui ont tenu à honorer aussi la mémoire de ces morts-là, et il a été décidé que le 23 septembre, anniversaire de l'extermination du ghetto, commémorerait désormais le jour de l'Holocauste dans toute la Lituanie, et le président Algirdas Brazauskas a rappelé « combien la Lituanie était fière qu'une culture juive ait fleuri à Vilnius et que les Juifs n'y aient pas perdu leur identité ethnique ». Evoquant l'histoire de la coexistence entre Juifs et Lituanais, une histoire qu'« il ne faut pas peindre seulement avec des couleurs idylliques », il a rappelé qu'il était « impossible d'oublier ce que la richesse de l'influence des caractères nationaux, des coutumes et des cultures apportera aux générations futures ».

Du 11 au 15 octobre, un colloque a réuni des historiens Juifs et non Juifs, venus de France, d'Israël, des États-Unis, des Pays-Bas, ainsi que des rescapés du ghetto de Vilnius et des historiens lituanais pour tenter d'éclaircir les ombres d'une histoire atroce dans des débats où on ne pouvait pas ne pas percevoir l'inquiétude devant le futur d'une communauté qui meurt. « Nous avons chaque année trente naissances, cinquante à soixante décès, des mariages mixtes, des départs. Combien serons-nous dans dix ans ? »

Le futur ? Quel est-il ? « Nous n'appartenons pas au passé. Nous appartenons à l'avenir », proclamait en juillet l'écrivain de Vilnius Grigori Kanovich dans un discours que reproduit le dernier numéro du journal *Jérusalem de Lituanie* (septembre-octobre 1993, n° 7). Mais Grigori Kanovich est, depuis, parti en Israël. Tandis qu'Emanuelis Zingeris, membre du Parlement et directeur du Musée juif, se montrait plus précis : « Peut-être n'y aura-t-il plus jamais en Lituanie une nouvelle génération d'enfants qui parlera le yiddish, qui écouteront raconter les histoires sur les héros de la Torah, ou sur les gâteaux Juifs qui sont si différents des lituanais... Les Juifs lituanais sont devenus un groupe dispersé. Mais il est encore possible de faire quelque chose, il est possible d'essayer de faire naître une nouvelle rivière culturelle pour les Juifs de Lituanie. Et si nos concitoyens partagent notre courant, nos espoirs n'auront pas été vains. »

★ Bibliographie. — *Vilna, Wilno, Vilnius. La Jérusalem de Lituanie*, de Henri Minczeles, prix Mémoire de la Shoah (La Découverte, 486 p., 195 F.). Histoire des Juifs en Pologne, du seizième siècle à nos jours, de Daniel Tollet (PUF, 330 p., 178 F.). *Les Pays baltes, d'Yves Fassinand* (Mondadori, 160 p., 60 F.), ainsi que le numéro d'*Aurum* consacré aux pays baltes (n° 50, janvier 1991) ; *Où gisent les étoiles*, d'Avrom Sutzkever, préface de Rachel Ertel, traduit du yiddish sous la direction de Rachel Ertel et de Charles Dobzynski (Seuil, 220 p., 120 F.). En anglais, la plus importante étude sur le sujet : *The Baltic Revolution*, d'Anatol Lieven. Yale University Press. New Haven and London, 1993.

Le nègre de Molière

Corneille a-t-il rédigé les chefs-d'œuvre de Molière ? Frédéric Lenormand mène l'enquête

L'AMI DU GENRE HUMAIN
de Frédéric Lenormand
Robert Laffont, 376 p., 139 F.

Il nous importe peu finalement de savoir si Corneille a écrit des pièces de Molière ou de collationner les indices qui permettraient de le supposer. *L'ami du genre humain* est un roman. Son personnage est certes prestigieux, mais quelque peu encombrant. L'auteur du *Cid* a contre lui l'obligation de ressembler à ses héros. Frédéric Lenormand, lui, a beaucoup d'humour et une remarquable culture. Il sait être iconoclaste avec élégance : l'éclairage est si intime, l'attention si tendre que nous oublions l'enquête, captivés par la vie d'un clan regroupé autour d'un personnage vicilissant, Pierre Cornille, lequel se prépare à l'oubli en homme lucide et rusé qui ne doute pas de son génie, mais s'amuse de son rôle.

Affectueux et vigilant, Thomas est le témoin des quinze dernières années du frère adoré. Puis apparaissent les acteurs de second plan : Marie l'épouse, leurs enfants, l'oncle Jean, et les figurants qui se drapent dans les oripeaux d'une orgueilleuse promiscuité. Trois siècles plus tard Frédéric Lenormand se garde bien d'exhumer des cadavres que le temps aurait statufiés. Il évite surtout d'interpréter les événements à l'aune de notre désir, qui voudrait ne conserver des génies



Frédéric Lenormand iconoclaste avec élégance

que leur reflet immense. Il observe de très près ces angosses du quotidien qui obsèdent les écrivains de tous les siècles, mettant à mal la légende qu'écrivent sur du gâchis ordinaire. En 1684 (date à laquelle débute ce *flash back* apocryphe), Thomas Cornille entre à l'Académie, reçu par... Racine. Pierre est mort la même année, dix ans après une dernière tragédie exquise : *Su réna*. Frédéric Lenormand concentre son récit sur l'envers du décor. A banter les coulisses, ses personnages gagnent la consistance trou-

blante de la vérité. Cornille, auteur véritable des comédies de Molière ? Pour Lenormand, cela est tellement évident que le plaisir de notre lecture se situe ailleurs, dans cette délicate radiographie d'un écrivain préoccupé par l'irréversible choix de l'œuvre, les démanagements du corps, les contraintes du mariage et les douleurs de la paternité.

Ce roman inépuisable a plusieurs entrées : le monde du théâtre, les mœurs d'une famille bourgeoise, l'omniprésence policière de la reli-

gion, les lieux occultes de la dissidence. On y rencontre Lully, étouffant le talent de Marc-Antoine Charpentier, et une Anglaise traduisant Shakespeare pour les frères Cornille. On s'interroge sur la grossesse illicite d'une servante. On croise un Noir transplanté à Paris, qui épouse la cuisinière des Cornille. Une société d'intellectuels en quête de liberté étouffée dans le carcan monarchique. C'est la peau et les nerfs d'une époque. Il y a des pages magnifiques sur François, le jeune fils de Pierre, « beau comme

un jour sans joie », fou d'amour et séduit par le volage et libertin marquis de Cascades, exaltant sa passion blessée avec la férocité et la violence d'un héros racinien, non plus balancé entre deuil et fureur, mais emporté par le flot brûlant qui consume Phédre. Il y a des pages drôles et éprouvantes sur Magda, l'une des filles confites en religion et hallucinées. Le *Don Juan* de Molière rôde, baroque et déliant. Rodrigue a fait son temps. Le grand art de Frédéric Lenormand, c'est d'avoir créé des personnages du XVII^e siècle proches de nous, proustiens déjà parce que affilés par le désir et la mémoire. Le fils meurt englouti dans l'absurdité de la guerre et la fille se dessèche, pètrie de jansénisme.

L'enquête ne porte donc pas tant sur la paternité véritable des pièces de Molière, mais sur le paradoxe de l'écrivain, incompris parce que housculé entre peur et certitude, tout à la fois mesquin et sublime. Cornille n'est pas seulement le nègre de Molière, mais le nègre de tous les écrivains obligés de coller à leur image, au risque tragique de tarir la source. L'invention de Frédéric Lenormand est d'avoir offert à Cornille une mirohnlante pirouette. L'auteur d'*Horace* aurait rédigé clandestinement les *Précieuses ridicules* et le *Malade imaginaire*. Une façon narquoise de rire du passé et de se coller avec la mort.

Hugo Marsan

Un mauvais petit diable

LE VENTRE DE LA FÉE
d'Alice Ferny.
Actes Sud,
115 p., 75 F.

Bien sûr, on sait qu'il faut se méfier des contes de fées. On sait, quand on commence la lecture de *Le ventre de la fée* d'Alice Ferny — tout baigné de l'atmosphère de la fée, « une ligne dansante, un trait de lumière vaporeuse, un éclat de pastel terni et presque translucide comme celui des bonbons acidulés » — que ça finira mal, que ce bonheur différé ne peut pas durer, que l'enfant qu'elle met au monde, Gabriel, ne sera pas un ange. Ou saulant un ange exterminateur.

Gabriel aat un psychokiller. D'abord il viole les femmes, il leur fait mal, avant de « penser aux patates filées » : « Il tuait les patates filées sans les violer, violait les femmes sans les tuer », « c'est plus tard qu'il se s'était mélangé à la mort ».

La violence et la retenue

Le récit d'Alice Ferny fait froid dans le dos. Il est parfois complaisant. Les raisons de l'attitude de Gabriel relèvent d'une psychanalyse quelque peu éculée : l'amour fou de la mère dont il ne supporte pas la mort, le dégoût que lui inspire l'amour physique antra ses parents, l'identification des petites filles à des danseuses et à sa mère... Mais la cauchemardesque et l'évolution des crimes sont évoqués avec naturel : « Cette mésaventure l'amena à plus de barbarie. » Tout simplement.

Elle décrit les activités macabres de Gabriel, sans affecter sanguinolence, sans se départir d'un ton élégant et sobre. C'est précisément la contrainte antra la retenue de l'écriture et la violence du personnage qui donne sa force à ce premier roman d'une jeune femme qui s'est choisie un pseudonyme cruellement doux...

A. S.

Le mystère Wildorf

Un siècle d'enquêtes sur la mort d'un philosophe suisse. Marc Bressant a le don de créer un destin au moyen d'éléments dont on jurerait qu'ils sont authentiques

L'ANNIVERSAIRE
de Marc Bressant.
Ed. de Fallois,
263 p., 100 F.

Comment penser à Zurich sans évoquer Fritz Zorn, qui y périt sur sa rive dorée, celle des notables ? On se souvient de *Mars* (1), ce livre fulgurant, d'une lucidité atroce, où l'auteur, Zoro, s'approprie à mourir à trente-deux ans d'un cancer ou « de larmes rentrées » et, surtout, d'avoir grandi non pas dans un monde malheureux, « mais dans un monde menteur » et « si parfaite-

ment harmonieux que même le plus fiévreux harmoniste en frémirait d'horreur ». Dans *L'Anniversaire*, sur un tout autre registre, c'est le même optimisme fatal qui sévit dans la même ville, Zurich, où l'on se prépare, en 1891, à célébrer le sixième centenaire de la Confédération helvétique.

Les innombrables soleioités prévues risquent d'être gravement troublées par un scandale. En redigote, « la cravate avantagée », le philosophe octogénaire Johann-Kaspar Wildorf, éminent penseur national, sagement allongé sur son lit, face aux montagnes qu'il aimait tant, semble « encore une fois sereinement pen-

ser le monde ». En fait, le grand homme vient d'être assassiné à la veille des cérémonies commémoratives, d'un coup de piolet dans le cœur. Avec une ironie légère et beaucoup de délectation, Marc Bressant montre comment on étouffa l'affaire, parfois au moyen d'autres meurtres, comment un siècle plus tard, en 1991, un étudiant américain se penche sur ce crime escamoté, ignore des dictionnaires, et comment le malaise recréa, suscitant de nouvelles investigations, de nouvelles agressions.

Fasciné par son récit, Bressant s'y attarde, le détail parfois inutilement. Mais l'envoûtement auquel a cédé cet écrivain suisse dans son deuxième roman fascine le lecteur à son tour, et l'on est pris au charme de Wildorf et de ceux qui, au long de tout un siècle s'acharnent à découvrir son assassin, pour n'aboutir qu'à mieux connaître la victime.

Du policier Kramer, rival helvétique des Poirot ou des Holmes, qui enquête au siècle dernier, à nos contemporains, Turtle, l'étudiant de Chicago, ou Reumont, fonctionnaire fédéral sophistiqué, fier d'opéra, de jolies filles, tous, ils seront vite obsédés par les dissonances du personnage vivant, plutôt que par sa mort dont ils sont supposés traquer le secret. Ils seront tous happés par le climat oppressant dans lequel l'enquête, presque la même d'un siècle à l'autre, a lieu. Vaine. Et surveillée, parfois suspecte, toujours piégée par les pouvoirs en place.

Officiel et encombrant

Ce vieux monsieur, célèbre et anodin, ne le tient en haut lieu pour un personnage trouble de par sa mort inenvenant et de par le tour insolite qu'avait pris, vers la fin, sa pensée. Le but est de le figer une bonne fois dans un modèle à jamais exemplaire et de l'y oublier. Mais il s'impose, vivace et perturbateur, à ceux qui, en fait, révéleront sa trace. Une réponse au mystère de son assassinat sera proposée, aussi suspecte que la série des morts, dites accidentelles, ou de la disparition des enquêteurs qui s'y intéressaient.

Reste, à Zurich, la maison de Wildorf, devenue un musée voué à sa mémoire. Mais à la mémoire de quoi ? Du jeune homme, vaguement gigolo, qui poursui-

vait, autrefois, ses études à Leipzig. Du maître à penser qui fut, quarante-deux ans durant, professeur à l'université de Zurich ? De l'époux qui a quitté sa femme pour suivre un de ses étudiants ou de l'homme secret, lointain et, jusqu'à ses derniers jours, idolâtré d'une belle Florentine ?

De l'auteur honoré dont l'œuvre très académique fut tant applaudie, ou du « philosophe défonqué » des derniers essais : un *Kant* et *cetera* déjà inquiétant, qui précéderait l'ultime ouvrage, cet incongru *Mémoires d'un vieux parapluie* (2). Ce dernier titre, un clin d'œil comme les aime Marc Bressant à son propre premier roman : *Mémoires d'un vieux parapluie* (2). Il y reconstituait une vie, celle d'un grand politicien, avec déjà ce don de créer un destin, une présence plus plausibles que nature, au moyen d'éléments dont on jurerait qu'ils sont authentiques.

Wildorf existe, en effet, et d'autant plus indéchiffrable. C'est peut-être en homme des montagnes qu'il se révèle le mieux, inscrit dans une Suisse à la fois magique et tellurique, massive et romantique, bousculée par des pics déchiquetés, la démesure des cimes, le poids des emplacements ; des régions où « les monstres dévorent des glaciers », l'épaisseur des parois, leur contact abrupt contrastent avec les fragilités de la chair.

Johann Kaspar Wildorf est un contemporain de Sebopenhauer ou de Nietzsche, mais aussi des pionniers qui sillonnaient les Alpes au siècle dernier. Sauvent des Anglais, tels Ruskin, Leslie Stephens, père de Virginia Woolf, ou, surtout, Whympier, premier vainqueur du Matterhorn, mais dont le retour à Zermatt fut celui d'un vaincu, quatre de ses compagnons s'étant tués dans la descente (dont lord Douglas, parent de celui qui deviendrait et l'amour et la perte d'Oscar Wilde). Une chute vertigineuse au cours de laquelle on n'entend pas un cri. L'un des épisodes légendaires qui hantent ceux qui tentent de cerner le philosophe alpiniste.

Sans doute furent-ils les derniers à se préoccuper du grand homme aussi officiel qu'encombrant, et qui se disait mieux placé que d'autres pour « savoir que la

fol ne déplace pas les montagnes. Pas même un misérable caillou », et surtout « que la conquête des cimes est le plus sûr moyen d'échapper à la noyade ». Mais pas à la mort. Le meurtre, la mort, un pléocisme. Peut-être est-ce là une leçon de Wildorf.

Le livre fermé, il fait écho encore, lent, insistant, hésitant entre le stricte et le dérisoire pour dénoncer la vanité, le péril à l'effort de ceux qui, rôdant autour des énigmes, menacent la tyrannie des vieilles conclusions.

Viviane Forrester

(1) Gallimard.
(2) De Fallois.

Une intégration réussie

VOYAGE
EN RITALIE

540 p
145 F

Pierre Milza

"Voici la Ritalie grâce à Pierre Milza, un autre fils d'immigré... Son ouvrage est le témoignage personnel... et surtout l'étude solide d'un historien."

ROBERT SOLÉ, LE MONDE

PLON

La vraie vie quotidienne sous l'occupation

Antoine LEFÉBURE

LES
CONVERSATIONS
SECRÈTES
DES FRANÇAIS
SOUS L'OCCUPATION

CENSURE

444 p
148 F

Antoine

Lefébure

"Il y a dans ce recueil... des lettres admirables et des lettres terrifiantes, des conversations étonnantes, en direct de la France profonde."

ANNE ET LÉNY-WILLARD, LIBÉRATION

PLON

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Dans le marigot parisien

LE GOUT DU MALHEUR
de Jean-Marie Rouart.
Gallimard, 284 p., 105 F.

Les élans mystiques, les touffues patriotiques, les déchéances populacrières, les hantises du péché, les marivaudages adultérins qui faisaient les délices bourgeois, toutes bonnes recettes des romans d'hier ou d'avant-hier, ne suffiraient pas, par les temps qui courent, à séduire les amateurs d'émotions fortes. L'argent et la sexe y suppléent : des affaires publiques aux médias, en passant par la diversité des créations écrites, on s'en convaincra aisément. Tout y remède avec une évidence plus ou moins forte. C'est, en tout cas, celle qui rassort du dernier roman de Jean-Marie Rouart, *Le Gout du malheur*, dont le seul titre annonce la couleur.

De l'argent ? Ses personnages n'en manquent pas. C'est de privilèges qu'ils se débattaient, écrivain, homme d'affaires, ménétrier, etc. Pendant une semaine, il va les suivre à Paris, Londres et Venise. Au long d'une course folle qui voit leurs désirs s'exacerber, leurs rivalités s'accroître, leurs calculs, mensonges et faux-fuyants s'entremêler, le drame de leurs destins qui, au jeu de la séduction, s'enchevêtrent pour mieux se dissocier.

Julien, le querant, ressent « une faim rouge » pour Tina, un joli ménétrier de vingt ans. Edouard, homme mûr, fuit un mariage mûr dans les événements, sans cesse d'être culpabilisé, hanté par l'impuissance. Hugo, un écrivain, trompe sa femme qui s'en aperçoit, la quitte, se jette voracement sur un jeune homme pour se venger, histoire de se passer les nerfs avant de revenir au foyer. Diane, que tous les hommes ont dési-

ré, qui a brûlé les étapes, raté ses mariages, s'expédie à des rencontres de hasard qui la dégradent mais l'excitent. D'autres suivent le même rythme forcené et hégémonique. Rien de l'amoralité sage des romans de ce tourbillon d'existences frénétiques agrippées par le désir de plaisir pour se fuir, avides de posséder pour se posséder.

Ici, le note est grave, après même : ce n'est pas la carte du Tendre que Rouart explore, mais le marigot parisien contemporain où l'on se prend pour s'oublier, où l'on se traite par lâcheté avec satiété, où l'on se déprend par futilité et peur.

Pages
vengeances

On peut regretter que, dans ce hétéro, dans cette sorte de royaume violent qui enlève nombre de pages vengereuses dénonçant un climat délirant où l'individu s'autodétruit, l'auteur privilégie la moralité sur l'écriture. Il a recherché l'efficacité du rendu, qu'il a sacrifié des facilités ou à se distraire d'une écriture appliquée eût été à convaincre. « Rien de plus simple si de plus desolée qu'une liaison dont on a épuisé les sucs », écrit-il. On ne se reconnaît plus dans ce qu'on a dit (...). La passion n'a pas plus de réalité qu'une vieille manie dont on se serait guéri ; le désir ne se conjugue sur aucun mode du passé ».

Ce que dit le *Gout du malheur*, c'est précisément le mal d'être d'un présent vécu comme un perpétuel défi à l'ennemi par désespoir de soi, un défi auquel ne peut répondre qu'un constant désaveu : il est la « légende » explicite de ce roman cruel, févreux et sombre.

Pierre Kyria

CANINES
d'Anne Wiazemsky.
Gallimard, 304 p., 110 F.

Il était inévitable que son expérience de comédienne conduise, un jour, Anne Wiazemsky à consacrer un roman au milieu du théâtre. Alexandra Balsan est une jeune femme au narcissisme tempéré, un peu gauche, presque ingénu, et qui s'avance dans la vie « sans se préoccuper des règles du jeu social », à des années-lumière des héroïnes baroques, névrotiques et tumultueuses des romans qui se situent d'ordinaire dans les coulisses du spectacle.

Elle craint au pouvoir du théâtre sur le chagrin amoureux, celui de s'être récemment séparée de son compagnon Adrien. Elle imagine trouver l'apaisement en remplaçant « ses maux et ses tourments » par ceux de Prothée, l'un des rôles principaux de *Penthesilée*, la pièce de Kleist - revue par Gracq - que, malgré son inexpérience, elle accepte de jouer. Mais l'effervescence presque joyeuse de la phase de préparation - au cours de laquelle Anne Wiazemsky brosse des portraits justes de chacun des comédiens qui se lancent dans l'entreprise avec une appréhension exaltée - se transforme vite en enfer.

Le metteur en scène, Jean Lucerne, se comporte en tyran surexcité. Alcoolique, cultivant la détestation de lui-même, attaché à sa propre légende de héros tragique, il traque tout ce qui est susceptible de nuire à son « imagination morbide et saupçon-née ». Il persécute Alexandra - avec laquelle il a jadis vécu et qu'il prétend encore aimer - pour le déstabiliser, lui faire per-

L'enfer du théâtre

Anne Wiazemsky décrit une troupe de comédiens en proie à un metteur en scène tyrannique



Anne Wiazemsky : maîtrise dramatique

dre le semblant de confiance qu'elle a en elle-même. Il jubile d'être « l'artisan de sa souffrance » lorsqu'il pense que la douleur de Prothée - la confidence de Penthesilée, la reine au sein brûlé - est celle d'Alexandra. Sans cesse repoussé par elle, il semble s'efforcer d'amertume pour mieux alimenter de ses

désirs cruels le spectacle « meurtrier et sanguinaire » dont il rêve. Le roman devient la chronique fiévreuse des répétitions au cours desquelles s'exerce le despotisme halluciné de Lucerne. Il reproche aux comédiens de s'écarter de leur rôle, de se remanquant à leurs défenses, ils se

sentent en danger et démunis au-dessus « d'effrayables précipices ». Parce que *Penthesilée* est, selon l'expression de Kleist, une « pièce canine », Lucerne voudrait en faire passer l'intensité barbare et la férocité dans la vie quotidienne des acteurs.

Cette contamination de leur existence et de leurs sentiments par la violence carnassière de la pièce est le meilleur moment du livre et donne lieu à des scènes électriques, où s'exacerbent les antagonismes de caractères, que, grâce à sa maîtrise dramatique, Anne Wiazemsky conduit sûrement à leur paroxysme.

L'entraine désespérée et manœuvrière du metteur en scène est cependant trop systématique, sa haine trop uniforme, massive et sans nuance pour continuer à intéresser le lecteur. Il passe beureusement en arrière-plan au moment où, animé par le désir pervers de détruire son propre spectacle, il abandonne les comédiens à la veille de la première en Avignon.

Il y a un beau mouvement du livre quand, emportés par leur ferveur et leur fierté enthousiaste, ceux-ci décident de prendre en main leur propre travail et, délivrés de la paternité suffocante de Lucerne, mènent la pièce au triomphe. Alexandra, à son tour, n'a plus peur, se sent heureuse sur scène. Cette libération intérieure d'une jeune comédienne, qui prend enfin conscience de ses dons et se détache de tout pour mieux se vouer au théâtre, est la lumière de ce roman écrit avec sincérité.

Jean-Noël Pancrazi

★ Le précédent roman d'Anne Wiazemsky, *Marion*, vient d'être publié en « Folio », Gallimard n° 2514.

PLANTU, le nouvel album



Le Monde
PLANTU

Les 250
meilleurs
dessins
de l'année

Egalement dans cet album : l'entretien - illustré - de Plantu avec Shimon Pérès, en novembre 1992, ainsi que les dessins sur l'accord israélo-palestinien de septembre 1993.

VIENT DE PARAÎTRE
En vente chez votre marchand de journaux

Un homme, une femme

Catherine Clément mêle petite et grande histoire pour raconter l'amour de Nehru et Lady Mountbatten

POUR L'AMOUR DE L'INDE
de Catherine Clément.
Flammarion, 503 p., 140 F.

Sur la couverture, un bandeau rouge annonce la couleur : « La passion secrète : lady Mountbatten-Nehru ». Raccourci un peu raccourci pour une passion, aussi pudique que pudiquement racontée. Pour l'amour de l'Inde, de Catherine Clément, c'est l'histoire parallèle de deux ménages à trois. L'un, classique, entre lui, elle et le mari. L'autre, beaucoup moins, entre lui, elle et l'Inde. L'Inde, personnage central d'un récit-feuille mêlant petite et grande histoire, cérémonies à grand spectacle et tête-à-tête sentimentaux.

Modestement (ou prudemment), le livre se présente comme un « roman ». Mais l'auteur est plus historienne, voire journaliste, que romancière, même si l'histoire qui la fascine est éminemment romanesque. Très à l'aise pour décrire les lieux, les temps forts et les héros d'une saga qui verra le joyau de l'Empire britannique enlanger, dans la douleur, deux frères ennemis (l'Inde et le Pakistan), Catherine Clément l'est moins quand les acteurs, ôtant leurs masques officiels, se révèlent humains et vulnérables. Par souci didactique, elle truffe, en effet, les dialogues les plus intimes de tranches d'Histoire et décrypte minutieusement la vie quotidienne d'un pays qu'elle connaît bien et dont elle voudrait tout expliquer.

Approche généreuse, qui étouffe quelque peu l'expression spontanée des sentiments de personnages déjà prisonniers du carcan de l'Histoire, et dont les dialogues sont parfois faux. Résultat encore aggravé par la complexité psychologique de premiers rôles, complexité que l'auteur ne se laisse pas d'analyser par le biais d'autoportraits quasi psychanalytiques. La matière est riche, le scénario superbe et la distribution éclatante. Lord Louis Mountbatten, sans un sou mais de sang royal, épousant Miss Edwina Ashley, héritière

comblée, moudaine et libertine. Jawaharlal Nehru, militant idéaliste, renouant à une brillante carrière d'avocat pour suivre la croisade d'un vieux homme charismatique, Mohandas Karamchand Gandhi, qui file le ruyet et rêve d'indépendance. En Europe, l'Angleterre de Churchill tient tête aux nazis.

Transformée par la guerre en sœur de charité, la femme volage retrouve à Singapour, en mars 1946, Lord Louis, nommé commandant des forces d'Asie du Sud-Est. Et un Indien directement passé de la prison au gouvernement de transition. Brahmane (la caste la plus haute), éduqué à Cambridge, Nehru a cinquante-sept ans, Edwina, quarante-cinq. Lui, brun, rose rouge à la boutonnière et calot blanc. Elle, robe à fleurs, capeline blanche, mains gantées. Une Anglaise mince à la peau transparente que la foule happe et bouscule. Réfugiée sur une table, Nehru la prend par la taille et la dépose à terre. Elle, blottie contre lui, le nez sur la rose rouge : « Vous êtes monsieur Nehru... »

Une terre
déchirée

Scène surréaliste où l'idylle se joue sur fond de politique. Un homme, une femme et le destin de l'Inde. Si l'indépendance est pour demain, l'amour, lui, est déjà dans le cœur d'Edwina. L'Inde a vu, père d'une fille adorée, l'Inde. La place est à prendre. Une belle histoire avec, pour décor, l'Histoire. Face à face, Nehru et Jinnah, le leader musulman, qui se haïssent sous l'œil, impuissant, de Gandhi, ce « fakir à demi nu », ainsi que le décrit Churchill. Churchill visionnaire, qui prédit que l'Inde accèdera à l'indépendance, mais dans un bain de sang. Nanti des pleins pouvoirs, Lord Louis, dernier viceroy des Indes, règne sur une terre déchirée.

Drôle de mari (un modèle de tolérance) qui respecte à la lettre le

pacte de non-agression conclu avec son épouse. Drôle de couple, tour à tour déchiré et pacifié, presque complice. Drôles d'amoureux, solitaires pris au piège, qui, ensemble, partent plus de politique qu'ils ne roucoulent. Naissances du Pakistan et de l'Inde tandis qu'à Calcutta Gandhi pleure ses pays découpés par le froid scalpel de sir Radcliffe. Les vieilles Indes sont brisées dans la tourmente.

Fascinants personnages que l'Histoire élève et magnifie. Edwina court les hôpitaux et les camps de réfugiés, prisonnière d'un passé qui lui colle à la peau. Nehru, méprisant les ragots, se verra voir d'elle que « la rail-lante, la généreuse, l'infatigable », celle que Gandhi appelle sa petite sœur, affirmant qu'elle a été indienne, dans une vie antérieure. L'amour impossible, sans avenir. Ils s'en accommoderont. Rien ne sera dit mais tout sera transparent. Avec, pour témoin, Catherine Clément, assemblant minutieusement ce puzzle et recomposant, le cas échéant, les pièces manquantes. Jusqu'à ce qu'Edwina s'envole vers son exil anglais, en juin 1948, en promettant de revenir au moins une fois par an. Ce qu'elle fera.

Lorsqu'elle s'éteindra, en février 1960, son cercueil plongera dans la mer du Nord avec, flottant sur l'eau, la guirlande d'œillets safran envoyée par le premier ministre indien. L'amour qui ne pouvait dire son nom aura duré douze ans. Une belle romance pour une Histoire romancée ? Un faux roman ? Les sources, multiples et détaillées, citées en fin d'ouvrage, invitent à le croire. La vie, et l'Histoire, comme un roman. Pour notre plaisir et pour l'amour de l'Inde. Cette Inde qui, seule, avait un jour confié Nehru à Edwina, passerait avant elle.

Patrick Francis

★ Le précédent roman de Catherine Clément, *Le Sésame* (1992), vient d'être publié en Livre de Poche (n° 9717).

LA TRIBU DES CLERCS
Les intellectuels
sous la V^e République
de Rémy Rieffel
Calmann-Lévy/CNRS,
692 p., 250 F.

AUTREFOIS, les choses étaient plus simples. Les clercs se définissaient par rapport à l'Eglise, les philosophes par référence au service de la Raison. Au dix-neuvième siècle, dans le mouvement des révolutions, tout se compliqua sous l'effet des grands changements. Tocqueville désigne un espace intellectuel où opèrent « les passions générales et dominantes », où s'impose la passion pour la liberté et l'égalité. Marx marque la nécessaire distance à l'égard de la société établie et de son ordre; il radicalise la critique et fait de celle-ci le moyen du savoir vrai; il qualifie ainsi le travail intellectuel. Victor Hugo, appuyé sur le peuple, exalte « le mage », l'inspiré qui, artiste, philosophe ou prophète, ouvre la voie et guide sur les chemins du progrès.

C'est à partir de l'affaire Dreyfus, des affrontements nés des passions et de l'intérêt politique font de la vérité — masquée ou révélée — un enjeu central, que les intellectuels sont nommés. Ils « naissent » alors, et on dit, avec une fonction protestataire, avec une exigence morale servante de la vérité et de la démocratie. C'est en ce sens que Péguy identifie un « parti intellectuel », qui ne dispose pas d'une organisation, mais de la force des idées. La République éducatrice, la troisième, est accueillante aux gens de l'écriture et de la parole, aux gens qui allient la culture aux valeurs républicaines. Mais ceux-ci découvrent vite l'ambiguïté de leur relation avec le pouvoir: reconnus, promus, honorés, ils se séparent peu à peu du corps social; plus autonomes, ils passent face aux détenteurs des pouvoirs politiques et économiques. C'est le dilemme dans lequel les intellectuels s'empêchent, ils tentent de se définir en se divisant davantage. Dès 1927, Benda les accuse de « trahison ».

Aujourd'hui, la situation est encore plus confuse. A la contestation des « intellectuels » répond l'éloge des intellectuels. A la proclamation du déclin ou de la disparition s'oppose la constatation que les interventions des intellectuels ont scindé, pour une part, l'histoire de ce siècle et la vie politique. Ils sont toujours là, et bien « visibles » quoi qu'on dise, mais leur univers a des limites encore plus floues et leurs fonctions deviennent davantage fluctuantes. Il serait pourtant légitime de les

A la recherche des intellectuels disparus

SOCIÉTÉS

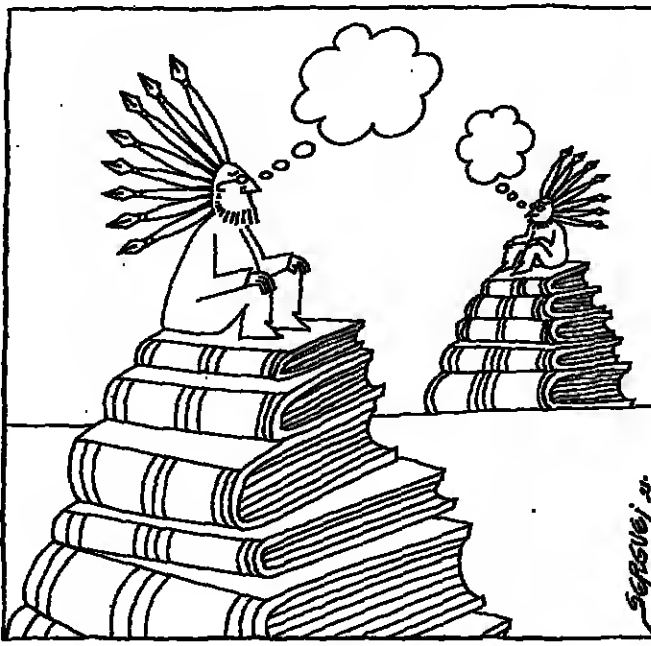
par Georges Balandier

réduire à l'état de « préposés aux choses vagues », comme l'a suggéré Valéry.

C'est à la recherche des intellectuels prétendus disparus, sorte de catégorie sociale résiduelle, que le sociologue Rémy Rieffel s'est consacré durant les dernières années. Il a choisi de reconnaître leurs parcours à partir du moment où est fondée la V^e République, jusqu'en 1990. C'est de cette exploration minutieuse, riche d'informations indirectes et directes, passées et présentes, que résulte ce gros ouvrage, véritable guide orientant la découverte d'un paysage intellectuel très instable.

La période retenue ne facilite pas la tâche. Tout bouge, et toujours plus vite. La République devient « monarchique », les colonies se libèrent, la poussée des techniques et de l'économie promettent les professionnels et les organisateurs, la communication et les médias tissent des réseaux de plus en plus denses d'où surgissent les médiocrates, les liens sociaux se distendent, le « tout culturel » s'annonce et accompagne l'essor des masses, les références idéologiques se brouillent. Et, pour finir, le grand partage du monde entre démocraties et totalitarismes s'efface, apparemment à l'avantage des premières, mais sur fond de crise généralisée. Autant d'arrière-scènes que Rémy Rieffel fait apparaître par éléments, en refusant de les situer dans une perspective chronologique.

Il se veut sociologue inspiré par la méthode ethnologique. Il définit et explore, la pratique « le va-et-vient interprétatif ». Il reconnaît « un paysage impossible à saisir dans son entier ». Les difficultés commencent avec la contrainte d'identifier le domaine. Il ne s'agit évidemment



pas d'une tribu, comme pourrait le suggérer le titre de l'ouvrage en recourant à une métaphore facile qui a beaucoup servi; et en employant un singulier qui s'accorde mal à la fragmentation du milieu intellectuel.

Rémy Rieffel a fait un autre choix, et il ne s'astreint pas davantage à produire une ethnologie de ce « monde mystérieux ». Il emprunte à Norbert Elias la notion de « configuration » intellectuelle, avec la plasticité qu'elle implique. Il recourt à des formules de substitution: « champ intellectuel », en se démarquant de Pierre Bourdieu, « milieu », avec une connotation presque ethnologique. Il montre aussi l'importance des effets de « réseaux » et l'incidence du « phénomène de génération », déjà signalée par les historiens. Rémy Rieffel retient principalement deux

jeux de forces: celles qui traduisent la concurrence pour la reconnaissance, car nul n'est un intellectuel par statut; celles qui résultent du rapport au politique, car « l'instance du politique est déterminante ». Tout en admettant incidemment qu'il ne s'agit pas de s'en tenir aux seules stratégies, tout en constatant que les types de figures intellectuelles se sont différenciés et autrement hiérarchisés de 1958 à 1990, il se constitue scénographie des « techniques d'habilitation des clercs ». A cette fin, il considère avec une information multiple les modes d'agrégation, de légitimation et de consécration. Entrer dans la configuration, y conquérir la légitimité et la reconnaissance, y obtenir la plus large consécration, tels sont les trois mouvements qui rythment l'étude.

Tout n'est pas nouveau, mais tout est éclairé autrement. Le premier mouvement conduit au recensement des lieux, publics et privés, vers lesquels « convergent les clercs ». On y redécouvre les cafés en vogue et les derniers prestigieux où se forment les compagnonnages, et les foyers qui contribuent à la constitution des solidarités militantes. C'est sous ce dernier aspect que se révèle le chamboulement du paysage intellectuel: l'arrachement par séparation du marxisme, la relation ambiguë avec la gauche nouvelle et la montée de la pensée libérale, la division croissante entre « l'intellectuel innovateur » en rapport d'opposition, de critique, et « l'intellectuel intégrateur », qui apporte son soutien au pouvoir. Les modes de légitimation, prise en mouvement par quoi se recherche l'exten-

sion de l'influence, font apparaître la fonction centrale des revues intellectuelles. Jean-François Sirinelli a déjà signalé qu'elles mettent en œuvre des mécanismes antagonistes d'adhésion par les affinités, et d'exclusion par les positions prises et la vigueur des débats. Rémy Rieffel se constitue classificateur en différenciant « six mouvances », de la libérale à la « réformiste » — ouverte aux modérés de tous bords. Le recensement apporte moins par ce qu'il indique quant aux revues les plus connues et politiquement bien situées, que par ce qu'il évoque à propos des revues consacrées aux idées plus expérimentales. Ce qui prépare d'ailleurs à mieux reconnaître le renouveau de ces laboratoires d'idées vers la fin des années 80.

Ce sont les modes de consécration qui se trouvent les plus affectés par les bouleversements survenus au cours des dernières décennies. Les grands débats publics perdent leur vigueur, les institutions traditionnelles — et notamment l'Université — se définissent au profit de nouvelles et des médias, et cette « cité des intellectuels » que constituaient l'édition et, pour une part, la presse est ouverte aux effets d'une concurrence multiforme. Rémy Rieffel en conclut qu'il importe moins pour les clercs de conduire leurs stratégies sous « le signe de l'idéologie et du politique » que sous celui de médium, générateur de « l'écho de l'espace public ». L'exploration s'achève sur un bilan nuancé, et non sur le constat d'une disparition. Les passions faiblissent avec la perte des certitudes, le pluralisme des idées accompagne le « compromis » avec le marché, la « logique du spectaculaire » prévaut, mais la configuration intellectuelle se recompose et la tendance au déclin peut s'inverser.

Ce livre, plus porteur d'informations ordonnées que de propositions actualisant la théorie du « champ intellectuel », pourrait souffrir des mérites de lecture. Les uns y recherchent alors la sagesse de l'anecdote, les autres, la consolation d'y découvrir la fragile hiérarchie des minorités. Alors qu'il faut y trouver une cartographie précise des nouveaux paysages intellectuels, avec la présentation de ceux qui les peuplent et les façonnent.

* Signalons l'ouvrage que des historiens médiévistes ont consacré à la figure ancienne du clerc séculier, déjà membre « d'un groupe social éminet et diversifié »: *Le Clerc séculier au Moyen Âge*, de Michel Balarin et al., Publications de la Sorbonne, 281 p., 170 F. D'autre part, Alain Caillé, directeur de la Revue du Mauss, publie un essai sur la *Direction des clercs* (La Découverte, 298 p., 150 F.).

Mots interdits

Un romancier cesse d'écrire parce qu'on l'empêche d'employer des « expressions inadéquates ». Cela ne se passe pas dans une quelconque république musclée, mais au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Estimant que l'interdit qui frappe un nombre croissant de mots ne lui permet plus d'exercer son métier, Yasutaka Tsutsui, romancier populaire, vient d'annoncer qu'il arrêterait d'écrire. « J'estime que si un écrivain ne peut plus être iconoclaste, provocateur ou simplement libre de choisir les expressions qui répondent à sa pensée, il ne peut plus assumer son rôle social. Notre situation est devenue intenable », nous dit-il.

Tsutsui (né en 1934) est un auteur primé, aussi célèbre que fécond. Intéressé par la psychologie, il est passé de la science-fiction à l'humour noir (1) sur les traces de l'américain Kurt Vonnegut ou du français Roland Topor. Une veine littéraire qui a des échos dans la culture nipponne avec les poèmes satiriques du type *senryu*, et surtout les truculentes histoires des conteurs (*rakugo*), dont la tradition remonte au dix-huitième siècle. Deux genres qui mènent, à leur manière, la vertu cathartique du jeu de mot ou de l'expression choquante.

Un événement mineur a eu raison de la patience de Tsutsui. En juillet, le projet de publier un extrait de l'un de ses romans, *la Police sans homme*, dans un manuel scolaire provoqua une réaction courroucée de l'association des épileptiques qui estimait que l'auteur donnait une définition incorrecte de leur maladie constituant une atteinte à leurs droits.

« J'évoquais dans ce roman la terreur sourde d'une société contrôlée dans laquelle les encéphalogrammes décident du sort des

individus », explique Yasutaka Tsutsui. « Que ma description de l'épilepsie soit dépassée, c'est possible: la médecine a fait des progrès et mon livre est vieux de trente ans. Peu importe que l'éditeur ait cédé. Cette fois, la coupe est pleine: je ne peux continuer à écrire sous la menace d'être dénoncé parce qu'une minorité décide inopinément qu'elle est offensée. »

Un terrorisme intellectuel sournois

La chasse aux expressions jugées discriminatoires n'est pas propre au Japon: dans les pays anglosaxons sévit la « political correctness »; les Noirs américains se sont ainsi vus en *Afro-Americans* ou les Indiens en *Native Americans*. La France n'est pas à l'abri du phénomène: les aveugles devenant des « non-voyants » et les sourds des « malentendants ».

Au Japon, la traque aux « expressions inadéquates » (*husetsu hyogen*) a pris les proportions d'une lame de fond linguistique frappant non seulement des expressions chargées de connotations politiquement discriminatoires ou sexistes mais aussi des mots courants parce qu'une minorité décide un beau jour qu'ils doivent être bannis. Il existe désormais des lexiques de l'Enfer des mots, vendus en librairies, auxquels l'écrivain ou le journaliste a tout intérêt à se référer pour ne pas risquer d'être « censuré ». Par son ampleur, le phénomène tend à prendre la dimension alarmante d'un terrorisme intellectuel sournois: « Une cinquantaine d'écrivains sont dans mon cas, mais ils

se taisent », nous dit Tsutsui. La chasse aux « expressions inadéquates » a été lancée par le mouvement de libération des « habitants des hautes terres » (*burakumin*), minorité (parmi bien d'autres) victime de discriminations institutionnalisées, prenant prétexte d'interdits d'origine religieuse musés en recette de contrôle social du Japon ancien. Abolie au début de l'époque Meiji (1871), cette discrimination s'est poursuivie dans les faits.

Des *burakumin*, la chasse aux mots discriminatoires a gagné une pléthore de minorités. Et l'on en arrive aujourd'hui à ce paradoxe où, outre les périphrases pour désigner les aveugles ou les handicapés dans les médias, il faut recourir à un vocabulaire étranger pour parler d'une profession ou d'un état pour lesquels existent des mots japonais frappés d'opprobre: ainsi « servantes » (*jochu*) provoque les hauts cris. Aussi a-t-on recours parfois au mot anglais *maid* dans sa version japonisée, *maidô*.

Il y a là une atteinte évidente de la liberté d'expression », estime le juriste Yasuhiro Okudaira, de l'université chrétienne internationale à Tokyo. « Le phénomène s'aggrave. La pression latente qui s'exerce sur les intellectuels et les médias entrave, et bientôt annihilera, le débat. En rayant certaines expressions du vocabulaire, on crée des tabous, des sanctuaires du non-dit et, plus gravement peut-être, on maintient sous la surface harmonieuse du vocabulaire édulcoré des discriminations très réelles. » Les militants de l'orthodoxie répressive du vocabulaire ne font qu'enfermer davantage les minorités victimes d'inégalité dans une identité de ghettos.

« Il est légitime, poursuit M. Okudaira, qu'une minorité dénonce ce qu'elle estime être discriminatoire ou blessant. Mais outre que l'utilisation de termes qui ne sont pas forcément discriminatoires ne l'est pas forcément, le problème est l'instance qui décide ce qui est correct ou non. Elle n'existe pas: un mot est banni unilatéralement. Protester est légitime. Interdire le

débat ne l'est pas. Il est grave que les médias capitulent sans discuter devant cette dictature sur les mots pratiquée par ceux qui, au sein des minorités, prétendent être détenteurs de l'orthodoxie de celles-ci. »

L'Etat n'intervient pas dans cette « moralisation » de la langue (il le fait, en revanche, pour les manuels scolaires dont le texte est édulcoré dans une entreprise délicate de réécriture de l'histoire). Mais il ne défend pas non plus ceux qui sont victimes de cette chasse aux « blasphèmes » des temps modernes.

Les auteurs du passé ne sont pas épargnés. On tradit des traductions d'œuvres classiques occidentales lues sur les chaînes nationales. Les mots « fou », « aveugle » ou « savetier » (référence au travail du cuir assimilé au statut des *burakumin*) ou on étudie des passages d'auteurs comme Toson Shimazaki, qui a écrit sur ce problème. Va-t-on récrire le grand romancier Saikaku (1641-1693) sous prétexte qu'il utilise des mots aujourd'hui en Enfer?

Absence de réactions

Le cas de Yasutaka Tsutsui est révélateur d'un mal de la société japonaise: le conformisme. Un écrivain qui s'estime dépossédé des mots renonce à écrire et personne, ou presque, ne réagit.

La presse a traité le sujet mais s'est gardée de prendre parti. L'écrivain Kenzaburo Oe, plusieurs fois pressenti pour le prix Nobel, a, certes, dénoncé dans un compte rendu du dernier livre de Yasutaka Tsutsui, *Paprika*, la censure qui s'exerce sur le contenu des manuels scolaires ainsi que la passivité des éditeurs et des médias qui « se sont habitués à cette chasse aux mots ». Mais le reste du monde littéraire est resté silencieux, en particulier l'Association des écrivains: ayant quitté celle-ci avec fracas il y a quelques années, en compagnie du romancier Kenji Nakagami (1946-1993), à la suite

de son refus d'admettre en son sein un condamné à mort devenu un écrivain reconnu, Tsutsui sait qu'il n'a rien à en attendre. La satire au vitriol du monde universitaire à laquelle il s'est livré dans son roman *Tadano kyôju* (« Le Petit Prof »), immense succès qui a fait rire tout le Japon et qui a fait grincer des dents de plus d'un ne lui a pas valu que des amis.

Pourquoi cette passivité? Parce que prévalent au Japon moins des principes abstraits (telle que la liberté d'expression) qu'un empirisme incitant à donner des solutions aux problèmes pris isolément, explique M. Okudaira. Ensuite, en raison de la démission des médias à assumer leur rôle de ferment du débat: « pas de vague » est la règle d'or. Moins par principe que par peur de perdre des lecteurs ou des auditeurs. Même les plus prestigieux éditeurs veillent à ne pas s'attirer les foudres d'une minorité: un renoncement qui accentue le conformisme aux dépens de la critique et rétrécit le champ de l'expression démocratique.

La « retenue » (*jishuku*), en d'autres termes l'absence de commentaire lors de l'agonie de l'empereur Hirohito, relève de ce même conformisme frileux. « Nous nous enfonçons dans la « médiocratie de masse ». Sous une harmonie de surface, les problèmes sont étouffés. Cette atrophie du débat risque de conduire à un naufrage intellectuel par un tarissement de l'imagination comme de la réflexion critique », nous dit M. Okudaira, qui s'inquiète de l'affaiblissement des voix qui s'élèvent pour dénoncer les atteintes, ouvertes ou sournoises, à la liberté d'expression.

Philippe Pons

(1) A été traduit en français, sous le titre *La Traversée du temps*, éd. L'École des loisirs, 1990, et en anglais, *What the Maid Saw*, Kodansha International, 1990.

CLAUDE-LOUIS COMBET

seront à la librairie
Compagnie
à l'occasion de la sortie de son livre
AUGIAS OU AUTRES INFAMIES
aux éditions José Corti
pour un débat avec la participation
de Michel Côté
le mardi 26 octobre à partir de 18 h 30
10 rue des Ecoles Paris 5^e - Tél. 43 26 45 38

Ecoutez voir

lectures
rencontres
les jeudis
à 18 h 30

28 octobre
Guillevic
4 novembre
Claudine Helft
18 novembre
Edouard Glissant
42 36 27 53

Voici comment Tirer
Profit de votre goût
pour l'écriture
ARTICLES DE PRESSE, LITTES DIVERS, RAPPORTS,
DOSSIERS, PUBLICITÉ, ETC...
Vous savez et aimez écrire. De par leur
métier, de nombreuses entreprises
recherchent en permanence votre
savoir, vos idées et vos talents. Tous
styles, genres et sujets appréciés.
Don. Doc. complète et gratuite sur
publication spécialisée à
EDITIONS D'APOLLONIA
Service PLO - 82, Bd. SEBASTOPOL -
75003 PARIS

ANNY DUPEREY
dédiée à ses livres. Le voile noir - Je vous écris
Lucien Légaré: photographie inconnue
Samedi 23 octobre de 15 h à 18 h
à l'Espace Photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles
Place Carnot, 48, grande Galerie 75001 Paris
Editions du Seuil

Les sciences cognitives : Connaître l'acte de connaître

Les sciences cognitives étudient l'ensemble des processus de formation et d'exploitation de nos connaissances. Elles constituent l'un des champs de recherche les plus prometteurs de la culture contemporaine

par Dan Sperber

C'est un vaste carrefour. S'y croisent les derniers acquis des neurosciences et de très anciennes interrogations philosophiques. Les recherches de psychologues, de linguistes ou d'anthropologues viennent s'y inspirer des modèles dérivés du fonctionnement des ordinateurs ou des travaux consacrés à l'intelligence artificielle. L'ensemble n'est pas unifié en une seule discipline. Mais les sciences cognitives inventent chaque jour, d'un domaine à l'autre, de nouvelles passerelles.

S'agit-il d'une vraie révolution intellectuelle et scientifique en train de s'accomplir, ou seulement d'une nébuleuse interdisciplinaire dont on attend plus qu'elle ne peut donner? Sans prétendre apporter de réponse tranchée, sans avoir l'ambition de dresser un bilan, même provisoire, de ces recherches multiples, ce dossier essaie de poser la question.

Car les publications relatives à ces questions se multiplient. Leurs tenants et aboutissants philosophiques font l'objet d'analyses de plus en plus nombreuses. Même si la révolution annoncée est encore en attente, les sciences cognitives font désormais durablement partie de l'horizon intellectuel de notre temps.

R.-P. D.

Quelques repères

Parmi les travaux de référence, on pourra consulter en français :

- Daniel Andler, *Introduction aux sciences cognitives*, Gallimard, « Folio », 1992.

- Jérôme Bruner, *Car la culture donne forme à l'esprit. De la révolution cognitive à la psychologie culturelle*, Eschei, 1991.

- Jean-Pierre Changeux, *L'Homme neuronal*, Fayard, 1983.

- Pascal Engel, *Essais d'esprit. Questions de philosophie de l'esprit*, Albin, 1992.

- Jerry Fodor, *La Modularité de l'esprit*, Minuit, 1986.

- Jacques Mehler et Emmanuel Dupoux, *Mémoire humaine*, Odile Jacob, 1990.

- Herbert Simon, *Science des systèmes, science de l'artificiel*, Dunod, 1991.

Signalons également, parmi les parutions récentes : *L'Homme cognitif*, sous la direction d'Annick Weil-Barais (PUF, coll. « Premier cycle », 592 p., 149 F) ; *Le Cerveau, un incertain*, dictionnaire encyclopédique de l'université d'Oxford, publié en 1987 sous la direction de Richard L. Gregory, qui vient d'être adapté en français (Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1472 p., 168 F) ; l'ouvrage de Jean-Noël Missa, *L'Esprit-cerveau. La philosophie de l'esprit à la lumière des neurosciences* (Vrin, coll. « Pour demain », 268 p., 198 F) ; *L'Intelligence artificielle*, de Jean-Gabriel Ganascia, l'un des premiers titres de la nouvelle encyclopédie de poche « Damians » chez Flammarion (128 p., 39 F).

ELISABETH ROUDINESCO

sera à la librairie
**LA MACHINE
A LIRE**

le samedi 23 octobre à 17 h.
16, rue du Parlement-St Pierre
BORDEAUX - Tél. 56 48 03 87

Bruner et George Miller, qui, à côté de Herbert Simon (Prix Nobel d'économie), du neurologue Donald Hebb, du linguiste Noam Chomsky et du philosophe Hilary Putnam, font aujourd'hui figure de pères fondateurs des sciences cognitives. Bruner et Miller s'étaient révoltés dans les années 50 contre le béhaviorisme qui dominait alors la psychologie expérimentale américaine. Pour les béhavioristes, le tâche de la psychologie était d'expliquer les comportements observables comme étant l'effet de stimuli ou de réponses observables. Les processus mentaux tels que la pensée, qui ne peuvent pas être observés, n'avaient pas de place dans cette psychologie qui se voulait scientifique.

L'information et la machine

Le premier effet du mouvement cognitif fut de libérer la psychologie du carcan béhavioriste et de lui rendre son objet central : la pensée humaine. Pour Jerome Bruner, c'était sans doute là l'essentiel, l'acquis à préserver. Après une carrière consacrée surtout à la psychologie de l'enfant, il joindra aujourd'hui sur la dimension culturelle de la pensée humaine, il préconise une démarche en partie inspirée des études littéraires, et il reproche aux sciences cognitives actuelles une vision excessivement « mécaniste » de la pensée.

C'est, en revanche, aux mécanismes mentaux impliqués dans l'usage du langage que George Miller a consacré ses recherches, qu'il poursuit aujourd'hui en développant un modèle informatisé du lexique. Pour des cognitivistes convaincus tels que lui, l'idée de mécanisme mental n'est pas une métaphore dont on risquerait d'abuser, elle doit être prise littéralement, et c'est en cela, justement, que les sciences cognitives sont révolutionnaires.

Si l'on peut prendre aujourd'hui l'idée de mécanisme mental au pied de la lettre, c'est grâce au développement des mathématiques, d'une part, et de la neurologie, de l'autre. En 1936, le mathématicien britannique Alan Turing avait conçu le schéma d'une machine capable de traiter l'information. Plus important encore, il avait montré qu'une « machine de Turing » (comme on dit aujourd'hui) pouvait effectuer les mêmes opérations que n'importe quel autre dispositif matériel capable lui aussi de traiter de l'in-

formation. En disant les choses de manière un peu brutale, avec la découverte de Turing, on commençait à comprendre comment de la matière peut penser.

La neurologie, et plus généralement ce qu'on appelle aujourd'hui les « neurosciences », a connu au cours des dernières décennies des progrès spectaculaires portant aussi bien sur la chimie des transmissions neurales que sur la localisation fine des fonctions cognitives. On peut suivre aujourd'hui, de neurone en neurone, le trajet que parcourt une information, des terminaisons sensorielles jusqu'aux aires cérébrales où se constitue une représentation du stimulus perçu. On commence ainsi à comprendre comment la matière perçoit.

Les ordinateurs d'aujourd'hui - issus des travaux de Turing et du mathématicien américain John von Neumann - font certaines opérations mieux que le cerveau humain, et d'autres opérations beaucoup plus mal ou pas du tout. Mais - telle est du moins la conviction qui anime les cognitivistes - il n'y a aucune tâche intellectuelle qu'un cerveau puisse accomplir et qui soit en principe hors de la portée d'un ordinateur. L'ordinateur programmé fournit donc un modèle indéfiniment améliorable du cerveau intelligent.

Les pouvoirs de la matière

Dans ces conditions, la psychologie cognitive est amenée à se donner un objectif plus ambitieux que la psychologie classique : découvrir vraiment, au détail près, comment ça marche. La psychologie doit désormais satisfaire à une exigence : pour décrire un processus mental complexe, il doit le décomposer en processus élémentaires dont on sait déjà comment ils peuvent être programmés et donc matériellement réalisés. Bref il s'agit littéralement de décrire un mécanisme.

Cependant, des mécanismes très différents les uns des autres peuvent effectuer les mêmes opérations. Quel est alors le bon modèle parmi tous ceux que propose l'intelligence artificielle? La neurologie, qui étudie directement les propriétés matérielles du cerveau, est en position d'évaluer la mesure dans laquelle différents mécanismes artificiels constituent des modèles plausibles de mécanismes mentaux naturels. Les sciences cognitives visent ainsi à une intégration de démarches fort

différentes, mais dont chacune est susceptible d'apporter une contribution décisive à un objectif commun : l'élucidation des mécanismes de la pensée.

Les sciences cognitives ne sont pas seulement mécanistes, elles sont aussi matérialistes, ou, comme on dit volontiers aujourd'hui, « naturalistes ». Être naturaliste, c'est penser que le rapport entre une cause et son effet n'existe qu'en vertu de leurs propriétés physiques : il n'y a pas d'autres pouvoirs causaux dans le monde que ceux de la matière. Dans ces conditions, toute science capable de fournir des explications causales doit décrire le monde physique à un certain niveau de complexité ou d'abstraction. On ne peut affirmer qu'il en va bien ainsi que si le rapport entre le niveau particulier où travaille une science donnée et le niveau physique de base est clairement cohérent. Comme les sciences cognitives peuvent-elles satisfaire à cette exigence? C'est là que les philosophes interviennent.

Pour un philosophe comme Jerry Fodor, le niveau d'abstraction auquel se situe la psychologie est tel qu'il lui suffit, pour satisfaire à l'exigence naturaliste, de montrer que les mécanismes mentaux qu'elle décrit sont matériellement possibles. Peu importe en revanche la façon dont ils sont matériellement réalisés dans le cerveau humain, puisqu'ils sont susceptibles de réalisations matérielles multiples, biologiques ou artificielles. A l'inverse, pour un philosophe comme Paul Churchland, la psychologie au sens d'étude du mental est incapable de satisfaire à l'exigence naturaliste et est condamnée à terme à disparaître au profit de la neurologie.

On peut aussi adopter une conception biologique du mental, comme le fait par exemple Daniel Dennett, ou, en France, le neurobiologiste Jean-Pierre Changeux, sans pour autant condamner la psychologie. Si l'on veut expliquer non seulement comment peuvent fonctionner des mécanismes mentaux, mais aussi comment ils fonctionnent effectivement en nous, si on veut expliquer comment ils se développent de la naissance à l'âge adulte, comment ils ont pu émerger au cours de l'évolution, l'indifférence vis-à-vis de la biologie n'est guère défendable. Certes, la pensée n'est pas exclusivement biologique (comme le prouve l'existence de machines

pensantes), mais elle n'est pas pour autant biologique par accident. Comme la locomotion ou la reproduction sexuelle, l'émergence de la pensée dans le monde n'a guère d'autre explication naturaliste plausible qu'un processus de sélection darwinienne.

La quête du Graal

Il n'y a pas de pensée sans signification. Est-ce à dire que la signification elle aussi relève d'une explication darwinienne? La signification peut-elle être « naturalisée »? Voilà sans doute le Graal de la philosophie cognitive. Si l'on parvient un jour à expliquer la signification d'un discours ou le contenu d'une pensée sans les ramener à d'autres significations, à d'autres contenus, si, en d'autres termes, on peut sortir du « cercle hermétique », alors, en effet, il y aura eu une révolution cognitive. Le fossé entre les sciences naturelles et les sciences humaines aura été comblé. Nous n'aurons pas la. Plusieurs façons de naturaliser la signification ont certes été proposées, mais aucune n'a fait l'unanimité, même chez les cognitivistes les plus radicaux.

Il est donc tout à fait loisible, aujourd'hui, à qui veut s'en tenir au point de vue des sciences humaines traditionnelles, de considérer que les sciences cognitives au sens large, où sont incluses par exemple la linguistique et l'anthropologie, ne sont qu'une coalition hétérogène et transitoire dont les enjeux sont de savoir plutôt que de savoir, tandis que les sciences cognitives au sens strict appartiennent bien aux seules sciences naturelles mais n'ont pas les moyens d'en étendre le champ.

L'avenir tranchera. En attendant, ceux pour qui une culture contemporaine se doit d'être aussi une culture scientifique trouveront dans les sciences cognitives tout l'intérêt et toute l'incertitude d'un programme de recherche extrêmement ambitieux, dans lequel des chercheurs venus d'horizons très différents s'investissent, collaborent, et parfois s'opposent avec passion.

► Anthropologie, philosophie et linguistique. Dan Sperber, est notamment l'auteur, avec Deirdre Wilson, de *La Pertinence* (Minuit, 1989). Il travaille au CNRS et à l'Ecole polytechnique.

Chronique d'une ambition

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION COGNITIVE

La nouvelle science de l'esprit
(The Mind's New Science. A History of the Cognitive Revolution)
de Howard Gardner
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-Louis Poyat
Payot, « Bibliothèque scientifique », 438 p., 330 F.

Publié en 1985 à New-York, chez Basic Books, l'ouvrage de Howard Gardner prend soin de replacer sa description de cette histoire récente des idées dans un contexte plus vaste. Il dessine, fait-il à grands traits, les arrières-plans historiques permettant de mieux saisir les enjeux et les difficultés d'une multitude de travaux - qu'il s'agisse, par exemple, de ceux de Marvin Minsky dans le domaine de l'intelligence artificielle ou de ceux de Noam Chomsky en linguistique.

Il met en effet en lumière, discipline par discipline, les principaux problèmes et les hypothèses qu'ils ont suscitées, principalement aux Etats-Unis. Des années 50 aux années 80, l'enquête souligne comment les sciences cognitives furent conduites à poser expérimentalement, grâce aux modèles fournis par le développement des ordinateurs et des théories de l'information, des questions déjà pré-

sentes chez Platon : que signifient « savoir » et « ignorer »? Par quel dispensait un savoir est-il mis en mémoire? Pourquoi se perd-il? Quelles contraintes le limitent? Entre autres.

Cette introduction historique explique comment s'est opérée la convergence entre les travaux des cybernéticiens et ceux des linguistes, de quelle manière se sont mis en place les programmes de recherche concernant l'intelligence artificielle et les neurosciences, pour quelles raisons ni l'anthropologie ni la philosophie ne se trouvent égarées. A chaque fois, Howard Gardner prend soin de replacer sa description de cette histoire récente des idées dans un contexte plus vaste. Il dessine, fait-il à grands traits, les arrières-plans historiques permettant de mieux saisir les enjeux et les difficultés d'une multitude de travaux - qu'il s'agisse, par exemple, de ceux de Marvin Minsky dans le domaine de l'intelligence artificielle ou de ceux de Noam Chomsky en linguistique.

Le lecteur peu familier de ces domaines trouvera également ici une première approche des analyses de la perception de David Marr, ou du modèle des « images mentales » de Stephen Kosslyn, qui font aujourd'hui l'objet de prolongements et de discussions multiples. Gardner n'étudie pas les diver-

gences entre les écoles. Il ne masque pas non plus les limites, voire les lacunes, des sciences cognitives : indifférence, ou incapacité, à prendre en compte les aspects affectifs et culturels de la connaissance ; difficulté, ou impossibilité, d'appliquer les modèles empruntés aux ordinateurs à tous les aspects de l'activité de l'esprit. Ainsi, que faire notamment du rêve et de la création artistique?

Du coup, il paraît excessif de parler pour l'instant de « révolution » cognitive et de « nouvelle science » de l'esprit. Mieux vaudrait dire « évolution » et « recherches ». Le livre de Howard Gardner n'a pas seulement pour mérite de rassembler, sous une forme accessible, des données dispersées. Il est également révélateur de l'attitude ambiguë d'un auteur honnête : d'un côté, il s'enthousiasme de l'idée qu'un jour prochain puisse se constituer un savoir unifié de nos mécanismes mentaux, d'un autre côté il insiste sur les insuffisances des modèles fournis par les ordinateurs. Ceux-ci sont évidemment indispensables pour savoir dans quelle mesure nous sommes semblables à ces machines. Mais la réponse finale pourrait très bien être : Pas beaucoup.

Finalement, la science cognitive n'a saisi-elle pas, aussi, une croyance?

Roger-Pol Droit

"Qui a écrit
Les Chants de Maldoror?"

- TAPÉZ -
**3615
ELECTRE**
TITRE : MALDOROR

Les références de 350 000 livres à portée de main

Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Vous lisez par plaisir ou pour votre vie professionnelle. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 350 000 livres disponibles en langue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence.

3615 ELECTRE, EN SERVICE DE CERVEAU DE LA LIBRAIRIE

une révolution en attente



Contre Descartes

LA CONSCIENCE EXPLIQUÉE
(*Consciousness explained*)
de Daniel C. Dennett,
traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pascal Engel,
Odile Jacob, 630 p., 220 F.

Dans l'une des mille anecdotes dont fourmille son travail, empruntée au *Traité de l'éducation mentale* de Pinel (1800), Daniel Dennett rapporte le cas d'un homme que les terreurs de la révolution avaient rendu fou. Persuadé d'avoir fait partie d'une charrette de guillotins, ce fou soutenait que ses juges, se repentant trop tard de leur geste cruel, avaient ordonné que sa tête fût recollée sur son corps. Mais, dans la confusion de l'événement, il s'était trompé de tête. Le fou se plaignait donc d'être lui-même avec la tête d'un autre. En termes philosophiques, il assumait dans toutes ses conséquences l'affirmation d'un dualisme rigoureux entre l'esprit et le cerveau. Bref, ce fou était cartésien.

Daniel Dennett, lui, est anti-cartésien. Directeur du centre d'études cognitives de l'université Tufts, il a publié en 1981 *Vues de l'esprit* avec Douglas Hofstadter (1) puis, en 1987, *La Stratégie de l'interprète* (2). Et il ne cesse, dans ce troisième ouvrage comme dans les précédents, de défendre le thèse moniste, selon laquelle esprit et cerveau ne font qu'un. Au risque de passer, lui aussi, pour un peu fou, tant il reste malaisé de s'attaquer à ce mythe sacré-saint : l'immutabilité de la conscience.

Le problème, il est vrai, n'est pas simple, et les philosophes l'ont compliqué à l'extrême. « Esprit », « conscience », « flux mental » peuvent être en effet des expressions unies pour désigner certains aspects des processus cérébraux. L'obscurité commence lorsqu'on prétend (Descartes) que ces expressions dénotent l'existence d'une réalité indépendante du cer-

veau ou, comme le disait Ryle, en 1948, lorsqu'on suppose la présence d'un « fantôme dans la machine ». Il est plus simple de croire aux fantômes que d'établir de manière scientifique leur non-existence ou de s'en débarrasser comme on le ferait d'un faux problème - ce qui risquerait même de passer pour désinvolte !

D'autant qu'une autre question se pose vraiment : celle de savoir comment fonctionne, dans le détail, le cerveau humain, capable de conduire en parallèle d'innombrables opérations réparties sur un vaste registre qui va de l'innéscence au conscient. Pour affronter une telle question, il faut, comme le rappelle Dennett, recourir conjointement à trois types d'approches : celle que propose la neurophysiologie, celle que frayent les recherches informatiques en « intelligence artificielle », celle enfin que suggère la psycholinguistique. Sans oublier que, dans ce domaine sensible, les expériences scientifiques doivent être contrôlées de près.

Le cerveau n'est pas un théâtre

Autant le reconnaître : le débat n'est pas clos. Malgré ses six cents pages, ce livre n'apporte pas vraiment la preuve définitive qu'il ferait de sa « théorie empirique de l'esprit » le bible des temps modernes. Son principal mérite est plutôt d'ordre philosophique. Il réside dans l'habileté avec laquelle Dennett montre qu'une grande partie du problème serait résolue si nous n'étions pas sans cesse en train de réintroduire - parfois en contrebasse - le dualisme cartésien dans nos façons de parler de la conscience.

Un exemple : même des scientifiques se disant matérialistes persistent à rechercher la localisation du « quartier général » qui, à l'intérieur du cerveau, présiderait à la circulation de l'information - bref l'équivalent moderne de la

« glande pinéale » cartésienne. Une telle recherche est vaine, explique Dennett, parce que le cerveau ne fonctionne pas comme un « théâtre », comme un spectacle offert à un spectateur solitaire et souverain, mais plutôt comme une batterie d'ordinateurs travaillant simultanément et, parfois, en s'ignorant les uns les autres.

Certes, la comparaison avec les ordinateurs a aussi ses limites, que des philosophes comme Searle ou Putnam ont justement soulignées. Jusqu'à prouver du contraire, le cerveau humain a construit des ordinateurs ; l'inverse ne s'est pas encore produit. Mais même si les ordinateurs ne risquent pas de remplacer le cerveau, l'intelligence artificielle reste une manière intéressante de comprendre, en les traduisant dans un langage rigoureux, certaines opérations mentales.

L'essentiel, dira-t-on, est ailleurs. Que se passe-t-il exactement lorsque je lis un poème, résous une énigme ou reconnais, à d'ineffables sensations, le nom et le millésime d'un grand barbeux ? Des grappes de processus complexes, assurément, mais qu'il doit être possible de reconstituer. Et qu'un poète décrirait dans un langage finalement assez simple si l'on ne cherchait pas toujours à « théâtraliser » les événements cérébraux.

Dennett, comme il le reconnaît lui-même, ne fait au fond rien d'autre que tenter de parler de l'esprit dans un langage moins poétique que celui de Descartes. Bref, il se borne à « remplacer une famille de métaphores par une autre ». Petit changement, en apparence. Mais sans lequel aucune véritable révolution, en ce domaine, ne pourra avoir lieu.

Christian Delacampagne

(1) InterEditions, 1987.
(2) Gallimard, 1990.

Les philosophes face à l'intelligence artificielle

L'étude des « machines à penser » engage des choix métaphysiques. Il est temps d'en débattre davantage

Rendus prudents par de mémorables déconvenues, les philosophes ne s'aventurent plus qu'avec circonspection dans les domaines qui leur sont devenus étrangers. Des développements scientifiques récents viennent parfaire une entreprise de confiscation scientifique des objets traditionnels de la philosophie. Par exemple, le centre du terrain, en ce qui concerne l'étude des phénomènes cognitifs, est occupé depuis une trentaine d'années par l'intelligence artificielle et le

psychologie cognitive (1). Mais, comme le rappelle Jean-Gabriel Ganascia à la fin de son livre, *L'Âme-machine* (2), l'intelligence artificielle se moque bien de recevoir les lumières des philosophes.

S'il est vrai, comme l'expose Jacques Pitrat dans un article consacré à « La naissance de l'intelligence artificielle », que celle-ci « s'est donnée pour objectif d'analyser les comportements humains dans les domaines de la compréhension, de la perception, de la résolution des problèmes, afin de pouvoir ensuite les reproduire à l'aide d'une machine » (3), il faut convenir qu'elle s'attache à élucider, comme la philosophie, la nature et le fonctionnement de l'acte de connaître. Les philosophes, témoins de leur propre désinvestissement, devraient donc assister impassibles à la promotion de disciplines qui accablent, dans le domaine de la compréhension, de la perception, de la résolution des problèmes, afin de pouvoir ensuite les reproduire à l'aide d'une machine. Ils devraient donc assister impassibles à la promotion de disciplines qui accablent, dans le domaine de la compréhension, de la perception, de la résolution des problèmes, afin de pouvoir ensuite les reproduire à l'aide d'une machine.

Condamnés au silence par leur volonté de respecter l'autonomie du travail scientifique, il arrive ainsi aux philosophes de cautionner par leur passivité les extrapolations auxquelles donne lieu l'intelligence artificielle, et contre lesquelles, souligne Jean-Michel Besnier, « elle ne sait guère résister » (4).

Entre l'adhésion enthousiaste à un projet dont les résultats sont indéniables, et sa condamnation globale en nom de la réduction de l'intelligence artificielle à l'idolâtrie barbare des ordinateurs, le philosophe pourrait osciller sans fin. Les tensions à l'œuvre au sein même de ce domaine de recherches - qui

vont parfois jusqu'à la remise en question du projet lui-même - fournissent malgré tout l'occasion de débats plus féconds. Le mouvement même de cette discipline nouvelle lui fait en effet rencontrer des problématiques philosophiques.

Des résultats limités

En 1965, Herbert Simon annonçait : « En l'espace de vingt ans, les machines seront capables d'effectuer toutes les tâches, quelles qu'elles soient, que peuvent effectuer les hommes. » Le pari n'a pas été tenu : les résultats les plus probants demeurent étroitement circonscrits. Ils concernent la résolution de problèmes logiques, la traduction, l'exploitation des connaissances à des fins d'expertise et la reconnaissance des formes. Aussi est-il oisé d'ironiser sur le décalage entre les prétentions affichées et ces résultats limités. L'arrogance des scientifiques d'aujourd'hui n'est pas nouvelle : leur naïveté semble rejoindre celle de Vaucanson, projetant de construire un « homme artificiel ». En prenant les choses ainsi, on accepte de suspendre le statut métaphysique de l'homme à l'éventuelle mise au point d'un programme capable de l'emporter sur les meilleurs champions du jeu d'échecs !

Peut-on rendre intégralement compte de l'intelligence humaine en termes de mécanisme ? La mise en évidence de telle ou telle promesse technique ne répond pas directement à cette interrogation. Il reste en effet à interpréter ces performances. Une machine accomplissant ce qui serait considéré comme une réponse intelligente de la part d'un homme peut-elle être dite intelligente ? Turing l'affirmait. Le philosophe

John Searle l'a contesté (5), en faisant valoir qu'une machine peut assembler des symboles selon certaines règles, de telle sorte que le résultat soit compréhensible par des Chinois, sans que l'on puisse affirmer qu'elle connaît le chinois. En somme, les règles syntaxiques ne peuvent engendrer du sens, et l'intelligence ne peut se définir qu'en termes de sémantique.

Sous une autre forme, il semble bien que cette question soit au centre du débat qui oppose, aux confins du cognitivisme, les tenants du paradigme symbolique, pour lesquels la cognition met en jeu la manipulation de symboles, et ceux du connexionnisme, aujourd'hui en plein essor. Selon William Bechtel et Adele Abrahamson, le connexionnisme « propose une conception radicalement différente du système de traitement fondamental de l'esprit-cerveau. L'idée fondamentale est qu'il existe un réseau d'unités élémentaires ou neurones dont chacun a un certain niveau d'activation. Ces unités sont connectées entre elles, de sorte que les unités actives excitent ou inhibent les autres unités (6) ».

Manipulation et manipulateur

Les enjeux d'une telle approche de l'intelligence sont considérables. Tous ceux qui supposent que raisonner n'est rien d'autre que manipuler des symboles pourvus de sens selon des règles rationnelles se trouvent placés, rappelle John Haugeland, devant une alternative. Car il n'y a pas de manipulation sans manipulateur. Ou bien le manipulateur tient compte du sens des symboles sur lesquels il agit, et il n'est pas simplement mécanique. Ou bien il ignore

leur sens et il ne raisonne pas vraiment. En bref, « si un procédé ou système est mécanique, il ne peut pas raisonner et, s'il raisonne, il ne peut pas être mécanique ».

L'originalité du connexionnisme est d'échapper à cette alternative, puisqu'il abandonne l'hypothèse selon laquelle la manipulation s'exerce sur des symboles. Renouant avec l'associationnisme, ou le renouvelant, le connexionnisme fait l'économie de la manipulation : c'est-à-dire du sujet, et explique le système cognitif par la mécanique du réseau neuronal.

Ce réductionnisme militant peut choquer. Le paradoxe est qu'il suscite des inquiétudes et des réserves au sein même de cette constellation de disciplines que sont les sciences cognitives. Il y a quelques années, Hubert Dreyfus (7) ouvrait la voie de la critique phénoménologique de l'intelligence artificielle en rappelant que nos capacités cognitives sont indissolublement liées à notre propriété d'avoir un corps, et pas seulement un cerveau.

Tout récemment, Francisco Varela (8), qui situe sa réflexion dans le cadre d'une étude des systèmes biologiques, s'est inscrit dans une perspective analogue. Avec Evan Thompson et Eleanor Rosch, il se propose d'élargir l'horizon des nouvelles sciences de l'esprit pour prendre en compte dans un même geste l'expérience humaine et les possibilités de transformation qualitative de ce vécu. Cette tentative originale prolonge certaines intuitions de Merleau-Ponty et établit un dialogue entre les sciences cognitives, le phénoménologie et la psychologie méditative du bouddhisme.

L'intelligence artificielle est ainsi le théâtre de frondes et de

rebellions qui tempèrent son penchant aux conceptualisations totalisantes et sa vulnérabilité aux idéologies archaïques. Puisque son ambition métaphysique est avouée, pourquoi les philosophes refusent-ils le débat ?

Jean-Paul Thomàs

(1) Voir « Les sciences de la cognition » de Daniel Andler, in *La Philosophie des sciences d'aujourd'hui*, sous la direction de Jean Hardwig, Grasset-Villars, 1986.
(2) *L'Âme-machine. Les enjeux philosophiques de l'intelligence artificielle*, Seuil, 1990.

(3) « La naissance de l'intelligence artificielle », la *Recherche* n° 170, octobre 1983, p. 1130.
(4) *L'intelligence artificielle et les Paradoxes de la modernité. Les nouvelles quêtes du savoir*, textes réunis par Pierre Chambet et Pierre Lévy, Ed. Descartes, 1993.

(5) Dans un article célèbre, « Minds, brains, and programs », traduit dans *Vues de l'esprit*, sous la direction de D. E. Hofstadter et D. Dennett, Paris, InterEditions, 1987.

(6) *Le Connexionnisme et l'esprit. Introduction au traitement parallèle par réseaux*, La Découverte, 1993.

(7) *Intelligence artificielle, mythes et limites*, Flammarion, 1984.

(8) *L'inscription corporelle de l'esprit. Sciences cognitives et expérience humaine*, Seuil, 1993.

"Passionnant !"
Jacques de Ricaumont
LES PARADIS PERDUS
LA RENTRÉE DES CLASSES
DARCANGES
Les Éditions de l'Orme
Distribution DISTIQUE - LUCE
FAX 37.30.78.65 98 F

JEAN ROUAUD
sera à la librairie
L'ODEUR DU TEMPS
pour une rencontre-dédicace
le vendredi 29 octobre
à partir de 17 heures
35, rue du Pavillon
MARSEILLE - Tél. 91 54 61 56

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUBE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beube-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M. Clément
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 27 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11
Microfilm : (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cops
Membres du comité de direction :
Jacques Guille
Isabelle Tardif
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-77-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-77-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Égérie Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE
Composées 36-15 - Tapes LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-28-04-56
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beube-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à
l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) - postage is published daily for \$ 0.99 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beube-Méry,
94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US and additional mailing offices. POSTMASTER :
Send address changes to LE MONDE, 1518, Champlain N.Y. 12919 - 1518.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 203 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Perm. 1P

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez attacher l'obligation d'envoyer tous les ans, après en capitaliser l'impression

Le Monde

PUBLICITE LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

Jacques Duquesne,
il vous communique
chaque jour
sa passion des livres



19h10 : "Découvertes"
(rediffusion à 23h55)
Samedi 18h à 18h30 :
"Découvertes week-end"

EUROPE 1

LES CONVERSATIONS SÉCRÈTES DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION d'Antoine Lefebvre. Plon, 444 p., 148 F.

Voilà une plongée en solitaire, courageuse, pleine à ras bord de reflets émouvants et fidèles du temps d'Occupation. Antoine Lefebvre, après les trop rares historiens attentifs en priorité à la vie quotidienne et à l'état de l'opinion des Français sous la botte, a compris quel progrès historiographique – et quel soulagement civique – pourrait entretenir une observation attentive des clapiers de la vase qui barbouille nos « années noires ». Il a su flâner l'anémone et saisir sa chance : être autorisé à exploiter partiellement, au prix d'un travail éreintant de détective et de tacheur, les centaines de milliers d'humides épaves, lettres saisies et écoutes téléphoniques transcrits sur des pelures multicolores, qui gisent dans nos archives, abandonnées par ce qui fut nommé benoîtement le Service des contrôles techniques de l'Etat français.

Car Vichy a espionné, violé les intimités, traqué les consciences. Allègrement. Massivement. Affreusement. Ce fléau systématique et militaire des civils était

certes et demeurera une tradition étatique bien française. Le « cabinet noir » ou le « bureau du dedans » des rois et des deux Napoléon avaient depuis longtemps lié interception du courrier et art de gouverner.

Dès Alger, puis à la Libération, le gouvernement provisoire du général de Gaulle ne jugera pas inutile lui non plus d'ouvrir quelques lettres et de tendre l'oreille. On sait par ailleurs la sonorité des écoutes téléphoniques de 1945 à nos jours. Nonobstant, c'est bien Vichy qui, tout au long, a donné dans le zèle le plus maniaque et mis sans remords l'écoute au service de la répression.

La brutalité banale de la raison d'Etat

Son Service des contrôles techniques n'a donc pas fait dans la dentelle : deux millions de lettres interceptées chaque mois en 1942, encore 55 000 du 28 janvier au 23 février 1944, près de 3 000 personnes traînées en justice pour le seul mois de juillet 1941 après ouverture de leur courrier, et tout à l'aventure. Fils de la censure militaire, mais bien servi par des centaines de fonctionnaires des PTT, relayé par des Allemands et vivement félicité par un Darlan ou un Laval, l'autre discret des préposés à la

surveillance de l'opinion a bien mérité de l'ordre nouveau.

Que dévoile cette vigilance ? D'abord, la brutalité banale d'une raison d'Etat qui fait écrouler une Castra pour avoir couché par écrit une tentative d'avortement, ou qui expédie à Drancy deux Hollandaises surprises au téléphone à injurier la France du maréchal. Mais surtout, même si les Français se méfient bientôt du téléphone et de ses fausses « demoiselles » ou usent de périphrases dans leur courrier, elle détaille les émois et les misères d'une population « sonnée ». Et c'est là que le livre de Lefebvre devient poignant.

Car tout défile, la hantise du ravitaillement et l'amabilité de l'envoi à un copain d'enfance relégué au fond d'un stalag d'une photo de sa femme en compagnie d'un boche ; le sang des bombardements et l'incertitude proposition de la firme Photomaton qui voulait tant aider les nazis à bien photographier les juifs avant leur départ pour les camps, le désarroi du boulanger de l'île du Levant qui soupçonne sa femme et celui du chômeur « sans occupation » (sic) qui baisse casquette devant l'employeur allemand ; la peine des jeunes aux Chantiers, le café aux glands et l'écoute de Londres à la radio ; les trocs pittoresques et l'arrogance des mercantis du marché noir, l'inquiétude d'une

grand-mère qui voit ses petites arborer des V de la future victoire gaulliste sur leur blouse de lycéennes. Bref, toute une vie de grisaille, un cauchemar poisseux qu'on rêve déjà d'oublier.

Dans l'opacité de ce temps en suspens, la franche canaille, on l'imagine, a fait son beurre. Et même, à travers ces conversations, on surprend que l'antisémitisme fut peut-être d'abord une affaire d'argent, de haine intéressée du juif « rentier » ou « oisif » dont on convoie les biens et le portefeuille. Lefebvre nous réserve pourtant une jolie surprise : la faiblesse en proportion du nombre des lettres de « corbeaux » dans son échantillon de cent mille missives compulsées.

A-t-on glosé depuis 1944 sur la rage de dénonciation du voisin de palier qui aurait saisi les Français ? Eh bien, voici la preuve que les salopards n'ont sans doute pas autant proliféré qu'on le croyait. Mieux : à travers maints signes étonnants – notamment cette chaîne épistolaire « de l'espoir et de l'union », ouvertement résistante et brisée dans les Alpes-Maritimes en novembre 1941 –, on suit l'évolution positive de l'opinion, antiallemande et antichiste dès la mi-1941, ce qui corrobore tous les travaux historiques antérieurs.

Lefebvre s'est utilement mis au service d'une vérité de guerre complexe, mouvante, mélange de traumatismes inattendus et de vieilles faiblesses nationales, où le désarroi l'emporte de loin sur le déshonneur. On regrettera que son livre soit parfois un rien « fouillis » et trop impressionniste, peu explicite sur la constitution et la fidélité de son échantillon, sans grand esprit critique face à des missives inexactes ou inutilement dolentes (sur les pendaisons de Tulle en juin 1944, par exemple). Mais rien ne pouvait être plus bouleversant que son étalage, après une effraction inouïe sur tant de cœurs, de la douleur et de l'espoir au quotidien.

Jean-Pierre Rioux

* Signalons également *Journaux intimes sous l'Occupation*, de David Boal (Armand Colin, 218 p., 138 F.), et la réédition, revue et augmentée, de *Trafics et crimes sous l'Occupation*, de Jacques Delarue (Fayard, 508 p., 180 F.).

Patrick Jarreau

(1) *La Fin d'une époque*, Fayard, Le Seuil, 1993.
(2) *Le Long Remords du pouvoir*, Fayard, 1992.

Socialisme et pouvoir

Loin des simplifications immédiates, Marc Sadoun inscrit l'expérience de gouvernement de la gauche française dans une perspective historique

DE LA DÉMOCRATIE
FRANÇAISE
Essai sur le socialisme
de Marc Sadoun.
Gallimard, 281 p., 125 F.

Six mois après, la défaite de la gauche aux élections législatives de mars dernier est toujours ressentie comme davantage qu'une simple manifestation de l'alternance propre aux régimes démocratiques. « Discrédité », « répudié », « banni », le Parti socialiste s'est-il « consumé de l'intérieur », selon l'analyse de Frantz-Olivier Giesbert (1) ? A-t-il révélé le vide de sa doctrine à l'épreuve des faits ? Son temps s'est-il achevé avec la « fin de l'Histoire » annoncée par Fukuyama ? Ou bien traverse-t-il une mutation, comme le pensent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg (2), passant d'une conception mythique du pouvoir à la reconnaissance des limites de l'action de l'Etat ?

L'évaluation immédiate des faits politiques conduit inévitablement à privilégier des facteurs de court terme, tels que, en l'occurrence, les « affaires », les dysfonctionnements de l'exécutif avec le gouvernement d'Edith Cresson, puis la nomination tardive de Pierre Bérégovoy, l'« usure » des pouvoirs en période de crise. Ces éléments, dont le rôle est évident, ne doivent pas faire perdre de vue la perspective de l'évolution traversée par la gauche alors que, pour la première fois en France, elle a été « aux affaires », sans alliance centriste, durant deux législatures.

Cette restitution fait tout le mérite du travail mené par Marc Sadoun, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Comme Bergounioux et Grunberg, il étudie le socialisme français sur la longue durée, sans minimiser – tout au contraire – la rupture introduite par le congrès d'Epinal, en 1971, mais sans, non plus, tomber dans le travers qui consisterait à considérer le « nouveau » PS comme une création originale de la V République et de François Mitterrand, sans attache autre que nominale avec le mouvement né dans les dernières années du dix-neuvième siècle.

Sa réflexion va plus loin que les analyses, désormais bien connues, sur les rapports entre République et socialisme, et sur

l'émergence de celui-ci dans la tendance dite « au socialisme » (favorisant les idées « de gauche ») de l'histoire politique française depuis la Révolution. Elle intègre la question des rapports entre le socialisme et le pouvoir dans une exploration de la « démocratie française » – c'est le titre du livre – et de ses sources, qui en font non pas un simple code du fonctionnement de la cité, mais une ambition, un « pari », une « tension permanente entre le possible et l'impossible ».

Pour Marc Sadoun, l'originalité du socialisme français, sous l'action de Jean Jaurès, puis de Léon Blum, avait été de concilier la volonté de représentation de la « classe ouvrière », conçue comme celle qui souffrait de l'ordre économique et politique, avait vocation à le subvertir, et le respect des règles de l'Etat de droit.

La contamination communiste

L'influence du Parti communiste et l'alliance nouée avec ce dernier au début des années 70 ont amené le PS à se convertir à la sociologie et au modèle politique de son partenaire, qu'il s'agissait de concurrencer « sur son propre terrain », en s'éloignant du compromis propre à la SFIO. La tentation était d'autant plus grande d'agir ainsi que la « vieille maison », délabrée et déconsidérée, paraissait appeler non la rénovation, mais une refondation radicale.

Dès lors, en sacrifiant la distinction blumienne entre conquête et exercice du pouvoir, les socialistes de la nouvelle génération ont pris le risque de décevoir davantage ceux qui leur faisaient confiance. Ils se sont privés de recours à la doctrine comme une sorte de consolation aux limites du possible. Le repli sur une idéologie républicaine minimale ne pouvait masquer la déroute d'un projet qui visait à faire progresser la démocratie – et la République – au-delà des bornes que lui assignaient les habitudes acquises, l'ordre économique et social, le conservatisme partagé par tous les corps intermédiaires.

La pensée de Marc Sadoun, précise dans l'analyse historique, exigeante sur le plan conceptuel, donne à l'expérience des années 80 une

23, 24 et 25 octobre 1993
Marseille
Centre de la Vieille Charité



organisé par
Entrevues

300 revues exposées

de nombreuses revues méditerranéennes

une publication
Revues culturelles en Méditerranée

&

un colloque

« Les Hommes de revue »

les 23 et 24 octobre

dans le cadre des manifestations autour
de Jean Ballard et les Cahiers du Sud

avec le soutien
du Centre national du livre, de la ville de Marseille
et de la DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur
RENSEIGNEMENTS SUR MINITEL 3045 MARSEILLE OFC

هكذا ان الأمل

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

LA BANDE DESSINÉE

Scénarios de l'exigence

LA SOURCE ET LA SONDE
de François Bourgeon
et Claude Lacroix.
Casterman, 112 p., 110 F.

HISTOIRE DU CORBAC AUX BASKETS
de Fred.
Dargaud, 64 p., 72 F.

LA MORT DU PEINTRE
d'Edmond Baudoin.
Z-Éditions (diffusé par Ulysse
Distique), 128 p., 110 F.

ON est quelque peu déconcerté lorsqu'on aborde les dernières œuvres d'auteurs dont les précédents albums ont charmé nos résines et notre cortex. Le récent album de François Bourgeon, *La Source et la Sonde*, et celui de Fred, *Histoire du corbac aux baskets*, ne dérogent pas à cette règle. Le retour sur la scène de la BD de ces deux grandes pointures est pourtant salué par les trompettes de la renommée et bénéficie d'une orchestration soigneusement rythmée par les fées médiatiques. Peut-être cette légère déconvenue est-elle due à la nécessité de se couler dans des univers très différents de ceux qu'ils décrivaient auparavant. Ces deux albums demandent une attention plus soutenue qu'exigent à la fois la richesse des scénarios et la mise en scène graphique. Qui s'en plaindrait, alors que tant de scénarios de BD ont fait, ces dernières années, la preuve de leur indigence ?

Avec *La Source et la Sonde*, François Bourgeon, auteur de la magistrale série *Les Passagers du vent*, puis de la saga médiévale des *Compagnons du crépuscule*, s'est intéressé cette fois à la science-fiction. Il a trouvé un compère en la personne de Claude Lacroix, le père de *Yann le Miroir*, pour lequel l'anticipation est une seconde nature. Mais qu'on ne se y trompe pas : c'est bien François Bourgeon qui reste aux commandes de cet album, le premier d'une série



Fred :
« Histoire
du corbac
aux baskets ».

baptisée *Le Cycle de Cyann*, puis-que dessins, scénarios et coloriage finaux sont de son ressort. Pour autant, l'univers dans lequel évolue Cyann est le résultat d'une recherche menée par les deux auteurs.

Tous deux ont brassé une abondante documentation, accumulé les repérages. Ils ont surtout longuement discuté de cet album qui aura mis trois ans à naître. L'histoire se situe à Ohl, une planète sur laquelle vivent des animaux inconnus, volent des véhicules jamais vus et se parle une langue inouïe. Claude Lacroix, pointilleux à l'extrême, est allé jusqu'à construire une maquette de cette planète paradoxale où la lettre « o » sert de déclinaison existentielle. Mais il s'agit aussi de conter une amitié féminine, celle de Cyann et de Nacarra. L'une est brune, riche et égoïste, puisqu'elle fait partie de la caste dirigeante de la planète, les Olismar, tandis que l'autre, la blonde Nacarra, plus secrète mais plus révoltée, vient des peuplades inférieures, les Mino. La première est, selon le mot de Claude Lacroix, une « petite peste ». Mais sa personnalité va évoluer au fil des albums et le voyage commun vers la planète Ilo avec Nacarra va la bonifier.

On retrouve ici le thème de la quête, propre à François Bourgeon, ainsi que sa prédilection pour les héroïnes, dessinées avec une sensualité réjouissante. La complexité de ce nouvel univers pourrait effrayer le lecteur timide. Il aurait tort. « Nous avons conçu cette planète avec sa cohérence et ses incohérences, ses querelles de savoir, ses néologismes, mais avec l'idée qu'elle puisse aussi être crédible et vraisemblable », expliquent les deux auteurs. Nous aimerions que les lecteurs se sentent piégés, même si les premières pages exigent un effort.

Le dernier-né des albums de Fred requiert une attention similaire. Cet auteur bonhomme, qui porte « une moustache depuis sa naissance », a aussi porté sur les fonts baptismaux du neuvième art les aventures de Philémon, ce drôle de jeune homme vêtu d'un pull de marin, qui ont bien du mal au cours de ses quinze albums à ne pas se laisser submerger par les lettres de l'océan Atlantique. Les techniques de cadrage et le dessin de Fred font de lui l'héritier de Max Ernst tandis que la loufoquerie et la poésie de ses scénarios le rattachent du côté de Lewis Carroll et

de ses rejets surréalistes, sans oublier Jules Renard, dont les aphorismes continuent à l'épater. Mais avec cette *Histoire du corbac aux baskets*, Fred atteint une nouvelle dimension.

Armand Corbaekobasket se réveille un beau matin habillé de plumes de corbeau. Ses baskets sont le seul signe d'humanité qui lui reste. La consultation d'un psychiatre, coiffé d'un entonnoir, ne lui apportera guère de voie de guérison, tandis que son plumage de corbeau, qui au fil des pages sent de plus en plus le renard, le conduit à être mis au ban de son travail et d'une société qui rejette la différence. C'est une fable sur l'exclusion, sur le refus de l'autre, nourrie de références à des lectures et à des faits d'actualité constamment détournés, comme ces abusques critiques de Tchernobyl.

APRÈS François Bourgeon et Claude Lacroix, puis Fred, les lecteurs de BD un tant soit peu exigeants pourront se plonger dans *La Mort du peintre* d'Edmond Baudoin, un livre que lui ont demandé les services culturels de la ville de Vitrolles. Cet auteur talentueux vient d'illustrer avec maestria le *Journal du voleur* de Jean Genet (éditions Futuropolis-Gallimard). Avec *La Mort du peintre*, dans lequel se chevauchent le noir et blanc des illustrations, de la BD et des textes, il mêle dialogues et journal intime pour composer une douloureuse ode graphique à Vitrolles. Dans cette ville méprisée des Bouches-du-Rhône, « vitrolaise, violée », bordée par les décharges d'ordures et dérisée d'immenses sans charme, Baudoin fait passer les frissons du souvenir des morts et de la guerre lointaine... comme les embrassements d'après l'amour. A l'instar de Bourgeon, Lacroix et Fred, Edmond Baudoin est un disciple de l'exigence.

Yves-Marie Labé

Parade à Saint-Etienne

Huitième édition d'une fête du livre conçue pour amener le public à la lecture

Pour la huitième année consécutive, Saint-Etienne s'est offert sa fête du livre. Les 15, 16 et 17 octobre, une joyeuse parade a mis le centre de la ville en effervescence et déplacé de nombreux curieux. Un événement minutieusement préparé, dont les ramifications dépassent le livre proprement dit. Comme dans d'autres villes où se tiennent des manifestations du même genre, une animation particulière fait frémir le microcosme culturel stéphanois lorsque le livre est à l'honneur. L'écrit fournit l'occasion de se rencontrer, de se découvrir nu, tout simplement, de se produire. Le livre y gagne-t-il en image, en diffusion ou en qualité ? La question n'est pas facile à trancher, toujours snuimée aux enthousiasmes des uns et aux critiques des autres.

Tous viennent chercher quelque chose, tenter de humer un peu de cet air qui vibre plus qu'à l'accoutumée. Tous, à commencer par les libraires, dont une dizaine avaient pris en charge l'organisation de multiples stands, l'approvisionnement en livres et l'accueil des auteurs invités. Pour eux, la fête permet de découvrir un autre mode de relation avec les lecteurs. « J'ai vu des gens revenir d'une année sur l'autre pour demander à un auteur des explications sur une intrigue ou un personnage », note Blandine Blanc, de la librairie du même nom. Plus prosaïquement, les libraires ne peuvent plus se passer du chiffre d'affaires dégagé pendant la fête, car ils l'ont intégré dans leur gestion annuelle.

Les visiteurs, de leur côté, flânent sous le chapiteau de la fête. Ainsi de ce cheminot à la retraite, venu des environs de Lyon pour « toucher les livres » qu'il a « toujours aimés ». Moins joviale, une visiteuse appécie d'un air désenchanté qu'il y ait « pour une fois un peu de vie à Saint-Etienne et que des gens célèbres se déplacent pour nous sortir de notre campagne ». Plus loin, un enseignant se réjouit de ce qu'un « forum culturel » puisse

faire le pendant aux élan sportifs que la ville met souvent en vitrine. Et puis il y a les enfants, qui hésitent entre les bandes dessinées et les « vrais livres », ou encore les nées de ceux qui se précipitent sur les auteurs pour quémander un autographe.

Car des auteurs invités viennent chaque année promouvoir leurs œuvres en direct, avec un vague ennui pour certains et une véritable maestria pour d'autres. Jeanine Boissard par exemple triomphe en toute simplicité devant une file ininterrompue d'admiratrices. Deux phrases gentilles, un petit commentaire sur le livre vendu et le tour est joué. « J'aime le contact avec les lecteurs, explique-t-elle. Il m'est arrivé de nous de véritables amitiés. » Louis Nucera, lui, vient par « amitié pour l'organisateur » et pour des « raisons rhétoriques », puisque la fête ne serait pas ce qu'elle est sans la traditionnelle « montée cycliste » qui réunit, tous les ans, des auteurs et des visiteurs.

Qu'ils soient connus ou pas, tous ne sont pas persuadés de l'efficacité commerciale de la fête. Convincre que « ce n'est pas tellement la qu'on vend », Clément Lépidis s'est fait une raison. Il vient à Saint-Etienne pour « quitter Paris et passer un bon week-end, ce qui n'est déjà pas si mal ». Plus hougou, l'historien François Bluebe estime que ses livres sont faits pour « des connaisseurs qui en trouveront bien le chemin tout seuls ». Visiblement agacé par l'agitation ambiante, il ajoute qu'il ne voit pas « en quoi la fête de signer des autographes pour les enfants de Saint-Etienne fait avancer la civilisation. Mieux vaudrait leur apprendre à lire, à écrire et à compter ».

Il est vrai que la fête du livre de Saint-Etienne n'est pas un cénacle élitiste. La manifestation se veut « une fête populaire, conçue pour amener les gens à la lecture », explique Jacques Plaine, qui en est le principal organisateur. Ancien propriétaire d'une grande librairie aujourd'hui disparue, il orchestre les journées du livre pour le compte de la ville, pourvoyeuse de subventions à hauteur de 1,2 million de francs. La volonté de faire sortir le livre des librairies n'est pas nouvelle chez Jacques Plaine, qui la mettait déjà en œuvre au temps de ses débuts dans le métier. Jeune libraire, il avait ainsi décidé de promener dans un camion une partie de son stock, qu'il proposait à la sortie des usines. Aujourd'hui, les moyens sont autres, mais le désir toujours aussi bien ancré de mettre l'écrit sur la place publique.

Raphaëlle Rérolle

DERNIERES LIVRAISONS

Philosophie

GITTA SERENY : Au fond des ténèbres. Sous-titrée *De l'euthénésie à l'essénisme*, la *massa* : un examen de conscience, voici la réédition d'un ouvrage paru pour la première fois en France en 1975. L'auteur a interrogé dans sa prison Franz Stengl, ancien commandant des camps d'extermination de Sobibor, puis de Treblinka. En s'appuyant sur les propos de ce « fonctionnaire » de la mort et sur ceux de ses proches, de ses collaborateurs et de ses victimes, Gitta Sereny rejoint la thèse de Hannah Arendt sur la « banalité du mal ». Ou comment un homme en apparence « normal » peut en venir à commettre l'atroce. (Traduit de l'allemand par Colette Audry, Denoël, 400 p., 120 F.)

LUCRÈCE : *De la nature*. Le grand poème épique *De natura rerum* vient d'être traduit du latin, dans une version essentiellement inspirée des éditions d'Ernout et de Bailly. Cette nouvelle présentation offre quelques variantes par rapport aux traductions précédentes, comme en témoigne l'ouverture du livre second, l'un des passages les plus connus de l'œuvre : « Douceur, lorsque les vents soulèvent la mer immense, d'observer du rivage le dur effort d'autrui, non que le tourment soit jamais un doux plaisir, mais il nous plaît de voir à quel nous échappons. » (Traduit du latin par José Kany-Turpin, Aubier, « Bibliothèque philosophique bilingue », 651 p., 160 F.)

GABRIELLA FIORI : *Simone Weil, une femme absolue*. « Ce livre n'est pas une étude, c'est une immersion », avertit l'auteur. Aujourd'hui réédité, l'ouvrage de Gabriella Fiori se veut une plongée au cœur de la vie et des écrits de Simone Weil, l'énigme de Dieu et des plus démunis. Simone Weil incarne le caractère absolu de ce mot d'Alain, son professeur de philosophie de khâgne au lycée Henri-IV : « Penser est un état violent. » (Éditions du Félin, 1987, Nouvelle édition 1993, 219 p., 125 F.)

Anthologies

CLAUDE BEAUSOLEIL : *La Poésie suisse romande*. Rédigée par un poète et critique québécois, cette anthologie dresse un panorama de la poésie suisse romande du XX^e siècle, en présentant des œuvres de cinquante-cinq auteurs. Selon Claude Beausoleil, l'autonomie de la culture suisse romande s'affirma de façon plus marquée depuis le début du siècle, avec la création des *Cahiers vaudois* en 1914. De Ramuz à Pache, en passant par Cendrars et Jacottet, un aperçu des liens unissant la poésie à la réflexion, à la nature et au mouvement des choses. (Écrits des forges / Le Castor astral / Les Éditions de l'Aire, 207 p., 95 F.)

AUGUSTE WACKENHEIM : *La Littérature dialectale alsacienne*. Le premier des cinq tomes de cette anthologie illustrée, qui couvrira quatre siècles, est consacré à l'exploration des prémices de l'activité littéraire d'expression dialectale en Alsace, de la fin du XVII^e siècle au XIX^e siècle. Ce volume présente les premiers textes, des œuvres qui, rédigées dans une langue épurée sous le terme écrit au XVII^e siècle, privilégient le théâtre, la lyrique et la satire. Fondateur de la *Revue alsacienne de littérature* en 1983, Auguste Wackenheim entend préserver et développer les acquis du bilinguisme et démontrer l'existence d'une identité régionale. (Prat, 34, rue Truffaut, 75017 Paris, 271 p., 220 F.) Signalons aussi la parution de *Gens d'Alsace et de Lorraine*, d'Erckmann-Chatelain, un recueil de six romans publiés en feuilleton entre 1863 et 1869, préfacé par Jean-Pierre Rioux. (Omnibus, 1330 p., 135 F.)

Des livres pour les réfugiés de l'ex-Yougoslavie. - L'association Sarajevo-Mayenne lance un appel aux particuliers, universités, associations afin de rassembler livres et revues serbo-croates. Ce fonds sera adressé aux réfugiés de l'ex-Yougoslavie exilés dans l'ouest de la France (adresser à Jean-Yves et Mariannick Roy, 13, allée du Chotin, Saint-Baudelle, 53000 Mayenne, Tél. (06) 43-32-07-79, ou à la Bibliothèque municipale de Mayenne, BP 424, 53104 Mayenne Cedex, Tél. (06) 43-32-16-27).

Vargas Llosa, prix Planeta. - Le quarante-deuxième prix Planeta a été décerné à l'écrivain péruvien Mario Varga Llosa, pour son

roman *Dionisos y Ariadna*. L'auteur avait fait acte de candidature sous le pseudonyme d'« Arimano ». Ce concours, créé en 1952 par la maison d'édition Planeta, récompense chaque année un écrivain hispanique.

Prix d'autonomie. - Le prix Paul-Léautaud a été décerné à Raoul Milé pour *Père et mère* (Flammarion). Le prix Alexandre-Vialatte est allé à Francis Danneberg pour *La Longue promenade avec un cheval mort* (Laffont). Le prix Napoléon-III a été décerné à Françoise Wagnier pour *Le Règne Hortense* (Laffont). Eric Chevillard a reçu le prix Fédon (littéraire) pour *La Nébuleuse des crabes* (Minit). Le

prix littéraire du Lions Club a été attribué à Caroline Tiné pour *Le Roman de Bolthazor* (Albin Michel). Léon Mazzella a reçu le prix François-Sommer, qui récompense le roman de chasse de l'année, pour *Chasses futures* (Ed. J et D, 2, rue Cazaubon-Norbert 64000 Pau). Le prix Pierre-François-Callé a récompensé Ana Gerschenfeld, qui a traduit de l'anglais l'ouvrage du Nobel américain Gerald M. Edelman, *Biologie de la conscience* (Odile Jacob). Le prix de vulgarisation scientifique Jean-Rostand a été attribué à Bernadette Bensaude et Isabelle Stengers, pour leur *Histoire de la chimie* (La Découverte).

MICHEL BRAUDEAU



MICHEL BRAUDEAU

Mon ami Pierrot

ROMAN

ÉDITIONS DU SEUIL

L'une des plus belles dettes d'amour d'un fils à son père.

Jacques-Pierre Amette / Le Masque et la Plume

Une merveille d'écriture dans tous les registres, les enfantillages, les regrets, les extravagances, les oublis, les apitoiements déguisés et les fausses colères.

Jean-Louis Esnault / La Nouvelle Observatoire

Ce qui anime et ce qu'explore cette émuante pavane pour un défunt c'est, tout au long du texte, souveraine et si rare, l'activité d'aimer.

Wilma Forrester / Le Monde

Editions du Seuil

21, 24 et 25 octobre 1993

Mardi

Centre de la Vieille Charité

seigneur par

Mon livre

250 revues

avec publications

Les Hommes de

les 25 et 26 octobre

la suite de

avec Richard et la

LETTRES ÉTRANGÈRES

Blason anglais

ÉCRIT SUR LE CORPS
(Written on the Body)
de Jeanette Winterson
Traduit de l'anglais
par Suzanne Mayoux,
Plon, 245 p., 130 F.

Publié après *The Passion* (1), le récit pour le moins fantaisiste des campagnes de Napoléon, et trois autres ouvrages également remarqués par la critique, *Écrit sur le corps* fit grand bruit outre-Manche, confirmant la réputation que Jeanette Winterson a d'un jeune auteur dont on était très vite accablé de reconnaître le talent (2). Il s'agit d'un roman à clés : Louise, la belle héroïne de cette histoire d'amour, serait l'une des paronymes en vue du monde littéraire britannique, et Jeanette Winterson elle-même, bien qu'aucune indication ne soit donnée sur le sexe du narrateur, raconterait là sa propre histoire.

Qu'importe cependant les références réelles, inconnues d'ailleurs du public français, qu'importe le sexe des amants en question (Jeanette Winterson ne fait, au reste, pas mystère de ses préférences), puisque l'histoire est belle, le ton original, la sénérité évidente, et que de vœux élevés sur l'amour, la séparation et le mort s'en trouvent renouvelés. Pour ce qui est des événements du récit, ils sont on ne peut plus banals : deux frères s'aiment, la maladie de l'un et le sacrifice de l'autre vont séparer.

Ce qui est moins banal, c'est l'élan qui d'un bout à l'autre parcourt le livre, le lyrisme de phrases brèves qui jamais ne tombent dans l'emphase, les

audaces de langage qui évitent pourtant la vulgarité (il faut remarquer ici la justesse de la traduction, même si des mots équivalents ne produisent pas toujours — c'est inévitable — un effet comparable dans les deux langues). De ces formules à l'emporte-pièce, de ces seules de ton destinées à provoquer la surprise, une sorte de poésie en dégage, qui ne dépend d'aucune phrase prise isolément, mais de leur succession rapide, du mouvement même du livre, de sa spontanéité. Si forte est l'émotion qui inspire ces pages, si présent encore le souvenir du corps aimé, et intolérable le sens de la perte, qu'on pense à une confession dictée par la douleur, par l'émertume, bien plutôt qu'à un roman.

Particulièrement représentative du livre sont les chapitres où le narrateur, hanté par l'absence et le malheur de Louise, s'abandonne à son obsession et, fragment par fragment, le décrit ; il conçoit ainsi, à l'aide de ces ouvrages médicaux qu'il consulte sans relâche, un véritable blason du corps féminin : énumérés de façon scientifique, les tissus et les cavités, le peau et les os, et bientôt les sens — l'ouïe, l'odorat, le goût, la vue et le toucher, deviennent le prétexte à la louange des beautés de l'aimée.

Christine Jordis

(1) Traduit sous le titre *La Passion de Napoléon* (Laffont, 1989).

(2) Jeanette Winterson reçut, à vingt-six ans, en 1985, le prix Whitbread pour son premier livre *Les oranges ne sont pas les seuls fruits*, un roman autobiographique paru aux Éditions Des Femmes en 1991.

L'ENFANT VOLÉ
(The Child in Time)
de Ian McEwan.
Traduit de l'anglais
par Josée Strawson,
Gallimard, 300 p., 130 F.

Auriez-vous la manie des borborygmes, mister McEwan ? *Le Jardin de ciment* (1) montre des enfants enterrant leur mère dans le cellier pour échapper à l'orphelinat, l'innocent (2), un homme qui porte dans sa valise les morceaux d'un cadavre, et *L'Enfant volé*, une enfant kidnappée.

Ian McEwan, écrivain anglais pourtant bien connu, à en croire son regard impassible et sa voix bien mesurée, cache une violence et un pessimisme amer qui ont de quoi étonner les descendants des victorians. Auteur de nouvelles et de romans, de pièces de théâtre et de scénarios, il est apparu dès le milieu des années 70 comme l'un des écrivains les plus remarquables de la littérature anglaise.

L'Enfant volé, son quatrième roman traduit en français, commence par l'enlèvement d'une fillette dans un supermarché. McEwan joue du fait divers comme prétexte à une analyse métaphysique et à un conte. « Les faits divers, explique l'auteur, je les considère comme des rites de passage. Une tragédie est aussi une libération. L'enlèvement d'un enfant est pire que tout, pire que sa mort, car l'enfant volé, on le cherche toujours. Mais en le cherchant, comme Orphée dans les Enfers, on a gagné la connaissance. »

Qui passe « dans les Enfers » ? La petite fille, définitivement figée

McEwan, roi des aulnes

Le romancier anglais essaie de capter le déchirement des adultes nostalgiques du regard d'enfant qu'ils ont perdu



Ian McEwan : un pessimisme amer.

dans le temps de ses trois ans et dont on ne sait plus rien ? Son père, Stephen, qui la cherche comme un fou, accroché aux souvenirs, inconscient du temps qui passe et de la manière dont l'enfant a pu grandir, dont son visage, au bout de quelques années, a pu prendre la forme de mille autres visages d'enfant ? Sa mère, bébé-tée, qui se retire du monde et détruit provisoirement le couple pour prendre le temps de tout reconstruire ? Ou encore ces hommes politiques de Whitehall, barricadés dans le temps de la vie publique, les cloisons d'une Angleterre à peine indigne de Victoria, la dureté incohérente de leurs dis-

cours ? Comme Charles, l'ami de Stephen, curieux individu surdoué dont la tâche, par ironie du sort, est de rédiger un « manuel officiel de pédagogie » aussi réactionnaire qu'adapté au réel et à l'épreuve que traverse son ami.

Charles, au faite d'une carrière politique brillante, se réfugie maladivement dans l'enfance, revêt des culottes courtes, monte dans les arbres et se fait donner la fessée par des prostituées... sa manière à lui d'appliquer le précepte qu'il donne lui-même dans son manuel de pédagogie : « L'enfance n'est pas un événement naturel (...). Par-dessus tout, l'enfance est un privilège. » Comme si rédiger le manuel

lui donnait l'illusion de concilier son ambition politique rageuse et ses fantasmes de petit garçon libre et irresponsable.

Entre Stephen qui cherche son enfant et Charles qui cherche à revivre l'enfance, McEwan essaie de capter le déchirement des adultes nostalgiques d'une vision du monde enfouie, de ce regard d'enfant qu'ils ont perdu : celui de Peter Pan, l'enfant qui ne voulait pas grandir, celui de la légende du *Roi des aulnes*. Quand le roi meurt dans les bras de son père, l'a-t-il tué ou est-ce seulement l'enfant mûri qui a perdu son enfance ?

Luthérie, McEwan ? « On a beau être athée, confesse-t-il, le christianisme reste vrai. La suggestion vient après la souffrance. » *L'Enfant volé*, où les scènes sont peintes avec exactitude par une écriture froide, sans charme, tout en analyse, à quelque chose d'une leçon de vie. Un exposé sur la nécessité de l'épreuve intime, dans le brouhaha dérisoire des discours politiques.

McEwan ne touche pas, n'émue pas, et pourtant son roman étonne, captive, par cette méditation scrupuleuse sur le brouillage des temps, la quête de l'esprit d'enfance ou le salut par l'épreuve, que camoufle un récit bien actuel, presqu'en forme de reportage. C'est l'art de McEwan, celui qu'il aspire, comme ses personnages, à ne pas perdre, ce don que réveille Kierkegaard : être « sérieux comme un enfant qui joue ».

Marion Van Renterghem

(1) Scail, 1980.
(2) Scail, 1990.

La Frontière de McCarthy

Un écrivain américain ancré dans une tradition qui cherche la ligne de démarcation entre celui qui possède les mots et celui qui ne les a pas

DE SI JOLIS CHEVAUX
(All the Pretty Horses)
de Cormac McCarthy.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par François Hirsch et Patricia Schaeffer,
Actes Sud, 365 p., 135 F.

La *Trilogie de la Frontière*, ainsi s'appellent les trois volumes du premier, *De si jolis chevaux*, a obtenu, en 1992, le National Book Award et qui sort, dans une magnifique traduction de François Hirsch et Patricia Schaeffer, chez Actes Sud. Son auteur, Cormac McCarthy, était, jusqu'à ce qu'il obtienne ce prix prestigieux, très peu connu aux États-Unis, où il vit et se reclus, refusant les entretiens. Toute son œuvre est maintenant traduite en cours de traduction, et Gallimard a récemment repris, dans sa collection « La Noire », *Méridien de sang* ou le *Rougeur du soir* dans l'est, dont la première publication, en 1988, était passée presque imperçue.

Nous n'allons pas citer, de Thoreau à John Hawkes en passant par Faulkner, tous les « écrivains des terres sauvages » et de la ruralité américaine, pour qui la Frontière, justement, quel qu'en ait été au fil des temps le tracé géographique, suit une autre ligne de démarcation : celle qui sépare le « sauvage » du « civilisé », le « cultivé » de l'« inculte », celui qui possède les mots de celui qui ne les possède pas. « En littérature, écrivait Thoreau dans son *Journal*, ce qui est sauvage seul nous attire, sagesse et douceur sont synonymes d'ennui. Ce qui nous ravit, c'est le non-familier, le non-civilisé, la pensée libre et vagabonde, ce qui n'a pas été appris à l'école, ni raffiné, ni poli par l'art. Un vrai bon livre est quelque chose d'aussi naturel, primitif, sauvage, d'aussi mystérieux et merveilleux, d'aussi ambrosiaque, d'aussi prolifique qu'un fichen ou un champignon. »

La définition de Thoreau s'applique aux romans de Cormac McCarthy, qu'ils se situent dans le Tennessee, où il a vécu ses années de formation, ou, comme ici, au Texas et au Mexique. La littérature, chez lui, suit réellement la Fron-

tière, la vraie Frontière sur laquelle l'auteur de *Walden* croyait pouvoir poser le pied ; elle se situe dans le ou man's land poussiéreux qui s'étale entre la cabane du vacher et la maison du maître, entre la ville et la forêt, entre l'élan lyrique qui transmue les paysages et la précision technique qui préside à la description des objets, entre le langage des pauvres et celui des riches, si différent l'un de l'autre que les dialogues n'ont pas besoin de guillemets.

Parce que ses parents sont divorcés, que sa mère a vendu le ranch dont il se croyait l'héritier, que la fille dont il est amoureux va se marier, un garçon de seize ans, John Grady Cole, quitte à cheval son Texas natal et part à l'aventure, en direction du sud. Il a convaincu son ami de toujours, Lacey Rawlins, de le suivre. En chemin ils rencontrent Blevins, un gamin sans le sou, efflanqué, de deux ans plus jeune, dont ils s'apprêtent pas à se débarrasser. Blevins, qui se retrouvera bientôt en prison, est, selon toutes apparences, un fier menteur. Il n'est pas sans ressembler par le caractère et le langage à Huckleberry Finn.

De bivouac en bivouac

Ses deux amis, qui l'ont aidé bien malgré eux, s'échappent et poursuivent leur voyage de bivouac en bivouac, se nourrissant de gibier et d'oiseaux qu'ils tirent, profitant de l'hospitalité des vaqueros qu'ils croisent. Jusqu'au soir où, au-dessous d'eux, ils voient le pays dont on leur a parlé : « Les prairies s'étendaient dans une profonde brume violette et, à l'ouest, de minces bandes d'oiseaux aquatiques filaient vers le nord en avant du soleil couchant dans les profondes galeries rouges sous les gradins des nuages comme des bancs de poissons sur une mer incandescente. »

La frontière franchie, ils se font embaucher comme vachers dans l'hacienda de Nuestra Señora de la Purísima Concepción, un ranch de 11 000 hectares qui appartient, depuis cent soixante-dix ans, à don Hector Rocha y Villareal. Celui-ci, reconnaissant en John Grady un spécialiste et surtout un amoureux

des chevaux, l'enverra, sur sa demande, ramener de la montagne des bords de juments sauvages.

Ces épreuves nourriront le rêve que le gamin fera en prison, l'un des plus beaux passages du livre : « dans son rêve, les jeunes pou-lains couraient aux côtés de leurs mères et piétinaient les fleurs dans un brouillard de pollen qui restait suspendu dans les rayons du soleil comme des grains d'or broyé et ils couraient lui et les chevaux le long des hauts plateaux où le sol grondait sous leurs rapides sabots et ils défilèrent et tournaient et couraient et leurs crinières et leurs queues flottaient autour d'eux comme de l'éclaircie et il n'avait rien d'autre en ce monde d'en haut et tous tant qu'ils étaient ils se déplaçaient dans une resonnance qui était entre eux comme une musique et nul parmi eux cheval pouvait ou jument ne connaissait la peur et ils passaient au galop de cette resonnance qui est le monde lui-même et qui ne peut être dit sans seulement célébrée. »

On a reproché au livre de Cormac McCarthy, dont la presse américaine trouvait les œuvres antérieures trop noires et trop sanglantes, une fio romantique (John Grady tombe amoureux d'Alejandra, la fille du propriétaire, dont on le sépare), ainsi qu'un excès de bons sentiments chez le jeune héros ; (mais) « ce qu'il aimait chez les chevaux c'était ce qu'il aimait en les humains, le sang et la chaleur du sang qui les animait. Toute sa différence et toute sa tendresse et toutes les aspirations de sa vie allaient aux âmes ardentes et il en serait toujours ainsi et jamais autrement. »

C'est ainsi qu'il aime Alejandra, dont il flatte les cheveux noirs comme il appuie sa tête sur l'épaule brune des chevaux qu'il dompte pour les rassurer. C'est ainsi qu'il lui reste fidèle, à elle et à ses amis, jusqu'à la séparation finale. Quel est cet état, sinon celui de l'innocence ? On peut préférer ce livre de repos, de tristesse et de désenchantement, encore agité de temps à autre par les soubresauts de la violence, à l'*Obscurité du dehors* par exemple, avec sa scène de l'enfant ennuagé, égaré au-dessus d'un feu de camp.

Elisabeth Gilie

Le palimpseste de Peter Ackroyd

Rencontre avec un virtuose du pastiche, de la parodie et du « collage » pour un roman où se croisent Alice, Sherlock Holmes et Robinson Crusoe

LA MÉLODIE D'ALBION
(English Music)
de Peter Ackroyd.
Traduit de l'anglais
par Bernard Turle,
Le Promeneur, 396 p., 180 F.

C'est un petit homme tout rond, moustachu, grisonnant, et diablement pittoresque. « Mon problème est que je ne sais pas être sérieux », s'excuse-t-il, sincèrement désolé. Ses yeux riboulés, Peter Ackroyd, dédaigneusement, est un champion de l'esquive : rapide, intelligent, parfaitement insaisissable. Demandez-lui, par exemple, pourquoi il alterne, depuis quelques années, les romans et les biographies, il répond sans hésiter : « En matière de fiction, on se sent obligé de dire la vérité, tandis que dans une biographie il est possible d'inventer » — ce qui ne l'empêche pas d'écrire par ailleurs que « les biographies ne sont que des romanciers sans imagination ». Demandez-lui si ces deux genres lui sont nécessaires, il s'étonne : « Vous voulez dire financièrement ? » Essayez de savoir en quoi il croit, récoit l'amusé davantage : « Je crois en ce que j'écris au moment où je l'écris. »

Voilà un romancier que les romans des autres exaspèrent. « Je sais trop comme ils sont fabriqués » et un critique littéraire qui écrit à propos des livres : « Vous n'êtes censé que les tenir et avoir l'air de les lire. C'est cela la critique ! » Où s'est-il contracté ce goût particulier de la parodie ? A Cambridge ? A Yale ? Après des études brillantes en Angleterre et aux États-Unis, Peter Ackroyd, né à Londres en 1949, a dirigé la rubrique littéraire du *Spectator*. Depuis une douzaine d'années, tout en collaborant au *Sunday Times*, il se consacre davantage à son œuvre. Le *Dernier Testament d'Oscar Wilde*, T.S. Eliot, l'Architecte assassin lui ont valu dans son pays de nombreux prix littéraires, mais c'est par sa monumentale biographie de Dickens — publiée au printemps et traduite par Syl Vère Monod, qu'Ackroyd s'est surtout fait remarquer du public français (1).

On ne s'étonnera donc pas de

trouver dans ce nouveau roman, *La Mélodie d'Albion*, de fréquents saluts à l'œuvre de Dickens. Des premiers chapitres — un peu comme dans les *Interludes* de la biographie (2) — Timothy, le héros d'Ackroyd, rencontre Pip, celui des *Grandes Espérances*, s'introduit dans son histoire et dialogue avec son créateur, Peter Ackroyd, on le sait, est un virtuose du pastiche, de la parodie, du « collage ». Comme la plupart de ses livres, *La Mélodie d'Albion* est bête dans ce matériau composite obtenu par imbrication, amalgame ou superposition des lignes narratives, des styles, des lieux et des époques : un mélange extrêmement habile, devenu caractéristique de son œuvre.

Le génie de l'Angleterre

An départ, l'histoire paraît pourtant simple. Dans un Londres pauvre et triste des années 20, un père et son fils, Clément et Timothy Harcombe, ont des pouvoirs surnaturels. Médiums, magiciens, esprits-riseurs ? Ils ressuscitent les morts du passé et, chaque soir, dans une petite salle des fêtes, soignent les vivants et communiquent avec les morts. Entièrement habité par ces univers d'ombres et de visions, Timothy est en proie aux rêves les plus étranges.

Des rêves nourris par ses lectures d'enfant et qui, d'un chapitre à l'autre, nous font quitter son histoire « réelle » — bien que placée d'emblée sous le signe de l'irrationnel — pour pénétrer dans le passé et dans des pans entiers de la culture anglaise. Nous sommes chez Lewis Carroll, ou pays des merveilles, où Alice dialogue avec des personnes du *Pilgrim's Progress* ; nous rencontrons Sherlock Holmes et Robinson Crusoe, William Byrd et les musiciens de l'école élisabéthaine, Hogarth le grand peintre et graveur du dix-huitième siècle ; nous nous prome-nons dans les paysages de Gainsborough, de Turner, de Constable.

En apparence, c'est toujours Timothy que nous suivons, l'heureux veillant très soigneusement à la continuité de son récit. Simple-ment, le personnage va et vient

entre les époques, entre les arts. Et la ligne narrative ondule, comme celle d'une ligne mélodique sur une portée musicale.

Bien entendu, c'est de la « mélodie d'Albion » qu'il s'agit, de ces accords secrets, de ces harmonies et consonances singulières qui font l'originalité d'une langue et d'une culture. « J'ai voulu toucher les racines du génie de l'Angleterre », explique Peter Ackroyd. « Les Anglais sont toujours embarrassés ou sceptiques à l'idée de définir une tradition nationale. Ils croient que le monde a commencé le jour où ils sont nés. J'ai voulu souligner des choses qui, aujourd'hui, ont tendance à être ignorées ou niées : l'esprit des lieux, le sens du passé. D'un passé qui sous-tend tous nos actes, nos discours, nos pensées... » Cette fois, Peter Ackroyd est sérieux, c'est certain. Car c'est là l'idée maîtresse de son œuvre : « Nous n'échappons pas au passé, nous ne faisons que le reproduire » (3).

Les critiques britanniques ont diversement accueilli cette *Mélodie d'Albion*. Certains lui ont reproché de ressembler un peu trop à un bymne nationaliste. Pour nous Français, qui ne pouvons en juger que de l'extérieur, ce livre dense et complexe apparaît plutôt comme un superbe palimpseste : « Un parchemin dont on a gratté la première inscription pour en tracer une autre, qui ne la cache pas tout à fait, en sorte qu'on peut y lire par transparence l'ancien sous le nouveau » (Gérard Genette). Ou, d'université de l'écriture. Certes, mais de lecture inventif, spirituel et prodigieusement intelligent.

Florence Noiville

(1) Les romans de Peter Ackroyd (*Chatterton*, l'Architecte assassin, *Premières leçons*) sont publiés au Promeneur. Aux Presses de la Renaissance, on trouve son autobiographie *Facile de Wilde*, le *Dernier Testament d'Oscar Wilde* (également 10/18, n° 2181) et chez Stock sa biographie de Charles Dickens.

(2) « Le Monde des livres » du 20 août 1993.

(3) « Le Monde des livres » du 7 décembre 1990.

Instants de vies

Avec un brio très new-yorkais, une lucidité mordante, Deborah Eisenberg dissèque les malaises profonds du quotidien

PETITS DÉSORDRES SANS IMPORTANCE

de Deborah Eisenberg.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Michèle Hechter.
Le Promeneur, 239 p., 150 F.

Quel est ce don presque magique dont usent, de part et d'autre de l'Atlantique, ces écrivains de langue anglaise, très souvent des femmes, pour repérer, aussitôt happer et fixer ces détails fugitifs, imperceptibles, avec une exactitude cruelle dont nous devenons complices ? Des complices masochistes, accablés et ravis de se reconnaître, d'être piégés précisément où ils se défendaient d'aller, de découvrir ce qu'ils se préservaient de voir.

Ces pouvoirs d'interception trouvent toute leur efficacité dans l'espace de la nouvelle, et c'est sur cette voie royale, très anglosaxonne, qu'avance Deborah Eisenberg. On n'évoque certes pas les grands ancêtres - Edgar Poe ou Henry James, incomparables - mais, avec *Petits désordres sans importance*, son deuxième recueil, Deborah Eisenberg s'inscrit parmi les auteurs qui, de Katherine Mansfield à Ernest Hemingway, de Katherine Anne Porter à J. D. Salinger, ont ima-

giné des œuvres d'autant plus incisives, denses et souvent perturbées, tumultueuses, qu'elles expriment d'un seul élan l'état pluriel des consciences, des situations et des crises.

Avec un brio très new-yorkais, une lucidité mordante, inexorable, chacun de ces six textes nous plonge d'emblée au centre de conflits en apparence anodins. Mais ces malaises intérieurs ou relationnels, leur permanence, minent le destin des protagonistes, les accablent, emmangent leur difficulté de vivre. Ils satureront la durée, décident de la couleur, du climat des parcours et des jours. Ils suscitent, mais absorbent l'énergie nécessaire non pas tant à les assumer ou même les discerner, qu'à les éduquer, mieux encore, les nier.

Éviter l'essentiel devient l'activité principale de personnages qui ont en commun une solitude jugée par chacun d'eux, exceptionnelle. Ils finissent, en vérité, un agglomérat d'exceptions toutes assidues à se fondre dans une masse, dans un groupe fantasmé, dont ils se croient exclus. Deborah Eisenberg saisit à vif ces existences vouées sans trêve à un travail douloureux, à des refoulements incessants et soumis à des codes établis pour exorciser.



Deborah Eisenberg : un art du constat.

toute différence, alors que pourrait les unir, précisément, cette détresse devant une disparité plus ou moins consciemment tenue pour banale.

La variété, le nombre des acteurs impliqués dans ces instants de vies subjugent et suscitent des rebondissements sans fin, de subtils décalages de points de vues. Ainsi, dans « Le cambriolage », Jill et Nick, un couple sophistiqué, s'affronte à Roo, leur cuisinière noire : à sa liberté, à son rejet tranquille de leur attitude laborieusement chaleureuse, à la marginalité de son frère, Dwayne, revenu du Vietnam drogué. Jill se désolait de « cette guerre secrète dont les termes n'étaient connus que de Roo ». Elle regrette le temps où les serveurs noirs de ses parents étaient « des gens que leur vie difficile avait rendus souples et harmonieux, calmes, gentils, doux ». Elle s'inquiète aussi, après de Nick : « Pourquoi m'as-tu épousée si je te déçois tellement ? Pour être déçu ? »

Deborah Eisenberg les laisse là, tous en l'état, comme elle les a livrés, les paumés absolus, les exclus officiels, les contestataires cabotins, les battants vulnérables, aux prises avec leurs vies décapotées. Tous tellement épris d'espoir, mais heureux d'obtenir

quelque rémission. Tous, en fin de compte, lovés, blottis au creux de leurs malaises, comme à l'abri au sein de leurs difficultés. L'auteur ne commente ni ne juge. Son art est celui du constat, de l'instantané, mais lours du passé qu'ils véhiculent, irrémédiable.

Son bummer est violent, amer, mais irrésistible, comme dans « Semaine sainte », où l'on découvre, flanqué de Sarah, sa toute jeune compagne, Dennis, un quinquagénaire, banquier raté devenu chroniqueur gastronomique, en mission dans un pays d'Amérique centrale gangrené par une dictature dont on évite de parler. Il parvient, malgré les boursiers de plus en plus évidentes, à garder ses aillères, à négliger les vigiles des restaurants armés jusqu'aux dents, pour rédiger ses comptes rendus : « atmosphère détendue, intime, romantique... Servez-vous à volonté sans oublier les tortillas servies par des Indiennes en costume. »

Château de cartes

C'est leur fille, l'exquise, la limpide Gabriella, qui racontera les miradors, le travail forcé, les assassinats regrettables, certes, qui ont lieu sur leurs plantations. Elle conclura, candide et convaincue, sur un credo économique qui justifie les atrocités que son innocence même semble exiger et garantir.

Peut-être est-elle, ironiquement, la seule dans ce livre à se vivre ancrée, satisfaite. Au contraire, par exemple, de ces femmes échouées dans les grandes villes dont elles attendaient tant. Telle Patty qui, devenue serveuse à New-York et non pas graphiste comme ses diplômes le lui permettraient, s'encombre d'un parasite minable, aux prétentions comiques, mais qui lui donne l'illusion d'une proximité humaine. « Ce n'était pas ainsi qu'elle avait imaginé sa vie de femme. »

Tous, ils sont appuyés, fragiles, les uns sur les autres, comme les cartes d'un château de cartes. Les ruptures ? Avec le partenaire disparaît seulement un miroir pour la solitude. Tous ils se tournent, éblouis, vers quelques personnages à leurs yeux lumineux et qui, sous leurs yeux, se flétriront. « La planète est jonchée de corps et chaque corps est un indice. Mais de quoi ? », songe Dennis dans l'avion du retour. Mais il est avide de retrouver, avec les mises en scène mercantiles des restaurants, avec « les murmures veloutés, la porte se refermant sur la nuit, le calme enveloppant les autres diners », la perversité de l'oubli.

V. F.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

La revanche des gens ordinaires

Reine de la psychologie anglaise, Anita Brookner observe des comportements, dégage des lois, met à plat une logique

ESQUIVES

(A Closed Eye)
d'Anita Brookner.
Traduit de l'anglais
par Annie Lennik.
La Découverte, 324 p., 135 F.
MÉSALLIANCE
(A Misalliance)
d'Anita Brookner.
Traduit de l'anglais
par Nicole Tisserand.
Belfond, 202 p., 110 F.

Blanche et Harriet, les deux plus récentes héroïnes d'Anita Brookner, offrent de nouvelles variations sur un air désormais connu de ses lecteurs. Avant de résumer les deux situations romanesques qui se ressemblent entre elles autant qu'elles ressemblent aux précédents romans de l'actuelle souveraine de la psychologie anglaise, on pourrait s'interroger sur le phénomène de sa réussite narrative.

Pourquoi le roman fonctionne-t-il aussi bien ? Suffit-il du cadre, reposant d'une certaine médiocrité quotidienne pour que de minuscules événements retiennent aussi fermement notre attention ? Pourquoi suit-on avec autant de docilité et de plaisir les sinuosités des états d'âme de ces femmes solitaires ? Pourquoi accepte-t-on les analyses de l'auteur tout-puissant qui sonde les reins et les cœurs avec une parfaite maîtrise ? Pourquoi se soumet-on au rythme routinier de ces vies sans éclat ? Anita Brookner n'a ni l'humour léger de Barbara Pym ni la dureté d'Elizabeth Taylor. Son tempérament plus placide, plus accommodant, l'oriente vers des femmes à la fois plus frustrées encore et plus fatalistes.

Contrairement à ses consœurs françaises, elle ne joue nullement sur une possible interprétation autobiographique de ses confidences. Elle n'appelle ni à la compassion ni au scandale. Elle observe calmement des comportements, elle dégage des lois, elle met à plat une logique. C'est peut-être là la clé du succès de ses fictions : elles avancent sûrement, parce que l'imagination de l'écrivain, étroitement bridée, exclut tout arbitraire, toute fantaisie inutile, toute diversion par rapport à ce qu'il faut bien appeler une démonstration. Une « équation » écrit-elle, elle-même, dans *Mésalliance*.

Le rationalisme d'Anita Brookner, son style rigoureux, manifestement influencé par son autre métier (d'historienne de l'art), s'harmonise heureusement avec le théâtre suffisant dans lequel elle emprisonne ses héroïnes. Saisies dans leurs appartements petit-bourgeois des quartiers résidentiels de Londres comme dans un bocal

de formol, elles sont la proie de leurs familles, de leurs préjugés, de leurs désirs timorés. Fugitivement tentées de transgresser leurs limites, elles finissent par en accepter le confort, avant de sombrer dans l'angoisse. A cela rien d'exceptionnel. C'est vrai, et pourtant rien de déprimant non plus.

Elles ont ce qu'il faut de conscience pour éviter le ridicule ou l'échec total. L'auteur nous permet alors de partager leurs craintes et leurs audaces. Nous accompagnons pas à pas leurs timides expériences. Avec elles, nous nous accrochons à des rites rassurants : décors minutieusement décrits, journées paisiblement balisées par des repas et des tâches quotidiennes, dialogues ou monologues simples et réalistes. L'excès est systématiquement traqué et pourchassé. On s'en tient à des ambitions modérées, qui ne font que rendre plus crédibles les déceptions. Ce qui, à la première personne, devient passionnant par la distance de la troisième personne. Ce n'est pas une confession que l'on entend, c'est un travail d'observation que nous sommes conviés.

Bien entendu, libre à nous de recourir à nos repères personnels, c'est-à-dire de glisser sous le calque romanesque nos propres expériences ou nos connaissances et de sortir du roman pour retrouver la vie. C'est sans doute aussi ce qu'attend la romancière. Dans *Esquives*, l'auteur imagine ce dialogue entre une lectrice et les livres dans lesquels elle se réfugie :

« Vous savez qu'on vous rappelle à la vie ? - On me l'a dit. J'espère que vous voulez vivre ? - Je ne sais plus. »

Ce roman raconte l'histoire de Harriet, qui est mal mariée à un homme laid, riche et âgé, et qui veut vivre par procuration. Sa propre vie, croise-t-elle, ne lui réservera aucune surprise. Elle se tourne vers une amie d'enfance, Tessa, qui, elle, a épousé un homme séduisant et égoïste. Le mari de l'autre devient désormais l'incarnation de ses fantasmes, « l'amant sans scrupule et sans visage ». Pourra-t-elle franchir la frontière qui sépare sa vie réelle et sa vie imaginaire ? A sa grande surprise, les événements viennent démentir ses analyses. La tragédie de Tessa s'oppose diamétralement au train-train de Harriet. Leurs filles respectives contredisent les destins des mères. Celle de Tessa est sombre, laide, angoissée. Celle de Harriet, belle, joyeuse, désireuse de vivre.

Comme elle a voulu voler la vie de Tessa, Harriet se reporte à présent sur sa propre fille. Or, ses deux modèles disparaissent successivement : Tessa meurt de maladie, la fille de Harriet dans un accident. C'est dans la solitude, à laquelle tout le vouait, que Harriet découvre la curieuse morale du destin : la revanche des gens ordinaires sur ceux que l'on prend pour des êtres d'exception, la victoire du trivial sur le sensationnel. Paradoxalement, le personnage romanesque, c'est elle, celle qui, parce que tout lui est refusé par la

réalité, peut construire un rêve dont elle est exclue, mais dont elle est maîtresse. Art de la solitude, art du romancier.

Blanche, la protagoniste de *Mésalliance*, est la « sœur » de Harriet. Elle vient de divorcer et passe ses journées dans un hôpital où elle est visitée par une amie. Ce qui l'attache à la grisaille, c'est la rencontre d'une enfant apathique et de sa mère, Sally, coquette, futile, inconséquente. Blanche s'acharne à nouer une amitié avec cette jeune femme et sa fille, à entrer dans leur vie pour sortir de la sienne. Sally a été plus ou moins abandonnée par son jeune mari qui, on le découvre progressivement, est une sorte de gigolo d'un vieux couple fortuné. Blanche, dont la ligne de conduite, si droite, si certaine, a été brutalement rompue, s'émancipe de chemins de traverse où, malgré ses efforts, elle n'a pas sa place. Comme Harriet, Blanche est rêveuse.

Une fois encore, c'est de son côté que se trouve le véritable romanesque, parce que c'est elle qui, dans sa vie immobile et nue, perçoit les écarts des autres, les jauge, les apprécie, les rend poétiques. « Désormais, songe-t-elle, mon seul traitement reposera sur la réalité : l'art du possible. » Son rêve est la réalité des autres. De son côté, son mari s'est engagé dans une relation amoureuse avec une femme plus jeune, qui le satisfait si peu qu'il revient régulièrement dîner chez Blanche.

Blanche, réfléchissant souvent

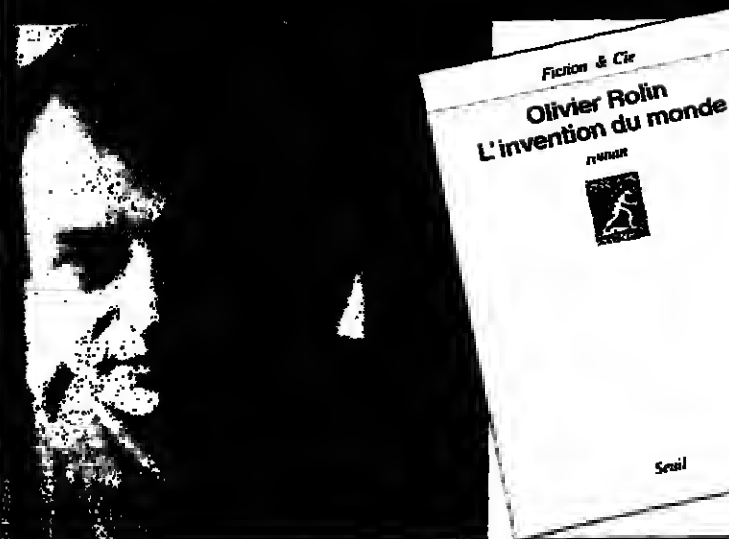
sur l'étrange relation qui l'unit à Sally et à l'enfant, conclut lucidement, amèrement : « Elles ont exercé une extrême fascination sur moi. Une leçon de choses. D'ailleurs à quoi d'autre aurais-je pu occuper mon temps ? Je les ai étudiées comme si elles représentaient un enseignement susceptible d'être appliqué à mon propre cas. »

Quand elle finit par rencontrer le mari-gigolo de Sally, elle lui trouve un air « provisoire, comme un personnage de théâtre ». Elle est, du reste, obsédée par l'existence des personnages de l'art. Elle visite presque quotidiennement la National Gallery, admirant longuement les figures mythologiques, les « déesses qui mènent des vies dissolues ».

Cette fascination pour un type d'existence qui n'est plus entièrement humain, pour une forme d'existence, devrait-on dire, pour un niveau de vie qui n'est plus de l'ordre du réel, est, d'une certaine manière, une double métaphore de la fiction et de la lecture. Et c'est peut-être un secret du charme qu'exercent les romans d'Anita Brookner : elle place ses héroïnes par rapport au monde qui les entoure dans la même situation que le lecteur face au roman qu'il lit ou que l'écrivain face aux personnages qu'il a créés. Elle les isole devant le spectacle de la vie, comme nous sommes, écrivains ou lecteurs, immobilisés devant le roman, une plume ou un livre à la main.

René de Ceccatty

OLIVIER ROLIN



Jaculatoire, inspiré, magnifique. Maurice Nadeau / La Quinzaine Littéraire

Au nom de papa Joyce, de Malcolm Lowry et de Blaise Cendrars, c'est un grand livre. Michèle Bernstein / Libération

Ce livre est une stridence, un appel, un morceau de vie saignant et incontrôlable. On sort de la lecture épuisé. Jacques-Pierre Amette / Le Point

Une prodigieuse fable sur la création littéraire. Jean-Louis Esine / Le Nouvel Observateur

Une écriture magnifique, emportée, violente. Françoise Gireud / Le Journal du Dimanche

Le fascinant objet non identifié dans le ciel littéraire ! Paul-Jean Franceschini / L'Espresso

Un livre aussi foisonnant d'histoires singulières et merveilleuses que *Les Mille et une nuits* ou *Les Métamorphoses* d'Ovide. Isabelle Martin / Le Journal de Genève

Un roman fabuleux. Jacques Franch / La Libre Belgique

Editions du Seuil

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

QUELQUES berdes bretons, troubadours occitans ou rappeurs beure mie à part, les Français ne se posent plus la question de savoir qui ils sont. La France leur est naturelle. C'est une réalité qu'on peut décrire, élimer, quitter, regretter, mais qu'on ne change pas. On est français comme on est brun ou petit, aucune chirurgie esthétique, aucune transplantation n'y pourrâit rien. Cette belle assurance, ce confort de propriétaires nous embourgeoise l'esprit. N'ayant plus rien à gagner – et quoi qu'on fasse semblant de croire pour se donner de la peur, pas grand risque de perdre – de ce côté-là, nous comprenons mal les locataires, ceux qui n'ont pas derrière eux leurs seize quartiers de noblesse nationale, leurs siècles de civilisation commune enfermée dans les livres ou inscrites dans la pierre des cathédrales. Nos certitudes nous rendent bêtes à leur malaise.

Les Canadiens, par exemple. Passe encore pour les Québécois que leur appartenance à la francophonie rapproche eessez de nous pour que nous leur accordions cette sympathie réservée aux cousins par alliance. Mais les autres, ces quelque poignée d'anglophones éparpillés sur le plus vaste territoire du monde après la Russie ? Qu'est-ce que cela veut dire pour eux, pour leur sentiment d'identité, pour leur imaginaire collectif, pour leur avenir commun, de se penser comme Canadiens, sans tradition partagée, étrangers dans leur propre pays, ne sachant plus trop pourquoi ils votent pour Trudeau ou Mulroney plutôt que pour Bush ou Clinton.

Toute l'œuvre de Robertson Davies est une peinture de ce qu'il appelle le « schizophrénisme culturel canadien », l'appartenance à des réalités totalement contradictoires, et, pour conserver sa santé mentale, la fuite hors de ces réalités. Des études savantes sur un tel sujet pourraient intéresser une phalange de spécialistes, mais Davies est un immense romancier, voilà donc une occasion d'être un peu plus intelligent sans cesser un seul instant d'éprouver du plaisir.

Encore faut-il ne pas céder à la paresse. Robertson Davies romane par trilogie. Le rythme ternaire est celui d'une dialectique particulière dont les termes pourraient être réalité, échappée et résolution paradoxale. Chaque roman est certes en lui-même assez fort pour être lu sans les deux autres, à condition de vouloir ignorer ce que l'on perd dans l'emputa-

LA LYRE D'ORPHÉE
(The Lyre of Orpheus)
de Robertson Davies.
Traduit de l'anglais (Canada)
par Lisa Rosenbaum.
L'Olivier, 446 p., 140 F.

tion. Pour bien faire, il faudrait même lire d'un seul tenant les trois trilogies de Davies, mais la première, celle de l'Ontario, est encore inédite en France. En attendant, il nous reste celle de Depforth, avec *l'Objet du scandale*, la *Menticoire*, et le *Monde des merveilles*, et celle de Cornish, avec *les Anges rebelles* (1). Un homme remarquable (2) et la Lyre d'Orphée, qui vient achever le cycle.

COMME tous les romans de Davies, la Lyre d'Orphée ressemble à une grande bataille qui ne met pas en scène deux forces antagonistes mais une myriade de combats singuliers. On ne quitte des yeux un duel que pour en découvrir un autre, et chaque personnage est condamné à se battre sur plusieurs fronts à la fois, vainqueur ici, vaincu ailleurs, rarement indemne de toute blessure. Jamais de temps mort, jamais de héros sans emploi qu'on laisse reposer un instant dans le couloir, jamais de ces plages que les romanciers se ménagent pour souffler entre deux morceaux de bravoure. Davies, qui a été comédien et metteur en scène à l'Old Vic de Londres, a pris les leçons de Shakespeare : souvent les actions les plus déterminantes sont portées par des personnages secondaires. Question d'esthétique autant que de morale : la Lyre d'Orphée est un roman d'une rare plénitude, de ces livres qu'on sait pouvoir relire dix fois sans cesser de les découvrir. Au point de départ, un prétexte essez mince. Un mécène, Arthur Cornish, à la tête d'une riche fondation, décide de faire compiler et monter sur la scène un opéra dont la musique a été ébauchée par E. T. A. Hoffmann quelques mois avant sa mort et dont le titre était le *Roi Arthur ou le Cocu magranime*. Pour ce faire, Arthur – le riche canadien, pas le roi de Bretagne – entouré de ses chevaliers, les associés de la fondation, engage une étudiante musicienne, mélomane, complexe mais fort talentueuse, une célèbre enseignante européenne de musicologie chargée de composer le vilain petit canard, un metteur en scène de théâtre d'origine galloise tout encombré de sa beauté physique et de sa faiblesse morale, et une équipe d'universitaires commis à l'écriture

du livret et qui laisseront en fait le travail à un seul homme, un prêtre sceptique et indulgent au nom français, Darcourt.

S'engage alors autour de la conception et de la création d'un opéra romantique européen par des intellectuels canadiens une sorte de chasse au snark, ébréchée dans le couloir par l'ombre d'Hoffmann lui-même attendant dans les limbes que le créateur de son opéra eutrefait esquisse la délivre enfin des chaînes où l'ont enfoncé ses contemporains, celles d'un musicien médiocre et d'un écrivain fantasque.

On est loin, semble-t-il, des problèmes et des mémoires de l'identité canadienne. Davée d'ailleurs ne les évoque jamais. Mais toutes les métaphores contradictoires qui se croisent dans le livre – à commencer par celle, évidente, d'Arthur, le roi breton, sacrifiant honneur, amour et émitié à l'entreprise supérieure, le quête du Graal – se révèlent des impasses : pour qu'une métaphore fonctionne, il faut qu'une réalité quelque peu stable lui réponde. Ici, rien n'est stable, rien n'est certain ni clai-

res morceaux de puzzle qui ne s'emboîtent pas, de ces sentiments qui tournent court, de ces trésors de culture et de savoir qui s'enlisent dans le byzantinisme universitaire ou qui s'étiolent dans l'atmosphère mesquine des concours provinciaux. Et pourtant l'opéra d'Hoffmann se monte et se joue ; le greffe improbable donne une plante, un peu étrange certes, un téninnet monstrueuse, composée de bnc et de broc, mais viable. Robertson Davies fait le pari de l'optimisme, ce conglomérat de peuples, de cultures, de passions, de peurs et de solitudes peut produire une œuvre commune. De quelle manière ? Avec quels résultats ? Donner des réponses à ces questions détruirait toute chance de réussite. Simon Darcourt, qui incarne dans la Lyre d'Orphée ce scepticisme constructif, sait que tous les plans soigneusement préparés ratent infailliblement : « Il prenait ses vraies décisions comme un cuisinier inspiré fait sa soupe : il jetait dans la casserole tout ce qui lui tombait sous la main, assaisonnait, ajoutait un verre de vin et touillait le tout jusqu'à ce qu'il en sortit un plat délicieux. Il n'avait pas de recette et le résultat n'était que vaguement prévisible. »

L'Enchanteur Davies

ment identifié. Toutes les fables se grippent. Les intérêts et les passions individuelles viennent miner l'entreprise collective, les apparences et la réalité ne cessent de se recouvrir mutuellement, empêchant qu'on distingue ce qui appartient au réel et ce qui sacrifie à l'art, la vieille Europe et le jeune Amérique échangeant leurs signes distinctifs, ceux qui doivent jouer le rôle de la scène s'exercent au vaudeville dans les coulisses, la musique et le texte se poursuivent sans jamais complètement s'accorder, les créateurs méprisent les banquiers qui les font vivre, et les banquiers jalouxent les créateurs possesseurs d'un pouvoir que l'argent n'achètera jamais.

Robertson Davies tire une grande force comique de ces mises en échec permanentes de la réalité par le rêve et du rêve par la réalité, de

cœur joyeux, une noble indifférence face aux petits problèmes quotidiens. Mais cette raison raisonnable ne saurait suffire. Elle est celle du Chat Murr, cette créature d'Hoffmann – conservatrice et bien-pensante – qui se moque de tout ce qui est cher à son auteur.

A cette raison critique, stérilisante, Darcourt oppose la vraie raison, active et agissante, celle qui ne dit ni « oui » ni « non », mais simplement : « Essayons ! » Ce qui implique une part de folie et de croyance dans la magie. Robertson Davies écrit le roman de cet essai. Un peu fou, magique lui aussi, à la manière des comédies de Shakespeare, il est Merlin, l'enchanteur de cette Table ronde.

(1) Tous chez Fayot et en « Points » Seuil Roman.
(2) L'Olivier.

Macedonio Fernandez et l'ombre des choses

Artiste et métaphysicien, le maître de Borges ne vivait que pour penser

MUSÉE DU ROMAN DE L'ÉTERNELLE

(Musée de la Novela de la Eterna)
de Macedonio Fernandez.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
et préfacé par Jean-Claude Masson.
Gallimard.
« La Nouvelle Croix du Sud »,
320 p., 150 F.

Excepté quelques petits fragments – qui suffisaient déjà à docoer le « la », la teinte, la couleur de son inspiration – publiés en cours des années 60 dans la revue *Les Lettres nouvelles*, ce n'est que quarante années après sa mort, survenue en 1952 – alors qu'il était quasiment octogénaire – que l'Argentin Macedonio Fernandez a commencé d'être traduit en français. Comment s'en étonner ? De son vivant, ce n'est que poussé par des amis qu'il avait fait paraître quatre miocres volumes d'une œuvre dont la publication s'achève maintenant, et qui en comptera onze.

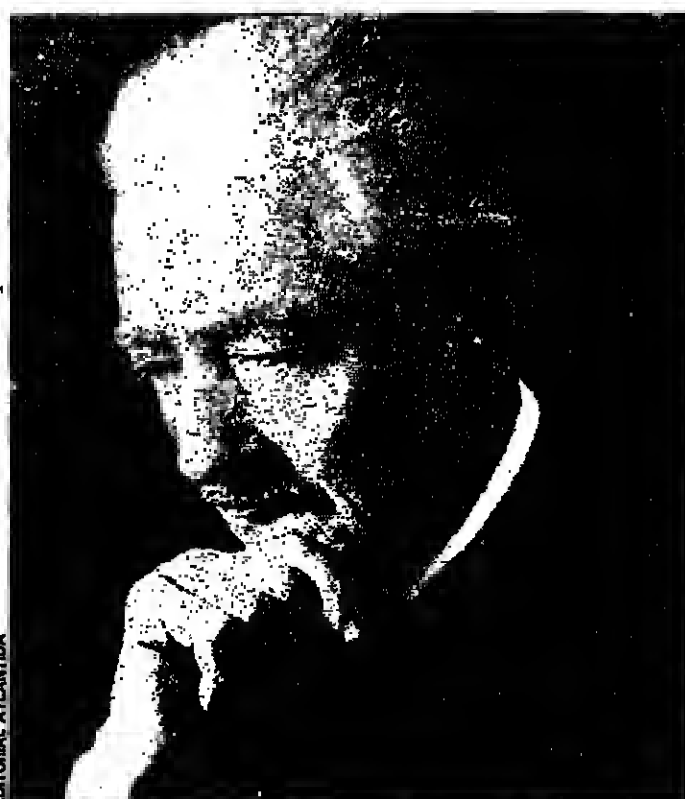
Macedonio est né en 1874, à Buenos-Aires, « la première ville qui sort immédiatement de la campagne » – de ces pampas insaisissables où, disait-il, il ne fallait pas se croire à l'abri si l'on se trouvait derrière une haie : d'un côté ou de l'autre de celle-ci, on se trouvait également dehors. Des gauchos y passaient-ils de temps

en temps ? Ce n'était que pour l'amusement des chevaux.

Pour Borges qui, sa vie durant, l'appellera le maître – ce qui tend à démentir la fatidic supériorité de celui-ci sur le disciple –, Macedonio était une sorte d'Adem qui aurait pensé, et résolu, en paradis, les problèmes fondamentaux : il était difficile d'être historien et, encore plus, archéologue ou théologien en septième jour de la Création.

Toujours selon Borges, Macedonio était passé maître dans l'art de ne rien faire et de rester solitaire, ne vivant que pour penser ; écrivant pour mieux le faire, mais n'emportant jamais les manuscrits lorsqu'il changeait d'appartement ou, le plus souvent, de pension. Ecrire n'était, pour lui, que formuler d'une façon nouvelle ce qui avait déjà été dit : on finissait toujours par découvrir que les seules énigmes étaient la souffrance et la mort, et qu'être un redécouvreur n'avait d'importance que pour soi-même. Il ne croyait pas à la superstition de l'originalité, qui afflige nos contemporains, et le principe du copyright lui paraissait saugrenu.

Aussi les angoisses du style lui semblaient-elles vanité, et toute publication consentie, un accident préjudiciable à la réflexion. Insouciant de lui-même, il aurait voulu n'être personne, comme Ulysse, mais, dans son cas, pour



Macedonio Fernandez, « chevalier-non-existant ».

essayer de dévoiler, en marge de l'univers, le mystère de celui-ci en toute objectivité. Il en rêvait comme du fruit suprême de sa solitude : « Qu'importe ce que je suis, moi ? Contentons-nous de ce que toute beauté soit en elle. »

Au fond, le but de Macedonio était l'identification de la réalité avec l'expérience la plus intime de la conscience. Cela dit, tout convaincu qu'il fût que la sensibilité ne renseigne que sur elle-même, et que si l'on croit que l'émotion renseigne sur ce qui la provoque on n'est pas un artiste, mais un métaphysicien, il ne put s'empêcher d'être et l'un et l'autre – même si la seule chose qui lui tint vraiment à cœur ce

consistait en rien d'autre que dans l'art et l'amour.

Il n'est pas interdit de penser à Valéry (à qui, physiquement, il ressemblait, et qu'il considérait comme un « jongleur de scrupules ») – Valéry qui disait : « Il me manque un Allemand qui achèverait mes idées. »

La mort avant la vérité

Comme tout un chacun – et comme on l'a déjà dit – il se heurtait à deux faits ténus, indubitables : la souffrance et la mort. Aussi, convaincu dans son for intérieur « que l'on trouve tou-

jours la mort avant la vérité », rêvait-il d'être « l'Artiste » – lequel « se soucie même de l'ombre des choses pour que le jour ne les abîme pas » – et de « vivre dans une « semi-clarté », une « semi-action », à « mi-veille », sans reconnaître tout à fait les événements et les êtres ; car, en dehors de la passion, la probabilité dominante est la souffrance. Ce qui, au fond, le fascinait dans l'art, c'est que la finalité de celui-ci est la fin de la vie : de l'individu en elle. (...) Être encore un autre en faisant tout pour un autre. »

Ce Musée du roman de l'éternelle – que l'on saurait difficilement apprécier si l'on n'a pas lu les *Papiers de nouveauté* suivis de *Continuation du rien* (1) –, Macedonio commença à le rédiger vers sa trentième année, le reprenant vingt ans plus tard, et encore une fois – ce fut son *work in progress* –, un an avant sa mort. Composée, pour le principal, de préfaces, on ne peut assurer qu'il l'eût considéré achevé puisque, à la fin, lorsque la vie s'appropriait à souffler les bougies, il mélangea les feuillets – que son fils, Adolfo de Obieta aura mis près de vingt ans à ordonner. (A cet égard, il y eut Pascal dans son désordre.) Il aurait sans doute décliné à Macedonio d'appréhender que, ce faisant, il courait le risque d'être, un jour, rangé dans quelque secte d'épigraphes du nouveau roman.

Or, le Musée, ce fut le seul livre envers lequel il éprouva de l'attachement, car, en dépit de ses innombrables démentissements de pensions en garnis, la masse de feuillets retrouvés l'accompagna toujours, avec son rasoir intermittent, son poncho, et cette guitare amie sur laquelle il jouait, de sa main lente, des morceaux de son invention pour tenir compagnie à ses pensées. Schopenhauer, dit-on, jouait chaque jour toutes les partitions de Rossini connues à l'époque, dans leur version pour flûte, mais, lui, pour oublier sa philosophie.

Et c'est ainsi que l'artiste philo-

sophe, qui aimait à cultiver le paradoxe – cette manière de rire qui renverse à la fin tout de sévères cogitations – autant qu'à fournir un sens aux non-sens, nous a laissé cet ouvrage qui résume sa vie de « chevalier-non-existant », tel qu'il s'était voulu. Fiction, journal intime ou, plutôt, « ex-lime », « vicerece » méditatif et raisonneur, livre d'heures, théorie de la littérature – et en particulier du roman : « Des personnages que j'ai écartés, on pourrait dresser une longue liste ; en matière de lecteurs, j'écarte une seule catégorie : le lecteur de dénouements ; le procédé qui consiste à livrer tout le contenu en pure substance, et la fin par anticipation, me garantira de ne plus le voir rôder dans les parages. »

Or, dans son chaos magnifique, ce Musée – considéré comme impossible à traduire, par Jean-Claude Masson, ne fait pas regretter l'original – est, par dessus-tout, un ouvrage amical : l'un de ces livres qu'il suffit d'ouvrir à n'importe quelle page pour y puiser du réconfort, sourire, s'étonner, rire par instants aux éclats, être saisi par quelque sentence à la saveur antique, et qui trouvera sans peine le chemin de notre mémoire pour s'y nichier durablement ; ou par ces mots que le cœur a souvent du mal à trouver, et dont la justesse sans atténuer, sinon guérir, notre chagrin (ce serait-ce pas là l'ambition secrète de toute littérature ?). Telle cette ligne dont le traducteur-poète embellit l'agencement : « Il n'est point de beauté qui ne procède de la mort, ni mort qui d'amour ne procède. »

On peut supposer que, sur ces mots, ce don de l'Esprit, Macedonio plaquait quelques accords mélancoliques lorsqu'il prenait sa guitare. Nous croyons, en tout cas, les entendre.

Hector Bianciotti

(1) Traduit par Silvia Baron Supervielle (sous le pseudonyme de Elena Bellandier, poèmes, 1990), José Corti, 1992.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE MONDE diplomatique

L'AGONIE DE LA CULTURE

Vers une civilisation du chaos

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 42 F

هكذا من النظم